



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement



**Rapport
financier
2025**



Le *Rapport financier 2025* comprend les états financiers approuvés et vérifiés qui doivent être soumis conformément à l'article 27 de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et à la section 13 de son Règlement général.

La BERD est une banque multilatérale qui encourage le développement du secteur privé et l'esprit d'entreprise dans 40 économies réparties sur trois continents. Elle est détenue par 77 pays, ainsi que l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement. Les investissements de la Banque ont pour but de rendre les économies de ses régions d'opérations compétitives, bien gouvernées, vertes, inclusives, résilientes et intégrées.

Sommaire

Chiffres clés	2
Principaux indicateurs financiers : 2021-2025	8
Rapports et informations complémentaires	9
Compte de résultat consolidé	17
État du résultat global consolidé	18
État de situation financière consolidé	19
État consolidé de variation des capitaux propres	20
État des flux de trésorerie consolidé	21
Principes comptables	22
Gestion des risques	40
Notes annexes aux états financiers	77
Responsabilité en matière d'information financière externe	107
Rapport de certification indépendant	109
Rapport de l'auditeur indépendant	110
Annexe : Analyse des taux de défaillance et de recouvrement (non audité)	111

Chiffres clés

La BERD¹ a connu une année 2025 très fructueuse. Elle a apporté un soutien à ses clients dans l'ensemble de ses régions d'opérations, conformément à son mandat et à ses priorités stratégiques. Elle est restée très engagée en Ukraine, a accru le volume global de ses activités, a renforcé son impact sur la transition et a lancé des opérations en Afrique subsaharienne et en Irak. Autant d'actions qui ont été menées sans jamais compromettre sa viabilité financière et en pratiquant une gestion prudente de ses ressources.

La volatilité de l'environnement extérieur a contribué à un résultat net global de 1,3 milliard d'euros en 2025, une baisse de 23 % par rapport à l'année précédente, reflétant une hausse des pertes de crédit attendues et des charges de dépréciation, ainsi que des ajustements comptables temporaires.

Les actifs des Opérations bancaires, comprenant à la fois les portefeuilles de créances et de participations, représentaient 47 milliards d'euros fin 2025, une hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. Les revenus des Opérations bancaires sont restés solides, atteignant 2,7 milliards d'euros, soit 70 % du total des revenus. Le portefeuille des Opérations bancaires affichait un bénéfice net de 0,6 milliard d'euros, en partie compensé par les répercussions négatives des pertes pour dépréciation, les pertes de crédit attendues représentant 0,14 milliard d'euros, contre une reprise de 0,11 milliard d'euros en 2024.

À la fin de l'année 2025, les prêts improductifs constituaient 8,4 % des actifs d'exploitation au titre des prêts, soit une hausse de 6,3 % par rapport à 2024, reflétant en grande partie la poursuite des tensions géopolitiques. Abstraction faite des expositions liées à l'Ukraine, la part des prêts improductifs est restée globalement stable, à 3,1 %, au même niveau qu'en 2024.

Le portefeuille de la Trésorerie s'élevait à 39,5 milliards d'euros fin 2025, en hausse de 11 % par rapport à 2024. Les activités de la Trésorerie ont continué d'afficher de solides performances, contribuant à hauteur de 0,2 milliard d'euros au bénéfice net, un niveau globalement similaire à celui de 2024.

La Banque a conservé une solide position de liquidité et a continué d'accéder aux marchés internationaux de capitaux, en appliquant des politiques financières prudentes et un programme de financement diversifié.

Les actionnaires de la Banque ont continué de lui témoigner leur confiance, souscrivant à près de 95 % à son augmentation générale de capital de 4 milliards d'euros. Les fonds propres ont augmenté de 3,9 milliards d'euros, grâce à un bénéfice net de 1,3 milliard d'euros et à 2,6 milliards d'euros de souscriptions au capital reçues en cours d'année.

¹ Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

La Banque conserve sa note AAA accordée par les trois grandes agences internationales de notation (Moody's, Fitch Ratings et S&P Global Ratings), ce qui témoigne de sa solide situation financière, de son cadre de gestion prudente des risques et du fidèle soutien de ses actionnaires.

Résultats financiers 2021-25

en millions d'euros	2025	2024	2023	2022	2021
Bénéfice net/(perte nette)	1 337	1 744	2 098	(1 117)	2 502
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	(10)	(20)	(23)	(123)	(80)
Bénéfice net/(perte nette) après transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	1 327	1 724	2 075	(1 240)	2 422
Capital libéré	10 019	7 438	6 218	6 217	6 217
Réserves et bénéfices non distribués	19 161	17 878	16 050	13 119	14 128
Total des capitaux propres	29 180	25 316	22 268	19 336	20 345

Résultats opérationnels 2021-25

	2025	2024	2023	2022	2021
Nombre de projets ²	640	584	464	431	413
Volume annuel des investissements bancaires ³ (en millions d'euros)	16 850	16 583	13 129	13 071	10 446
Volume annuel des investissements mobilisés ⁴ (en millions d'euros)	5 654	4 820	2 819	1 746	1 750
<i>dont mobilisation directe du secteur privé⁵</i>	2 768	2 791	1 499	803	908
Mobilisation indirecte du secteur privé ⁶ (en millions d'euros)	21 145	21 986	23 400	12 957	16 613
Mobilisation totale ⁷ (en millions d'euros)	26 799	26 806	26 220	14 703	18 363

2 Nombre de projets sur lesquels la Banque s'est engagée durant l'exercice.

3 Volume des engagements pris par la Banque au cours de l'exercice, à savoir : i) les nouveaux engagements (déduction faite de tout montant au titre des annulations ou des syndications durant le même exercice) ; ii) les engagements restructurés ; et iii) les montants engagés dans le cadre du Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC) durant le même exercice et encore en cours en fin d'exercice.

4 Le volume annuel des investissements mobilisés représente le volume des engagements pris auprès du client par des entités autres que la Banque résultant explicitement de l'action directe de cette dernière.

5 Financement privé accordé à des conditions commerciales à la suite de la participation active de la Banque.

6 Les banques multilatérales de développement (BMD) définissent la mobilisation indirecte du secteur privé comme le financement accordé par des entités privées dans le cadre d'une activité spécifique bénéficiant d'un financement de la part d'une BMD et dans laquelle aucune BMD ne joue un rôle actif ou direct conduisant à l'engagement de financement de la part des entités privées. Ce montant inclut de nombreux cas où la BERD a joué un rôle dans la transaction sous-jacente, mais où la structure du projet ne permettait pas de qualifier le montant mobilisé de mobilisation directe.

7 Somme du volume annuel des investissements mobilisés et de la mobilisation indirecte du secteur privé pour une année donnée.

La Banque se consacre avant tout à des activités relevant des Opérations bancaires et de la Trésorerie. Les premières sont des investissements réalisés dans des projets qui, conformément à l'Accord portant création de la BERD, visent à aider les pays dans lesquels la BERD investit à faire la transition vers une économie de marché ouverte, tout en encourageant une croissance durable et inclusive et en appliquant les principes de saine gestion bancaire. Les principaux produits d'investissement sont des prêts, des prises de participation et des garanties. Les activités de la Trésorerie consistent notamment à obtenir des capitaux de financement, à investir l'excédent de liquidités, à gérer les risques de change et de taux d'intérêt de la Banque, ou encore, à aider les clients à gérer leur actif et leur passif.

Opérations bancaires

Résultats opérationnels

Dans un climat marqué par une incertitude mondiale persistante et une reprise inégale, la BERD a répondu à la forte demande que continue de susciter son modèle unique, alliant investissements et dialogue sur les politiques publiques, dans l'ensemble de ses pays d'opérations. Elle a poursuivi la mise en œuvre de ses priorités stratégiques au moyen d'investissements verts, inclusifs et en faveur du secteur privé, tout en restant fermement engagée en Ukraine, alors que l'invasion de grande ampleur menée par la Russie entrait dans sa quatrième année. Elle a par ailleurs entamé ses activités en Afrique subsaharienne, avec la signature en 2025 de ses premiers projets dans la région. Dans ce contexte, la Banque a enregistré des niveaux d'activité record : le volume annuel des investissements bancaires a atteint 16,8 milliards d'euros⁸ en 2025 et a concerné 640 opérations d'investissement et 86 accords de financement des échanges au titre du Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC) (2024 : 16,6 milliards d'euros, pour 584 opérations d'investissement et 86 accords de financement des échanges).

La BERD a investi en 2025 dans 36 économies, la répartition régionale des investissements étant la suivante : 3,7 milliards d'euros en Europe orientale et dans le Caucase, 2,9 milliards d'euros en Europe du Sud-Est, 2,8 milliards d'euros dans la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED), 2,7 milliards d'euros en Türkiye, 2,6 milliards d'euros en Europe centrale et dans les États baltes, 1,7 milliard d'euros en Asie centrale, 0,4 milliard d'euros en Grèce et 30 millions d'euros en Afrique subsaharienne.

En 2025, le volume annuel des investissements bancaires dans le secteur financier a atteint 7,2 milliards d'euros, distribués en majeure partie par l'intermédiaire de banques partenaires et

notamment destinés à des petites et moyennes entreprises, à des projets en faveur du développement durable, à l'aide au commerce international et à des projets de développement des marchés de capitaux. Par ailleurs, les secteurs des infrastructures durables et des services diversifiés aux entreprises ont chacun bénéficié de 4,8 milliards d'euros d'investissement.

Le portefeuille des opérations d'investissement de la Banque⁹ s'est étoffé, passant de 62,0 milliards d'euros en 2024 à 64,5 milliards d'euros à la fin de l'année 2025. Le développement du portefeuille de la Banque reflète le niveau des nouveaux investissements, partiellement compensé par la forte dépréciation du dollar É.-U. face à l'euro en 2025 (1,174 dollar É.-U. pour 1 euro fin 2025 contre 1,035 dollar É.-U. pour 1 euro fin 2024), se traduisant par une baisse de la valeur en euros déclarée des actifs de la Banque libellés en dollar É.-U.

Les décaissements bruts¹⁰ ont atteint le montant record de 11,5 milliards d'euros en 2025, en hausse par rapport aux 10,6 milliards d'euros décaissés en 2024. Les décaissements bruts associés à des remboursements de prêts de 8,3 milliards d'euros (2024 : 7,4 milliards) et à des cessions de titres de participation de 0,7 milliard d'euros (2024 : 0,5 milliard) se sont traduits par des actifs d'exploitation¹¹ de 43,0 milliards d'euros à la fin de l'exercice 2025, en hausse par rapport à fin 2024 (42,1 milliards). Les actifs d'exploitation se composaient, au 31 décembre 2025, d'un encours de prêts décaissés de 38,1 milliards d'euros (2024 : 37,3 milliards) et d'un encours de participations décaissées, comptabilisées au coût historique, de 4,9 milliards d'euros (2024 : 4,8 milliards).

Outre le volume annuel des investissements bancaires, le volume annuel des investissements mobilisés a atteint un niveau record de 5,7 milliards d'euros, comprenant 2,8 milliards d'euros issus de la mobilisation directe auprès du secteur privé, principalement sous la forme de prêts syndiqués et de prêts parallèles ; 1,1 milliard d'euros de participations aux risques non financées mobilisées par la Banque dans le cadre de ses propres projets ; ainsi que 1,7 milliard d'euros supplémentaires via l'aide aux échanges commerciaux, l'assurance contre le non-paiement, la mobilisation liée aux services de conseil, les participations et des sources publiques. Parallèlement à la mobilisation directe, la Banque a indirectement mobilisé des financements privés à hauteur de 21,1 milliards d'euros en 2025, correspondant à des investissements supplémentaires attirés par des projets dans lesquels elle a investi. La valeur cumulée du volume annuel des investissements mobilisés et de la mobilisation indirecte s'est élevée à 26,8 milliards d'euros en 2025, comme en 2024.

8 Les montants et les décaissements/remboursements par région/secteur sont indiqués à la décimale près. La somme arrondie de ces montants peut donc être légèrement différente du total correspondant au volume annuel des investissements bancaires.

9 Les portefeuilles de prêts et de participations de la Banque, comptabilisés au coût, ainsi que les engagements non décaissés.

10 Décaissements du principal par la Banque en faveur d'un client ou d'autres tiers convenus.

11 Les actifs d'exploitation correspondent au total des sommes décaissées, moins les remboursements.

Les donateurs et les actionnaires ont par ailleurs apporté un solide soutien financier aux activités de la BERD en 2025, notamment dans le cadre des fonds spéciaux, des fonds de coopération et des fonds fiduciaires. Les financements des donateurs ont joué un rôle essentiel dans l'action menée par la BERD en faveur de l'Ukraine. Ils ont représenté un total de 0,9 milliard d'euros, destinés aux opérations de soutien dans ce pays.

Ces résultats reflètent bien, de manière générale, l'engagement permanent de la BERD aux côtés des pays en transition dans ses régions d'opérations, à l'heure où ceux-ci édifient et consolident des économies de marché ouvertes, durables et inclusives.

Résultats financiers

Les Opérations bancaires ont réalisé en 2025 un bénéfice net de 0,6 milliard d'euros¹², charges d'exploitation comprises, alors qu'elles avaient enregistré un bénéfice net de 1,2 milliard d'euros en 2024. Ce bénéfice s'explique essentiellement par un montant de 0,6 milliard d'euros provenant du produit net des intérêts et des commissions et 0,8 milliard d'euros de gains issus des investissements sous forme de participations, compensés par 0,1 milliard d'euros de charges de dépréciation et 0,6 milliard d'euros au titre des frais et des amortissements. La baisse du bénéfice net enregistrée par rapport à l'année précédente était essentiellement due à une diminution de 0,3 milliard d'euros du produit net des intérêts, à des charges de dépréciation de 0,14 milliard d'euros (contre une reprise de 0,11 milliard en 2024), à des ajustements comptables temporaires, ainsi qu'à une diminution des gains de juste valeur issus tant des prises de participation que des prêts évalués à la juste valeur.

Le produit net des intérêts a baissé, essentiellement du fait d'ajustements comptables liés au taux d'intérêt effectif, ces ajustements traduisant davantage des différences en termes d'échéances que des changements dans la performance économique sous-jacente. Les revenus de dividendes tirés des participations ont augmenté de 49 % pour atteindre 0,2 milliard d'euros, mais sont partiellement compensés par des pertes de juste valeur liées à la valorisation des investissements.

Les charges au titre des pertes de crédit attendues de 0,14 milliard d'euros au sein du portefeuille des Opérations bancaires incluaient des charges relatives à l'ajustement post-modélisation. La part des prêts improductifs a augmenté pour atteindre 8,4 % (2024 : 6,3 %). Toutefois, abstraction faite des prêts improductifs ukrainiens, elle restait globalement inchangée par rapport à l'année précédente, à 3,1 %. L'impact desdits prêts sur les pertes de crédit attendues a été en partie compensé par des garanties apportées dans le cadre de ces prêts par l'Union européenne (UE) et un certain nombre de pays membres.

Opérations de la Trésorerie

Portefeuille

La valeur des actifs gérés par la Trésorerie s'élevait à 39,5 milliards d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 35,6 milliards) et les emprunts représentaient 58,8 milliards d'euros (2024 : 55,2 milliards). Le programme de financement de 2025 a été complété par la levée, par la Banque, d'emprunts à moyen et à long terme de 19,3 milliards d'euros (2024 : 15,0 milliards). De même que pour le portefeuille des Opérations bancaires, la taille du bilan de la Trésorerie s'est trouvée réduite par la dépréciation du dollar É.-U. face à l'euro en 2025 (1,174 dollar É.-U. pour 1 euro fin 2025 contre 1,035 dollar É.-U. pour 1 euro fin 2024), qui s'est traduite par une diminution de la valeur en euros des actifs libellés en dollar É.-U. détenus par la Banque. La taille du bilan de la Trésorerie dépend essentiellement des exigences des politiques internes de la Banque en matière de liquidité.

Résultats financiers

Les opérations de la Trésorerie ont dégagé en 2025, avant prise en compte de l'impact des couvertures non qualifiées et inefficaces et du rendement du capital de la Banque, un bénéfice de 0,2 milliard d'euros, comme en 2024. Les opérations de la Trésorerie sont analysées en interne, avant de prendre en compte à la fois l'impact des couvertures non qualifiées et inefficaces, considéré comme représentant une discordance comptable, plutôt qu'une perte ou un gain économique sous-jacent, et le rendement des actifs financés par des capitaux¹³. Après prise en compte des ajustements liés à la comptabilité de couverture et du rendement du capital, le bénéfice d'exploitation de la Trésorerie s'est établi à 0,8 milliard d'euros en 2025 (2024 : 0,6 milliard). Les résultats de la Trésorerie proviennent essentiellement du produit net des intérêts et des évaluations à la juste valeur des instruments dérivés utilisés pour gérer les risques relatifs aux taux d'intérêt et au change dans le compte de résultat de la Banque.

Charges

Les frais administratifs en 2025, amortissements compris, se sont établis à 674 millions d'euros (2024 : 587 millions). Exprimés en livres sterling, ces frais se sont élevés à 563 millions (2024 : 507 millions). Cette augmentation s'explique essentiellement par des investissements dans les technologies, des transformations structurelles et l'expansion de la Banque vers de nouveaux pays d'opérations.

¹² Pour plus de précisions, voir la note annexe 3, page 77.

¹³ Pour plus de précisions, voir la note annexe 10, page 83.

Capital et réserves

L'augmentation générale de capital de 4 milliards d'euros approuvée en 2023 par le Conseil des gouverneurs de la Banque a été souscrite à près de 95 %. Le capital autorisé de la BERD, actions sujettes à appel comprises, s'élève désormais à 34,0 milliards d'euros. Tous les actionnaires de la Banque membres du G7 y ont participé, de même que l'UE, la Banque européenne d'investissement et la majorité de ses autres membres.

Les réserves de la Banque ont augmenté de 1,3 milliard d'euros pour s'établir à 19,2 milliards d'euros à la fin de 2025.

Perspectives pour 2026

L'instabilité des politiques économiques et commerciales, ainsi que le risque d'une escalade des guerres commerciales et des tensions géopolitiques constituent des menaces majeures assombrissant considérablement les perspectives. Les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient font planer des incertitudes toutes particulières sur l'évolution de la situation dans les régions d'opérations de la BERD. Le ralentissement de l'activité touchant des partenaires commerciaux clés tels que l'Allemagne – qui, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, pourrait connaître une troisième année consécutive de récession – ou la Chine, pourrait avoir des répercussions considérables sur de nombreuses économies des régions de la BERD. La reprise des pressions inflationnistes et certains phénomènes météorologiques extrêmes continuent par ailleurs de mettre gravement en péril de nombreuses économies.

Malgré ces défis, l'augmentation de capital de la BERD et la solidité de ses liquidités permettront à celle-ci de poursuivre les investissements conséquents qu'elle réalise dans l'économie réelle de l'Ukraine, tout en continuant de mettre en œuvre ses priorités dans toutes les autres économies où elle est présente, en 2026 et au-delà.

Principaux indicateurs financiers : 2021-2025

Les principaux indicateurs financiers concernant la BERD sont présentés pour ces cinq dernières années. Ces ratios dépendent de la croissance des portefeuilles des Opérations bancaires et de la Trésorerie et du volume annuel des investissements bancaires sur cette période quinquennale, conformément à la stratégie de la BERD. La Banque développe ses activités en s'appuyant sur ses capacités capitalistiques afin d'atteindre les objectifs de son mandat, tout en maintenant ses ratios sous-jacents à des niveaux prudents.

Les bénéfices et les réserves de la Banque reflètent une certaine volatilité due, en particulier, aux fluctuations des valorisations des titres de participation en portefeuille et aux variations du niveau de dépréciation. La rentabilité des fonds propres s'est établie à 5,7 % en 2025, pour une rentabilité moyenne des capitaux propres sur les cinq dernières années de 7,0 % (2020-24 : rentabilité moyenne de 6,1 %). Le ratio des prêts improductifs de la Banque a augmenté, atteignant 8,4 % au 31 décembre 2025, contre 6,3 % fin 2024.

La rentabilité s'est dégradée en 2025, le ratio coûts/revenus des prêts augmentant pour s'établir à 68,6 % (2024 : 57,6 %). Cette hausse s'explique par une diminution des produits d'exploitation issus des prêts¹⁴, induite par des pertes sur les prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que par des coûts d'exploitation plus élevés dus à l'élargissement du mandat de la Banque à de nouveaux pays d'opérations et aux investissements dans les infrastructures informatiques.

Le ratio d'endettement, soit le rapport entre la dette et les fonds propres, a augmenté, s'établissant à 224,0 % au 31 décembre 2025 (2024 : 218,2 %), du fait, essentiellement, d'une hausse du niveau total des emprunts au cours de l'année.

Le niveau des fonds propres de la Banque témoigne de sa solide assise financière. Ceux-ci représentaient 28,3 % du total des actifs au 31 décembre 2025 (2024 : 29,4 %) et 61,7 %, des actifs des Opérations bancaires (risque lié au développement) au 31 décembre 2025 (2024 : 60,3 %). La bonne rentabilité et les souscriptions reçues en cours d'année au titre de la troisième augmentation générale de capital contribuent à la solidité continue de ces deux ratios de fonds propres non corrigés des risques. Au 31 décembre 2025, l'augmentation générale de capital de 4,0 milliards d'euros avait été souscrite à près de 95 %.

	2025	2024	2023	2022	2021
Résultats financiers					
1. Rentabilité des fonds propres – sur la base du bénéfice net	5,7 %	7,9 %	14,9 %	(7,4) %	14,2 %
2. Rentabilité des fonds propres – réalisée après provisions pour dépréciation	6,4 %	11,5 %	12,7 %	1,1 %	7,6 %
Efficiences					
3. Ratio coûts/revenus des prêts	68,6 %	57,6 %	59,3 %	60,5 %	46,9 %
Qualité du portefeuille					
4. Ratio des prêts improductifs	8,4 %	6,3 %	7,9 %	7,9 %	4,9 %
5. Note moyenne des actifs liquides de la Trésorerie	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4
6. Échéance moyenne des actifs liquides de la Trésorerie (échéance en nombre d'années)	1,2	1,1	1,1	0,9	1,1
Liquidités et endettement					
7. Actifs liquides/investissements non décaissés des Opérations bancaires plus 1 an de service de la dette	109,8 %	90,1 %	92,1 %	106,6 %	123,4 %
8. Dette/fonds propres : ratio d'endettement	224,0 %	218,2 %	203,0 %	227,0 %	246,4 %
Assise financière					
9. Fonds propres/total des actifs	28,3 %	29,4 %	30,2 %	27,0 %	27,3 %
10. Fonds propres/actifs des Opérations bancaires (risque lié au développement)	61,7 %	60,3 %	58,1 %	56,1 %	58,9 %

Notes explicatives concernant les ratios ci-dessus

- (Total des fonds propres de clôture moins le total des fonds propres d'ouverture) divisé par le total des fonds propres d'ouverture. Le total des fonds propres de clôture s'entend avant affectations du revenu net, consolidation du Fonds spécial des actionnaires de la BERD (FSA) et prise en compte des souscriptions au capital comptabilisées pendant l'année.
- (Total des fonds propres de clôture moins le total des fonds propres d'ouverture) divisé par le total des fonds propres d'ouverture. Les variations latentes de la juste valeur du portefeuille des Opérations bancaires ne sont prises en compte ni dans le total des fonds propres de clôture, ni dans celui des fonds propres d'ouverture. Le total des fonds propres de clôture s'entend également corrigé des affectations du revenu net et des souscriptions au capital comptabilisées pendant l'année.
- Total des frais administratifs (hors éléments non budgétés et exceptionnels) divisé par le total des produits d'exploitation issus des prêts des Opérations bancaires, avant provisions pour dépréciation.
- Total des prêts improductifs en pourcentage de la totalité des actifs d'exploitation au titre des prêts, avant provisions et ajustements pour variations de la juste valeur. Pour plus de précisions sur les prêts improductifs, voir page 43, au chapitre « Gestion des risques ».
- Correspond à la note de crédit moyenne pondérée par les disponibilités de la Trésorerie, en fonction de l'échelle de notation interne de la Banque (voir page 42).
- L'échéance moyenne des actifs de la Trésorerie en nombre d'années est calculée à partir de la durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance finale, sauf pour les titres adossés à des actifs dont l'échéance finale correspond à peu près à la durée moyenne de l'opération.
- Actifs liquides de la Trésorerie divisés par le total des engagements non utilisés des Opérations bancaires (investissements non décaissés mais engagés), majorés du service de la dette sur un an, qui comprend la dette arrivant à échéance dans un délai d'un an (sur la base de l'échéance prévue plutôt que contractuelle) et les charges d'intérêts estimées pour un an.
- Total des emprunts divisé par le total des fonds propres (corrigé du capital libéré à recevoir).
- Total des fonds propres (corrigé du capital libéré à recevoir) divisé par le total des actifs (corrigé des passifs dus au Fonds de participations).
- Total des fonds propres (corrigé du capital libéré à recevoir) divisé par le total de la valeur nette comptable des actifs des Opérations bancaires.

¹⁴ Le calcul de cet indicateur ne prend pas en compte les variations des revenus des prêts attribuables à des ajustements du taux d'intérêt effectif.

Rapports et informations complémentaires

Gouvernance

La BERD s'engage à appliquer les critères de gouvernance les plus rigoureux. Les responsabilités et les mécanismes de contrôle correspondants mis en place dans toute la Banque sont clairement définis et délimités. La transparence et la responsabilisation font partie intégrante de son dispositif de gouvernance. Ce mode d'organisation repose par ailleurs sur un ensemble de rapports destiné à faire en sorte que les différents niveaux de responsabilité au sein de la Banque reçoivent bien l'information dont ils ont besoin pour permettre un fonctionnement efficace des mécanismes de vérification et d'équilibre des pouvoirs au sein de la Banque.

L'acte constitutif de l'institution est l'Accord portant création de la BERD (« l'Accord »), qui dispose que celle-ci est dotée d'un Conseil des gouverneurs, d'un Conseil d'administration, d'un·e Président·e et de Vice-Président·e-s, assisté·e-s de cadres et d'agents.

Le Conseil des gouverneurs

Au sein de la BERD, tous les pouvoirs sont dévolus au Conseil des gouverneurs, qui représente les 79 membres de la Banque. Hormis certaines prérogatives réservées, le Conseil des gouverneurs a délégué l'exercice de ses pouvoirs au Conseil d'administration, tout en conservant un pouvoir de supervision générale.

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est constitué de 23 administrateur·rice·s et sa présidence est assurée par le/la Président·e de la Banque. Chaque administrateur·rice représente un ou plusieurs membres. Sous l'autorité du Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration met en œuvre les activités et les politiques générales de la Banque. Il exerce les pouvoirs qui lui ont été expressément conférés par l'Accord, ainsi que ceux qui lui ont été délégués par le Conseil des gouverneurs. Ce dernier a constitué les comités suivants : le Comité des procédures, le Comité des gouverneurs, le Comité des rémunérations et le Comité d'éthique.

Les comités du Conseil d'administration

Pour faciliter ses travaux, le Conseil d'administration s'est adjoint trois comités :

Le **Comité d'audit et de gestion des risques**, qui l'aide à exercer ses responsabilités dans les domaines suivants :

- intégrité des états financiers de la Banque et de ses politiques et pratiques en matière de comptabilité, d'information financière et de diffusion d'informations ;
- solidité des systèmes de contrôle interne mis en place par la Direction pour les questions financières et comptables et mise en œuvre effective de ces systèmes ;
- fonction d'évaluation indépendante de la Banque, notamment en ce qui concerne son rôle, ses résultats et sa capacité à accomplir sa mission de manière indépendante et conformément aux dispositions de la *Politique d'évaluation* de la Banque ;
- Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP) de la Banque, notamment son rôle, ses résultats et sa capacité à accomplir sa mission de manière indépendante et conformément aux dispositions de la *Politique de responsabilisation dans le cadre des projets* ;
- fonction d'audit interne de la Banque ;
- fonction de déontologie de la Banque ;
- fonction de gestion des risques de la Banque ;
- indépendance, qualifications et résultats de l'auditeur externe de la Banque ;
- autres responsabilités relevant de son domaine de compétence.

Le **Comité du budget et des questions administratives**, qui l'aide à exercer ses responsabilités dans les domaines suivants :

- supervision de l'élaboration du *Plan de mise en œuvre de la stratégie* et examen des parties relevant de sa compétence ;
- efficacité, maîtrise des coûts et prudence budgétaire ;
- supervision des fonds spéciaux de la Banque (notamment le FSA), utilisation des fonds des donateurs et relations avec les donateurs ;

- politiques de la Banque en matière de ressources humaines ;
- responsabilités spécifiques afférentes aux gouverneur-e-s, au/à la Président-e, aux Vice-Président-e-s et aux administrateur-ric-e-s de la Banque ;
- dispositions administratives de la Banque ;
- autres responsabilités relevant de son domaine de compétence.

Le **Comité de la politique financière et des opérations**, qui l'aide à exercer ses responsabilités dans les domaines suivants :

- supervision de l'élaboration du *Cadre stratégique et capitalistique* et examen des parties relevant de sa compétence ;
- politique financière de la Banque ;
- politique des opérations de la Banque, qui comprend entre autres les stratégies par secteur ;
- examen annuel des opérations et de la stratégie de prêt de la Banque dans chaque pays bénéficiaire ;
- politique de la Banque en matière de transparence, de communication et de bonne gouvernance, et promotion d'un développement durable et respectueux de l'environnement ;
- autres responsabilités relevant de son domaine de compétence.

Le/la Président-e

Le/la Président-e est élu-e par le Conseil des gouverneurs. Il/elle est le/la représentant-e légal-e et chef-fe du personnel de la BERD. Il/elle conduit les activités courantes de l'institution selon les orientations du Conseil d'administration.

Le/la Président-e assure la présidence du Comité exécutif de la Banque, qui inclut également les Vice-Président-e-s et les autres membres de l'équipe de direction.

Les principaux comités de direction

Les comités qui ont conseillé directement la Présidente ou un autre membre du Comité exécutif sur la gestion d'ensemble de la Banque en 2025 sont présentés ci-dessous.

Comités de direction	Présidence	Fonctions du comité	Fréquence des réunions
Comité exécutif	Président-e	Conseille le/la Président-e concernant tous les aspects d'intérêt stratégique des activités de la Banque dans son ensemble, en dehors des questions relevant de la compétence d'autres comités de direction telles que définies dans leurs attributions.	Bimensuelle
Comité des opérations	Premier-ère Vice-Président-e et Directeur-ric-e du Groupe des services aux clients	Examine les questions concernant les opérations d'investissement des Opérations bancaires.	Hebdomadaire
Comité de la stratégie et des politiques	Vice-Président-e chargé-e des Politiques et des Partenariats	Examine les questions qui relèvent de la responsabilité générale du/de la Vice-Président-e chargé-e des Politiques et des Partenariats, ainsi que certaines questions du ressort du/de la Directeur-ric-e des affaires économiques. Se concentre essentiellement sur la transition, les stratégies et les politiques : les stratégies par pays, par secteur et par thème et les études liées aux politiques.	Bimensuelle
Comité de gestion des risques	Vice-Président-e et Directeur-ric-e de la gestion des risques	Examine les questions qui relèvent de la responsabilité du/de la Vice-Président-e et Directeur-ric-e de la gestion des risques, telles que les risques à l'échelle de la Banque, notamment les risques de crédit et opérationnels, ainsi que les actions de suivi associées. S'occupe des aspects liés aux risques concernant les portefeuilles des Opérations bancaires et de la Trésorerie (par exemple, des tests de résistance), approuve les politiques et les rapports relevant de la gestion des risques et examine les nouveaux produits des Opérations bancaires et de la Trésorerie.	Mensuelle
Comité du dispositif de contrôle interne	Vice-Président-e et Directeur-ric-e financier-ère	Examine le processus de certification de la Banque relatif au contrôle interne, y compris l'efficacité des contrôles internes sur l'information financière externe. Ceci s'inscrit dans le cadre des contrôles clés de l'information financière externe, conformément au référentiel COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission).	Annuelle

Comités de direction	Présidence	Fonctions du comité	Fréquence des réunions
Comité de gestion actif-passif	Vice-Président-e et Directeur-riche financier-ère	Examine les questions liées à la surveillance et à la gestion de l'état de situation financière de la Banque et des risques y afférents, dans les limites de l'appétit pour le risque telle qu'elle a été approuvée. S'intéresse à la gestion de l'adéquation des fonds propres, de la résistance des liquidités et des autres risques structurels liés à l'état de situation financière de la Banque.	Trimestrielle
Comité des prises de participation	Premier-ère Vice-Président-e et Directeur-riche du Groupe des services aux clients	Supervise le portefeuille de participations et approuve les désengagements.	Hebdomadaire
Équipe de gestion de crise	Vice-Président-e et Directeur-riche de la gestion des risques	Prépare une réponse coordonnée à tous les problèmes internes et externes majeurs pouvant survenir en cas d'événements affectant le fonctionnement normal de la Banque. Veille à ce que le plan de gestion de crise et le plan de reprise des activités soient en place et fassent l'objet de tests réguliers.	Au moins 3 fois par an
Comité de gouvernance des technologies de l'information	Vice-Président-e et Directeur-riche de la transformation	Veille à ce que la stratégie et le plan d'activités de la Banque en matière d'informatique appuient la stratégie globale de la Banque. Définit le mécanisme d'évaluation des avantages pour l'institution et supervise les améliorations résultant des projets informatiques. Contrôle et approuve les demandes de dotation budgétaire concernant les nouveaux projets sur la base du budget du Département informatique.	Mensuelle
Comité de pilotage des programmes	Vice-Président-e et Directeur-riche de la transformation	Veille à la mise en œuvre effective et dans les délais des programmes de changement, approuve la conception des projets, suit leur avancée, rend compte des problèmes et les fait remonter si nécessaire.	Mensuelle
Comité de gestion des données	Vice-Président-e et Directeur-riche de la transformation	Examine l'architecture de données de la Banque et les questions relatives à la gestion des données.	Trimestrielle
Comité des recours en matière de passation des marchés	Directeur-riche général-e, Responsable de la déontologie	Examine les plaintes liées aux appels d'offres concernant des biens, des travaux et des services, ainsi que la sélection des services de conseil (y compris ceux financés par des subventions des fonds de coopération technique ou par le budget de la BERD) et définit la position de la Banque à cet égard, conformément aux politiques, directives et procédures de cette dernière en matière de passation de marchés.	Selon les besoins

Déontologie

La BERD a établi un Bureau de la déontologie indépendant de ses services opérationnels. Le/la Responsable de la déontologie rend compte au/à la Président-e et peut à tout moment consulter le/la Président-e du Comité d'audit et de gestion des risques. Toute décision de relever de ses fonctions le/la Responsable de la déontologie (sauf en cas de manquement de sa part) est prise par le/la Président-e en accord avec l'avis formulé par le Conseil d'administration réuni en session restreinte.

Le Bureau de la déontologie a pour mission de veiller à l'intégrité et à la bonne réputation de la Banque, de promouvoir des normes d'éthique en matière de comportement et de renforcer la transparence et la responsabilisation de la Banque. Il participe à la détection, à l'évaluation et au suivi des risques en matière d'intégrité qui pourraient découler du non-respect des normes et des politiques de la Banque, et contribue ainsi, de façon indépendante, à la bonne gestion desdits risques par la BERD. Le Bureau de la déontologie est également chargé d'élaborer et d'actualiser les politiques et les normes qu'il fait appliquer. La *Politique relative aux risques en matière d'intégrité* adoptée par la BERD, qui inclut le *Mandat du Bureau de la déontologie*, a été révisée en dernier lieu le 16 juillet 2024 et peut être consultée sur le site Internet de la BERD¹⁵. Ce document, à l'intention des parties prenantes de la Banque, précise le rôle joué par le Bureau de la déontologie pour permettre à la BERD de préserver son intégrité et sa bonne réputation, et de gérer les risques en la matière associés soit à certains clients, soit à des comportements individuels.

Chargé de fixer des normes, le Bureau de la déontologie élabore et recommande les politiques, règles, procédures et processus destinés à garantir le comportement éthique des membres du Conseil d'administration, de la Direction et du personnel de la Banque. Il établit les normes d'intégrité que la Banque veut que ses clients, les promoteurs de projets et les autres contreparties respectent. Il veille à ce que ces politiques, règles, procédures et processus soient effectivement communiqués et appliqués. Il doit faire en sorte que les normes internes d'intégrité de la BERD soient conformes aux bonnes pratiques internationales, donnant ainsi l'exemple dans les économies où la Banque investit.

Le Code de conduite applicable aux membres du Conseil d'administration et le Code de conduite applicable au Personnel de la BERD (les « Codes ») précisent les grandes lignes de conduite éthiques de la Banque, à l'aune desquelles celle-ci est à même d'évaluer et d'atténuer les risques liés au comportement individuel de ses collaborateurs. Approuvés par le Conseil des gouverneurs, ces Codes énoncent les principes, devoirs, obligations et normes déontologiques que les membres du Conseil d'administration et le personnel de la Banque doivent observer. Chaque code doit faire l'objet d'une révision en tant que de besoin et au plus tard cinq ans après sa date d'entrée en vigueur. Le dispositif déontologique de la Banque s'appuie notamment sur un Comité d'éthique permanent, composé d'administrateur-riche-s sélectionné-e-s selon une procédure bien définie. Ce Comité exerce un certain nombre de fonctions qui lui sont attribuées en vertu des Codes concernant les « Personnes couvertes », à savoir : i) les membres du Conseil d'administration, ii) le/la Président-e, iii) les Vice-Président-e-s, iv) le/la Responsable de l'évaluation, v) le/la Directeur-riche de la responsabilisation, vi) le/la Responsable de la déontologie, et vii) le/la Directeur-riche de l'audit interne. Le Comité est par exemple chargé d'examiner les demandes d'autorisation ou de dérogation concernant les « Personnes couvertes » et d'enquêter sur les allégations de manquement impliquant ces dernières. Les Codes peuvent être consultés sur www.ebrd.com/integrity-and-compliance.html.

Les vérifications préalables concernant les aspects financiers et l'intégrité sont intégrées dans les procédures d'approbation des nouvelles opérations de la Banque et les mécanismes de contrôle de ses opérations existantes. Le Bureau de la déontologie fournit des conseils spécialisés indépendants à la Direction en cas de préoccupations sérieuses en matière d'intégrité et détermine si les risques potentiels sont tolérables pour la Banque. Il contrôle les informations sur l'intégrité obtenues lors des vérifications préalables au titre de l'obligation de diligence et fournies par le Département des opérations bancaires, pour s'assurer qu'elles sont exactes, que les risques ont été convenablement identifiés et que, dans la mesure du possible, des initiatives ont été prises pour les atténuer. Il joue également un rôle de conseil et de gestion en matière de risques dans le domaine de l'identification et de la prise en charge des informations importantes n'ayant pas un caractère public, ainsi qu'en matière de conflits d'intérêts susceptibles de se produire entre les multiples relations entretenues par la BERD avec ses clients et les intérêts que celle-ci possède auprès d'eux. En outre, la politique de la BERD concernant la domiciliation de ses clients (*Politique de domiciliation*) définit les conditions dans lesquelles la Banque peut financer un projet lorsqu'un emprunteur, un bénéficiaire ou une entité de contrôle est domicilié ailleurs que dans le pays où se situe le projet (une juridiction tierce). Au sein du Bureau de la déontologie, le service chargé de la domiciliation évalue les projets afin de déterminer si les juridictions entrant en jeu dans les structures actionnariales transnationales sont recevables.

Le Bureau de la déontologie est également chargé de diligenter des enquêtes en cas d'allégations de manquement de la part de membres du personnel, ou d'allégations de fraude et de corruption en lien avec des projets et des contreparties de la Banque. Les allégations de manquement de la part de membres du personnel donnent lieu à des enquêtes, conformément aux *Règles et procédures de conduite et de discipline*, qui concernent notamment le traitement par la Banque des manquements qui lui sont signalés et la répartition des responsabilités entre le/la Responsable de la déontologie, chargé-e d'établir les faits, et le/la Directeur-riche général-e des ressources humaines et du développement organisationnel, qui prend les décisions. Les *Règles et procédures de conduite et de discipline* précisent les droits et obligations de la Banque et du membre du personnel concerné lors des procédures d'enquête et en cas de mesures disciplinaires, et prévoient des mesures de protection pour la personne soumise à l'enquête. Les allégations de manquement impliquant des Personnes couvertes sont traitées conformément aux dispositions des Codes applicables. Les *Règles et procédures de conduite et de discipline*, ainsi que les *Procédures pour un comportement respectueux et l'absence de harcèlement sur le lieu de travail*, qui précisent la façon de traiter tout comportement inapproprié entre individus, ont été mises à jour le 14 octobre 2024.

Les allégations de fraude et de corruption en lien avec des activités et des projets financés par les ressources ordinaires en capital de la Banque (y compris l'achat de biens, de travaux ou de services pour la Banque) ou par des ressources spéciales, ou encore par des fonds de coopération administrés par la Banque, font l'objet d'une enquête dans le cadre de ses *Principes et procédures de mise en application*. Ces derniers régissent les investigations et, le cas échéant, les sanctions dont peuvent faire l'objet les parties accusées de s'être engagées dans des pratiques prohibées en lien avec des actifs ou un projet de la Banque, ainsi que les sanctions dont peuvent faire l'objet les parties visées par des constatations de tiers (telles que définies dans les *Principes et procédures de mise en application*). La coercition, la collusion, la corruption, la fraude, l'utilisation abusive des ressources ou des actifs de la BERD, l'obstruction et le vol sont des pratiques prohibées aux termes des *Principes et procédures de mise en application*. Ces derniers prévoient en outre un processus décisionnel à deux échelons, la mise en place d'une procédure de règlement des différends et une rationalisation des modalités de saisie des autorités nationales concernant ces affaires. Ils décrivent également le mécanisme d'application par la Banque de sanctions imposées par d'autres banques multilatérales de développement (BMD), conformément à l'*Accord d'application de sanctions croisées*. Des précisions sur les personnes physiques, les personnes morales et les sanctions peuvent être consultées sur www.ebrd.com/ineligible-entities.html.

Le Bureau de la déontologie se charge également de la formation du personnel de la Banque concernant les exigences en matière de principes éthiques, ainsi que de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il dispense également aux membres du Conseil d'administration une formation obligatoire consacrée au *Code de conduite applicable aux membres du Conseil d'administration*. En outre, il propose une formation spécialisée et conseille, en tant que de besoin, les personnes nommées par la Banque pour siéger au conseil d'administration d'entreprises dans lesquelles la Banque détient une participation.

Le *Rapport sur l'intégrité et la lutte contre la corruption* de la BERD est publié chaque année par le Bureau de la déontologie. Il décrit la stratégie de la Banque pour promouvoir l'intégrité et un comportement éthique et pour prévenir la fraude et la corruption. Il met en avant les mesures les plus récentes prises par celle-ci. Il peut être consulté sur www.ebrd.com/integrity-and-compliance.html.

Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets

La Banque est dotée d'un mécanisme de responsabilisation qui permet d'évaluer et d'étudier les plaintes relatives aux problèmes environnementaux, sociaux et de communication concernant des projets qu'elle finance et de déterminer, le cas échéant, si elle a agi conformément à ses politiques lorsqu'elle a approuvé un projet donné. Si tel n'est pas le cas, le MIRP formule des recommandations destinées à remédier au problème et au préjudice engendré. La Direction de la Banque est alors tenue de proposer et de mettre en œuvre des mesures correctives à cet égard. Ce mécanisme est également doté d'une fonction de résolution de problèmes qui peut servir à répondre aux préoccupations par un processus alternatif de recherche de solutions mutuellement acceptables réunissant le promoteur d'un projet et les plaignants. Le MIRP rend compte au Conseil d'administration, via le Comité d'audit et de gestion des risques. Il est dirigé par le/la Directeur-riche de la responsabilisation. Ce/cette dernier-ère veille à la mise en œuvre effective de la *Politique de responsabilisation dans le cadre des projets* (2019) adoptée par la BERD et s'attache à promouvoir le principe de l'obligation institutionnelle de rendre des comptes au niveau des projets et l'acquisition de connaissances institutionnelles, tout en garantissant la réputation de la Banque. Le MIRP est actuellement en train de réviser ladite politique.

Pour plus de précisions sur le MIRP et les plaintes déposées, voir www.ebrd.com/ipam.

Département de l'évaluation indépendante

Le Département de l'évaluation indépendante évalue les performances et les résultats des projets, programmes et stratégies de la Banque, ou des thématiques plus larges liées à ses objectifs. Il propose des éclairages permettant de fonder les choix opérationnels et d'améliorer à terme les performances. Il rend compte directement au Conseil d'administration, via le Comité d'audit et de gestion des risques, ce qui garantit sa totale indépendance institutionnelle vis-à-vis de la Direction de la Banque. L'indépendance du département lui permet de remplir deux fonctions essentielles, à savoir renforcer la responsabilisation de la Banque par des évaluations rigoureuses, fondées sur des éléments concrets, de l'efficacité, de la pertinence, de l'efficience et de la durabilité de ses opérations, politiques et stratégies, et encourager l'acquisition de connaissances institutionnelles par une gestion efficace des connaissances issues de l'évaluation et par des boucles d'apprentissage visant à améliorer les performances. Si le Département de l'évaluation indépendante prend en compte les points de vue de la Direction pendant l'évaluation, la décision finale est de son seul ressort et il est seul responsable du contenu définitif de ses rapports.

Rapports

Les structures de gouvernance de la BERD reposent sur un système complet de rapports de gestion financière et administrative. La Banque dispose d'un mécanisme qui permet de certifier, dans le *Rapport financier 2025*, l'efficacité des procédures de contrôle interne de l'information financière externe, grâce au cadre de contrôle interne de 2013 du COSO. Signée à la fois par le/la Président-e et par le/la Vice-Président-e et Directeur-riche financier-ère, cette déclaration de certification annuelle est soumise à la vérification et à l'approbation de l'auditeur externe de la Banque. Par ailleurs, la Banque présente un ensemble complet de rapports au Conseil d'administration et à ses comités. Au Comité d'audit et de gestion des risques, par exemple, elle rend compte des activités des Départements de l'évaluation indépendante et de l'audit interne.

Risques financiers et risques opérationnels

Les risques financiers et les risques opérationnels sont examinés dans le chapitre « Gestion des risques », qui commence à la page 40 du présent rapport.

Audit interne

« Troisième ligne de défense », le Département de l'audit interne est chargé, conformément au *Cadre de référence internationale des pratiques professionnelles* de l'Institut des vérificateurs internes, d'apporter de manière indépendante et objective à la Direction et au Conseil d'administration l'assurance que les contrôles internes, la gouvernance et les procédures de gestion des risques de la Banque mis en place pour atténuer les principaux risques auxquels celle-ci est confrontée sont appropriés et efficaces.

Auditeur externe

L'auditeur externe est désigné par le Conseil d'administration, sur recommandation du/de la Président-e. L'auditeur externe peut être désigné pour un mandat de cinq ans, avec au maximum deux mandats consécutifs. En 2024, le Conseil d'administration a approuvé la nomination du cabinet Deloitte LLP en tant qu'auditeur externe pour les cinq années suivantes (2025 à 2029).

L'auditeur externe effectue un audit annuel pour être en mesure de formuler une opinion sur le caractère exact et fidèle des états financiers concernant les activités de la Banque, ainsi que de ses résultats et flux de trésorerie, conformément aux normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou IFRS). En outre, il examine la déclaration de la Direction relative à l'efficacité des procédures de contrôle interne de l'information financière externe et émet une opinion sur cette déclaration. Cette opinion fait l'objet d'un rapport distinct. À l'issue de son audit annuel, l'auditeur externe rédige à l'intention du Comité d'audit et de gestion des risques une lettre de gestion qui indique son opinion sur l'efficacité des mesures de contrôle interne, précise la réponse de la Direction, et traite de diverses autres questions. Cette lettre est examinée en détail avec le Comité d'audit et de gestion des risques, qui évalue une fois par an la qualité du travail et l'indépendance de l'auditeur externe.

Les politiques de la Banque en matière d'indépendance de l'auditeur externe posent des conditions fondamentales. L'auditeur externe n'est pas autorisé à proposer des services hors audit à la Banque, sauf si ces services sont considérés comme étant dans l'intérêt de la Banque, compatibles avec les principes d'indépendance professionnelle applicables et approuvés par le/la Président-e et le/la Président-e du Comité d'audit et de gestion des risques. Il peut également proposer des services de conseil et d'autres services qui sont rémunérés par la Banque, les fonds spéciaux et les fonds de coopération associés aux projets de clients, à condition que ces interventions soient également approuvées par le/la Président-e et le/la Président-e du Comité d'audit et de gestion des risques. Collectivement, tous les services hors audit proposés par l'auditeur externe sont soumis à un plafond approuvé par le/la Président-e et le/la Président-e du Comité d'audit et de gestion des risques.

Politique de rétribution

Compte tenu des contraintes auxquelles elle est soumise en tant qu'institution financière internationale (IFI), la Banque a mis au point, pour rétribuer son personnel, une politique de rétribution conforme aux conditions sur le marché et fondée sur le principe que toute rétribution doit :

- se positionner de manière compétitive pour attirer et fidéliser un personnel hautement qualifié provenant d'un large éventail de régions d'opérations de la Banque ;
- promouvoir une culture reconnaissant et récompensant la qualité du travail et des comportements qui traduisent les valeurs et les compétences de la BERD ;
- favoriser la mobilité au service des objectifs professionnels et du perfectionnement constant du personnel ;
- fournir un ensemble d'avantages de qualité, sur un plan global, pour assurer une sécurité suffisante et s'adapter à la diversité du personnel ;
- interagir avec les membres du personnel dans le cadre d'un processus ouvert et transparent de rétribution totale.

Pour faciliter le respect de ces principes, la Banque fonde son barème des traitements sur les rémunérations versées par des institutions comparables et veille à ce que les traitements et les primes soient fonction des résultats. Les éléments de comparaison retenus par la Banque sont principalement les institutions financières du secteur privé établies dans ses différentes zones d'activités, ainsi que d'autres IFI.

Les primes de résultats sont conçues de manière à récompenser la contribution individuelle et collective apportée aux résultats de la Banque dans son ensemble. Elles représentent un pourcentage limité de l'ensemble de la rémunération et des prestations dont bénéficie le personnel.

Rémunération du personnel de la BERD

Tous les membres du personnel de la BERD bénéficiant de contrats à durée déterminée ou indéterminée peuvent prétendre à un ajustement de leur salaire au 1^{er} janvier de chaque année. En outre, les membres du personnel qui ne sont pas habilités à percevoir un traitement pour des heures supplémentaires peuvent recevoir des primes, en fonction de leurs résultats et de ceux de la Banque, et sous réserve d'éventuelles dispositions d'éligibilité figurant dans leur contrat.

Tous les membres du personnel de la BERD bénéficiant de contrats à durée déterminée ou indéterminée, ainsi que la plupart des administrateur·rice·s¹⁶, le/la Président·e et les Vice-Président·e·s, sont couverts par une assurance médicale et une assurance vie, et peuvent bénéficier des plans de retraite de la Banque. Certains membres du personnel engagés alors qu'ils résident à l'étranger peuvent recevoir des indemnités destinées à contribuer à leurs frais de réinstallation.

Deux régimes de retraite sont en place. Le Money Purchase Plan (MPP) est un régime de retraite à cotisations définies auquel contribuent tant la Banque que le personnel, les participant·e·s pouvant décider à titre individuel des montants qu'ils/elles souhaitent y investir. Le Final Salary Plan (FSP) est un régime à prestations définies auquel seule la Banque contribue. Ces deux régimes effectuent un versement global lorsqu'un·e employé·e quitte la Banque ou atteint l'âge de la retraite, de sorte que les obligations des régimes de retraite envers cet·te employé·e une fois qu'il/elle a quitté la Banque ou atteint l'âge de la retraite, sont minimales (et limitées aux ajustements des prestations inutilisées ou différées dans le cadre du FSP pour tenir compte de l'inflation). Les règles qui régissent les plans de retraite sont approuvées par le Conseil d'administration et leur suivi est assuré par le Comité des plans de retraite, le Comité d'administration des plans de retraite et le Comité d'investissement des plans de retraite.

Les traitements et émoluments de tous les membres du personnel sont soumis à un impôt interne dont le taux varie en fonction du traitement et de la situation personnelle. Ces traitements et émoluments sont, au Royaume-Uni, exonérés d'impôt sur le revenu.

Président·e et Vice-Président·e·s

Élu·e par le Conseil des gouverneurs, le/la Président·e est généralement lié·e par un contrat à durée déterminée de quatre ans. Le traitement et les indemnités du/de la Président·e sont approuvés par le Conseil des gouverneurs. Le/la Président·e peut bénéficier des mêmes prestations que les employé·e·s, mais ne peut percevoir de prime de résultats.

Les Vice-Président·e·s sont nommé·e·s par le Conseil d'administration sur recommandation du/de la Président·e et généralement lié·e·s par des contrats à durée déterminée de quatre ans. Leur traitement et leurs indemnités sont approuvés par le Conseil d'administration. Les Vice-Président·e·s peuvent bénéficier des mêmes prestations que les employé·e·s, mais ne peuvent percevoir de prime de résultats.

Les traitements bruts pour chacun de ces postes, avant déduction de l'impôt interne, s'établissent comme suit :

	2025 en milliers de livres sterling	2025 en milliers d'euros	2024 en milliers de livres sterling	2024 en milliers d'euros
Président·e	443	517	433	498
Premier·ère Vice-Président·e et Directeur·rice du Groupe des services aux clients	407	475	398	458
Vice-Président·e et Directeur·rice financier·ère	371	433	363	418
Vice-Président·e et Directeur·rice de la gestion des risques	371	433	363	418
Vice-Président·e chargé·e des Opérations bancaires	371	433	363	418
Vice-Président·e et Directeur·rice de la transformation	371	433	363	418
Vice-Président·e chargé·e des Politiques et des Partenariats	371	433	363	418

¹⁶ Certain·e·s administrateur·rice·s et administrateur·rice·s suppléant·e·s sont rémunéré·e·s directement par le pays ou groupe de pays qu'ils/elles représentent et ne bénéficient pas des plans de retraite et/ou d'autres prestations de la Banque.

Conseil d'administration

Les administrateur-riche-s sont élu-e-s par le Conseil des gouverneurs pour un mandat de trois ans. Ils/elles peuvent être réélu-e-s. Les administrateur-riche-s nomment les administrateur-riche-s suppléant-e-s. Les traitements des administrateur-riche-s et des administrateur-riche-s suppléant-e-s sont approuvés par le Conseil des gouverneurs. Ils/elles peuvent bénéficier des mêmes prestations que les employé-e-s, mais ne peuvent percevoir de prime de résultats. Certain-e-s administrateur-riche-s et administrateur-riche-s suppléant-e-s sont rémunéré-e-s directement par le pays ou le groupe de pays qu'ils/elles représentent. Les fonds qui seraient utilisés par la Banque pour rémunérer ces personnes sont alors mis à la disposition du pays ou groupe de pays pour couvrir d'autres dépenses admissibles.

Les traitements bruts approuvés en dernier lieu pour ces postes, avant déduction de l'impôt interne, s'établissent comme suit :

	2025 en milliers de livres sterling	2025 en milliers d'euros	2024 en milliers de livres sterling	2024 en milliers d'euros
Administrateur-riche	187	219	183	211
Administrateur-riche suppléant-e	156	182	152	175

Équipe de direction

Le personnel clé d'encadrement comprend les membres du Comité exécutif de la Banque et les Directeur-riche-s généraux.ales. Ce groupe, exception faite de la Présidente et des Vice-Président-e-s (pour lequel-le-s des informations sont fournies ci-dessus), comprend 37 personnes (2024 : 36) qui perçoivent, avant déduction de l'impôt interne, des traitements bruts dans les fourchettes indiquées dans le tableau ci-après. La prime de résultats moyenne pour les membres de ce groupe pouvant y prétendre s'est établie à 20 % du traitement brut annuel en 2025 (2024 : 20 %).

	2025 en milliers de livres sterling	2025 en milliers d'euros	2024 en milliers de livres sterling	2024 en milliers d'euros
Minimum	139	162	126	145
Médiane	210	245	204	235
Maximum	320	373	313	360
Nombre de personnes au sein du groupe	37	37	36	36

Compte de résultat consolidé

La publication des présents états financiers a été approuvée par le Conseil d'administration le 29 avril 2026.

	Note annexe	Au 31 décembre 2025 en millions d'euros	Au 31 décembre 2024 en millions d'euros
Intérêts perçus			
Prêts des Opérations bancaires		1 851	2 330
Titres de créance à revenu fixe et autres		1 704	2 037
		3 555	4 367
Autres			
Intérêts versés et charges assimilées		(2 360)	(2 708)
Charges nettes d'intérêts sur instruments dérivés		(44)	(201)
Produit net des intérêts	4	1 151	1 458
Commissions perçues			
Commissions perçues		182	136
Commissions versées		(124)	(114)
Commissions nettes perçues	5	58	22
Produit en lien avec les donateurs			
Produit en lien avec les donateurs		28	29
Charges en lien avec les donateurs		(27)	(31)
(Charges nettes)/Produit net en lien avec les donateurs		1	(2)
Dividendes			
Gains nets réalisés sur les participations à la juste valeur par le biais du résultat net	6	589	725
(Pertes nettes)/Gains nets sur les prêts	7	(30)	48
Gains nets issus des actifs de la Trésorerie détenus sur la base du coût amorti	8	1	1
Gains nets des activités de la Trésorerie à la juste valeur par le biais du résultat net et des opérations de change	9	166	81
Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces	10	-	(246)
Provisions pour dépréciation des prêts des Opérations bancaires	11	(120)	111
Provisions pour dépréciation des garanties		(14)	(7)
Frais administratifs	12	(608)	(522)
Amortissements	21, 22	(66)	(65)
Bénéfice net		1 337	1 744
Attribuable aux :			
Actionnaires		1 337	1 744
Instruments hors bilan			
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	27	(10)	(20)
Bénéfice net après transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs		1 327	1 724

Les pages 23 à 106 font partie intégrante des présents états financiers.

État du résultat global consolidé

	Note annexe	Au 31 décembre 2025 en millions d'euros	Au 31 décembre 2024 en millions d'euros
Bénéfice net		1 337	1 744
Autres éléments du résultat global			
1. Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net			
– Gains sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	20	23	34
– Gains actuariels sur le régime à prestations définies	30	52	59
2. Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement dans le résultat net			
– Gains sur les couvertures de flux de trésorerie		(21)	(9)
– Écart de taux de référence des swaps de devises sur les instruments de couverture de juste valeur		(3)	40
– Gains sur les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		43	105
– Pertes sur les prêts désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global reclassés dans le résultat net		-	(62)
– Gains sur les couvertures de flux de trésorerie reclassés dans le résultat net		(138)	(63)
Autres (charges globales)/éléments du résultat global		(44)	104
Résultat global total		1 293	1 848
Attribuable aux :			
Actionnaires		1 293	1 848

Les pages 23 à 106 font partie intégrante des présents états financiers.

État de situation financière consolidé

	Note annexe	Au 31 décembre 2025 en millions d'euros	Au 31 décembre 2024 en millions d'euros
Actifs			
Créances sur les établissements de crédit	13		
Disponibilités		6 857	6 013
Autres créances		20 829	18 780
		27 686	24 793
Titres de créance			
À la juste valeur par le biais du résultat net	14	2 195	1 357
Sur la base du coût amorti		10 340	9 480
		12 535	10 837
Autres actifs financiers			
Instruments financiers dérivés	15	5 229	5 709
Capital libéré à recevoir ¹⁷		2 922	1 025
Autres actifs financiers		1 127	1 047
		9 278	7 781
Prêts			
Prêts sur la base du coût amorti	16	36 268	35 627
Moins : Provisions pour dépréciation	11	(1 533)	(1 600)
Prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	17	623	790
Prêts à la juste valeur par le biais du résultat net	18	893	945
		36 251	35 762
Titres de participation			
Portefeuille des Opérations bancaires :			
À la juste valeur par le biais du résultat net	19	6 587	6 539
Portefeuille de la Trésorerie :			
Titres de participation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	20	214	191
		6 801	6 730
Actifs incorporels	21	167	164
Biens immobiliers et équipements	22	373	400
Total des actifs		93 091	86 467
Passifs			
Emprunts			
Montants dus à des établissements de crédit et autres tiers	23	1 783	1 396
Dettes représentées par un titre	24	57 039	53 838
		58 822	55 234
Autres passifs financiers			
Instruments financiers dérivés	25	3 207	4 084
Autres passifs financiers		1 882	1 833
		5 089	5 917
Total des passifs		63 911	61 151
Fonds propres attribuables aux actionnaires			
Capital libéré	26	10 019	7 438
Réserves et bénéfices non distribués	27	19 161	17 878
Total des capitaux propres		29 180	25 316
Total des passifs et des capitaux propres		93 091	86 467
Instruments hors bilan			
Engagements non utilisés et garanties	28	21 721	19 912

Les pages 23 à 106 font partie intégrante des présents états financiers.

17 Ce montant était auparavant inclus dans les « Autres actifs financiers ». Les éléments de comparaison ont été reformulés en conséquence.

État consolidé de variation des capitaux propres

	Capital souscrit en millions d'euros	Capital sujet à appel en millions d'euros	Réserve de réévaluation en millions d'euros	Réserve de couverture en millions d'euros	Nouvelle évaluation actuarielle en millions d'euros	Bénéfices non distribués retraités ¹⁸ en millions d'euros	Total des capitaux propres en millions d'euros
Au 1^{er} janvier 2024	29 761	(23 543)	68	379	139	15 464	22 268
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	-	1 744	1 744
Autres éléments du résultat global pour l'exercice	-	-	77	(32)	59	-	104
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	-	-	-	-	-	(20)	(20)
Contributions en capital	1 223	(3)	-	-	-	-	1 220
Au 31 décembre 2024	30 984	(23 546)	145	347	198	17 188	25 316
Au 1^{er} janvier 2025	30 984	(23 546)	145	347	198	17 188	25 316
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	-	1 337	1 337
Autres charges globales pour l'exercice	-	-	66	(162)	52	-	(44)
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Contributions en capital	2 589	(8)	-	-	-	-	2 581
Au 31 décembre 2025	33 573	(23 554)	211	185	250	18 515	29 180

La note annexe 27 « Réserves et bénéfices non distribués », page 97, donne des informations complémentaires sur les réserves de la Banque. Les pages 23 à 106 font partie intégrante des présents états financiers.

¹⁸ Le FSA et les bénéfices non distribués étaient auparavant présentés séparément. Les éléments de comparaison ont été reformulés en conséquence.

État des flux de trésorerie consolidé

	Note annexe	Au 31 décembre 2025 en millions d'euros	Au 31 décembre 2024 en millions d'euros
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation			
Bénéfice net de l'exercice		1 337	1 744
Ajustements destinés à rapprocher le bénéfice net/(la perte nette) des flux de trésorerie nets :			
Éléments hors trésorerie portés au compte de résultat			
Amortissements	21, 22	66	65
Charge/(reprise) de provisions nettes pour pertes sur prêts et garanties des Opérations bancaires	11	134	(104)
Variation en juste valeur sur les titres de participation en portefeuille ¹⁹		74	(390)
Pertes nettes/(gains nets) sur les prêts ¹⁹		32	(27)
Variation en juste valeur sur les placements de la Trésorerie	9	(166)	(81)
Autres variations latentes en juste valeur		-	246
Flux de trésorerie provenant de la vente et de l'achat d'actifs d'exploitation			
Produit du remboursement de prêts des Opérations bancaires		10 119	9 669
Avances de fonds pour prêts des Opérations bancaires		(12 514)	(11 825)
Produit de la cession de titres de participation des Opérations bancaires		1 346	823
Avances de fonds pour titres de participation des Opérations bancaires		(723)	(890)
Flux de trésorerie nets provenant du règlement d'instruments dérivés de la Trésorerie		(876)	(1 058)
Créances nettes sur établissements de crédit ¹⁹		(4 749)	(5 935)
Montants nets dus à des établissements de crédit et autres tiers		436	463
Ajustement du fonds de roulement			
Variation des intérêts à recevoir		414	65
Variation des intérêts à payer		429	381
Variation des commissions nettes à recevoir		(34)	(18)
Variation des charges à payer		23	74
Flux de trésorerie nets absorbés par des activités d'exploitation		(4 652)	(6 798)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Produit de titres de créance sur la base du coût amorti		2 638	2 096
Acquisition de titres de créance sur la base du coût amorti		(3 991)	(2 823)
Produit de titres de créance désignés à la juste valeur par le biais du résultat net		3 694	2 996
Acquisition de titres de créance désignés à la juste valeur par le biais du résultat net		(4 648)	(3 354)
Acquisition d'actifs incorporels, de biens immobiliers et d'équipements		(43)	(45)
Flux de trésorerie absorbés par des activités d'investissement		(2 350)	(1 130)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Fraction reçue du capital		623	190
Transferts du revenu net effectués		(20)	(23)
Incitations à la location reçues		-	-
Loyers versés		(10)	(9)
Émission de dettes représentées par un titre		20 849	18 657
Remboursements de dettes représentées par un titre		(13 539)	(11 264)
Flux de trésorerie nets générés par des activités de financement		7 903	7 551
Augmentation/(diminution) nette des disponibilités		901	(377)
Incidence des variations des taux de change ¹⁹		(57)	66
Disponibilités au 1^{er} janvier		6 013	6 324
Disponibilités au 31 décembre	13	6 857	6 013

Les disponibilités correspondent à des instruments présentant une échéance inférieure à trois mois à la date de la transaction. Elles sont utilisables à bref délai et soumises à un risque de variation de valeur minime. Dans le solde au 31 décembre 2025, 2 millions d'euros ont été affectés à une assistance technique destinée aux économies membres de la région SEMED (2024 : 2 millions). Le solde au 31 décembre 2025 comprend également 101 millions d'euros (2024 : 44 millions) de « trésorerie soumise à restrictions ». La trésorerie soumise à restrictions ne peut pas être transférée hors de la Russie. Voir la note annexe 13, page 89, pour les montants totaux des « Créances sur les établissements de crédit ». Les intérêts perçus ont représenté 7 584 millions d'euros (2024 : 7 724 millions) et les intérêts versés 6 039 millions d'euros (2024 : 6 247 millions). Les pages 23 à 106 font partie intégrante des présents états financiers.

¹⁹ Certaines rubriques figurant dans l'état des flux de trésorerie de 2024 ont été retraitées par souci de cohérence avec la présentation de 2025.

Principes comptables

Les principes comptables fondamentaux utilisés pour la préparation des présents états financiers sont précisés ci-dessous. Sauf mention contraire, ces principes ont été appliqués uniformément à toutes les années présentées.

A. Base de préparation

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IFRS approuvées par le Conseil des normes comptables internationales (IASB). Les états financiers consolidés ont été préparés selon la comptabilisation au coût historique, modifiée par la réévaluation comptable des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et de tous les contrats dérivés. Par ailleurs, les actifs et passifs financiers soumis à la méthode du coût amorti qui font partie d'un schéma de couverture répondant aux critères ont été traités conformément aux principes de la comptabilité de couverture (voir « Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture », page 25).

Les états financiers ont été établis sur la base du principe de continuité d'exploitation en raison de la solidité de l'assise financière de la Banque et de sa situation en matière de liquidités, du niveau de résilience opérationnelle démontré au cours des années écoulées et du degré élevé de soutien de la part des actionnaires (comme en témoigne l'augmentation de capital qui est entrée en vigueur le 31 décembre 2024). Lors de l'approbation en décembre 2025 du Plan de mise en œuvre de la stratégie 2026-28, qui analysait la position de la BERD en matière de capital et de liquidités, le Conseil d'administration de la Banque a pris en considération la nécessité de garantir en permanence la viabilité financière de celle-ci. L'évaluation sur cette base a été confirmée par la Présidente et le Vice-Président et Directeur financier le 29 avril 2026, date à laquelle ils ont signé les états financiers.

Pour préparer les états financiers conformément aux normes IFRS, il faut retenir des estimations comptables significatives. Cela exige également que, lors de l'application des principes comptables, la Direction de la Banque exerce son jugement. Les domaines dans lesquels elle est amenée davantage à exercer son jugement ou qui présentent une plus grande complexité, ou encore ceux dans lesquels les jugements et les estimations ont une incidence significative sur les états financiers sont décrits aux sous-chapitres « Principes comptables et jugements » et « Estimations comptables significatives et jugements critiques », qui commencent respectivement aux pages 23 et 33.

Normes IFRS nouvelles et modifiées en vigueur pour l'exercice qui fait l'objet du présent rapport

La modification suivante d'une norme existante est entrée en vigueur pour l'exercice qui fait l'objet du présent rapport, mais n'a eu qu'un impact négligeable, voire nul, sur les états financiers de la Banque.

- IAS 21 *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* (modifiée)

Normes IFRS non encore en vigueur et n'ayant pas fait l'objet d'une adoption anticipée

Les normes et modifications suivantes ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas fait l'objet d'une adoption anticipée :

Normes	Nature du changement	Impact potentiel
IFRS 18 <i>Présentation et informations à fournir dans les états financiers</i>	La norme IFRS 18 a été publiée pour remplacer la norme IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i> . Elle introduit des informations supplémentaires à fournir dans la présentation du résultat net. Entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2027.	La Banque a effectué une analyse d'impact, d'où il ressort que l'une des principales modifications devrait concerner la présentation du compte de résultat.
IFRS 19 <i>Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : informations à fournir</i>	La norme IFRS 19 permet à certaines filiales d'appliquer les normes comptables IFRS avec des exigences réduites en matière d'informations à fournir. Entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2027.	La Banque n'anticipe aucun impact résultant de l'adoption de ces modifications. En particulier, les caractéristiques conditionnelles liées à la durabilité ne devraient pas avoir d'incidence sur la classification des actifs financiers.
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i> (modifiée) IFRS 7 <i>Instruments financiers : informations à fournir</i> (modifiée)	Ces modifications introduisent des exigences en matière d'évaluation des instruments assortis de clauses conditionnelles et d'informations à fournir en conséquence, ainsi que de communication d'informations plus détaillées sur les contrats faisant référence à des accords de financement avec les fournisseurs d'électricité produite à partir de sources naturelles. Entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2026.	La Banque anticipe un impact minimal résultant de l'adoption de ces modifications.
Améliorations annuelles des normes comptables IFRS – Volume 11	Ces modifications concernent plusieurs normes comptables, dont IFRS 7 <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i> , IFRS 9 <i>Instruments financiers</i> , IFRS 10 <i>États financiers consolidés</i> et IAS 7 <i>Tableau des flux de trésorerie</i> . Elles portent principalement sur des changements relatifs aux informations à fournir.	La Banque n'anticipe aucun impact résultant de l'adoption de ces modifications.

B. Principes comptables et jugements

Consolidation

Les états financiers consolidés de la Banque regroupent les états financiers de la BERD et ceux de sa filiale, le Fonds spécial des actionnaires de la BERD (FSA), qu'elle contrôle intégralement. La Banque contrôle une autre entité lorsqu'elle dispose des éléments suivants :

- pouvoir sur les activités pertinentes de l'entité ;
- exposition ou droits à des rendements variables résultant de sa participation dans l'entité ; et
- capacité d'influencer ces rendements en raison du pouvoir qu'elle exerce sur l'entité.

L'évaluation de la question du contrôle se fonde sur la prise en compte de l'ensemble des faits et des circonstances. La Banque réévalue la question de savoir si elle contrôle une entité lorsque les faits et les circonstances indiquent que des changements sont intervenus concernant un ou plusieurs des trois éléments constitutifs du contrôle. Les règles du FSA ont été modifiées le 31 décembre 2022. Celles-ci disposent désormais qu'en cas de liquidation, les ressources résiduelles du fonds sont transmises à la Banque. L'évaluation de la BERD concernant la question du contrôle s'en est trouvée modifiée puisque, à la suite de ce changement, la Banque s'est trouvée exposée à des rendements variables résultant de sa participation dans le FSA, ce qui n'était pas le cas auparavant. La Banque a procédé à la consolidation du FSA selon le principe de la comptabilité des acquisitions. Les actifs et passifs identifiables du FSA ont été comptabilisés à la date de la consolidation et aucune contrepartie en espèces n'a été versée pour obtenir le contrôle du fonds. Étant donné que la Banque n'a versé aucune contrepartie en espèces pour acquérir le FSA et qu'elle n'a effectué qu'un apport en capital implicite qui a été comptabilisé, aucun écart d'acquisition n'est apparu lors de la consolidation.

Les transactions et les soldes intragroupe sont éliminés en consolidation. Des principes comptables cohérents sont utilisés par la Banque et sa filiale.

Actifs financiers : classification et évaluation

La classification des actifs financiers de la Banque reste dictée à la fois par les caractéristiques contractuelles desdits actifs et par le modèle utilisé par la Banque pour les gérer. Les actifs financiers sont donc classés en trois catégories : actifs évalués sur la base du coût amorti, actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et actifs mesurés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Actifs financiers sur la base du coût amorti

Pour qu'un investissement soit classé comme un actif évalué sur la base du coût amorti, les deux critères suivants doivent être remplis : d'une part, l'objectif du modèle utilisé par la Banque doit être de détenir l'actif financier pour percevoir les flux de trésorerie contractuels ; d'autre part, les conditions contractuelles associées à l'actif financier doivent donner lieu, à des dates spécifiques, à des flux de trésorerie composés uniquement de remboursements de principal et de versements d'intérêts sur le principal restant dû, les intérêts représentant la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés à l'encours du principal.

Les investissements remplissant ces critères sont d'abord évalués à la juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition des actifs financiers. Ils sont ensuite valorisés au coût amorti en utilisant la méthode de détermination du taux d'intérêt effectif, déduction faite de toute dépréciation. À l'exception des titres de créance détenus sur la base du coût amorti, qui sont comptabilisés à la date de transaction, les actifs financiers de la Banque évalués sur la base du coût amorti sont comptabilisés à la date de règlement.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

La Banque comptabilise également quelques participations stratégiques²⁰ à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, sans que ces gains ou pertes de juste valeur soient recyclés par le biais du compte de résultat lors de la décomptabilisation. Les dividendes perçus au titre de ces investissements sont comptabilisés dans le compte de résultat. Cette catégorie est réservée aux participations qui ne sont pas détenues à des fins de transaction, à la suite d'un choix irrévocable fait au moment de leur comptabilisation initiale.

20 Voir la note annexe 20 aux états financiers, page 92.

Parallèlement à la catégorie citée précédemment d'actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, une catégorie est disponible, qui permet de porter au compte de résultat les gains ou pertes enregistrés en tant qu'autres éléments du résultat global. Pour qu'un investissement soit ainsi classé comme un actif évalué « à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global », les deux critères suivants doivent être remplis : d'une part, l'objectif du modèle utilisé par la Banque doit être de détenir l'actif financier pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et de le vendre ; d'autre part, les conditions contractuelles associées à l'actif financier doivent donner lieu, à des dates spécifiques, à des flux de trésorerie composés uniquement de remboursements de principal et de versements d'intérêts sur le principal restant dû, les intérêts représentant la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés à l'encours du principal.

Un sous-ensemble d'investissements sous forme de prêts remplissant ces critères est d'abord évalué à la juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition des actifs financiers. Ces prêts sont ensuite évalués à la juste valeur, mais jusqu'à leur décomptabilisation, les montants portés au compte de résultat correspondent au produit des intérêts, évalué par la méthode de détermination du taux d'intérêt effectif, déduction faite de toute dépréciation. La différence entre les variations de la juste valeur et les montants portés au compte de résultat est comptabilisée sous la rubrique « Autres éléments du résultat global » de l'état du résultat global. Lors de la décomptabilisation, les gains ou pertes auparavant comptabilisés sous la rubrique « Autres éléments du résultat global » sont recyclés dans le compte de résultat. Les actifs financiers de la Banque à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés à la date de règlement.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Si les actifs financiers n'entrent dans aucune des catégories présentées ci-dessus, ils sont considérés comme étant à la « juste valeur par le biais du résultat net ». La présence d'un dérivé incorporé, ou d'autres éléments susceptibles de modifier les flux de trésorerie provenant d'un actif financier, de sorte que ces flux ne représentent plus seulement le principal et les intérêts, nécessite de classer cet actif comme désigné à la juste valeur par le biais du résultat net, les emprunts convertibles en sont un exemple.

Les actifs financiers classés comme désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la date de règlement s'ils font partie du portefeuille de prêts des Opérations bancaires et à la date de transaction s'ils font partie du portefeuille de la Trésorerie.

Les titres de participation de la Banque – les instruments de fonds propres détenus au sein du portefeuille des Opérations bancaires – sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, y compris les investissements dans les entreprises associées. La Banque considère ces derniers comme du capital-risque, une forme d'investissement qui, conformément à la norme IAS 28 Participations dans des sociétés associées et des coentreprises, n'exige pas une comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence. Il s'agit d'un jugement critique. Par ces investissements, la Banque a pour objectif financier de dégager des rendements par l'appréciation du capital et la perception de dividendes. La Banque ne joue aucun rôle actif dans leur gestion et elle mesure leur performance sur la base de la juste valeur.

La base de la juste valeur des prises de participation dans des entreprises cotées sur un marché actif est le cours acheteur du marché à la date de l'état de situation financière. La base de la juste valeur des prises de participation dans des entreprises non cotées ou cotées sur un marché inactif est déterminée à l'aide de techniques de valorisation adaptées au marché et au secteur de chaque investissement. Les principales techniques de valorisation utilisées sont la valeur de l'actif net et l'évaluation fondée sur les bénéfices, auxquelles un coefficient est appliqué en fonction d'informations concernant des entreprises comparables et de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les techniques employées à l'appui de ces évaluations sont notamment les valorisations de référence du secteur et les prix des transactions récentes.

Les prises de participations de la Banque sont comptabilisées à la date de transaction.

Lors de la comptabilisation initiale, la Banque évalue ces actifs à la juste valeur. Les coûts de transaction des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont passés en charge au compte de résultat. Ces actifs sont inscrits à la juste valeur dans l'état de situation financière et les variations de la juste valeur sont portées au compte de résultat pour la période où elles se produisent.

Décomptabilisation d'actifs financiers

La Banque décomptabilise un actif financier, ou une part d'un actif financier, quand les droits contractuels concernant cet actif ont expiré ou quand les droits sur les futurs flux de trésorerie provenant de l'actif ont été transférés à un tiers et, avec eux :

- 1) la quasi-totalité des risques et avantages rattachés à cet actif ; ou
- 2) les risques et les avantages importants, ainsi que la possibilité inconditionnelle de céder ou de donner en garantie l'actif.

Lorsque les risques et les avantages importants ont été transférés, mais que le cessionnaire n'a pas la possibilité inconditionnelle de céder ou de donner en garantie l'actif, la Banque continue de comptabiliser l'actif selon l'approche de l'implication continue du cédant. Lorsque ni une décomptabilisation, ni une comptabilisation selon l'approche de l'implication continue ne se justifient, la Banque maintient la comptabilisation de la totalité de l'actif et assimile toute rémunération reçue à un passif financier.

Passifs financiers

À l'exception des instruments dérivés qui doivent être évalués à la juste valeur, et des obligations de la Banque envers le Fonds de participations²¹, la BERD ne désigne pas de passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. Ils sont tous comptabilisés sur la base du coût amorti, sauf s'ils relèvent d'une couverture de juste valeur désignée, auquel cas le coût amorti est corrigé en fonction des variations de la juste valeur attribuables aux risques couverts. Les passifs sont comptabilisés lorsque la Banque devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les charges d'intérêts sont calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisées sous la rubrique « Intérêts versés et charges assimilées » dans le compte de résultat, sauf pour le coût imputé au financement des activités de courtage de la Trésorerie, qui est comptabilisé sous la rubrique « Gains nets des activités de la Trésorerie à la juste valeur par le biais du résultat net ».

Lorsqu'un passif financier comporte un dérivé intégré d'une nature économique différente de celle de l'instrument hôte, ce dérivé intégré est scindé et évalué à la juste valeur dans le compte de résultat. Les normes IFRS n'exigent pas que les dérivés intégrés dans des actifs financiers soient scindés.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont des obligations potentielles résultant d'événements passés, mais dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non de futurs événements incertains, ou des obligations effectives résultant d'événements passés qui ne sont pas comptabilisées, soit parce qu'il est peu probable qu'elles donnent lieu à une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques, soit parce que le montant de l'obligation ne peut être évalué de manière fiable. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés, mais ils sont signalés, sauf si la possibilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques paraît extrêmement faible.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Banque a recours aux instruments dérivés pour atteindre essentiellement cinq objectifs :

- 1) associer à un swap la majorité des titres qu'elle émet, en dehors des effets de commerce, afin de pouvoir convertir chacun d'eux dans la monnaie et au taux d'intérêt qu'elle souhaite ;
- 2) gérer les risques de taux d'intérêt nets et les risques de change provenant de l'ensemble de ses actifs et passifs financiers, ainsi que de certaines de ses transactions prévues ;
- 3) prévoir des stratégies possibles de désengagement concernant ses participations dans des entreprises non cotées au moyen d'options de vente et d'achat négociées ;
- 4) gérer les obligations en matière de financement du portefeuille de prêts de la Banque, par le biais de swaps de devises ;
- 5) gérer les risques de change provenant des frais de la Banque, qui sont en majorité encourus en livres sterling.

Tous les instruments dérivés sont portés en juste valeur par le biais du résultat net, sauf s'ils correspondent à un mécanisme conforme de couverture des flux de trésorerie. Dans ce cas, la variation de la juste valeur est reprise dans les réserves et portée au compte de résultat en même temps que les risques associés aux flux de trésorerie couverts. Si la couverture est inefficace, cette part de la variation de la juste valeur continue de figurer dans le compte de résultat.

21 Pour plus de précisions sur le Fonds de participations, voir la note annexe 32, page 105.

La juste valeur des dérivés est obtenue essentiellement à partir de modèles d'actualisation des flux de trésorerie (DCF), de modèles de valorisation des options et d'indications fournies par des tiers. Les dérivés sont comptabilisés comme actifs quand leurs justes valeurs sont positives et comme passifs quand leurs justes valeurs sont négatives.

La Banque applique des mesures complémentaires d'évaluation de son portefeuille de transactions sur instruments dérivés de gré à gré²², destinées à refléter les ajustements des coûts de crédit et de financement qu'elle estime raisonnablement devoir être intégrés dans le prix de sortie de tels instruments.

Conformément à la pratique du marché, la Banque applique également des ajustements supplémentaires de valorisation de ces dérivés, en fonction de facteurs de type « le moins cher à livrer » (cheapest-to-deliver), pour refléter la valeur correspondant aux conditions associées à la remise de garanties figurant dans les annexes de soutien au crédit (Credit Support Annex) de la Banque aux accords-cadres de l'Association internationale des swaps et dérivés (ISDA).

L'ajustement de l'évaluation induit par ces facteurs est présenté en détail au chapitre « Gestion des risques » du présent rapport, page 53.

Comptabilité de couverture

La comptabilité de couverture est conçue pour rendre cohérent le traitement comptable des instruments financiers, quand il est impossible d'y parvenir par d'autres méthodes. Une véritable relation de couverture existe lorsqu'il est possible de déceler, entre deux ou plusieurs instruments financiers, une relation spécifique dans le cadre de laquelle la variation de valeur d'un instrument, « l'instrument de couverture », est corrélée très négativement avec la variation de valeur de l'autre, « l'élément couvert ».

La Banque applique la comptabilité de couverture conformément à la norme IFRS 9 à des relations de couverture désignées individuellement. La Banque consigne la relation de couverture entre l'instrument de couverture et l'élément couvert lors de la comptabilisation initiale de la transaction. Elle rend compte également, de manière continue, de son évaluation destinée à déterminer si les instruments dérivés utilisés pour la couverture des transactions ont une relation économique avec les éléments couverts, permettant ainsi de couvrir le risque de variations de leur juste valeur ou de leurs flux de trésorerie.

Les gains et les pertes associés à ces relations de couverture sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces ». Cette rubrique du compte de résultat comprend également les gains et les pertes liés à des instruments dérivés que la Banque utilise pour gérer le risque de taux d'intérêt de manière globale, mais auxquels elle n'applique pas la comptabilité de couverture.

Couvertures de juste valeur

Les activités de couverture de la Banque sont principalement conçues pour limiter le risque de taux d'intérêt en utilisant, sur les actifs comme sur les passifs, des swaps pour convertir cette exposition en risque de taux variable. Ces couvertures sont appelées « couvertures de juste valeur ». Les variations en juste valeur des dérivés qui sont désignés et admissibles en tant que couvertures de juste valeur sont portées au compte de résultat, de même que la variation correspondante en juste valeur de l'actif ou du passif couvert attribuable à ce risque couvert particulier. Si une relation de couverture prend fin avant l'échéance de l'élément couvert, les ajustements cumulés pour variation de la juste valeur appliqués à l'élément couvert sont amortis dans le compte de résultat sur la durée de vie restante de l'instrument.

Conformément à la norme IFRS 9, il est nécessaire de démontrer l'existence d'une relation économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture, sans que le risque de crédit soit un facteur prépondérant des variations de valeur attendues dans cette relation. Les principaux facteurs à l'origine des variations de la valeur des éléments couverts détenus par la Banque dans ces relations de couverture sont le risque couvert, le risque de taux d'intérêt et le risque de change²³. Le risque de crédit est un facteur négligeable dans les variations de la valeur des éléments couverts.

Les écarts de taux de référence sur devises, facteur de valorisation applicable aux swaps de devises désignés comme éléments de couverture dans nombre de relations de couverture de la Banque, constituent l'une des principales causes d'inefficacité des relations de couverture de juste valeur de la Banque. Les variations du risque lié aux taux de référence sur devises sont facteurs d'inefficacité de couverture, dans la mesure où elles entraînent des variations de la valeur de l'instrument de couverture, le swap de

²² Les instruments dérivés de gré à gré sont ceux qui ne sont pas réglés par le biais d'un mécanisme central de compensation.

²³ Le risque de change n'est pas géré au moyen de la comptabilité de couverture, mais par des financements appariés dans l'état de situation financière (comme expliqué dans le sous-chapitre « Risque de marché », qui commence à la page 56). Le risque de change résiduel détenu par la Banque est minime par rapport aux éléments couverts.

devises, sans pour autant entraîner directement des variations de la valeur de l'élément couvert. La Banque applique la possibilité qui lui est donnée dans le cadre de la norme IFRS 9 de séparer les écarts de taux de référence sur devises d'un instrument financier utilisé dans une relation de couverture, en comptabilisant les variations de valeur dans les « Autres éléments du résultat global ». Les montants comptabilisés sous la rubrique « Autres éléments du résultat global » sont ensuite amortis par le biais du compte de résultat, sur le reste de la durée de la relation de couverture, sous la rubrique « Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces ».

Toute inefficacité continuant d'affecter des relations de couverture de juste valeur de la Banque, après séparation du risque lié aux taux de référence sur devises, doit être portée au compte de résultat sous la rubrique « Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces ».

Couverture de flux de trésorerie

La Banque effectue habituellement des opérations de couverture de flux de trésorerie pour deux raisons : i) pour minimiser le risque de change lié au fait que ses frais administratifs sont en majorité encourus en livres sterling et ii) pour minimiser la volatilité des intérêts libellés en euros qu'elle perçoit. Le montant et le calendrier de ces couvertures varient selon les opinions de la Banque quant aux moments opportuns d'exécuter les couvertures. Elle comptabilise directement les variations en juste valeur de ces couvertures dans les autres éléments du résultat global jusqu'au moment où la recette ou la dépense concernée intervient. Les gains ou les pertes de ces couvertures seront alors pris en compte dans la rubrique du compte de résultat couverte pour l'exercice. Au 31 décembre 2025, la Banque avait couvert une partie des intérêts qu'elle devait percevoir en euros, ainsi que les frais administratifs en livres sterling prévus pour 2026.

Pour plus de précisions sur les politiques de gestion des risques et autres politiques liées, voir le chapitre « Gestion des risques », qui commence à la page 40.

Garanties financières émises

Initialement, les garanties financières émises sont comptabilisées à la juste valeur, l'actif représentant la valeur actualisée des revenus des commissions de garantie, et le passif représentant les pertes de crédit attendues. Après comptabilisation initiale, l'actif de garantie continue d'être comptabilisé à la valeur actualisée des futurs revenus des commissions. Le passif lié à la garantie est ensuite évalué soit à la valeur amortie de la comptabilisation initiale, soit à la valeur des pertes de crédit attendues, le montant le plus élevé étant retenu. Les écarts entre l'actualisation de la valeur de l'actif et les variations du passif sont portés au compte de résultat. Les garanties financières (actifs et passifs) sont comptabilisées sous les rubriques « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers ».

Dépréciation d'actifs financiers

Actifs financiers sur la base du coût amorti : actifs productifs (phases 1 et 2)

Conformément à la norme IFRS 9, la méthode de la Banque consiste à calculer la dépréciation sur la base des pertes de crédit attendues. Les provisions pour dépréciation d'actifs non classés individuellement comme étant à caractère douteux sont calculées sur la base du portefeuille.

Un modèle en trois phases s'applique en fonction des variations de la qualité des prêts depuis leur constitution²⁴, le choix de la phase dépendant de la probabilité de défaillance de l'actif financier et de diverses autres considérations d'ordre qualitatif. Chaque prêt est classé lors de sa constitution en phase 1. En cas d'augmentation sensible du risque de crédit associé à l'actif, il est placé en phase 2. Le passage de la phase 1 à la phase 2 est significatif, car les provisions pour les actifs classés en phase 1 sont fondées sur les pertes attendues sur 12 mois, alors que les actifs classés en phase 2 doivent être provisionnés sur la base des pertes attendues sur toute la durée du prêt. Lorsque des indications objectives d'un crédit douteux sont identifiées, la créance est reclassée en phase 3, comme indiqué ci-après.

Le modèle en trois phases repose sur une évaluation relative du risque de crédit : un prêt peut ainsi, avec les mêmes caractéristiques, être classé en phase 1 ou en phase 2, en fonction du risque de crédit au moment de sa constitution. La Banque peut par conséquent avoir, avec la même contrepartie, plusieurs prêts en cours qui sont classés dans différentes phases du modèle, en fonction du risque de crédit propre à chacun de ces prêts au moment de sa constitution.

²⁴ Pour le calcul de la dépréciation, la date de constitution est considérée comme étant la date de transaction de l'actif (c'est-à-dire la date de la signature dans le cas des prêts de la Banque sur la base du coût amorti), et non la date de comptabilisation initiale de l'actif dans l'état de situation financière de la Banque.

Pour les phases 1 et 2, la dépréciation des actifs est déduite des catégories d'actifs dans l'état de situation financière et portée au compte de résultat. La Banque effectue en outre, au sein de ses réserves, des transferts destinés à maintenir une réserve distincte pour pertes sur prêts, en complément du montant cumulé provisionné dans le compte de résultat pour les actifs classés en phase 1. Les montants détenus au titre de la réserve pour pertes sur prêts correspondent à la différence entre les pertes de crédit attendues calculées sur la durée des prêts et celles calculées sur 12 mois pour les actifs classés en phase 1.

Les actifs qui ont été modifiés continuent d'être évalués et classés dans telle ou telle phase en fonction de la probabilité de défaillance dès leur constitution, à moins que les flux de trésorerie modifiés diffèrent suffisamment pour motiver une décomptabilisation de l'actif initial et son remplacement par un nouvel actif, doté à sa création d'une nouvelle probabilité de défaillance.

Détermination de la phase

Un ensemble de paramètres quantitatifs et qualitatifs est utilisé pour déterminer s'il y a eu augmentation sensible du risque de crédit depuis la constitution, et donc si le passage en phase 2 est justifié. Tout prêt dégradé de trois crans depuis sa constitution dans le système interne de notation de la Banque (ou de deux crans dans le cas de prêts assortis d'un risque de crédit plus élevé au moment de leur constitution), tout prêt dont les paiements contractuels accusent un retard de 31 à 89 jours inclus, ainsi que tout prêt inscrit sur la « liste de surveillance²⁵ », doivent passer en phase 2.

Actifs financiers sur la base du coût amorti : actifs improductifs (phase 3)

Lorsqu'il existe des signes objectifs indiquant qu'un certain prêt est à caractère douteux, toutes les provisions spécifiques pour dépréciation nécessaires sont portées au compte de résultat et, conformément à la norme IFRS 9, l'actif est classé en phase 3. Pour déterminer l'existence de signes manifestes du caractère douteux d'un prêt, la Banque utilise notamment les données suivantes :

- défaillance de paiements contractuels de principal ou d'intérêt ;
- difficultés de trésorerie de l'emprunteur ;
- non-respect des clauses ou conditions du prêt ;
- lancement d'une procédure de faillite ;
- détérioration de la position concurrentielle de l'emprunteur.

La dépréciation est la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur nette des flux de trésorerie attendus, cette valeur étant actualisée en fonction du taux d'intérêt effectif initial. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'utilisation d'un compte de compensation des dépréciations et le montant de la perte est porté au compte de résultat. Après dépréciation initiale, des ajustements ultérieurs sont effectués. Il s'agit, entre autres, premièrement de continuer à comptabiliser le produit des intérêts, en appliquant la méthodologie du taux d'intérêt effectif au taux initial du prêt, sur la base de la valeur nette comptable restante et, deuxièmement, de procéder à tout ajustement requis à la suite d'une réévaluation de la dépréciation initiale.

La valeur comptable de l'actif n'est directement réduite que lors du remboursement ou du passage en pertes et profits. Lorsqu'un prêt est réputé irrécouvrable, la valeur du principal est passée en pertes et profits en regard de la provision pour dépréciation correspondante. De tels prêts sont passés en pertes et profits après accomplissement de toutes les procédures nécessaires et établissement du montant de la perte.

Les prêts et les avances peuvent être renégociés lorsque l'emprunteur est confronté à une évolution défavorable de sa situation. Quand le prêt initial a subi des modifications majeures, il est décomptabilisé et remplacé par un nouveau prêt. Dans la mesure où le prêt initial est conservé, tout changement de la valeur actuelle attribuable à la modification est comptabilisé comme un ajustement de la valeur comptable de l'actif, les gains et les pertes associés lors de la modification étant enregistrés dans le compte de résultat.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

La dépréciation d'actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est évaluée de la même manière que celle des actifs financiers désignés sur la base du coût amorti. Les gains et pertes dus à la dépréciation ainsi calculés sont comptabilisés dans le compte de résultat, sous la rubrique « Provisions pour dépréciation des prêts des Opérations bancaires ». Contrairement aux instruments comptabilisés sur la base du coût amorti, aucune provision distincte n'est inscrite à

²⁵ Un projet est inscrit sur la liste de surveillance lorsqu'un-e responsable chargé-e des risques estime qu'il existe un risque accru, devant être signalé à la Direction et au service Recouvrements, de non-respect des obligations de remboursement contractées dans le cadre du projet en question et, par conséquent, de pertes financières pour la Banque.

l'état de situation financière, les gains et pertes dus à la dépréciation faisant en fait partie de la juste valeur globale de ces actifs.

Passages en pertes et profits

Un actif financier est passé en pertes et profits lorsque la Banque estime qu'un recouvrement ultérieur ne peut être raisonnablement attendu. La Banque continue d'appliquer ses processus de mise en application, y compris pour un actif financier passé en pertes et profits. Si des recouvrements ultérieurs ont lieu concernant un actif passé en pertes et profits, ceux-ci sont portés au compte de résultat sous forme de contrepassation de pertes pour dépréciation antérieures.

État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est préparé à l'aide de la méthode indirecte. Les disponibilités se composent d'instruments d'une échéance inférieure à trois mois à compter de la date de la transaction, utilisables à bref délai et soumis à un risque de variation de valeur minimale.

Monnaies

La Banque utilise l'euro comme monnaie de présentation de ses états financiers. L'euro est également la monnaie fonctionnelle de la Banque, c'est-à-dire celle dans laquelle sont conservées les recettes provenant de ses activités d'exploitation et qui, conformément à ses stratégies de gestion des risques, représente le plus fidèlement les effets économiques de ses transactions, conditions et événements sous-jacents.

Les transactions libellées dans d'autres monnaies que l'euro sont converties en euros aux taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés dans d'autres monnaies que l'euro aux taux de change de la fin de l'année sont enregistrés dans le compte de résultat, sauf s'ils sont reportés aux réserves en tant que couvertures de flux de trésorerie répondant aux critères.

Souscriptions au capital

Le capital social de la Banque est exprimé en euros et ventilé en actions libérées et actions sujettes à appel. Les actions libérées sont comptabilisées dans l'état de situation financière sous la rubrique « Capitaux propres ». Les actions libérées sont des instruments remboursables au gré du porteur et constituent donc des instruments composés qui présentent à la fois des composantes de dette et de capitaux propres. La Banque a émis un jugement critique en choisissant d'évaluer la valeur actualisée du montant correspondant aux instruments remboursables, la composante de dette, en déterminant à quels moments surviendront les flux de trésorerie attendus. Au moment de l'émission, et aux dates ultérieures d'établissement des états financiers, la probabilité que des membres exercent leur droit de demander à la Banque le rachat de leurs actions n'était pas significative dans un proche avenir. Cela s'explique par les conditions financières désavantageuses de cette option, et par le très solide soutien dont bénéficie la BERD de la part de ses actionnaires, qui appuient son mandat et ne sont pas essentiellement motivés par les rendements financiers associés à leur statut de membre de la BERD. Par conséquent, le montant d'un futur rachat lié à cette option n'a pas de valeur actuelle importante à l'émission, et aux dates ultérieures d'établissement des états financiers, et aucun engagement distinct représentant l'option n'a été comptabilisé. À ce jour, jamais un membre n'a exercé cette option, ni fait part de son intention de l'exercer.

Les nouvelles souscriptions d'actions libérées sont comptabilisées à la date à laquelle la souscription prend effet. Le Conseil des gouverneurs a approuvé en 2023 la troisième augmentation générale de capital de la Banque, qui consiste en une augmentation du capital social autorisé par l'émission de nouvelles actions libérées. Les membres souhaitant souscrire à l'augmentation générale de capital doivent fournir un instrument de souscription ainsi qu'une déclaration attestant que toutes les démarches législatives et d'ordre interne nécessaires ont été effectuées pour permettre la souscription. Les souscriptions répondant à ces critères ont pris effet à compter du 31 décembre 2024. Le capital libéré à recevoir résultant des souscriptions à l'augmentation générale de capital est initialement comptabilisé à la juste valeur, qui correspond au montant nominal à payer par les membres souscripteurs, et est ensuite évalué sur la base du coût amorti. Le capital libéré à recevoir est un actif financier non porteur d'intérêt. Il est comptabilisé séparément dans l'état de situation financière.

Les actions sujettes à appel ne figureront pas dans l'état de situation financière, à moins que la Banque n'exerce son droit d'appel.

Transferts du revenu net effectués

Les transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs sont comptabilisés, à la date de l'approbation, en tant que transactions avec les actionnaires, enregistrées dans l'état de variation des capitaux propres.

Actifs incorporels

Les dépenses de maintenance de logiciels sont comptabilisées comme charges au moment où elles sont engagées. Les coûts directement associés à des logiciels identifiés et uniques contrôlés par la Banque, et qui généreront des avantages économiques supérieurs aux coûts au-delà d'une année, sont comptabilisés comme actifs incorporels. Les coûts directs comprennent les coûts de personnel de l'équipe de développement logiciel.

Les dépenses qui permettent d'améliorer ou de prolonger le fonctionnement de logiciels au-delà de leurs spécifications d'origine sont comptabilisées comme une amélioration apportée aux immobilisations et ajoutées au coût initial des logiciels. Les frais de développement logiciel comptabilisés comme actifs incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de vie estimée de trois à dix ans.

Comptabilité des contrats de location

Les contrats de location à court terme (12 mois maximum) et les contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur (moins de 5 000 livres sterling, soit 5 731 euros) sont comptabilisés comme frais administratifs et portés au compte de résultat selon un mode linéaire pendant toute la durée de la location.

Les contrats de location concernant les bureaux de la Banque ne relèvent pas de ce traitement simplifié aux termes de la norme IFRS 16. Pour ces contrats, la Banque inscrit la location en passif et le « droit de contrôler l'utilisation » en actif dans l'état de situation financière.

Le passif locatif est calculé comme étant la valeur à la date de comptabilisation des sommes restant à verser au titre du contrat, actualisée en fonction du coût marginal de l'emprunt supporté par la Banque. L'actualisation des futurs loyers est corrigée et comptabilisée dans le compte de résultat, sur toute la durée du contrat, comme charges d'intérêts. L'actif lié au droit de contrôler l'utilisation représente la valeur pour la Banque du droit d'exploiter le bien loué sur toute la durée de la location. Cet actif est déprécié sur la durée de la location selon un mode linéaire. Le coût total de la location est donc comptabilisé à la fois comme charges d'intérêts et comme amortissements sur toute la durée du contrat.

Aux termes du contrat de location du siège de la Banque, cette dernière a l'obligation de remettre les locaux en état à la fin de son bail.

Biens immobiliers et équipements

Les biens immobiliers et les équipements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition minoré des amortissements cumulés. Leur amortissement est calculé selon la méthode linéaire en minorant le coût de chaque actif de sa valeur résiduelle en fonction de sa durée de vie estimative, celle-ci s'établissant comme suit :

Biens immobiliers (agencements concernant des baux dont l'échéance est de moins de 50 ans)	Terme non échu
Actifs liés au droit de contrôler l'utilisation (baux)	Terme non échu
Matériel de bureau	De 3 à 10 ans
Divers (matériel roulant ferroviaire)	20 ans

Intérêts, commissions et dividendes

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est celui qui permet de déduire avec exactitude de la valeur comptable brute de l'instrument financier les futurs décaissements ou encaissements estimés. Cette méthode exige qu'en plus du taux d'intérêt contractuel attaché à un instrument financier, les commissions et frais directs associés à la constitution de l'instrument soient aussi comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts sur la durée de vie de l'instrument. De plus amples précisions sont données ci-après :

-
- Prêts des Opérations bancaires : correspond aux intérêts perçus sur les prêts des Opérations bancaires. Les intérêts sur les prêts à caractère douteux sont comptabilisés en supprimant la décote utilisée lors du calcul de la valeur comptable des flux de trésorerie attendus.
 - Titres de créance à revenu fixe et autres : correspond aux intérêts perçus sur les placements de la Trésorerie, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur pour lesquels les intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Gains nets des activités de la Trésorerie à la juste valeur par le biais du résultat net ». Lorsque la comptabilité de couverture est appliquée à un investissement sous-jacent – généralement en utilisant un swap pour convertir des intérêts à taux fixe en intérêts à taux variable –, les intérêts nets correspondant au swap sont inclus dans les intérêts perçus.
 - Intérêts versés et charges assimilées : correspond aux intérêts versés pour tous les fonds empruntés. La majorité des emprunts de la Banque sont réalisés en émettant des obligations, qui sont en général associées individuellement à un swap pour convertir les produits de l'émission dans la monnaie et au taux d'intérêt variable recherchés par la Banque. La comptabilité de couverture s'applique à ces associations et les intérêts nets du swap correspondant sont inclus dans les intérêts versés.
 - Produits nets/(charges nettes) d'intérêts sur instruments dérivés : en plus des swaps sur taux associés à des investissements ou des emprunts spécifiques, la Banque utilise divers instruments dérivés pour gérer le risque dû à la non-concordance des taux d'intérêt entre les actifs et les passifs de l'état de situation financière. Les intérêts nets associés à ces instruments dérivés sont présentés séparément, car ils ne sont pas attachés à des actifs ou des passifs spécifiques présentés ailleurs sous la rubrique « Produit net des intérêts ». Cette absence de « concordance » spécifique signifie également que la comptabilité de couverture n'est pas appliquée aux risques couverts par ces instruments dérivés.

Les commissions reçues au titre de services fournis sur une certaine période, y compris les commissions d'engagement de prêt, sont comptabilisées en tant que recettes à mesure que lesdits services sont fournis et que les obligations de résultat sont satisfaites. Les commissions relatives à d'autres services sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque le droit à une contrepartie ou à un paiement survient du fait de la prestation de services. Les frais d'émission et les primes ou décotes de remboursement sont amortis sur la durée des emprunts considérés sur la base du rendement effectif.

Les dividendes liés aux titres de participation sont comptabilisés lorsque, d'une part, le droit de la Banque à recevoir le paiement est établi et, d'autre part, il est probable que des avantages économiques iront à la Banque et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Plans de retraite du personnel

La Banque propose à son personnel un régime de retraite à cotisations définies et un régime de retraite à prestations définies. La Banque détient toutes les cotisations à ces régimes et tous les autres avoirs et revenus qui s'y rapportent dans des comptes distincts de tous ses autres actifs.

Dans le cadre du régime à cotisations définies, la Banque et ses employés apportent un montant déterminé de cotisations en vue du versement d'une somme forfaitaire, ces cotisations étant passées en charges dans le compte de résultat et transférées aux dépositaires indépendants des avoirs du plan de retraite.

Le régime à prestations définies est financé entièrement par la Banque et les prestations sont fondées sur les années de service et un pourcentage de la rémunération brute finale fixé par ce régime. Les contributions de la Banque au régime à prestations définies sont fixées par le Comité des plans de retraite, conseillé par les actuaires de la Banque, et sont ensuite transférées aux dépositaires indépendants du plan de retraite.

Le coût des prestations définies porté au compte de résultat représente le coût des services, le produit/(coût) net des intérêts et les éventuelles variations des taux de change concernant les actifs ou les passifs nets du régime. Les réévaluations du fait des hypothèses actuarielles, notamment la différence entre les intérêts nets attendus et effectifs, sont comptabilisées sous la rubrique « Autres éléments du résultat global ». Les prestations définies nettes, ou engagements nets, inscrits dans l'état de situation financière correspondent à la différence entre la juste valeur des actifs du régime et les passifs du régime à prestations définies tels qu'établis par la méthode des unités de crédit projetées.

Fiscalité

Conformément à l'article 53 de l'Accord, la Banque ainsi que son patrimoine et ses revenus sont, dans le cadre de ses activités officielles, exonérés de tout impôt direct. Les biens ou services sont aussi exemptés de tous droits ou taxes, ou ces derniers sont remboursés, à l'exception des droits et taxes qui ne sont que la contrepartie de services publics rendus.

Fonds administrés par la Banque

La Banque administre pour le compte de donateurs un certain nombre de fonds, présentés en détail dans la note annexe 31 (qui commence à la page 103), et dans la note annexe 32 (qui commence à la page 105). À l'exception du FSA, la Banque ne contrôle pas ces fonds, dans la mesure où elle gère les fonds en tant qu'agent, au nom et pour le compte des donateurs, et n'a pas d'exposition significative à l'instabilité des rendements en raison de son administration des fonds. Les fonds ne sont donc pas consolidés par intégration dans les états financiers de la Banque.

Le FSA est contrôlé par la Banque. Il est donc consolidé par intégration dans les états financiers de celle-ci. Pour plus de précisions sur la consolidation du FSA, voir la note annexe 2, page 77.

C. Estimations comptables significatives et jugements critiques

Pour préparer les états financiers conformément aux normes IFRS, la Banque doit effectuer des estimations qui ont une incidence sur le montant des actifs et des passifs comptabilisés à la date des états financiers et sur les montants portés au compte de résultat pendant la période considérée. Les estimations comptables sont établies sur la base de l'expérience et d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés plausibles compte tenu des circonstances.

Ces estimations sont étroitement liées à un certain nombre de variables qui reflètent le contexte économique et le climat sur les marchés financiers dans les économies où la Banque investit, mais ne sont pas directement corrélées aux risques de marché comme le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Les estimations comptables significatives de la Banque sont présentées ci-après.

Juste valeur des instruments financiers dérivés

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés de la Banque sont déterminées à l'aide de modèles DCF et de modèles de valorisation des options. Ces modèles sont fondés sur les cours du marché sous-jacents des devises, les taux d'intérêt et la volatilité des options. Lorsqu'il n'existe pas de données de marché pour tous les éléments de l'évaluation d'un instrument dérivé, l'extrapolation et l'interpolation des données existantes ont été utilisées. Lorsque des données d'entrée non observables significatives ont été utilisées, une analyse de sensibilité a été incluse dans la section « Niveau 3 : analyse de sensibilité » du chapitre « Gestion des risques » du présent rapport, page 75.

Juste valeur des prêts des Opérations bancaires

Les justes valeurs des prêts de la Banque comptabilisés à la juste valeur sont déterminées en utilisant à la fois des évaluations par des tiers, des évaluations globales des sociétés fondées sur des multiples et des modèles DCF. Ces modèles incorporent les données de marché pertinentes relatives aux taux d'intérêt, aux écarts de crédit pour les emprunteurs, aux cours des actions sous-jacentes et aux flux de trésorerie représentés par les dividendes. Lorsque les données de marché nécessaires ne sont pas disponibles, l'extrapolation et l'interpolation des données existantes ont été utilisées. Lorsque des données d'entrée non observables significatives ont été utilisées, une analyse de sensibilité a été incluse dans la section « Niveau 3 : analyse de sensibilité » du chapitre « Gestion des risques » du présent rapport, page 75. Bien qu'en raison de sa taille relativement modeste, cet ensemble de prêts ne présente pas de risque significatif de modification importante des estimations au cours des 12 prochains mois, il existe une plus grande incertitude quant aux estimations dans ce domaine.

Juste valeur des titres de participation

La méthode par laquelle la Banque détermine la juste valeur des participations est décrite dans la section « Actifs financiers : classification et évaluation » du chapitre « Principes comptables » du présent rapport et une analyse du portefeuille de participations est présentée dans la note annexe 19, page 92. Concernant les titres de participation de la Banque, dont l'évaluation est fondée sur des données de marché non observables significatives, des informations de sensibilité complémentaires ont été fournies à la section « Niveau 3 : analyse de sensibilité » du chapitre « Gestion des risques » du présent rapport, page 75.

Obligation due au titre des prestations définies du régime de retraite du personnel

Des actuaires indépendants calculent l'obligation due au titre des prestations définies au moins tous les trois ans à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. Pour les années intermédiaires, l'obligation due au titre des prestations définies est estimée en utilisant des techniques actuarielles approximatives de suivi qui permettent une accumulation supplémentaire des prestations, des flux de trésorerie actualisés et des variations des hypothèses actuarielles sous-jacentes. La valeur actualisée de l'obligation due au titre des prestations définies est calculée en actualisant la valeur estimative des futures sorties de trésorerie (liées au service accumulé à la date de l'état de situation financière) sur la base des rendements disponibles des obligations de sociétés de grande qualité. La détermination de ce taux représente une hypothèse importante de cette estimation comptable. Pour déterminer quelles obligations ont été retenues pour cette évaluation, la Banque applique un système de classification des tierces parties couramment utilisé dans son secteur d'activités. L'évaluation de l'obligation au titre de la retraite constitue une estimation comptable significative. Les sensibilités en rapport avec cette estimation sont présentées dans la note annexe 30, qui commence à la page 100.

Dépréciation de prêts

La méthode de la Banque pour déterminer le degré de dépréciation des prêts est décrite dans le sous-chapitre « Principes comptables et jugements » du présent rapport (qui commence à la page 23), et expliquée plus en détail à la section « Risque de crédit » du chapitre « Gestion des risques » (qui commence à la page 40).

Conformément à la norme IFRS 9, les pertes de crédit attendues représentent les pertes de crédit moyennes pondérées par les probabilités de défaillance, les pertes de crédit étant définies comme la valeur actualisée de l'ensemble des déficits de trésorerie. Pour les prêts des phases 1 et 2, les pertes de crédit attendues sont calculées en appliquant le taux de provisionnement à l'exposition prévue aux risques de défaillance, et en actualisant la provision résultante par application du taux d'intérêt effectif du prêt. Le taux de provisionnement est obtenu en multipliant le taux de probabilité de défaillance par le taux de pertes en cas de défaillance applicable au prêt. Les calculs de la probabilité de défaillance, des pertes en cas de défaillance et de l'exposition aux risques de défaillance sont des hypothèses clés de cette estimation et sont expliqués plus en détail ci-après.

Pour compléter cette modélisation des pertes de crédit attendues pour les prêts des phases 1 et 2, la Banque intègre également depuis 2022 un ajustement post-modélisation majorant en fin d'année de 363 millions d'euros (2024 : 400 millions) le provisionnement pour dépréciation des prêts sur la base du coût amorti consentis en Ukraine. Cet ajustement a pour but de prendre en compte les incertitudes liées à la guerre contre l'Ukraine, lorsque les données retenues dans le cadre du modèle de calcul des pertes de crédit attendues ne sont pas en mesure de refléter de manière appropriée l'impact et les prévisions de détérioration au sein des portefeuilles concernés. Cet ajustement post-modélisation est basé sur des scénarios, centrés sur l'hypothèse d'une guerre prolongée (2025 : pondération de 55 % ; 2024 : 55 %), avec d'autres scénarios portant sur l'escalade (2025 : pondération de 40 % ; 2024 : 30 %) ou la cessation des hostilités (2025 : pondération de 5 % ; 2024 : 15 %). La pondération des différents scénarios a été ajustée en 2025 en fonction de l'évaluation la plus récente faite par la Banque de la situation en Ukraine. Les hypothèses de pertes avancées dans les différents scénarios constituent une estimation qui repose en grande partie sur le jugement d'experts, compte tenu de la disponibilité limitée de données fiables et de l'incertitude qui plane sur l'évolution de la situation. Ces hypothèses sont résumées ci-après :

- Le scénario de guerre prolongée applique des hypothèses de pertes selon le secteur d'activité, avec des taux de provisionnement allant de 31 % à 100 % (2024 : taux de provisionnement allant de 29 % à 100 %).
- Le scénario de cessation des hostilités suppose que toutes les pertes ont été identifiées et qu'aucune détérioration supplémentaire n'est attendue.
- Le scénario d'escalade se décline en deux sous-scénarios de probabilité égale :
 1. Un cessez-le-feu est conclu selon des conditions débouchant sur une Ukraine indépendante, de taille réduite et affaiblie. Ce sous-scénario applique des hypothèses de pertes selon le secteur d'activité, avec des taux de provisionnement allant de 31 % à 100 %.
 2. L'Ukraine n'est plus un État indépendant. Ce sous-scénario applique une hypothèse de pertes de 100 % sur tous les actifs basés en Ukraine.
- Le scénario d'escalade appliquait en 2024 une hypothèse de pertes de 100 % sur tous les actifs basés en Ukraine.

Taux de probabilité de défaillance à un instant T

Afin de calculer les pertes de crédit attendues concernant les actifs en phase 1 et en phase 2, une probabilité de défaillance est associée à chaque note de probabilité de défaillance, à partir de données rétrospectives de défaillance. La Banque applique, pour calculer les pertes de crédit attendues, des taux prospectifs de probabilité de défaillance à un instant T. Ces taux sont dérivés des taux de probabilité de défaillance « sur la durée du cycle » (TPDDC) ajustés en fonction de projections des conditions macroéconomiques.

Les TPDDC traduisent la probabilité de défaillance en fonction des évolutions du risque de crédit à long terme et sont établis à l'aide d'éléments de référence externes de notation pour les catégories investissement et en se référant à l'expérience interne en matière de défaillance concernant les catégories inférieures. Ces taux sont ensuite ajustés en fonction de l'analyse rétrospective de l'expérience de la Banque en matière de défaillances en fonction des conditions macroéconomiques au moment des défaillances.

Les TPDDC cumulés retenus en 2025 et 2024 sont présentés ci-après et ventilés par note interne :

Institutions financières

2025

Note de probabilité de défaillance ²⁶	Équivalent en notation externe	Horizon 1 an	Horizon 2 ans	Horizon 3 ans	Horizon 4 ans	Horizon 5 ans
1,0	AAA	0,00 %	0,01 %	0,04 %	0,07 %	0,10 %
2,0	AA	0,01 %	0,02 %	0,05 %	0,08 %	0,11 %
3,0	A	0,01 %	0,04 %	0,07 %	0,10 %	0,14 %
4,0	BBB	0,04 %	0,11 %	0,18 %	0,29 %	0,41 %
5,0	BB	0,22 %	0,44 %	0,71 %	1,07 %	1,50 %
6,0	B	0,31 %	0,59 %	0,92 %	1,48 %	2,01 %
7,0	CCC	1,56 %	2,69 %	4,18 %	6,27 %	6,93 %

Secteur des entreprises

2025

Note de probabilité de défaillance	Équivalent en notation externe	Horizon 1 an	Horizon 2 ans	Horizon 3 ans	Horizon 4 ans	Horizon 5 ans
1,0	AAA	0,01 %	0,04 %	0,16 %	0,31 %	0,44 %
2,0	AA	0,03 %	0,07 %	0,19 %	0,34 %	0,48 %
3,0	A	0,06 %	0,16 %	0,28 %	0,44 %	0,59 %
4,0	BBB	0,18 %	0,47 %	0,76 %	1,25 %	1,73 %
5,0	BB	0,93 %	1,88 %	3,00 %	4,52 %	6,34 %
6,0	B	1,30 %	2,52 %	3,89 %	6,28 %	8,54 %
7,0	CCC	6,62 %	11,40 %	17,74 %	26,57 %	29,39 %

Infrastructures durables

2025

Note de probabilité de défaillance	Équivalent en notation externe	Horizon 1 an	Horizon 2 ans	Horizon 3 ans	Horizon 4 ans	Horizon 5 ans
1,0	AAA	0,01 %	0,03 %	0,11 %	0,21 %	0,30 %
2,0	AA	0,02 %	0,05 %	0,13 %	0,23 %	0,33 %
3,0	A	0,04 %	0,11 %	0,19 %	0,30 %	0,40 %
4,0	BBB	0,12 %	0,32 %	0,52 %	0,85 %	1,18 %
5,0	BB	0,63 %	1,28 %	2,04 %	3,08 %	4,32 %
6,0	B	0,88 %	1,71 %	2,65 %	4,28 %	5,82 %
7,0	CCC	4,51 %	7,76 %	12,08 %	18,10 %	20,02 %

Institutions financières

2024

Note de probabilité de défaillance	Équivalent en notation externe	Horizon 1 an	Horizon 2 ans	Horizon 3 ans	Horizon 4 ans	Horizon 5 ans
1,0	AAA	0,00 %	0,01 %	0,05 %	0,09 %	0,13 %
2,0	AA	0,01 %	0,02 %	0,06 %	0,10 %	0,14 %
3,0	A	0,02 %	0,05 %	0,09 %	0,13 %	0,18 %
4,0	BBB	0,05 %	0,14 %	0,23 %	0,38 %	0,53 %
5,0	BB	0,27 %	0,55 %	0,87 %	1,31 %	1,84 %
6,0	B	0,41 %	0,78 %	1,21 %	1,76 %	2,49 %
7,0	CCC	1,98 %	3,42 %	5,68 %	8,59 %	9,53 %

Secteur des entreprises

2024

Note de probabilité de défaillance	Équivalent en notation externe	Horizon 1 an	Horizon 2 ans	Horizon 3 ans	Horizon 4 ans	Horizon 5 ans
1,0	AAA	0,01 %	0,04 %	0,18 %	0,31 %	0,44 %
2,0	AA	0,03 %	0,07 %	0,21 %	0,34 %	0,49 %
3,0	A	0,07 %	0,18 %	0,29 %	0,46 %	0,60 %
4,0	BBB	0,18 %	0,49 %	0,79 %	1,30 %	1,81 %
5,0	BB	0,92 %	1,86 %	2,97 %	4,47 %	6,27 %
6,0	B	1,39 %	2,64 %	4,13 %	6,00 %	8,48 %
7,0	CCC	6,72 %	11,62 %	19,32 %	29,22 %	32,43 %

²⁶ L'échelle de notation interne des probabilités de défaillance est présentée en détail au chapitre « Gestion des risques », pages 42-43.

Infrastructures durables

2024

Note de probabilité de défaillance	Équivalent en notation externe	Horizon 1 an	Horizon 2 ans	Horizon 3 ans	Horizon 4 ans	Horizon 5 ans
1,0	AAA	0,01 %	0,03 %	0,12 %	0,21 %	0,30 %
2,0	AA	0,02 %	0,05 %	0,14 %	0,23 %	0,33 %
3,0	A	0,05 %	0,12 %	0,20 %	0,31 %	0,41 %
4,0	BBB	0,12 %	0,33 %	0,56 %	0,88 %	1,23 %
5,0	BB	0,63 %	1,26 %	2,02 %	3,04 %	4,26 %
6,0	B	0,95 %	1,79 %	2,81 %	4,07 %	5,76 %
7,0	CCC	4,57 %	7,89 %	13,13 %	19,85 %	22,03 %

Dans son calcul des pertes de crédit attendues, la Banque a appliqué des informations entrant dans le cadre de scénarios macroéconomiques prospectifs, en ventilant les TPDDC en taux de probabilité de défaillance applicables en période de croissance ou de récession macroéconomique, prévoyant ainsi deux scénarios macroéconomiques prospectifs distincts pour chaque pays. Les probabilités de croissance et de récession sont établies à partir des prévisions d'évolution du produit intérieur brut (PIB), qui proviennent du Fonds monétaire international, en utilisant la distribution normale des PIB prévus, l'écart-type étant égal à l'erreur de prévision moyenne rétrospective pour le pays concerné. La probabilité de croissance d'une année sur l'autre, en moyenne pondérée, était de 86 % à la fin de 2025, comme en 2024²⁷. Compte tenu des régions où la Banque exerce ses activités, les données macrofinancières pertinentes sont assez rares. Ainsi, la croissance du PIB est considérée comme présentant de loin la corrélation la plus significative avec l'expérience en matière de pertes et est donc la seule utilisée pour déterminer les taux prospectifs de probabilité de défaillance à un instant T. Les probabilités prospectives de croissance ou de récession macroéconomique selon les pays, en utilisant pour les PIB un horizon à trois ans, constituent un élément clé de l'évolution des taux de probabilité de défaillance à un instant T, et donc un facteur déterminant du niveau de dépréciation comptabilisé par la Banque.

Taux de pertes en cas de défaillance

Chaque prêt se voit attribuer un taux de pertes en cas de défaillance, indiquant l'ampleur des pertes auxquelles s'attend la Banque lorsque l'emprunteur fait défaut. Les taux afférents aux prêts seniors et subordonnés non souverains sont établis à partir de l'expérience concrète de la Banque en matière de défaut et de redressement, et les taux relatifs aux obligations sécurisées correspondent aux lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne.

Au vu de son statut de créancier privilégié, la Banque estime plus vraisemblable qu'en cas de défaillance souveraine, le paiement ne soit pas interrompu. Ces caractéristiques se reflètent dans le taux de pertes en cas de défaillance attribué à un risque souverain. Différentes catégories de taux de pertes en cas de défaillance sont établies en fonction de la capacité de l'État à accorder le statut de créancier privilégié, essentiellement en prenant en considération le ratio de la dette envers les créanciers privilégiés par rapport à la dette publique totale, ainsi que l'efficacité générale des institutions et de la gouvernance. Les taux de recouvrement infranationaux sont ajustés en fonction des taux de recouvrement souverains associés au pays concerné.

En 2025, la Banque a mis à jour sa méthodologie d'application des taux de pertes en cas de défaillance souveraine et infranationale.

- Pour les pertes en cas de défaillance souveraine, la Banque continue de privilégier l'utilisation des catégories de pertes en cas de défaillance existantes (UE, hors UE et statut de créancier privilégié limité). Elle maintient à 10 % (2024 : 10 %) le taux de pertes en cas de défaillance attribué aux pays hors UE. Ce taux est désormais calculé sur la base des résultats issus de l'analyse de la base de données sur les risques des marchés émergents²⁸ (GEMs), qui sert en outre de point d'ancrage. Ce point d'ancrage est également étayé par les statistiques de taux de recouvrement de Global Credit Data (GCD).

27 Cet indicateur est sensible à l'évolution des prévisions de PIB. On trouvera page 36 des informations de sensibilité quantitatives à ce sujet.
28 www.gemriskdatabase.org

- Les statistiques de GEMs ont également été utilisées afin de refléter des taux de pertes en cas de défaillance plus faibles pour les pays de l'UE et plus élevés pour les pays plus fragiles :
 - Pour les pays de l'UE, le taux de pertes en cas de défaillance est fixé au minimum de 5 % (2024 : 5 %).
 - Pour les pays plus fragiles, le taux de pertes en cas de défaillance est fixé à 15 % (2024 : 20 %).
- Conformément à l'analyse des statistiques de recouvrement de GEMs, les taux de pertes en cas de défaillance infranationale sont supérieurs de 5 points de pourcentage aux taux de pertes en cas de défaillance souveraine correspondants (2024 : écart de 10 points de pourcentage).

Ce changement a eu pour effet, à la date d'approbation, en septembre 2025, de diminuer de 16 millions d'euros les pertes de crédit attendues.

Sauf dans le cadre d'un ajustement post-modélisation, les taux de pertes en cas de défaillance attribués par la Banque ne varient pas sensiblement en fonction des conditions ou des scénarios économiques, reflétant en cela les périodes de recouvrement relativement longues que connaît la BERD, ainsi que son expérience, qui montre qu'il n'existe pas de corrélation entre le niveau des recouvrements effectués et les informations macroéconomiques. Ces taux de pertes en cas de défaillance sont par conséquent considérés comme traduisant de manière adéquate toutes les informations prospectives disponibles à la date de rédaction du présent rapport.

L'allocation des taux de pertes en cas de défaillance aux instruments a été effectuée en 2025 et 2024 comme décrit dans les tableaux ci-dessous :

2025 Rang – secteur	Taux de pertes en cas de défaillance non souveraine	2025 Pays souverains	Taux de pertes en cas de défaillance souveraine	Taux de pertes en cas de défaillance infranationale
Participations	100 %	Pays de l'UE	5 %	10 %
Prêts seniors – institutions financières	36 %	Pays hors UE	10 %	15 %
Prêts seniors – entreprises	38 %	Statut de créancier privilegié limité ²⁹	15 %	20 %
Prêts seniors – infrastructures durables	29 %			
Prêts subordonnés	44 %			
Obligations sécurisées	11,25 %			

2024 Rang – secteur	Taux de pertes en cas de défaillance non souveraine	2024 Pays souverains	Taux de pertes en cas de défaillance souveraine	Taux de pertes en cas de défaillance infranationale
Participations	100 %	Pays de l'UE	5 %	15 %
Prêts seniors – institutions financières	36 %	Pays hors UE	10 %	20 %
Prêts seniors – entreprises	37 %	Statut de créancier privilegié limité ³⁰	20 %	30 %
Prêts seniors – infrastructures durables	28 %			
Prêts subordonnés	46 %			
Obligations sécurisées	11,25 %			

29 Cette catégorie s'applique aux pays où la valeur du statut de créancier privilégié a été jugée limitée par la Banque en raison du petit nombre d'investisseurs privés au détriment desquels cette dernière pourrait être privilégiée, ou aux pays qui ont été jugés peu performants en matière de gouvernance par la Banque.

30 Cette catégorie s'applique aux pays où la valeur du statut de créancier privilégié a été jugée limitée par la Banque en raison du petit nombre d'investisseurs privés au détriment desquels cette dernière pourrait être privilégiée, ou aux pays qui ont été jugés peu performants en matière de gouvernance par la Banque.

Garants

Lorsque les prêts de la Banque sont garantis sans condition au moment de leur constitution, sur une base totale ou partielle, la garantie est considérée comme faisant partie intégrante du prêt. Dans ce cas, pour la partie du prêt couverte par la garantie, lorsque la note de probabilité de défaillance et/ou la note de pertes en cas de défaillance du garant est meilleure que la note de probabilité de défaillance et/ou la note de pertes en cas de défaillance de l'emprunteur, les pertes de crédit attendues sont calculées en se fondant sur la meilleure note de probabilité de défaillance et de pertes en cas de défaillance entre celle de l'emprunteur et celle du garant. La comptabilisation par phases reste fondée uniquement sur la probabilité de défaillance de l'emprunteur³¹.

Exposition au risque de défaillance

L'exposition au risque de défaillance évalue le solde dû au moment de la défaillance. Elle est modélisée pour chaque prêt en prenant en compte tous les flux de trésorerie contractuels attendus (décaissements, annulations, remboursements anticipés et intérêts compris). L'exposition au risque de défaillance de la Banque prend en compte les flux de trésorerie réels et contractuels, et permet de prévoir les décaissements et les remboursements à venir en fonction de l'expérience propre à la Banque.

Analyse de sensibilité³²

Des précisions sont données ci-après sur la sensibilité des provisions de portefeuille aux principales variables utilisées pour déterminer le degré de dépréciation.

Paramètre de risque ajusté	Provision recalculée 2025 en millions d'euros	Variation de la provision 2025 en millions d'euros	Variation de la provision 2025 en %	Provision recalculée 2024 en millions d'euros	Variation de la provision 2024 en millions d'euros	Variation de la provision 2024 en %
Provisions non ajustées pour le portefeuille (phases 1 et 2)	221	-	-	251	-	-
Modèle de comptabilisation par phases³³						
Ensemble des prêts en phase 1	119	(102)	(46) %	143	(108)	(43) %
Ensemble des prêts en phase 2	570	349	158 %	615	364	145 %
Notes de probabilité de défaillance³⁴						
Augmentation d'un cran pour l'ensemble des prêts	160	(61)	(28) %	190	(61)	(24) %
Baisse d'un cran pour l'ensemble des prêts	304	83	38 %	367	116	46 %
Augmentation de 3 crans pour l'ensemble des prêts	87	(134)	(61) %	96	(155)	(62) %
Baisse de 3 crans pour l'ensemble des prêts	939	719	325 %	1 059	808	322 %
PIB prévu³⁵						
Augmentation de 1 % du PIB prévu	204	(17)	(8) %	236	(15)	(6) %
Baisse de 1 % du PIB prévu	242	21	10 %	270	19	8 %
Augmentation de 5 % du PIB prévu	167	(54)	(24) %	202	(49)	(20) %
Baisse de 5 % du PIB prévu	375	154	70 %	389	138	55 %
Pertes en cas de défaillance						
Baisse de 10 % pour l'ensemble des prêts	141	(80)	(36) %	162	(89)	(36) %
Augmentation de 10 % pour l'ensemble des prêts	306	86	39 %	350	99	39 %
Exposition au risque de défaillance						
Annulation de tous les engagements de crédit non utilisés	158	(63)	(29) %	183	(68)	(27) %
Décaissement sous 1 mois de tous les engagements de crédit non utilisés	271	50	23 %	309	58	23 %

En ce qui concerne les provisions de la phase 3, une augmentation ou une diminution de 10 points de pourcentage par rapport au niveau actuel de couverture globale des provisions aurait un impact de +/- 288 millions d'euros (2024 : 219 millions d'euros).

31 Pour plus de précisions sur l'attribution des notes de probabilité de défaillance, voir page 40, au chapitre « Gestion des risques ».

32 Aux fins de la présente communication, l'ajustement post-modélisation de 363 millions d'euros (2024 : 400 millions) est considéré comme une constante, les sensibilités s'appliquant au niveau du modèle de calcul des pertes de crédit attendues.

33 La moindre modification défavorable du classement dans les différentes phases a un impact sur le provisionnement. Cette sensibilité est due à l'échéance relativement éloignée des actifs sous-jacents, ainsi qu'au classement actuel en phase 1 de 87 % des actifs productifs.

34 L'ajustement des notes de probabilité de défaillance a un effet double : toute modification d'une note de probabilité de défaillance non seulement entraîne une modification du taux de probabilité de défaillance retenu pour le calcul des pertes de crédit attendues, mais peut aussi aboutir à la reclassification d'un prêt dans une autre phase, sachant qu'une baisse de la note depuis la constitution peut constituer un motif de passage en phase 2. Ces deux effets sont ici pris en compte.

35 La sensibilité relativement faible aux variations de PIB s'explique par la forte instabilité rétrospective de la croissance du PIB dans les économies où la Banque investit, qui se traduit par une importante incertitude concernant les prévisions de PIB. Cette analyse de sensibilité exclut les éventuels effets des passages d'une phase à une autre susceptibles de se produire parallèlement à une évolution des prévisions de PIB.

Concernant l'ajustement post-modélisation lié à la guerre contre l'Ukraine, trois scénarios raisonnables et envisageables quant à l'issue de celle-ci ont été modélisés. La pondération des trois scénarios envisagés constitue la principale hypothèse de cette estimation. Une pondération plus importante en faveur d'un scénario de crise, mettant l'accent sur une détérioration significative des portefeuilles concernés (augmentation de 10 points de pourcentage pour la pondération du scénario d'escalade, réduction de 5 points de pourcentage de celle du scénario de cessation des hostilités et réduction de 5 points de pourcentage de celle du scénario de guerre prolongée), aurait augmenté l'ajustement post-modélisation de 52 millions d'euros (2024 : 93 millions), tandis que la pondération plus importante en faveur de conséquences prolongées, mais moins graves (augmentation de 10 points de pourcentage pour la pondération du scénario de guerre prolongée et réduction correspondante de celle du scénario d'escalade), l'aurait diminué de 41 millions d'euros (2024 : 70 millions).

Prêts en phase 3 consentis en Ukraine

Pour les prêts improductifs en phase 3 consentis en Ukraine, en l'absence de scénarios de sortie raisonnables et de preuves ou d'informations claires sur la situation actuelle ou future des activités, la Banque a appliqué une approche collective de dépréciation, par dérogation à l'approche classique de dépréciation adoptée par la Banque pour les prêts improductifs³⁶. Des pourcentages fixes de pertes de crédit attendues ont été appliqués en fonction du secteur d'activité, de la situation géographique et de l'ampleur connue des dommages subis par ses actifs. Ces pourcentages fixes de pertes de crédit attendues constituent une hypothèse significative. Les taux de pertes de crédit attendues appliqués selon cette méthodologie vont de 25 à 100 %. La méthodologie et les pourcentages sont revus régulièrement. Les prêts ukrainiens en phase 3 détenus sur la base du coût amorti faisaient l'objet d'une provision de 353 millions d'euros (2024 : 345 millions) à la fin de l'année. Une augmentation ou une diminution de 10 points de pourcentage des taux de pertes de crédit attendues appliqués sur le provisionnement actuel, hors garanties de donateurs entrantes ne provenant pas de l'État ukrainien, dans l'approche collective de dépréciation se traduirait respectivement par une variation de l'ordre de +200 millions d'euros ou de -116 millions d'euros.

Jugements critiques

Dans le cadre de l'application de ses principes comptables, la Banque est amenée à émettre un certain nombre de jugements. Les jugements émis par la Banque ayant un impact important sur ses états financiers sont exposés dans la présentation des principes comptables qui précède. Outre les jugements appliqués lors des estimations comptables, qui sont présentés plus haut dans les paragraphes portant sur les estimations comptables significatives, la Banque estime que les jugements suivants dans l'application des principes comptables sont critiques, dans la mesure où ils sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur les états financiers :

- **Dépréciation d'actifs financiers détenus sur la base du coût amorti – détermination de la phase :** la détermination de ce qui constitue une forte augmentation du risque de crédit (décrit à la page 27), et donc du passage de la phase 1 à la phase 2, relève d'un jugement critique, étant donné la part de subjectivité que comporte l'évaluation du caractère « significatif » d'une augmentation et l'impact potentiel d'une telle décision sur l'appréciation des pertes de crédit attendues pour la Banque. La définition du prêt improductif retenue par la Banque (décrite dans la section « Prêts improductifs », page 43), qui détermine le passage en phase 3, constitue également un jugement critique, en raison de sa subjectivité.
- **Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net :** la décision de considérer les investissements réalisés par la Banque sous forme de participations dans des entreprises associées comme des investissements du capital-risque au titre de la norme IAS 28, et donc d'appliquer la norme IFRS 9 à ces investissements, constitue un jugement critique, qui affecte de façon notable la présentation de ces investissements dans l'état de situation financière et le compte de résultat de la BERD. Bien qu'aucun des investissements sous forme de participations dans des entreprises associées ne soit individuellement significatif, ils le sont collectivement.
- **Souscriptions au capital :** La décision d'estimer la valeur actualisée du montant correspondant aux actions libérées remboursables en déterminant à quels moments surviendront les flux de trésorerie attendus entraîne des conséquences importantes sur la valeur de ces instruments et sur la répartition entre passifs et titres de participation.

Les éléments fondant ces jugements critiques sont présentés plus haut, dans les informations relatives aux principes comptables concernés. Aucun autre jugement critique relatif aux principes comptables n'a de conséquences significatives sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

36 Voir le chapitre « Gestion des risques », page 38.

Gestion des risques

Risques financiers

Dans le cadre de sa mission, la Banque s'expose à des risques financiers par ses activités liées aux Opérations bancaires et à la Trésorerie, principalement des risques de crédit, de marché, de liquidité et d'ordre opérationnel.

Gouvernance en matière de risques

La Banque s'est dotée d'un dispositif global d'identification et de gestion des risques qui s'appuie notamment sur des instances de contrôle constituant une « deuxième ligne de défense³⁷ » indépendante, composée entre autres du Département de la gestion des risques, du Bureau de la déontologie, du Département de l'environnement et de la durabilité, du Département de la finance, ainsi que d'autres départements pertinents. Le/La Vice-Président-e et Directeur-riche de la gestion des risques a pour mission de veiller en toute indépendance à la gestion des risques afférents aux activités de la Banque, notamment ceux liés aux Opérations bancaires et à la Trésorerie, ainsi qu'à la mise en œuvre de procédures et de structures de gouvernance appropriées, permettant de procéder de manière indépendante à l'identification, à l'évaluation, au suivi et à l'atténuation des risques encourus par la Banque. La remise en question des fonctions de contrôle, l'examen de leur rôle et l'évaluation de leur capacité à accomplir leur mission de manière indépendante sont du ressort du Comité d'audit et de gestion des risques.

Les questions de risque concernant la Banque dans son ensemble, et les politiques et procédures afférentes, relèvent de la compétence du Comité de gestion des risques. Le Comité de gestion des risques est présidé par le/la Vice-Président-e et Directeur-riche de la gestion des risques et rend compte directement au/à la Président-e. Il est chargé de superviser tous les aspects liés aux portefeuilles des Opérations bancaires et de la Trésorerie dans tous les secteurs et tous les pays. Il prodigue des conseils sur les politiques, les initiatives et les contrôles mis en œuvre en matière de gestion des risques. Il a en outre la responsabilité d'approuver les propositions de nouveaux produits soumises par les Opérations bancaires ou la Trésorerie. Ce comité se compose de hauts responsables de la Banque, représentant notamment les Départements de la gestion des risques, de la finance, des opérations bancaires et de la transformation, ainsi que le Bureau des affaires juridiques et le Bureau de la déontologie.

Le/la Directeur-riche général-e chargé-e de la gestion des risques rend compte directement au/à la Vice-Président-e et Directeur-riche-e de la gestion des risques. Il/elle est responsable du bon fonctionnement du département. Le Département de la gestion des risques fournit une évaluation indépendante des risques associés à chaque investissement entrepris par la Banque et assure un suivi permanent du portefeuille, afin de contrôler les risques de crédit, de marché et de liquidité encourus et de définir les mesures de gestion des risques à prendre. En outre, il évalue et propose des solutions permettant de gérer les risques engendrés par les corrélations et les concentrations susceptibles de se produire au sein du portefeuille, et veille à ce que soient mis en place des systèmes et des contrôles appropriés, permettant d'identifier et de gérer les risques opérationnels, à l'échelle de toute la Banque. Il élabore et actualise la politique de gestion des risques, pour faciliter l'action des Opérations bancaires et de la Trésorerie, et sensibilise aux risques l'ensemble des collaborateurs de la Banque.

Le Département de la gestion des risques est guidé par sa mission, qui consiste à :

- garantir aux parties prenantes que les décisions en matière de risques au sein de la Banque sont pondérées et conformes aux limites convenues en termes de prise de risque, et que des procédures de contrôle rigoureuses sont mises en place et appliquées ;
- soutenir la stratégie commerciale de la Banque, notamment en cherchant à maximiser l'impact sur la transition par des conseils efficaces et efficaces en matière de gestion des risques, une démarche critique et des prises de décision.

Sections non auditées

Certaines sections dans le reste du chapitre « Gestion des risques » du présent rapport ne sont pas auditées. Elles font partie des « Autres informations » qui ne sont pas couvertes par l'opinion de l'auditeur indépendant. Ces éléments non auditées sont présentés en bleu foncé.

³⁷ La vice-présidence des Opérations bancaires constitue quant à elle la « première ligne de défense », chargée d'identifier et de gérer les risques afférents aux opérations de prêts ou de prises de participations des Opérations bancaires ; le Département de la trésorerie joue le même rôle en matière d'identification et de gestion des risques liés à ses propres opérations.

Principaux risques en 2026

Il existe un certain nombre de risques mondiaux et régionaux qui, s'ils se concrétisaient, pourraient avoir un impact sur la qualité du portefeuille de la Banque et l'exécution de sa mission. Ces risques sont suivis de près par la Direction.

- La guerre contre l'Ukraine constitue toujours le risque le plus important pesant sur la qualité du portefeuille de la Banque et sur ses opérations. Comme indiqué plus haut, divers scénarios d'escalade impliquent un risque d'importantes pertes de crédit supplémentaires. Malgré ce risque, la Banque applique des techniques prudentes et solides de gestion et d'atténuation des risques visant à conserver des capacités opérationnelles suffisantes et à maintenir sa solide assise financière et sa bonne situation en matière de liquidités dans des scénarios défavorables.
- La fragmentation géopolitique au niveau mondial et l'affaiblissement des cadres multilatéraux pourraient peser sur les échanges commerciaux et entamer la confiance des investisseurs. Les relations entre les principales économies des régions d'opérations de la Banque et leurs partenaires bilatéraux et multilatéraux pourraient en souffrir.
- La persistance des tensions régionales au Moyen-Orient ou dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne, voire leur intensification, pourrait avoir des répercussions sur les marchés de l'énergie, les voies d'approvisionnement mondiales et les flux de capitaux. L'impact pourrait être d'autant plus fort dans les pays ne disposant pas de capacités institutionnelles et de mécanismes d'atténuation solides ou dont la marge de manœuvre budgétaire est limitée.
- Une évolution de l'appétit pour le risque au niveau mondial, susceptible de se traduire par une hausse des rendements des actifs américains, pourrait compliquer les conditions de financement extérieur des économies de marché émergentes. Les effets pourraient être plus prononcés dans les pays dont les marchés de capitaux domestiques sont peu profonds, qui présentent des déséquilibres économiques préexistants ou affichent des niveaux élevés de dette libellée en devises étrangères.
- Bien que l'incertitude règne concernant les tensions inflationnistes qui pourraient marquer l'année 2026, les pressions sur les prix pourraient persister dans des pays ne disposant pas de cadres politiques suffisants, souffrant de pénuries de main-d'œuvre et étant très exposés aux prix mondiaux des matières premières. Le large éventail des droits de douane imposés par les États-Unis aux pays des régions d'opérations de la BERD complique davantage les perspectives.

Tous les risques cités précédemment sont pris en compte dans l'estimation de la dépréciation des actifs de la Banque, via leur impact sur les prévisions de PIB retenues pour le calcul des notes de probabilité de défaillance à un instant T^{38} .

A. Risque de crédit

Le risque de crédit est la perte que peut subir un portefeuille, soit en raison de la défaillance d'une contrepartie, soit du fait de la détérioration de sa note de crédit. La Banque est également exposée à un risque de concentration, qui peut se présenter lorsqu'une part trop importante du portefeuille est liée à un seul débiteur et/ou à une unique exposition susceptible de se dégrader du fait de sa corrélation avec un événement particulier. Il peut s'agir, par exemple, d'une exposition à des débiteurs dans un même pays ou un même secteur, mais de telles concentrations peuvent également se composer de regroupements ou de sous-ensembles de portefeuilles concernant tel pays ou tel secteur.

La BERD est exposée au risque de crédit par ses activités liées aux Opérations bancaires et à la Trésorerie, car les contreparties peuvent faire défaut ou car la valeur des investissements de la Banque peut se déprécier. Une évaluation approximative de l'exposition maximale au risque de crédit correspondant aux instruments financiers, tenant compte des engagements non utilisés liés aux prêts et des garanties, figure dans l'état de situation financière (voir la note annexe 28, page 99).

Des précisions sur les garanties et autres formes d'atténuation des risques sont données ci-après dans les sections concernant respectivement les Opérations bancaires et la Trésorerie.

Risque de crédit des Opérations bancaires : gestion

Projets spécifiques

Le Conseil d'administration de la Banque approuve les principes présidant aux opérations de crédit en vue de l'approbation, de la gestion et de l'examen des risques encourus par les Opérations bancaires. Le Comité d'audit et de gestion des risques procède périodiquement à un examen de ces principes, qui est ensuite soumis au Conseil d'administration.

38 Pour plus de précisions, voir la section « Taux de probabilité de défaillance à un instant T », page 34.

Le Comité des opérations étudie tous les projets des Opérations bancaires (opérations de prêts comme de prises de participations) avant qu'ils ne soient soumis à l'approbation du Conseil d'administration. Présidé par le/la Premier-ère Vice-Président-e et Directeur-riche du Groupe des services aux clients, il réunit les principaux responsables de la Banque, dont le/la Vice-Président-e et Directeur-riche de la gestion des risques et le/la Directeur-riche général-e chargé-e de la gestion des risques. Un certain nombre de dispositifs concernant des projets de moindre envergure sont examinés par le Comité d'investissement dans les petites entreprises ou par la Direction, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés et sous la supervision du Comité des opérations. La procédure d'approbation des projets vise à garantir le respect des critères de la Banque en matière de saine gestion bancaire, d'impact sur la transition et d'additionnalité³⁹. Le Comité des opérations approuve, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le Conseil d'administration via le/la Président-e, des projets entrant dans le cadre d'opérations-types définies par le Conseil. Il est également chargé d'agréer les modifications majeures apportées à des opérations en cours.

Le Comité des prises de participation tient lieu de comité de gouvernance pour le portefeuille de participations et rend compte au Comité des opérations. Le Département de la gestion des risques est représenté aussi bien au sein du Comité des prises de participation que du Comité d'investissement dans les petites entreprises.

Le Département de la gestion des risques réalise des analyses de toutes les expositions au sein du portefeuille des Opérations bancaires. Dans le cadre de chacune de ces analyses, il détermine si le profil des risques de l'exposition a changé, recommande des mesures d'atténuation des risques et confirme ou ajuste la note de risque. Il évalue également la juste valeur des investissements sous forme de titres de participation et des prêts désignés à la juste valeur.

Examen du portefeuille

Le Département de la gestion des risques présente chaque trimestre un rapport sur l'évolution du portefeuille à la Direction et au Conseil d'administration. Ce rapport résume les principaux facteurs qui influent sur le portefeuille, et analyse et commente les tendances qui se dégagent au sein du portefeuille et de divers portefeuilles secondaires. Il rend également compte du respect des limites de risque fixées pour le portefeuille.

Le Département de la gestion des risques procède également à intervalles réguliers à des exercices de simulation de crise et à des analyses générales de portefeuilles d'investissements à l'échelle de la Banque (en descendant la chaîne) et au niveau régional (en la remontant), afin d'identifier les risques susceptibles de se présenter et de prendre les mesures d'atténuation nécessaires. La Banque reconnaît que toute mesure d'atténuation des risques en découlant est conditionnée par les limites géographiques dans lesquelles elle opère.

En outre, s'agissant des prêts consentis en Ukraine, l'ajustement post-modélisation et l'approche collective de dépréciation de la Banque sont examinés chaque trimestre par le Département de la gestion des risques et approuvés par le Comité de gestion des risques.

Système interne de notation de la BERD

Notes de probabilité de défaillance

La Banque attribue une note interne de risque à toutes les contreparties (y compris les emprunteurs, les entreprises dans lesquelles la BERD détient une participation, les garants, les contreparties d'option de vente et les entités souveraines) représentées au sein des portefeuilles des Opérations bancaires et de la Trésorerie. Les notes de risque reflètent la vigueur financière de la contrepartie et prennent en considération tout soutien implicite, par exemple de la part d'un actionnaire important. Les notes s'appliquant aux entités souveraines tiennent compte de celles accordées par les agences de notation externes. Pour les projets présentant un risque souverain, la note générale est la même que la note souveraine. Pour les opérations non souveraines, les notes de probabilité de défaillance sont habituellement plafonnées par la note souveraine, sauf si la Banque a recours à un garant extérieur au pays, qui peut avoir une meilleure note que la note souveraine locale.

³⁹ Pour plus de précisions sur les notions d'impact sur la transition et d'additionnalité, consulter : www.ebrd.com/our-values.html.

Le tableau ci-après représente l'échelle de notation interne de la Banque, qui va de 1,0 (le risque le plus faible) à 8,0 (improductif), concernant la probabilité de défaillance et ses correspondances avec la notation externe de Standard & Poor's (S&P). Les références à la notation des risques dans le présent rapport renvoient à la notation de la probabilité de défaillance, sauf mention contraire⁴⁰.

Catégorie de notation du risque selon la BERD	Note de risque appliquée par la BERD	Équivalent en notation externe	Qualification de la catégorie	Catégorie plus générale
1	1,0	AAA	Excellent	
2	1,7	AA+	Très solide	
	2,0	AA		
3	2,3/2,5	AA-	Solide	Catégorie investissement
	2,7	A+		
	3,0	A		
4	3,3	A-	Bon	
	3,7	BBB+		
	4,0	BBB		
5	4,3	BBB-	Assez bon	Niveau de risque 5
	4,7	BB+		
6	5,0	BB	Faible	Niveau de risque 6
	5,3	BB-		
	5,7	B+		
7	6,0	B	Attention particulière	Niveau de risque 7
	6,3	B-		
	6,7	CCC+		
8	7,0	CCC	Improductif	Prêts improductifs/actifs à crédit déprécié
	7,3	CCC-/CC/C		
	8,0	D		

Pertes en cas de défaillance

La Banque note les taux de pertes en cas de défaillance sur une échelle de 5 % à 100 %, selon le rang de l'instrument dans lequel elle a investi. Pour plus de précisions sur les taux de pertes en cas de défaillance, voir le sous-chapitre « Estimations comptables significatives et jugements critiques », page 33.

Prêts improductifs

Définition du prêt improductif

Un actif est improductif lorsque le client est considéré comme défaillant. Il est alors transféré en phase 3. Aux fins de la communication financière, la Banque définit un actif comme étant défaillant soit lorsque l'emprunteur a un arriéré de paiement de 90 jours ou plus envers un créancier important, soit lorsque le Département de la gestion des risques considère comme improbable que la contrepartie s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit, sans que la Banque ait à recourir à des actions telles que la réalisation de la garantie (si elle en détient une). Cette évaluation est faite uniquement sur la base de la situation financière du client et avant de prendre en compte l'impact d'éventuelles garanties⁴¹.

Méthodologie de dépréciation

Une provision particulière est réalisée pour tous les prêts improductifs (prêts en phase 3) comptabilisés sur la base du coût amorti. La provision correspond au montant de la perte anticipée, selon plusieurs scénarios pondérés en fonction des probabilités, c'est-à-dire à la différence entre le montant dû par le client et le recouvrement attendu. Le montant du recouvrement attendu est égal à l'estimation des futurs flux de trésorerie, actualisée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine du prêt. Concernant les prêts improductifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net ou des autres éléments du résultat global, la juste valeur du prêt équivalait au montant du recouvrement attendu ainsi calculé.

⁴⁰ Les probabilités de défaillance sur la durée du cycle associées à ces notes de risque sont résumées au sous-chapitre « Estimations comptables significatives et jugements critiques », page 33.

⁴¹ Pour plus de précisions, voir le sous-chapitre « Principes comptables et jugements », page 23.

En dérogation à cette approche, pour les prêts improductifs basés en Ukraine, en l'absence de scénarios de sortie raisonnables et en l'absence de preuves ou d'informations claires sur la situation actuelle ou future des activités, la Banque applique une approche collective pour la dépréciation de ces prêts. Pour plus de précisions sur l'approche collective de dépréciation, voir le sous-chapitre « Estimations comptables significatives et jugements critiques », page 33.

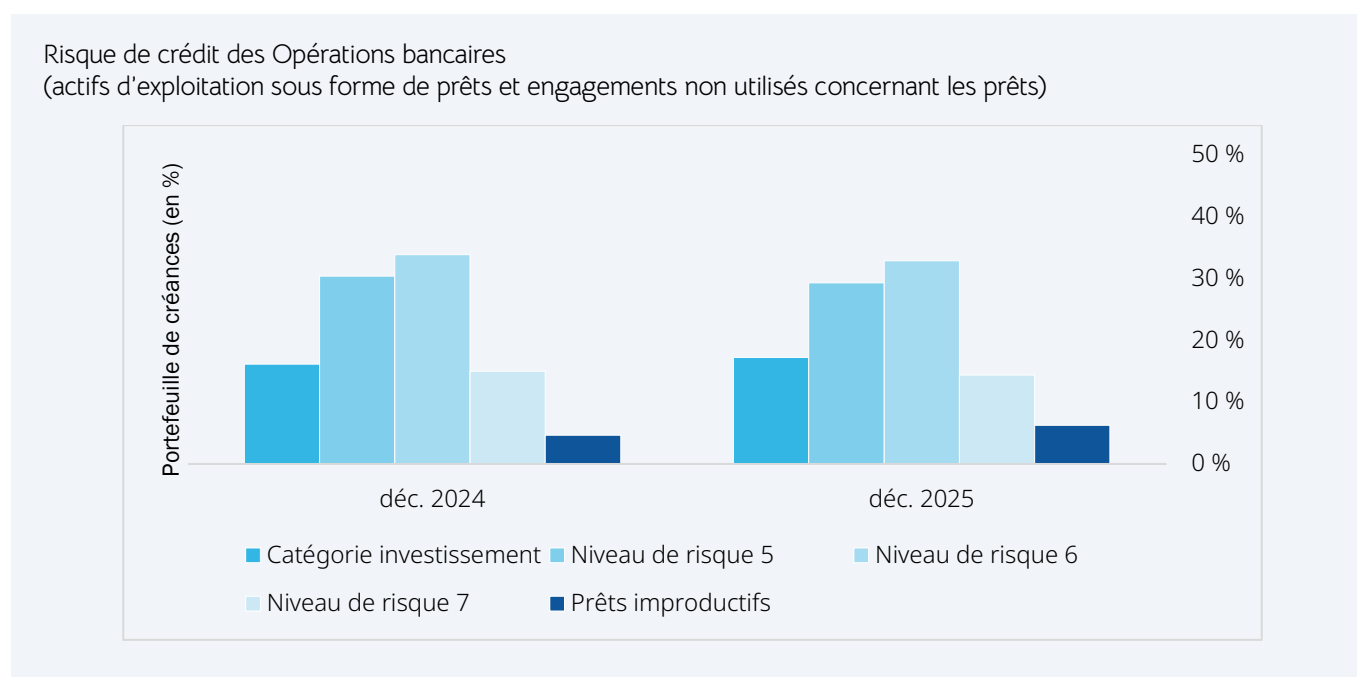
Provisionnement propre aux phases 1 et 2

Au sein du portefeuille productif valorisé au coût amorti, des provisions sont constituées pour refléter les pertes de crédit attendues. Leurs montants se fondent sur les taux de probabilité de défaillance associés aux notes attribuées à chaque contrepartie et au secteur correspondant à l'exposition, les paramètres de pertes en cas de défaillance dépendant du rang du produit, le taux d'intérêt effectif du prêt et l'exposition au risque de défaillance.

Risque de crédit des Opérations bancaires : 2025

Le risque total lié aux prêts des Opérations bancaires (actifs d'exploitation après ajustement pour variation de la juste valeur, mais avant provisionnement) a augmenté au cours de l'exercice, atteignant 37,8 milliards d'euros au 31 décembre 2025, contre 37,4 milliards au 31 décembre 2024. Le montant total du portefeuille de prêts signés et des garanties des Opérations bancaires a progressé, s'établissant à 57,3 milliards d'euros au 31 décembre 2025, contre 55,5 milliards au 31 décembre 2024.

Le profil moyen du portefeuille de créances en termes de crédit s'est légèrement amélioré en 2025, la note de probabilité de défaillance moyenne pondérée progressant à 5,55 (2024 : 5,57). La concentration des prêts associés à un niveau de risque 7 (notés de 6,7 à 7,3) a diminué, reculant de 15,0 % à 14,4 %. Ces prêts représentent actuellement 8,3 milliards d'euros (2024 : 8,3 milliards) en valeur absolue.



Les prêts improductifs⁴² ont augmenté en 2025, passant à 3,2 milliards d'euros à la fin de l'exercice, soit 8,4 % des actifs d'exploitation au titre des prêts (2024 : 2,3 milliards, soit 6,3 %). En termes nets, les passages en pertes et profits se sont inscrits à 58 millions d'euros en 2025 (2024 : 184 millions). Le taux de couverture des provisions de phase 3 est passé de 47 % en 2024 à 38 % en 2025⁴³. Abstraction faite des expositions liées à l'Ukraine, la part des prêts improductifs est restée globalement stable, à 3,1 %, soit le même niveau qu'en 2024. Seuls 25 % de l'ensemble des prêts improductifs accusaient un retard de paiement en décembre 2025 (2024 : 40 %).

⁴² Parmi les prêts improductifs figurent les prêts dépréciés sur la base du coût amorti, représentant 2,8 milliards d'euros (2024 : 2,1 milliards), les prêts désignés à la juste valeur par le biais du résultat net au coût d'origine de 169 millions d'euros (2024 : 106 millions) et les prêts désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour un montant de 220 millions d'euros (2024 : 136 millions).

⁴³ Le taux de couverture des provisions de phase 3 correspond au ratio entre les provisions de phase 3 et les encours de prêts. Un rapprochement des variations des provisions de phase 3 au cours de l'exercice est présenté dans la note annexe 11, page 86.

Les prêts en difficulté restructurés ont légèrement diminué, à 266 millions d'euros, ce qui correspond à 0,7 % des actifs d'exploitation au titre des prêts à la fin de l'exercice 2025 (2024 : 269 millions d'euros, soit 0,7 %). De nouveaux prêts en difficulté restructurés représentant 78 millions d'euros (2024 : 72 millions) ont été identifiés en 2025, sans qu'aucun gain ni aucune perte n'ait été comptabilisé du fait des modifications (2024 : néant). Ces montants ont été partiellement compensés par la déclassification de précédents prêts en difficulté restructurés (4 millions d'euros).

	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Variation des prêts improductifs⁴⁴		
Solde d'ouverture	2 332	2 736
Remboursements	(543)	(836)
Passages en pertes et profits (hors recouvrements)	(59)	(188)
Nouveaux actifs douteux	1 153	387
Décassements ⁴⁵	430	283
Actifs n'étant plus douteux	(60)	(100)
Autres variations	(70)	50
Solde de clôture	3 183	2 332
Prêts improductifs ukrainiens	2 112	1 270

Prêts sur la base du coût amorti

Afin de calculer la dépréciation conformément à la norme IFRS 9, les prêts sur la base du coût amorti sont répartis selon trois phases⁴⁶ :

- **Phase 1** : chaque prêt est classé, lors de sa constitution, en phase 1. La dépréciation est calculée pour cette phase sur la base du portefeuille. Elle est égale au montant des pertes de crédit attendues pour ces actifs à un horizon de 12 mois.
- **Phase 2** : les prêts pour lesquels le risque de crédit a sensiblement augmenté depuis leur constitution, mais qui restent productifs, sont regroupés en phase 2. La dépréciation est calculée pour cette phase sur la base du portefeuille. Elle est égale au montant des pertes de crédit attendues sur la totalité de la durée de vie de ces actifs.
- **Phase 3** : les prêts pour lesquels il existe des indications spécifiques de dépréciation sont regroupés en phase 3. Dans cette phase, les pertes de crédit attendues sur toute la durée de vie des actifs sont calculées individuellement, pour chaque actif.

Les tableaux ci-après analysent les investissements sous forme de prêts réalisés par les Opérations bancaires et les provisions pour dépréciation correspondantes constituées pour chacune des notes de risque internes de la Banque.

Au 31 décembre 2025	Valeur comptable sur la base du coût amorti					Dépréciation			Total net de dépréciation	
	Phase 1 en millions d'euros	Phase 2 en millions d'euros	Phase 3 caractère douteux en millions d'euros	Total en millions d'euros	Total %	Phase 1 en millions d'euros	Phase 2 en millions d'euros	Phase 3 caractère douteux en millions d'euros	Total net de dépréciation en millions d'euros	Couverture par provisions pour dépréciation %
3 : Solide	584	-	-	584	1,6	-	-	-	584	-
4 : Bon	3 248	36	-	3 284	9,1	(2)	-	-	3 282	0,1
5 : Assez bon	8 716	246	-	8 962	24,7	(15)	(1)	-	8 946	0,2
6 : Faible	13 286	1 418	-	14 704	40,5	(39)	(12)	-	14 653	0,3
7 : Attention particulière	3 545	2 397	-	5 942	16,4	(21)	(473)	-	5 448	8,3
8 : Improductif ⁴⁷	-	-	2 792	2 792	7,7	-	-	(970)	1 822	34,7
	29 379	4 097	2 792	36 268	100,0	(77)	(486)	(970)	34 735	

44 Y compris les prêts à la juste valeur qui ne sont pas associés à des provisions spécifiques.

45 Les circonstances dans lesquelles la Banque effectue des décaissements en faveur d'un client improductif sont examinées à la page 47.

46 Pour plus de précisions sur l'évaluation par phases, voir le sous-chapitre « Principes comptables et jugements », page 28.

47 Ce ratio de prêts douteux sur la base du coût amorti est fondé sur la valeur comptable figurant dans l'état de situation financière plutôt que sur les actifs d'exploitation. Le total des prêts improductifs, y compris les prêts à la juste valeur, s'est établi à 8,4 % des actifs d'exploitation (2024 : 6,3 %).

Au 31 décembre 2024						Valeur comptable sur la base du coût amorti			Dépréciation			Total net de dépréciation	
Catégorie de notation du risque	Phase 1 en millions d'euros	Phase 2 en millions d'euros	Phase 3 caractère douteux en millions d'euros	Total en millions d'euros	Total %	Phase 1 en millions d'euros	Phase 2 en millions d'euros	Phase 3 caractère douteux en millions d'euros	Couverture par provisions pour dépréciation				
									Total net de dépréciation en millions d'euros	%			
2 : Très solide	20	-	-	20	0,1	-	-	-	20	-			
3 : Solide	1 303	278	-	1 581	4,4	-	-	-	1 581	-			
4 : Bon	5 081	415	-	5 496	15,4	(4)	(1)	-	5 491	0,1			
5 : Assez bon	11 310	840	-	12 150	34,1	(19)	(38)	-	12 093	0,5			
6 : Faible	10 470	371	-	10 841	30,4	(37)	(11)	-	10 793	0,4			
7 : Attention particulière	1 510	1 939	-	3 449	9,7	(89)	(432)	-	2 928	15,1			
8 : Improductif	-	-	2 090	2 090	5,9	-	-	(969)	1 121	46,4			
	29 694	3 843	2 090	35 627	100,0	(149)	(482)	(969)	34 027				

Fin 2025, les prêts exigibles mais non douteux représentaient un montant de 4 millions d'euros (2024 : 115 millions). Parmi ces prêts exigibles, aucun n'accusait un retard de 30 jours ou moins (2024 : 9 millions d'euros) ; les autres, soit 4 millions d'euros, présentaient un retard supérieur à 30 jours mais inférieur à 90 jours (2024 : 106 millions).

Au 31 décembre 2025, la Banque avait mis en place, pour ses actifs d'exploitation sous forme de prêts, des mécanismes de sûreté à concurrence de 9 milliards d'euros (2024 : 8,5 milliards). Bien que ces mécanismes soient généralement illiquides et que leur valeur soit étroitement corrélée aux performances des actifs d'exploitation sous forme de prêts correspondants, ils confèrent à la Banque des droits et un pouvoir de négociation qui permettent d'atténuer le risque de crédit global. Des garanties d'un montant de 192 millions d'euros étaient détenues par la Banque à la fin de 2025 dans le cadre de ses opérations de prêt senior adossées à des garanties financières (2024 : 179 millions). La BERD a également bénéficié des garanties et des systèmes de partage des risques (voir le sous-chapitre « Estimations comptables significatives et jugements critiques », page 33) accordés par des fonds spéciaux et des fonds de coopération non consolidés (voir la note annexe 31 : « Parties liées », page 103), ce qui a permis un rehaussement du crédit d'environ 613 millions d'euros à la fin de l'année (2024 : 812 millions), y compris en soutien à l'engagement de la Banque en Ukraine.

Prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau ci-après analyse les prêts de la Banque désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour chacune de ses notes de risque internes.

Catégorie de notation du risque	Juste valeur 2025				Juste valeur 2024			
	Phase 1 en millions d'euros	Phase 2 en millions d'euros	Phase 3 en millions d'euros	Total en millions d'euros	Phase 1 en millions d'euros	Phase 2 en millions d'euros	Phase 3 en millions d'euros	Total en millions d'euros
3 : Solide	105	-	-	105	123	-	-	123
4 : Bon	173	-	-	173	286	-	-	286
5 : Assez bon	145	-	-	145	141	1	-	142
6 : Faible	30	-	-	30	45	-	-	45
7 : Attention particulière	-	-	-	-	-	92	-	92
8 : Improductif	-	-	170	170	-	-	102	102
Au 31 décembre	453	-	170	623	595	93	102	790

Prêts à la juste valeur par le biais du résultat net

Le tableau ci-après analyse les prêts de la Banque désignés à la juste valeur par le biais du résultat net pour chacune de ses notes de risque internes.

Catégorie de notation du risque	Juste valeur 2025 en millions d'euros	Juste valeur 2024 en millions d'euros
4 : Bon	-	59
5 : Assez bon	315	223
6 : Faible	309	371
7 : Attention particulière	217	251
8 : Improductif	52	41
Au 31 décembre	893	945

Engagements non utilisés liés aux prêts et garanties

Le tableau ci-après analyse les engagements non utilisés et les garanties de la Banque concernant les prêts pour chacune de ses notes de risque internes.

Catégorie de notation du risque	Engagements non utilisés 2025					Garanties 2025			
	Phase 1 en millions d'euros	Phase 2 en millions d'euros	Phase 3 ⁴⁸ en millions d'euros	Juste valeur ⁴⁹ en millions d'euros	Total en millions d'euros	Phase 1 en millions d'euros	Phase 2 en millions d'euros	Phase 3 en millions d'euros	Total en millions d'euros
4 : Bon	390	55	-	-	445	349	-	-	349
5 : Assez bon	4 103	-	-	-	4 103	1 589	-	-	1 589
6 : Faible	5 737	152	-	30	5 919	910	21	-	931
7 : Attention particulière	2 065	1 905	-	4	3 974	882	948	-	1 830
8 : Improductif	-	-	378	-	378	21	-	8	29
Au 31 décembre	12 295	2 112	378	34	14 819	3 751	969	8	4 728

Catégorie de notation du risque	Engagements non utilisés 2024					Garanties 2024			
	Phase 1 en millions d'euros	Phase 2 en millions d'euros	Phase 3 en millions d'euros	Juste valeur en millions d'euros	Total en millions d'euros	Phase 1 en millions d'euros	Phase 2 en millions d'euros	Phase 3 en millions d'euros	Total en millions d'euros
2 : Très solide	2	-	-	-	2	-	-	-	-
3 : Solide	107	3	-	-	110	-	-	-	-
4 : Bon	1 109	104	-	-	1 213	156	-	-	156
5 : Assez bon	4 840	9	-	-	4 849	1 540	-	-	1 540
6 : Faible	4 688	34	-	53	4 775	892	1	-	893
7 : Attention particulière	857	2 115	77	15	3 064	688	681	-	1 369
8 : Improductif	-	-	144	-	144	-	-	14	14
Au 31 décembre	11 603	2 265	221	68	14 157	3 276	682	14	3 972

La Banque pose généralement des conditions qui doivent être satisfaites avant de procéder à d'autres décaissements de prêts. En outre, pour les projets dont l'emprunteur est noté 8 en termes de risque et qui se trouvent de ce fait en phase 3, il est peu probable que les engagements soient versés sans assurances supplémentaires d'une future amélioration de la qualité de crédit ou sans que des mesures d'atténuation des risques complémentaires soient prises, telles que la garantie de tiers.

48 Ce tableau présente la note de risque globale des engagements non utilisés, y compris les garanties. Étant donné que l'évaluation par phases est basée uniquement sur le risque de l'emprunteur, certains engagements de phase 3 peuvent avoir une note de risque autre que 8 dans le présent tableau. Pour plus de précisions sur l'évaluation par phases, voir page 28.

49 Engagements non utilisés pour des prêts qui seront classés comme désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et qui ne sont donc pas pertinents pour la classification des normes IFRS en matière de dépréciation.

Risque de crédit des Opérations bancaires : concentration

Concentration par pays

Le tableau ci-après présente les principales expositions au risque de crédit des Opérations bancaires selon leur valeur comptable par pays. La BERD présente généralement une bonne diversification par pays. Les plus fortes concentrations se retrouvent en Türkiye, en Pologne, en Ukraine et en Égypte, qui correspondent respectivement à 14,2 %, 9,9 %, 8,5 % et 8,0 % des prêts utilisés (voir le tableau ci-après) et respectivement à 12,8 %, 7,9 %, 11,5 % et 8,2 % de l'ensemble des prêts et garanties de la Banque, y compris les prêts et garanties non utilisés. Cependant, le modèle opérationnel de la BERD ayant par nature une orientation régionale, certains groupes de pays où elle opère sont fortement corrélés.

Pays	Prêts	Engagements non utilisés liés aux prêts et garanties	Total	Prêts	Engagements non utilisés liés aux prêts et garanties	Total
	2025 en millions d'euros	2025 en millions d'euros	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros	2024 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Albanie	573	613	1 186	542	579	1 121
Arménie	499	367	866	222	359	581
Azerbaïdjan	701	211	912	784	297	1 081
Bélarus	183	3	186	214	-	214
Bénin	-	30	30	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	717	542	1 259	799	524	1 323
Bulgarie	277	335	612	423	295	718
Chypre	61	13	74	66	13	79
Croatie	753	248	1 001	858	271	1 129
Égypte	3 029	1 681	4 710	3 213	1 647	4 860
Estonie	289	149	438	247	109	356
Géorgie	1 005	338	1 343	1 032	399	1 431
Grèce	1 333	70	1 403	1 513	234	1 747
Hongrie	361	9	370	520	3	523
Jordanie	655	230	885	702	275	977
Kazakhstan	1 708	885	2 593	1 907	925	2 832
Kosovo	233	236	469	191	208	399
Lettonie	236	60	296	258	1	259
Liban	32	21	53	43	8	51
Lituanie	507	129	636	412	77	489
Macédoine du Nord	463	812	1 275	540	687	1 227
Maroc	2 085	472	2 557	1 746	280	2 026
Moldova	478	777	1 255	617	518	1 135
Mongolie	794	256	1 050	806	295	1 101
Monténégro	214	309	523	180	230	410
Ouzbékistan	1 539	1 536	3 075	1 297	1 725	3 022
Pologne	3 746	801	4 547	3 537	837	4 374
République kirghize	100	285	385	86	168	254
République slovaque	548	4	552	611	4	615
Roumanie	2 325	824	3 149	2 211	490	2 701
Serbie	2 167	1 015	3 182	2 072	941	3 013
Slovénie	289	10	299	270	34	304
Tadjikistan	325	167	492	366	154	520
Tchéquie	459	14	473	502	25	527
Tunisie	501	763	1 264	490	615	1 105
Türkiye	5 369	1 961	7 330	5 382	1 829	7 211
Turkménistan	2	12	14	8	5	13
Ukraine	3 228	3 359	6 587	2 695	3 068	5 763
Au 31 décembre	37 784	19 547	57 331	37 362	18 129	55 491

Concentration par secteur

Le tableau ci-après présente les principales expositions au risque de crédit des Opérations bancaires selon leur valeur comptable par secteur d'activités du projet. Le portefeuille est dans l'ensemble bien diversifié, seuls les dépôts et crédits (bancaires), l'énergie et les transports présentant des niveaux de concentration sectorielle notables.

	Engagements non utilisés			Engagements non utilisés		
	Prêts 2025 en millions d'euros	liés aux prêts et garanties 2025 en millions d'euros	Total 2025 en millions d'euros	Prêts 2024 en millions d'euros	liés aux prêts et garanties 2024 en millions d'euros	Total 2024 en millions d'euros
Dépôts et crédits (bancaires)	9 062	4 301	13 363	8 866	3 536	12 402
Énergie	8 366	3 836	12 202	8 081	3 727	11 808
Agroalimentaire et agro-industries	2 335	624	2 959	2 535	685	3 220
Assurances, retraites, fonds communs de placement	26	80	106	29	-	29
Financement par crédit-bail	599	139	738	511	146	657
Industries manufacturières et services	3 560	514	4 074	3 826	369	4 195
Infrastructures municipales et environnementales	3 565	4 772	8 337	3 559	4 498	8 057
Ressources naturelles	1 801	427	2 228	1 616	368	1 984
Crédits (non bancaires)	452	120	572	455	125	580
Immobilier	1 606	333	1 939	1 371	289	1 660
Télécommunications, médias et technologie	1 106	306	1 412	1 043	273	1 316
Transports	5 306	4 095	9 401	5 470	4 113	9 583
Non souverains	29 330	10 209	39 539	28 701	9 454	38 155
Souverains	8 454	9 338	17 792	8 661	8 675	17 336
Au 31 décembre	37 784	19 547	57 331	37 362	18 129	55 491

Concentration par contrepartie

En ce qui concerne l'exposition aux contreparties non souveraines des Opérations bancaires, la Banque a fixé un plafond nominal et des limites en fonction des risques. L'exposition maximale (après transfert des risques) à un groupe économique non souverain donné était de 843 millions d'euros fin 2025 (2024 : 834 millions). L'exposition maximale (après transfert des risques) à une entité souveraine était de 1 909 millions d'euros fin 2025 (2024 : 1 153 millions).

Risque de crédit de la Trésorerie : gestion

Les principaux paramètres de risque pour les activités de financement, de gestion des avoirs en espèces, de gestion de bilan et de prise de risques concernant les liquidités sont soumis à l'approbation du Conseil d'administration et formulés dans la *Politique en matière de trésorerie et de liquidités (Treasury Authority and Liquidity Policy)*. C'est en application de ce document que le Conseil d'administration délègue, d'une part, au/à la Vice-Président-e et Directeur-riche financier-ère le pouvoir de gérer et, d'autre part, au/à la Vice-Président-e et Directeur-riche de la gestion des risques, le pouvoir d'identifier, de mesurer, de suivre et d'atténuer les risques encourus par la Trésorerie. La *Politique en matière de trésorerie et de liquidités* traite à la fois de tous les aspects des activités de la Trésorerie qui comportent des risques financiers, et des activités que mène le Département de la gestion des risques pour identifier, mesurer, gérer et atténuer ces risques. En outre, les *Règles de procédure en matière de trésorerie et de liquidités (Treasury Authority and Liquidity Procedures)*, approuvées par le/la Vice-Président-e et Directeur-riche de la gestion des risques, encadrent les aspects opérationnels de la prise de risques par la Trésorerie, ainsi que les processus de gestion des risques correspondants.

Les contreparties et les investissements admissibles de la Trésorerie sont normalement notés en interne de 1,0 à 4,0 (ce qui correspond à peu près aux notes de AAA à BBB de S&P), à l'exception des contreparties approuvées pour les opérations en monnaie locale dans les économies où la BERD investit. De telles opérations aident la Banque à accorder des financements en monnaie locale à des clients du Département des opérations bancaires et à développer les marchés financiers locaux. Lorsque la solvabilité d'un émetteur ou d'une contrepartie se détériore au point de passer sous la norme d'acceptabilité des risques existants, les Départements de la gestion des risques et de la trésorerie recommandent de prendre des mesures qu'ils soumettent à l'approbation du/de la Vice-Président-e et Directeur-riche de la gestion des risques, ainsi que du/de la Vice-Président-e et Directeur-riche financier-ère.

Les Règles de procédure en matière de trésorerie et de liquidités précisent la note minimale de crédit interne et l'échéance maximale envisageables par type de contrepartie admissible, ainsi que le plafond de crédit maximum autorisé en fonction de la note. Pour chaque contrepartie, le plafond de crédit autorisé par le Département de la gestion des risques peut être inférieur et/ou l'échéance autorisée peut être réduite par rapport aux plafonds fixés par les Règles de procédure en matière de trésorerie et de liquidités, en fonction de l'évolution attendue de la note de crédit à moyen terme de la contrepartie, ou de considérations sectorielles. Les plafonds s'appliquent aux différents produits de la Trésorerie admissibles pour les contreparties autorisées, l'évaluation de ces expositions étant corrigée des risques. Toutes les lignes de crédit liées aux contreparties et aux investissements sont suivies et révisées au moins chaque année par le Département de la gestion des risques.

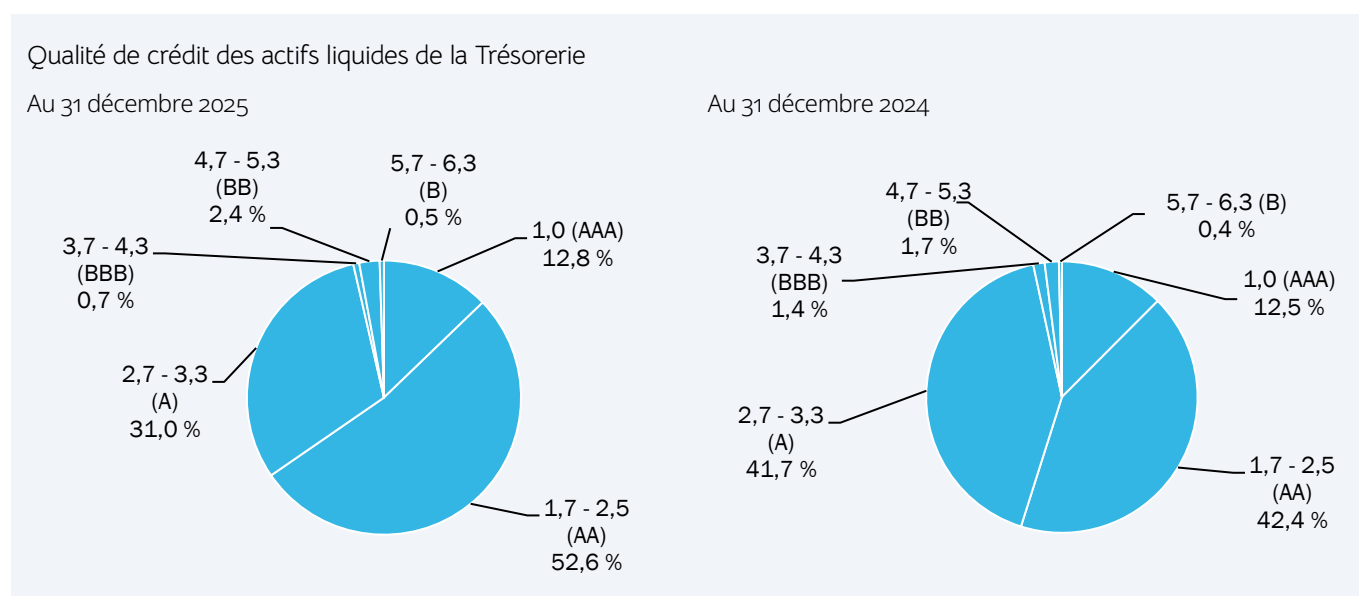
Pour mesurer les risques de crédit du portefeuille de la Trésorerie, la Banque utilise une technique de simulation de Monte-Carlo qui fournit, avec un degré élevé de certitude et pour chaque contrepartie, les risques maximaux et leur évolution dans le temps. Cette mesure concerne tous les types de transaction et se fonde respectivement, pour chaque contrepartie, sur l'échéance de transaction la plus éloignée. Ces risques futurs potentiels (RFP) sont calculés et contrôlés chaque jour par rapport à des limites de crédit autorisées, les exceptions étant soumises pour approbation au niveau hiérarchique pertinent. En outre, une limite de la valeur exposée au risque en cas de défaillance (VaRD)⁵⁰, équivalant à 10 % du capital disponible de la Banque⁵¹, s'applique au risque de crédit global encouru par la Banque dans le cadre des transactions de la Trésorerie. Parallèlement à la limite de la VaRD s'appliquant aux risques de crédit du portefeuille de la Trésorerie, le risque de crédit de la Trésorerie et de marché combiné est limité par le biais du capital économique, qui ne doit à aucun moment dépasser 15 % du capital disponible. Le capital économique est calculé comme étant la somme du modèle de la VaRD pour le risque de crédit et du modèle de la valeur exposée au risque pour le risque de marché⁵².

Les techniques d'atténuation des risques (comme la remise de garanties) et les instruments de transfert des risques réduisent le risque de crédit calculé. Par exemple, les annexes de soutien au crédit de l'ISDA qui sous-tendent les transactions sur instruments dérivés de gré à gré ramènent les RFP/VaRD dans la limite des garanties escomptées.

Risque de crédit de la Trésorerie : actifs liquides de la Trésorerie

La valeur comptable des actifs liquides de la Trésorerie s'établissait à 39,5 milliards d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 35,6 milliards), dont 30,7 milliards d'actifs à court terme exigibles au cours des 12 prochains mois (2024 : 27,7 milliards)⁵³.

La notation interne des contreparties de la Trésorerie et des risques souverains est revue au moins une fois par an et modulée en conséquence. Globalement, la note de probabilité de défaillance moyenne pondérée par la valeur comptable des actifs liquides de la Trésorerie est restée stable et s'établissait à 2,35 au 31 décembre 2025 (2024 : 2,39).



50 Calculée avec un niveau de confiance de 99,99 % à un horizon d'un an.

51 Le capital disponible correspond au total des fonds propres, moins les sommes allouées au Fonds de coopération technique pour la région SEMED. Pour plus de précisions, voir la note annexe 27, page 97.

52 Tous deux calibrés avec un niveau de confiance de 99,99 % à un horizon d'un an.

53 Les actifs liquides de la Trésorerie sont constitués de placements et créances sur les établissements de crédit, et de titres de créance.

Créances sur les établissements de crédit

Le tableau ci-après analyse les placements et créances de la Banque sur les établissements de crédit pour chacune de ses notes de risque internes.

Catégorie de notation du risque	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
1. Excellent	322	-
2. Très solide	14 487	9 849
3. Solide	11 810	14 571
4. Bon	366	-
5. Assez bon	680	317
6. Faible	21	56
Au 31 décembre	27 686	24 793

Au 31 décembre 2025, il n'existait ni placement ni créance sur les établissements de crédit qui soit exigible ou à caractère douteux (2024 : néant). Tous étaient classés en phase 1 au titre des pertes de crédit attendues et il n'existait aucune perte de crédit attendue significative.

Titres de créance désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Le tableau ci-après analyse les titres de créance de la Banque à la juste valeur par le biais du résultat net pour chacune de ses notes de risque internes.

Catégorie de notation du risque	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
1. Très solide	1 437	375
2. Solide	45	145
3. Bon	278	483
4. Assez bon	271	284
5. Faible	164	70
Au 31 décembre	2 195	1 357

Aucun titre de créance désigné à la juste valeur n'était exigible en 2025 (2024 : néant).

Titres de créance sur la base du coût amorti

Le tableau ci-après analyse les titres de créance de la Banque sur la base du coût amorti pour chacune de ses notes de risque internes.

Catégorie de notation du risque	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
1. Excellent	4 700	4 446
2. Très solide	5 377	4 881
3. Solide	263	153
Au 31 décembre	10 340	9 480

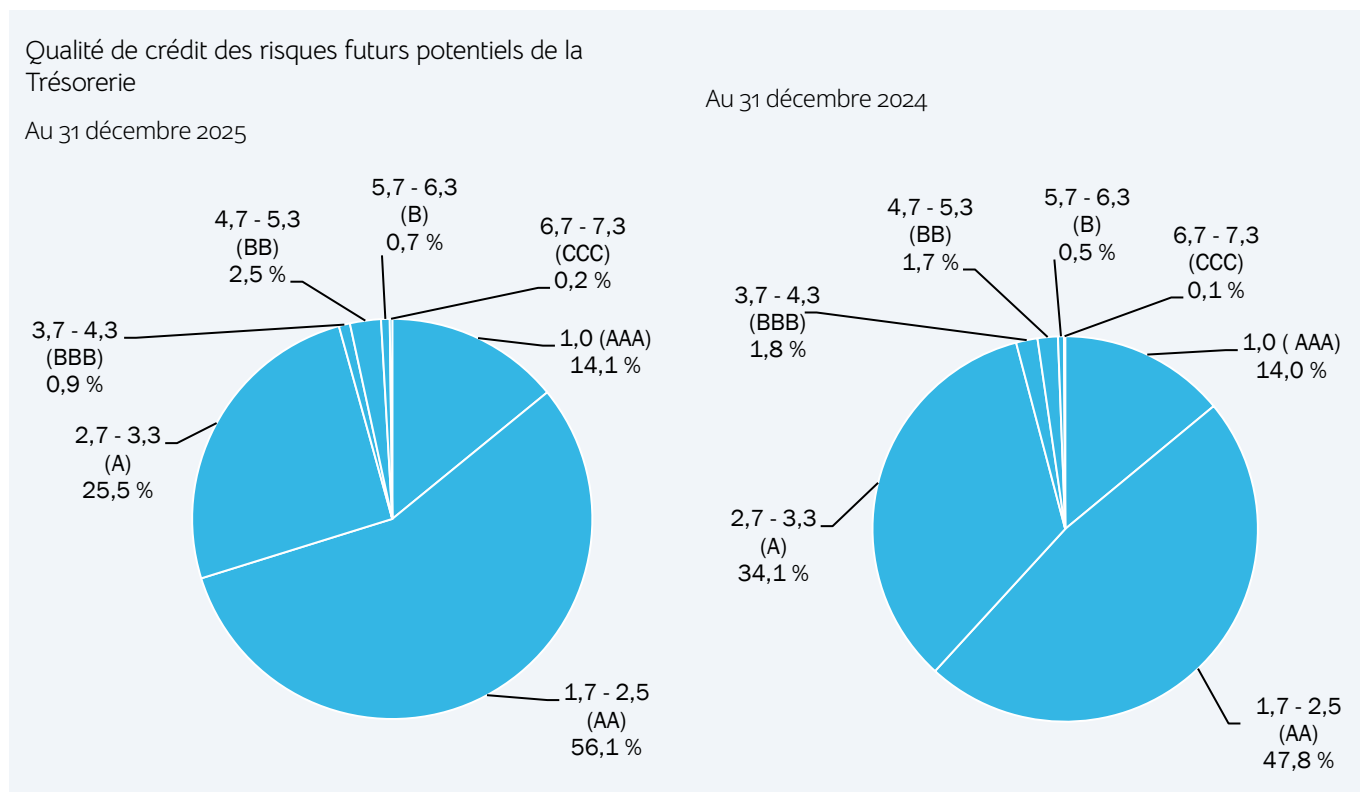
Aucun titre de créance sur la base du coût amorti n'était exigible en 2025 (2024 : néant). Tous étaient classés en phase 1 au titre des pertes de crédit attendues et il n'existait aucune perte de crédit attendue significative.

Risque de crédit de la Trésorerie

Outre des actifs liquides, le portefeuille de la Trésorerie comporte des produits, tels que les swaps négociés sur le marché de gré à gré ou les contrats à terme de gré à gré. Le calcul des RFP permet de déterminer le risque futur pendant toute la durée de la transaction. Cette démarche est particulièrement importante pour les opérations de financement sur titres de la Trésorerie et les dérivés de couverture négociés sur le marché de gré à gré. Le calcul des RFP prend en compte la réduction de l'exposition aux contreparties par des mesures classiques d'atténuation du risque, comme les opérations de remise de garanties. Le Département de la gestion des risques peut ainsi avoir au jour le jour une vision globale de l'exposition associée à l'ensemble des produits de la Trésorerie (y compris les disponibilités), par rapport au plafond fixé pour chaque contrepartie. Les calculs de la VaRD s'appuient en outre sur la simulation des défaillances des contreparties. La VaRD mesure, avec un degré de certitude élevé (99,99 %), le montant maximal du total des pertes susceptibles d'être enregistrées par la Trésorerie à un horizon d'un an.

Les RFP de la Trésorerie s'établissaient à 36,3 milliards d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 32,2 milliards), alors que la VaRD était de 1,56 milliard d'euros à la même date (2024 : 1,4 milliard).

Une très faible part des expositions de la Trésorerie est inférieure à la catégorie investissement⁵⁴, environ 2,9 % au 31 décembre 2025 (2024 : 2,1 %). Ces expositions se composent du petit volant d'actifs en monnaie locale détenu par des contreparties des économies où la Banque opère.



Avant provisionnement, la valeur des actifs douteux du portefeuille de la Trésorerie était nulle au 31 décembre 2025 (2024 : néant).

Instruments dérivés

La Banque se sert d'instruments dérivés à différentes fins au sein du portefeuille des Opérations bancaires et dans le cadre des activités de la Trésorerie. Dans le portefeuille de participations des Opérations bancaires, des contrats d'option sont négociés à titre privé avec des tiers pour offrir à la Banque des possibilités de désengagement concernant bon nombre de ses titres de participation non cotés. La Banque conclut en outre un nombre limité de swaps de taux d'intérêt ou de devises avec des clients emprunteurs ou des co-prêteurs pour les aider à gérer leurs risques de marché, qui sont entièrement couverts. Dans le cadre des activités de la Trésorerie, le recours à des instruments dérivés négociés en bourse ou sur le marché de gré à gré a essentiellement pour but de couvrir les risques de taux d'intérêt et de change découlant de l'ensemble des activités de la Banque, ainsi que de mobiliser des fonds en monnaie locale pour financer les prêts des Opérations bancaires. L'analyse des tendances du marché, dont les instruments dérivés sont l'expression, entre également dans le cadre des activités de la Trésorerie (dans les strictes limites concernant le risque de marché décrites page 56), tandis que les transactions par lesquelles la Banque se refinance sur les marchés financiers font généralement l'objet de swaps à taux variable avec des dérivés.

Les risques sur dérivés sont rapprochés de ceux qui découlent de tous les autres instruments soumis aux mêmes facteurs de risques sous-jacents, le tout étant subordonné à des limites globales en termes de risques de marché et de crédit, ainsi qu'à des tests de résistance.

⁵⁴ Soit celles notées BB+/Ba1/BB+ ou moins.

Le tableau ci-après indique la juste valeur des actifs et passifs financiers dérivés que la Banque détenait au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024 :

	Actifs 2025 en millions d'euros	Passifs 2025 en millions d'euros	Total 2025 en millions d'euros	Actifs 2024 en millions d'euros	Passifs 2024 en millions d'euros	Total 2024 en millions d'euros
Dérivés du portefeuille non désignés comme couvertures						
Produits de devises de gré à gré						
Swaps de devises	547	(81)	466	835	(127)	708
Opérations en devises au comptant et à terme	54	(124)	(70)	530	(28)	502
	601	(205)	396	1 365	(155)	1 210
Produits de taux d'intérêt de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêt	779	(607)	172	1 108	(824)	284
Plafonds/planchers	-	(5)	(5)	-	(10)	(10)
Instruments dérivés des Opérations bancaires						
Juste valeur des dérivés sur actions détenus au titre du portefeuille des Opérations bancaires	96	(99)	(3)	139	(56)	83
Total des dérivés du portefeuille non désignés comme couvertures et des dérivés des Opérations bancaires	1 476	(916)	560	2 612	(1 045)	1 567
Instruments dérivés de couverture						
Dérivés désignés comme couvertures en juste valeur						
Swaps de taux d'intérêt	717	(1 135)	(418)	633	(1 141)	(508)
Swaps croisés taux-devises	1 787	(960)	827	953	(1 731)	(778)
Instruments dérivés intégrés ⁵⁵	1 027	(180)	847	1 147	(165)	982
	3 531	(2 275)	1 256	2 733	(3 037)	(304)
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie						
Contrats à terme sur devises	2	-	2	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	220	(16)	204	364	(2)	362
Total des dérivés détenus pour couverture	3 753	(2 291)	1 462	3 097	(3 039)	58
Total des dérivés au 31 décembre	5 229	(3 207)	2 022	5 709	(4 084)	1 625

Le tableau ci-après analyse les actifs financiers dérivés de la Banque pour chacune de ses catégories internes de notation des risques.

Catégorie de notation du risque	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
1. Excellent	1 027	1 147
2. Très solide	2 198	554
3. Solide	1 868	3 800
4. Bon	44	51
5. Assez bon	29	56
6. Faible	52	84
7. Attention particulière	10	17
8. Improductif	1	-
Au 31 décembre	5 229	5 709

Aucun actif financier dérivé n'était exigible en 2025 (2024 : néant).

La juste valeur des instruments dérivés intègre une hausse nette de la valorisation de 62 millions d'euros, imputable aux ajustements pour facteurs de coûts de crédit et de financement au niveau du portefeuille des contreparties susceptibles d'influencer le prix des dérivés dans le cadre d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale (2024 : hausse de 44 millions).

La valorisation des instruments dérivés comporte également une valeur négative globale pour la Banque de 17 millions d'euros (2024 : 19 millions), imputable aux ajustements effectués en fonction de facteurs de type « le moins cher à livrer », afin de refléter la valeur correspondant aux conditions de la remise de garanties prévues dans les annexes de soutien au crédit des accords conclus par la Banque.

⁵⁵ Lorsqu'un passif financier comptabilisé sur la base du coût amorti comporte un dérivé intégré d'une nature économique différente de celle de l'instrument hôte, ce dérivé intégré est scindé et évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Tous les dérivés ainsi scindés par la Banque sont intégrés dans les « Dettes représentées par un titre ». Ces instruments dérivés intégrés sont des options détenues soit par la Banque, soit par le porteur du titre de créance, permettant de résilier l'instrument avant son échéance contractuelle.

Afin de gérer les risques de crédit liés aux opérations de gré à gré sur instruments dérivés⁵⁶, la Banque a pour principe d'approuver individuellement, à l'avance, chaque contrepartie et de vérifier régulièrement si chacune d'elles remplit les conditions requises en termes de solvabilité et d'éligibilité. Des limites concernant les instruments dérivés sont intégrées dans les limites générales de crédit appliquées aux contreparties. Les transactions sur instruments dérivés de gré à gré ne s'effectuent généralement qu'avec les contreparties les plus solvables, qui bénéficient au minimum de l'équivalent en interne de la note « BBB ». La Banque détient néanmoins également un portefeuille limité de transactions sur instruments dérivés avec des contreparties notées BBB, conclues en grande partie pour soutenir les portefeuilles des Opérations bancaires en monnaie locale. Ces expositions font l'objet de procédures renforcées d'évaluation du risque de crédit, d'approbation et de suivi continu. En outre, la BERD s'attache tout particulièrement à atténuer les risques de crédit associés aux instruments dérivés de gré à gré, en négociant les documents juridiques appropriés avec les contreparties. Les transactions sur instruments dérivés de gré à gré font l'objet d'un accord-cadre de l'ISDA comportant une annexe de soutien au crédit. Dans le cadre de ce processus, la Banque obtient les avis juridiques nécessaires afin de confirmer le caractère exécutoire des mécanismes de compensation et de garantie dans les juridictions concernées. Ces avis déterminent si les appels de garantie sont effectués sur une base nette ou brute. Ces accords prévoient la remise d'une garantie par la contrepartie lorsque le niveau de risque encouru par la Banque franchit un certain seuil, qui est généralement fonction de la note de crédit externe de la contrepartie.

La Banque a également élargi le champ d'application des techniques d'atténuation des risques en documentant le plus grand nombre possible d'instruments traités avec une contrepartie donnée en vertu d'un seul accord-cadre et d'une seule annexe de soutien au crédit, notamment concernant les opérations de change. De même, par le biais d'accords-cadres, la Banque met l'accent sur l'atténuation des risques concernant les opérations de mise et de prise en pension et transactions similaires.

Garanties⁵⁷

La Banque atténue le risque de crédit de contrepartie en détenant des garanties contre les risques de contrepartie sur instruments dérivés.

Le risque de contrepartie, pour ce qui est de garantir le risque de crédit, ne concerne que les contreparties vis-à-vis desquelles la Banque est confrontée à un risque positif net global. Au 31 décembre 2025, ce risque s'élevait à 1 485 millions d'euros (2024 : 1 324 millions). Dans ce contexte, la Banque a pris des garanties pour un montant de 1 444 millions d'euros (2024 : 1 287 millions), réduisant à 41 millions d'euros le risque de crédit net (2024 : 37 millions). Les garanties en espèces sont comptabilisées dans l'état de situation financière sous la rubrique « Créances sur les établissements de crédit », le passif correspondant vis-à-vis de la contrepartie étant comptabilisée sous la rubrique « Emprunts ». Les titres remis en garantie ne sont pas comptabilisés dans l'état de situation financière.

Lorsque la Banque emprunte ou achète des titres à condition de s'engager à les revendre (accord de prise en pension), mais n'acquiert pas le risque et les rendements associés à la propriété, les opérations sont considérées comme des prêts garantis. Les titres ne sont pas inscrits dans l'état de situation financière et sont détenus comme garanties. La juste valeur de ces titres peut, dans certains cas, excéder avec le temps le prix de vente convenu. La Banque peut alors être tenue de donner à la contrepartie un nantissement en numéraire pour compenser l'écart constaté.

Le tableau ci-après montre la juste valeur des garanties détenues qu'il est permis de vendre ou de renantir en l'absence de défaillance. Parmi les garanties vendues ou renanties figurent les garanties rétrocédées par le biais d'emprunts obligataires. Dans tous les cas, la Banque a l'obligation de restituer des titres équivalents.

	Garanties détenues 2025 en millions d'euros	Vendues/renanties 2025 en millions d'euros	Garanties nanties 2025 en millions d'euros	Garanties détenues 2024 en millions d'euros	Vendues/renanties 2024 en millions d'euros	Garanties nanties 2024 en millions d'euros
Titres détenus en garantie						
Instruments financiers dérivés						
Titres d'emprunt d'État bien notés	516	-	-	443	-	-
Monétaires	928	928	-	844	844	-
	1 444	928	-	1 287	844	-
Opérations de mise et de prise en pension						
Titres	5 138	-	-	5 043	-	-
Monétaires	3	3	(2)	5	5	(1)
	5 141	3	(2)	5 048	5	(1)
Au 31 décembre	6 585	931	(2)	6 335	849	(1)

⁵⁶ Cela n'inclut pas les options négociées qui sont associées à des titres de participation.

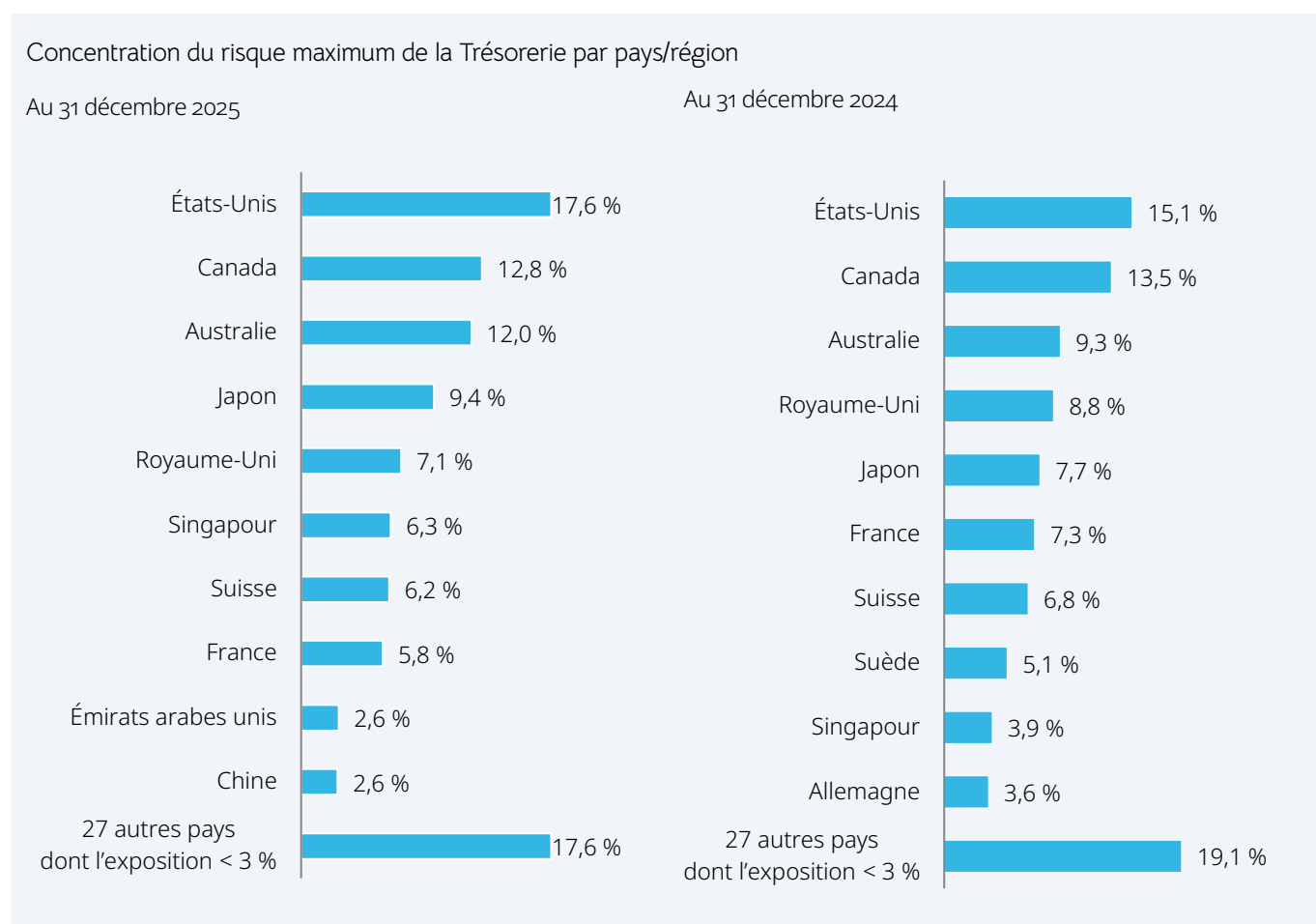
⁵⁷ Pour plus de précisions sur les garanties détenues au titre des risques de crédit des Opérations bancaires, voir la section « Prêts sur la base du coût amorti », page 45.

Les expositions de la Banque associées à des instruments dérivés sont gérées sur une base tant nette que brute aux fins de la gestion des garanties. Dans la majorité des cas, l'obligation d'une contrepartie de fournir une garantie à la Banque est déterminée en fonction de la position nette globale détenue avec ladite contrepartie. Pour un nombre restreint de contreparties pour lesquelles les mécanismes de compensation et de garantie prévus par l'ISDA ne sont pas juridiquement exécutoires, les appels de garantie sont effectués sur une base brute. Dans ces cas, les garanties sont constituées position par position sur les instruments dérivés, plutôt que sur la base d'une exposition nette de portefeuille. Par ailleurs, une petite partie des expositions de la Banque sur instruments dérivés est également soumise à des mécanismes de compensation prévus dans un accord-cadre, qui prévoient un droit exécutoire de recevoir ou de payer un montant net unique pour compenser les flux de trésorerie contractuels (à la différence des appels de marge) générés par les instruments dérivés couverts par un tel accord. Dans son état de situation financière, la Banque présente tous ses risques liés à des instruments dérivés sur la base du brut, y compris les expositions négligeables relevant de ces mécanismes. Au 31 décembre 2025, la Banque avait 3 millions d'euros d'actifs et 1 million d'euros de passifs faisant l'objet de mécanismes de compensation prévus dans un accord-cadre, pour lesquels elle détenait 2 millions d'euros de garanties (2024 : 3 millions d'euros d'actifs, 1 million d'euros de passifs, 2 millions d'euros de garanties).

Risque de crédit de la Trésorerie : concentration

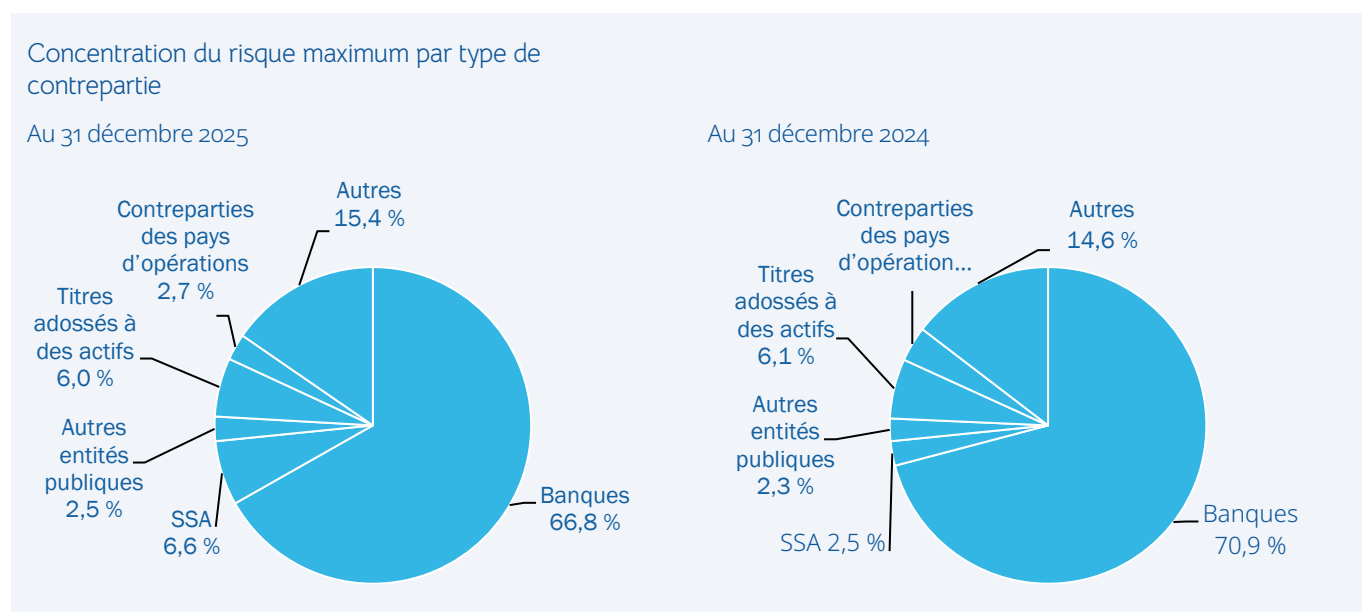
Concentration par pays

À la fin de l'exercice 2025 et de l'exercice 2024, le risque de crédit de la Trésorerie était réparti entre les pays précisés ci-après.



Concentration par type de contrepartie

Dans son portefeuille de la Trésorerie, la BERD continue d'être fortement exposée aux banques, qui représentaient 66,8 % du risque maximum de portefeuille (2024 : 70,9 %). L'exposition directe au risque souverain⁵⁸ (souverains, supranationaux et agences (SSA) a augmenté, s'établissant à 6,6 % (2024 : 2,5 %), l'exposition aux contreparties dans les pays d'opérations de la Banque diminuant quant à elle pour s'établir à 2,7 % (2024 : 3,6 %), en termes de RFP.



B. Risque de marché

Le risque de marché est la perte potentielle qui peut résulter de mouvements défavorables des marchés. Les éléments constitutifs de ce risque sont : i) le risque de taux d'intérêt, ii) le risque de change, iii) le risque sur actions, et iv) le risque lié aux produits de base.

Risque de marché du portefeuille des Opérations bancaires

La politique de la Banque est la suivante : le portefeuille de prêts du Département des opérations bancaires est financé de manière symétrique par la Trésorerie en termes de devises afin que, pour les prêts accordés dans d'autres devises que l'euro, le risque de change soit couvert par le Département de la trésorerie. De même, le risque de taux d'intérêt auquel le portefeuille de prêts des Opérations bancaires serait normalement exposé est pris en charge par l'intermédiaire du portefeuille de la Trésorerie. L'objectif est donc qu'il ne subsiste, dans le portefeuille de prêts des Opérations bancaires, qu'un risque résiduel minime de change ou de taux d'intérêt.

La principale exposition du portefeuille des Opérations bancaires au risque de marché tient à l'exposition des participations au risque de change et au risque sur actions, aucun des deux n'étant pris en compte dans les chiffres correspondant à la perte moyenne escomptée au-delà d'un seuil dont il est question dans la section « Risque de marché du portefeuille de la Trésorerie ». Des informations supplémentaires concernant la sensibilité des participations de la Banque à certains facteurs figurent dans la section « Niveau 3 : analyse de sensibilité », à la page 75 du présent rapport.

La BERD envisage ses participations à long terme et accepte par conséquent l'instabilité qui peut affecter à court terme leur valeur du fait du risque de change et du risque sur actions.

⁵⁸ L'exposition indirecte, autrement dit quand la Banque détient sous forme de garanties des titres d'emprunt d'État, n'est pas prise en compte.

Risque de change

En investissant dans des titres de participation comportant un risque de change lié à une autre devise que l'euro, la Banque s'expose à des risques de change. La valeur de ces investissements sous forme de participations peut donc varier sous l'effet favorable ou défavorable des fluctuations des taux de change. Le tableau ci-après indique les devises auxquelles la Banque, par ce type d'investissements, était fortement exposée au 31 décembre 2025⁵⁹. L'analyse de sensibilité résume l'impact total que pourrait avoir une variation raisonnablement envisageable du taux de change⁶⁰ par rapport à l'euro sur la juste valeur des participations et sur les résultats, toutes autres variables étant considérées comme constantes.

Titres de participation à la juste valeur par le biais du résultat net

	Variation du taux de change (moyenne mobile sur 5 ans)	Juste valeur	Impact sur le résultat net
	en %	en millions d'euros	en millions d'euros
Euro	-	1 670	-
Zloty polonais	2,6	1 121	29
Livre turque	42,3	782	331
Leu roumain	0,9	674	6
Lev bulgare ⁶¹	0,2	253	-
Livre égyptienne	29,2	245	72
Tengué kazakh	4,9	224	11
Leu moldave	3,5	171	6
Autres non euro	13,1	1 447	190
Au 31 décembre 2025		6 587	645

	Variation du taux de change (moyenne mobile sur 5 ans)	Juste valeur	Impact sur le résultat net
	en %	en millions d'euros	en millions d'euros
Euro	-	1 465	-
Zloty polonais	3,9	1 129	44
Livre turque	44,1	966	426
Leu roumain	1,3	633	8
Tengué kazakh	7,5	325	24
Livre égyptienne	31,8	248	79
Lev bulgare	0,1	182	-
Forint hongrois	7,0	156	11
Autres non euro	16,3	1 435	234
Au 31 décembre 2024		6 539	826

La variation moyenne des taux de change pour la catégorie « Autres non euro » équivaut à la fluctuation moyenne pondérée des taux de change indiqués dans le même tableau.

Risque sur actions

Le risque sur actions est le risque d'être exposé à des variations défavorables des justes valeurs des participations, dues aux variations des indices boursiers et des cours des différentes actions. En ce qui concerne le risque sur actions, la Banque s'attend à ce que l'effet sur le résultat présente, en moyenne, une corrélation positive avec les fluctuations des indices boursiers, que les actions en portefeuille soient ou non cotées en bourse. Le tableau ci-après résume l'impact que pourraient avoir, sur le résultat net de la Banque, des variations raisonnablement envisageables des indices boursiers⁶².

59 Ce tableau reflète la devise de l'économie à risque associée à chaque investissement. En fonction de leurs modèles opérationnels, les investissements sous-jacents peuvent être exposés à d'autres risques de change susceptibles d'affecter leur valeur, mais ces risques n'entrent pas dans le champ de la présente communication.

60 Sur la base d'une variation du taux de change (moyenne mobile sur cinq ans).

61 L'euro a remplacé le lev bulgare en tant que monnaie officielle de la Bulgarie le 1^{er} janvier 2026.

62 Sur la base d'une variation du taux de change (moyenne mobile sur cinq ans) prenant en compte les indices boursiers pertinents. Ce tableau reflète la devise de l'économie à risque associée à chaque investissement.

Titres de participation à la juste valeur par le biais du résultat net

		Variation de l'indice de référence (moyenne mobile sur 5 ans)		Juste valeur en millions d'euros	Impact sur le résultat net en millions d'euros
		en %	en millions d'euros		
Pologne	Indice WIG	24,8		1 121	278
Türkiye	Indice BIST 100	60,8		782	476
Roumanie	Indice BET	26,1		674	176
Grèce	Indice ASE	22,3		507	113
Slovénie	Indice SBITOP	32,0		406	130
Lituanie	Indice VILSE	11,7		338	39
Bulgarie	Indice SOFIX	24,2		253	61
Lettonie	Indice RIGSE	15,8		252	40
Régional et autre	Moyenne pondérée	30,3		2 254	683
Au 31 décembre 2025				6 587	1 996

		Variation de l'indice de référence (moyenne mobile sur 5 ans)		Juste valeur en millions d'euros	Impact sur la perte nette en millions d'euros
		en %	en millions d'euros		
Pologne	Indice WIG	15,6		1 129	176
Türkiye	Indice BIST 100	63,7		966	616
Roumanie	Indice BET	17,2		633	109
Grèce	Indice ASE	15,8		459	73
Slovénie	Indice SBITOP	22,5		331	74
Kazakhstan	Indice KASE	24,8		325	81
Égypte	Indice EGX 30	28,9		248	72
Lituanie	Indice VILSE	9,5		247	23
Régional et autre	Moyenne pondérée	28,2		2 201	621
Au 31 décembre 2024				6 539	1 845

La variation moyenne de l'indice de référence pour la catégorie « Régional et autre » équivaut à la variation moyenne pondérée des indices de référence des pays figurant dans le même tableau.

Risque de marché du portefeuille de la Trésorerie

Risque de taux d'intérêt et de change

L'exposition de la BERD au risque de marché tient aux répercussions possibles des fluctuations des taux d'intérêt et de change sur ses positions de trésorerie. Ces risques sont centralisés et couverts par les services chargés de la gestion de l'état de situation financière au sein du Département de la trésorerie, qui veillent à ce que le risque de marché résiduel reste dans les limites convenues des risques que la Banque est prête à prendre. La sensibilité de la Banque à ces risques est par conséquent restreinte.

Par risque de taux d'intérêt, on entend le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue du fait des variations des taux d'intérêt du marché. La durée pendant laquelle un intérêt est associé à un instrument financier indique dans quelle mesure cet instrument est sensible au risque de taux d'intérêt. Le risque lié aux taux d'intérêt est géré en adossant le profil des taux d'intérêt de l'actif et du passif, par le biais d'instruments dérivés de gré à gré ou négociés en bourse utilisés à des fins de couverture.

Quotidiennement, la BERD évalue son exposition au risque de marché et veille au respect des limites en combinant les limites fixées par le Conseil d'administration et la Direction. Ces limites sont définies dans la *Politique en matière de trésorerie et de liquidités*, adoptée par le Conseil d'administration, et dans les *Règles de procédure en matière de trésorerie et de liquidités*, approuvées par le Comité de gestion des risques. En vertu de la limite fixée par le Conseil d'administration, le risque global de marché, évalué selon un modèle de la valeur exposée au risque correctement calibré à un niveau de confiance de 99,99 % à un horizon d'un an, ne doit à aucun moment dépasser 10 % du capital disponible. Au niveau de la Direction, les principales limites concernant le risque de marché se fondent sur un calcul des pertes attendues compte tenu d'un niveau de confiance de 95 % à un horizon de négociation d'un jour. Les pertes attendues sont définies comme les pertes moyennes au-delà d'un certain seuil (par exemple, 95 %) qui pourraient être encourues à la suite de variations défavorables des taux d'intérêt et/ou des taux de change. Fixée par la Direction à un niveau de confiance de 95 % à un horizon de négociation d'un jour, la limite globale des pertes attendues est de 60,0 millions d'euros.

Afin d'améliorer la comparabilité entre les institutions, les chiffres présentés dans le présent *Rapport financier* reflètent des mesures fondées sur les pertes attendues et étendues à un horizon de négociation de dix jours. La méthodologie appliquée au risque de marché considère le taux sans risque et la courbe de swap de trois mois comme les principaux facteurs de risque de taux d'intérêt et les autres facteurs comme des facteurs de risques d'écarts de base⁶³. Les pertes attendues cumulées (niveau de confiance de 95 % à un horizon de négociation de dix jours) pour le portefeuille de la Trésorerie, y compris les risques d'écarts de base, étaient de 17,5 millions d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 34,6 millions), pour des pertes attendues moyennes sur l'année de 23,9 millions d'euros (2024 : 54,7 millions). Les risques de change associés au financement synthétique, par la Trésorerie, des prêts qu'accorde la Banque en monnaie locale sont un des facteurs importants du marché. L'exposition liée aux options de taux s'élevait à 0,2 million d'euros en fin d'exercice (2024 : 0,2 million), avec un niveau maximal de 1,2 million d'euros en cours d'année (2024 : 1,2 million). La contribution spécifique du risque de change aux pertes attendues globales s'est établie à 3,9 millions d'euros en fin d'exercice (2024 : 6,3 millions), avec un niveau maximal de 8,9 millions d'euros en cours d'année (2024 : 7,0 millions).

Réformes des taux d'intérêt de référence

Le 30 septembre 2024, date à laquelle les taux LIBOR synthétiques en dollar des États-Unis (à un mois, à trois mois et à six mois) ont cessé d'être publiés, les réformes du LIBOR étaient achevées.

La Banque a assuré avec succès la transition de toutes les transactions ayant pour référence les taux LIBOR en livre sterling, en franc suisse, en yen japonais et en dollar des États-Unis.

Risque d'inflation en rapport avec la monnaie locale

La Banque est par ailleurs exposée à un risque de marché afférent à la monnaie locale, l'indice kazakh des prix à la consommation représentant pour la Banque un risque de modèle, étant donné qu'il n'existe pas de marché indicatif de l'inflation au Kazakhstan. La Trésorerie a levé des tengués kazakhs en procédant à des émissions indexées sur l'inflation, car le marché du tengué ne disposait pas d'un taux de référence national transparent pour les emprunts et les prêts au moment des émissions (en 2019 et 2020). Ce risque est atténué, les passifs étant partiellement compensés par la rétrocession de prêts indexés sur l'indice kazakh des prix à la consommation. Au 31 décembre 2025, les financements en tengué indexés sur l'indice des prix à la consommation présentaient un excédent de 155 millions d'euros (2024 : 264 millions), qui a été essentiellement investi dans des obligations à court terme du gouvernement du Kazakhstan.

Risque sur actions

Dans son portefeuille de la Trésorerie, la Banque était directement exposée à un risque sur actions de 214 millions d'euros au 31 décembre 2025 du fait de deux investissements de la Trésorerie sous forme de participations⁶⁴ (2024 : 191 millions). En outre, les expositions indirectes au risque sur actions se produisent sous la forme de produits structurés indexés sur des actions qui sont couverts en back-to-back et ne présentent donc pas de risque direct.

63 Le risque d'écarts est lié aux écarts de taux de référence des swaps de devises, aux écarts d'échéance (par exemple, entre les taux LIBOR à six mois et à trois mois), aux écarts de taux des swaps indexés sur le taux à un jour, et aux écarts des emprunts d'État. Pour les devises dans lesquelles le taux LIBOR à trois mois n'est plus publié, c'est le nouveau taux sans risque qui est retenu comme étant le principal facteur de risque de taux d'intérêt (par exemple, le Sonia livre sterling, le Saron franc suisse, le Tonia yen japonais, le SOFR dollar des États-Unis, l'OIS livre turque). Pour toutes les autres devises, la courbe de swap de trois mois est considérée comme étant le principal facteur de risque de taux d'intérêt et les autres facteurs comme des facteurs de risques d'écarts de base.

64 Voir la note annexe 20 aux états financiers, page 92.

C. Risque de liquidité

Gestion du risque de liquidité

Les politiques de la BERD en matière de liquidités sont conçues pour lui permettre de conserver un volant de liquidités prudent, compte tenu du contexte de risque dans lequel elle opère, et pour soutenir sa note de crédit AAA.

Les critères à moyen terme de la Banque en matière de liquidités reposent sur les trois conditions minimales suivantes :

- Les actifs liquides nets de la Trésorerie doivent représenter au moins 75 % de la projection des besoins nets de liquidités pour les deux années suivantes, sans recourir aux marchés de financement.
- Les liquidités de la Banque doivent être considérées comme un solide facteur positif lors de l'application des méthodes des agences de notation. Ces méthodes consistent notamment à appliquer des décotes aux disponibilités de la Banque, en évaluant le niveau des créances échues dans un délai d'un an et en prenant en compte les engagements non utilisés. Cela permet d'avoir une vision externe de la couverture des liquidités dans un contexte tendu.
- La Banque doit être capable de satisfaire ses obligations pendant au moins 12 mois en cas de scénario de tension extrême. Ce scénario élaboré en interne envisage un ensemble d'événements susceptibles d'avoir un impact négatif sur la position de liquidité de la Banque.

Pour déterminer le ratio de couverture des besoins nets de liquidités précédemment mentionné, tous les actifs gérés au sein du portefeuille de la Trésorerie sont considérés comme des actifs liquides, tandis que les actifs liquides « nets » de la Trésorerie correspondent aux actifs bruts de la Trésorerie, nets des créances à court terme⁶⁵.

La Banque maintient ses liquidités au-dessus des minima prévus par ses politiques, afin de disposer d'une certaine souplesse dans l'exécution de son programme d'emprunt. Au 31 décembre 2025, les principaux indicateurs de liquidités à moyen terme de la Banque étaient les suivants :

- Les actifs liquides nets de la Trésorerie représentaient 194 % (2024 : 143 %) des besoins nets de liquidités pour les deux années suivantes (couverture minimum prévue : 75 %).
- Les actifs liquides de la Trésorerie représentaient (après application des décotes pour simulation de scénario de tension) 137 % (2024 : 119 %) d'une année de service de la dette, plus 50 % des engagements non utilisés (couverture minimum prévue : 100 %).

La moyenne pondérée des échéances des actifs gérés par la Trésorerie au 31 décembre 2025 s'établissait à 1,2 an (2024 : 1,1 an).

La politique de liquidité à court terme de la Banque est conforme aux principes du ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio) définis dans le cadre des réformes de Bâle III. Cette politique exige que le ratio des actifs liquides arrivant à échéance et des entrées de trésorerie prévues par rapport aux sorties de trésorerie à un horizon de 30 jours et à un horizon de 90 jours soit supérieur à 100 %. Ces conditions minimales aux termes de la politique de la Banque étaient intégralement remplies au 31 décembre 2025 et ont été régulièrement dépassées tout au long de l'année.

Outre les éléments précités, le Département de la trésorerie gère activement au quotidien la position de liquidité de la Banque.

⁶⁵ En ce qui concerne ce ratio, les créances à court terme sont des dettes dotées d'une échéance fixe ou optionnelle maximale d'un an au moment de la comptabilisation, autrement dit, les créances qui avaient une échéance résiduelle maximale d'un an au 31 décembre 2025 n'en font pas partie.

La Banque a une longue expérience du financement sur les marchés de capitaux grâce à son programme global d'émission de billets de trésorerie ou de titres de créance à moyen terme. En 2025, elle a levé 19,3 milliards d'euros d'emprunts à moyen ou à long terme assortis d'une échéance moyenne de 4,2 ans (retenant la première date entre la première option de remboursement anticipé et l'échéance finale) (2024 : 15,0 milliards et 4,9 ans). Les trois principales agences de notation ont confirmé en 2025 la note AAA, assortie de perspectives stables, de la Banque.

Le tableau suivant propose une analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés émanant des passifs financiers de la Banque. Les flux de trésorerie sont présentés suivant la tranche d'échéance la plus proche à laquelle ils peuvent être contractuellement exigibles. Ces chiffres représentant des flux de trésorerie non actualisés, ils ne concordent pas avec ceux communiqués dans l'état de situation financière.

	Jusqu'à 1 mois inclus en millions d'euros	De plus de 1 mois à 3 mois inclus en millions d'euros	De plus de 3 mois à 1 an inclus en millions d'euros	De plus de 1 an à 3 ans inclus en millions d'euros	Plus de 3 ans en millions d'euros	Total en millions d'euros
Passifs financiers au 31 décembre 2025						
Flux de trésorerie non dérivés						
Montants dus à des établissements de crédit	(1 170)	(77)	(110)	(493)	(12)	(1 862)
Dettes représentées par un titre	(3 681)	(860)	(6 325)	(20 376)	(48 779)	(80 021)
Autres passifs financiers	(322)	(89)	(73)	(29)	(766)	(1 279)
Au 31 décembre 2025	(5 173)	(1 026)	(6 508)	(20 898)	(49 557)	(83 162)
Flux de trésorerie dérivés de transaction						
Dérivés sur taux à règlement net	(12)	(44)	(617)	(410)	(359)	(1 442)
Dérivés sur taux à règlement brut – sortie	(409)	(1 032)	(2 482)	(1 905)	(1 248)	(7 076)
Dérivés sur taux à règlement brut – entrée	387	997	2 419	1 880	1 072	6 755
Dérivés sur devises – sortie	(2 218)	(2 506)	(1 755)	(94)	(75)	(6 648)
Dérivés sur devises – entrée	2 183	2 442	1 748	93	73	6 539
Au 31 décembre 2025	(69)	(143)	(687)	(436)	(537)	(1 872)
Flux de trésorerie dérivés de couverture						
Dérivés sur taux à règlement net	(25)	(22)	(92)	(136)	(216)	(491)
Dérivés sur taux à règlement brut – sortie	(580)	(97)	(594)	(2 414)	(2 899)	(6 584)
Dérivés sur taux à règlement brut – entrée	327	116	599	2 242	2 887	6 171
Au 31 décembre 2025	(278)	(3)	(87)	(308)	(228)	(904)
Total des passifs financiers au 31 décembre 2025	(5 520)	(1 172)	(7 282)	(21 642)	(50 322)	(85 938)
Engagements non utilisés						
Institutions financières	(6 497)	-	-	-	-	(6 497)
Institutions non financières	(15 224)	-	-	-	-	(15 224)
Au 31 décembre 2025	(21 721)	-	-	-	-	(21 721)

	Jusqu'à 1 mois inclus en millions d'euros	De plus de 1 mois à 3 mois inclus en millions d'euros	De plus de 3 mois à 1 an inclus en millions d'euros	De plus de 1 an à 3 ans inclus en millions d'euros	Plus de 3 ans en millions d'euros	Total en millions d'euros
Passifs financiers au 31 décembre 2024						
Flux de trésorerie non dérivés						
Montants dus à des établissements de crédit	(1 188)	(94)	(22)	(77)	(86)	(1 467)
Dettes représentées par un titre	(1 184)	(2 654)	(10 430)	(15 333)	(44 226)	(73 827)
Autres passifs financiers	(104)	(269)	(63)	(33)	(741)	(1 211)
Au 31 décembre 2024	(2 476)	(3 017)	(10 515)	(15 443)	(45 053)	(76 505)
Flux de trésorerie dérivés de transaction						
Dérivés sur taux à règlement net	(34)	(69)	(170)	(293)	(464)	(1 030)
Dérivés sur taux à règlement brut – sortie	(398)	(327)	(1 787)	(1 703)	(1 357)	(5 572)
Dérivés sur taux à règlement brut – entrée	337	301	1 763	1 682	1 108	5 191
Dérivés sur devises – sortie	(356)	(279)	(302)	(192)	(219)	(1 348)
Dérivés sur devises – entrée	353	276	301	188	216	1 334
Au 31 décembre 2024	(98)	(98)	(195)	(318)	(716)	(1 425)
Flux de trésorerie dérivés de couverture						
Dérivés sur taux à règlement net	(18)	(64)	(216)	(67)	(35)	(400)
Dérivés sur taux à règlement brut – sortie	(881)	(465)	(1 923)	(3 676)	(6 573)	(13 518)
Dérivés sur taux à règlement brut – entrée	812	415	1 620	3 231	6 321	12 399
Au 31 décembre 2024	(87)	(114)	(519)	(512)	(287)	(1 519)
Total des passifs financiers						
au 31 décembre 2024	(2 661)	(3 229)	(11 229)	(16 273)	(46 056)	(79 449)
Engagements non utilisés						
Institutions financières	(5 203)	-	-	-	-	(5 203)
Institutions non financières	(14 709)	-	-	-	-	(14 709)
Au 31 décembre 2024	(19 912)	-	-	-	-	(19 912)

D. Risques liés à l'environnement et à la durabilité

L'approche de la Banque en ce qui concerne les incidences et les risques environnementaux et sociaux de ses projets est régie par sa *Politique environnementale et sociale* (PES)⁶⁶. La PES est approuvée par le Conseil d'administration et sa mise en œuvre est déléguée à la Direction. C'est le Département de l'environnement et de la durabilité qui est principalement chargé de mettre en œuvre la PES. Cette politique définit le cadre dans lequel la Banque évalue et atténue les incidences et les risques environnementaux et sociaux de ses projets en veillant à ce qu'ils soient structurés de manière à respecter les « bonnes pratiques internationales⁶⁷ » relatives aux questions environnementales et sociales et à produire des résultats durables.

Le Conseil d'administration a approuvé en 2024 une version mise à jour de la PES, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025. Cette nouvelle version renforce l'engagement de la Banque en faveur de la durabilité des projets qu'elle finance et introduit des mesures optimisées destinées à atténuer les risques environnementaux et sociaux, tout en permettant à la BERD d'avoir un impact positif et pérenne dans l'ensemble de ses régions d'opérations. Parmi les mises à jour les plus importantes, citons une approche plus solide et plus axée sur les risques de l'évaluation des projets, selon laquelle les projets à haut risque font désormais l'objet d'évaluations rigoureuses visant à identifier et à gérer en amont les incidences potentielles, ainsi que d'un suivi plus exigeant, afin de garantir que tous les projets sont conformes aux normes de durabilité et aboutissent à des résultats vertueux. Cette politique mise à jour renforce en outre les exigences de la BERD en matière de chaîne d'approvisionnement, faisant porter aux emprunteurs la responsabilité de veiller à ce que leurs fournisseurs respectent les normes internationales relatives aux pratiques de travail, aux droits humains et à la protection de l'environnement. Des audits peuvent être effectués pour vérifier le respect de ces normes. En accord avec les priorités mondiales, cette politique renforce la sauvegarde de la biodiversité, en adoptant des mesures plus strictes destinées à préserver les habitats naturels et les écosystèmes. Les projets entraînant des conséquences sur la biodiversité sont surveillés de très près et des dispositions d'atténuation devront obligatoirement être prises le cas échéant. La nouvelle politique

⁶⁶ <https://www.ebrd.com/esp>

⁶⁷ Les bonnes pratiques internationales sont définies dans la PES comme l'exercice des compétences professionnelles, de la diligence, de la prudence et de la prévoyance que l'on serait raisonnablement en droit d'attendre de professionnels compétents et expérimentés exerçant le même type d'activités dans des circonstances semblables ou comparables à l'échelle mondiale ou régionale. Le résultat attendu d'un tel exercice est l'emploi des techniques et des normes les plus appropriées aux circonstances spécifiques au projet, comme indiqué dans les notes d'orientation concernées.

réaffirme par ailleurs l'engagement de la Banque en faveur des droits humains et de l'inclusion sociale, en mettant davantage l'accent sur la protection des populations vulnérables et la promotion de l'égalité des genres. Elle vise à faire en sorte que les bénéfices découlant des projets soutenus par la BERD soient équitablement partagés. Enfin, cette politique mise à jour insiste davantage sur la nécessité de disposer de mécanismes de règlement des griefs accessibles et transparents, permettant à toutes les parties prenantes de faire part, en toute sécurité et en temps utile, de leurs préoccupations concernant d'éventuels impacts environnementaux ou sociaux.

Les risques environnementaux et sociaux liés aux investissements sont gérés par le Département de l'environnement et de la durabilité. Ce dernier a pour mission l'évaluation et le suivi des projets, le dialogue sur les politiques à mener, l'établissement de rapports sur la durabilité et l'élaboration de programmes de coopération technique liés à la durabilité. Tout projet fait l'objet d'une évaluation environnementale et sociale afin d'aider la BERD à déterminer s'il convient de le financer et, le cas échéant, la manière dont les incidences et les risques environnementaux et sociaux doivent être pris en compte lors de la planification, de la mise en œuvre et de l'exploitation du projet. Par ailleurs, le suivi des projets et de leurs incidences est une composante essentielle de l'approche de la BERD en matière de durabilité et est indispensable pour démontrer que la Banque agit conformément à son mandat, à ses politiques et à ses stratégies. Le suivi permet à la Banque non seulement de s'informer en continu des performances de chaque projet, mais aussi de mettre en place des mesures correctives si nécessaire. La Banque demande à tous ses clients de rendre compte chaque année de leurs performances environnementales et sociales et de la mise en œuvre de leur Plan d'action environnemental et social et, le cas échéant, de leur Plan de suivi des projets verts. Les spécialistes et/ou consultants en questions environnementales et sociales de la BERD effectuent en cas de besoin des visites de contrôle sur place pour les projets à haut risque et conseillent les clients sur la mise en œuvre des actions convenues pour ces projets dans le cadre du Plan d'action environnemental et social et concernant, par exemple, des problèmes liés à l'acquisition de terres, à la réinstallation involontaire, à la santé et à la sécurité, au travail, à la prévention de la pollution, à la biodiversité, au patrimoine culturel ou au climat.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, l'ensemble des nouveaux investissements et activités de la BERD sont alignés sur les objectifs d'atténuation et d'adaptation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, à l'exception de certains projets classés comme projets hérités (tels que décrits dans le rapport de l'International Sustainability Standards Board (ISSB)). La Banque dispose d'une approche en matière d'alignement sur l'Accord de Paris et d'un cadre solide pour ses financements et ses activités, notamment internes, visant à soutenir l'action climatique et à accompagner ses clients dans leur transition vers une économie à faible émission de carbone.

À la suite de la signature par la BERD de la *Déclaration commune des BMD pour la nature, les personnes et la planète* en 2021, la Banque a intensifié ses efforts visant à protéger et à améliorer la biodiversité et la nature. « L'Approche de la nature » de la BERD⁶⁸ (décembre 2023) indique la manière dont la Banque entend générer plus d'avantages pour la nature et apporter sa contribution dans l'arrêt et l'inversion de la perte de biodiversité d'ici à 2030. Elle expose également les moyens qu'utilisera la BERD pour renforcer ses ambitions et ses actions selon les trois piliers « protéger », « investir » et « divulguer ». Lors de la COP30 qui s'est tenue en 2025 à Belém, nous avons présenté, aux côtés d'autres BMD, les *Principes communs pour des financements favorables à la nature* et un *Guide pratique pour la sélection des indicateurs de résultats*, tous deux conçus pour soutenir le développement de produits financiers de haute qualité et attirer davantage de capitaux privés en faveur de la nature.

68 www.ebrd.com/content/dam/ebird_dxp/assets/pdfs/green/climate-resilience/ebird-approach-to-nature.pdf

La BERD dispose d'un ensemble de communications et de publications externes relatives à la durabilité, principalement :

- **Rapport ISSB** : La BERD est devenue en 2025 la première BMD à avoir publié des informations en matière de durabilité pleinement conformes aux normes de l'ISSB. Ce rapport a fait l'objet d'un examen externe par l'auditeur de la Banque, qui a émis une conclusion d'assurance limitée sans réserve. S'appuyant sur les fondements du Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives au climat (TCFD), le nouveau *Rapport ISSB* remplace le *Rapport TCFD* de la Banque et élargit ses rapports sur le climat. Il offre une transparence accrue concernant la gouvernance, la stratégie, la gestion des risques et les indicateurs de performance de la Banque en matière de durabilité. Le *Rapport ISSB* constitue une avancée majeure dans le parcours de la Banque en matière de durabilité, car il donne une meilleure vision des opportunités et des risques financiers liés au climat.
- **Rapport sur la publication d'informations en matière de durabilité conformément à la Global Reporting Initiative** : fournit une vue d'ensemble de l'approche de la BERD sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance.
- **Rapport sur la durabilité à l'intention des investisseurs** : explique la manière dont les engagements de la Banque en faveur de la durabilité sont intégrés dans toutes ses activités, à travers ses stratégies, ses politiques, ses opérations et sa gouvernance.
- **Principes pour l'investissement responsable (PRI)** : à la suite de l'obtention de la certification ISO 14001 et de la mise en place réussie d'un système de gestion environnementale, la Banque a décidé de mettre fin à la publication d'informations au titre des PRI en 2025.

La Banque travaille également à la numérisation de ses données environnementales et sociales, en envisageant notamment l'utilisation potentielle d'outils d'intelligence artificielle. Ces outils permettront d'améliorer la gestion des données et de générer des données pertinentes aux fins du suivi et de l'établissement de rapports internes et externes en matière de durabilité, et donc d'optimiser l'ensemble du processus de gouvernance des données.

Risque climatique

Sur la lancée de l'initiative majeure que constitue son *Rapport ISSB*, la BERD reste déterminée à poursuivre l'amélioration qualitative de ses publications, en mettant en particulier l'accent sur le renforcement des cadres de tests de résistance et sur l'amélioration des méthodologies d'évaluation des risques physiques liés au climat.

Le risque climatique constitue le principal risque potentiellement significatif sur le plan financier pris en compte par la Banque. Il reste considéré comme un facteur transversal qui a des répercussions sur les risques de crédit et de marché, ainsi que sur les risques opérationnels. Ce risque climatique est intégré dans le cadre existant de gestion des risques de la Banque. Les considérations climatiques sont ainsi prises en compte dans l'analyse du risque de crédit et dans le calcul des pertes de crédit attendues, les notes de probabilité de défaillance traduisant, le cas échéant, l'impact à attendre sur les performances futures des clients. Faute d'éléments probants suffisants quant à son impact significatif, les hypothèses relatives aux pertes en cas de défaillance ne sont pas actuellement ajustées pour tenir compte du risque climatique. De même, le risque climatique est pris en compte dans les évaluations de la juste valeur lorsqu'il existe des données de marché observables. Au 31 décembre 2025, sur la foi des données et des analyses disponibles, l'incidence financière des risques climatiques sur la Banque a été jugée non significative.

À l'avenir, la Banque continuera d'affiner son approche conformément à l'évolution des meilleures pratiques. Le renforcement de ses capacités en matière de tests de résistance, l'approfondissement des données sur les risques physiques et des analyses financières, ainsi que le renforcement des processus de suivi en tant qu'éléments essentiels de sa gestion du risque climatique font partie de ses grandes priorités.

E. Risque opérationnel

La Banque entend par risques opérationnels les risques de pertes financières et d'atteinte à sa réputation résultant de processus et de systèmes inadéquats ou défaillants, de facteurs humains, ou d'événements extérieurs.

Sources de risque opérationnel

Le risque opérationnel peut provenir de diverses sources, notamment d'une erreur humaine, d'un comportement inapproprié de la part d'employés (une fraude, par exemple), du non-respect des règles et des politiques internes en vigueur, du non-respect par un tiers de ses obligations contractuelles, ou encore de perturbations des systèmes informatiques ou d'incidents de cybersécurité. De tels événements peuvent entraîner des pertes financières et porter atteinte à la réputation de la Banque.

Mécanisme de gestion du risque opérationnel

La Banque dispose d'un mécanisme de gestion du risque opérationnel, qui permet d'identifier, de gérer et de surveiller les risques opérationnels au moyen d'une approche structurée et complète. Alliant des dispositifs de gouvernance, des politiques, des procédures et des mécanismes d'information, il garantit une gestion efficace des risques. Il est notamment composé des éléments suivants :

- Gouvernance, politiques et procédures : le mécanisme de gestion du risque opérationnel s'appuie sur un ensemble organisé complet de politiques et de procédures, ainsi que sur des cadres spécifiques de sécurité de l'information et de protection des données personnelles.
- Prise de risques opérationnels : définit l'approche de la Banque vis-à-vis de la prise de risques en précisant les raisons qui peuvent inciter à accepter ou à éviter certains risques.
- Incidents : collecte et analyse systématiques des données en rapport avec les incidents en matière de risques opérationnels, pour renforcer les contrôles et atténuer les risques futurs, notamment en se référant à la pratique d'institutions homologues.
- Problèmes et actions : repérage des lacunes ou faiblesses en matière de contrôle et mise en place de mesures destinées à les atténuer.
- Principaux indicateurs : servent à surveiller au fil du temps certains risques opérationnels et l'efficacité des contrôles et à faire en sorte que les mesures nécessaires soient prises.
- Évaluations des risques et des contrôles : évaluations exhaustives effectuées par chaque unité opérationnelle, pour déterminer les profils de risque, juger de l'efficacité des contrôles et établir les notations des risques résiduels.
- Rapports et suivi : rapports de gestion réguliers permettant de suivre les résultats au regard des objectifs et des niveaux de tolérance.
- Systèmes et outils : utilisation d'un système de contrôle du risque de gouvernance destiné à enregistrer, à gérer et à signaler les risques opérationnels, les contrôles, les problèmes et les incidents.
- Conduite et comportement : intégration de l'évaluation de la conduite et du comportement des employés dans le mécanisme de gestion du risque opérationnel, afin de promouvoir des pratiques appropriées et une remontée rapide des problèmes.

Grâce à cette démarche structurée, la Banque est assurée de la résilience et de l'efficacité de ses pratiques de gestion du risque opérationnel.

Principaux risques et mesures d'atténuation

La Banque évalue et renforce en permanence ses processus de gestion et de contrôle des risques, ainsi que les outils technologiques afférents, afin d'améliorer leur efficacité.

Le tableau suivant résume les principaux risques opérationnels jugés actuellement les plus en rapport avec les activités de la Banque :

Principal risque	Description	Gestion du risque
Risque d'atteinte à la réputation	Risque que les parties prenantes de la Banque et les économies et/ou les communautés dans lesquelles elle opère perdent confiance et respect à l'égard de celle-ci et de sa capacité à accomplir sa mission, ce qui aurait un effet négatif sur son aptitude à remplir son mandat conformément à l'Accord portant création de la BERD ou à maintenir l'accès à ses financements et/ou ses relations d'affaires existantes ou à en établir de nouvelles. Tous les risques énumérés ci-dessous peuvent entraîner un risque d'atteinte à la réputation.	La Banque identifie, évalue et gère avec diligence les risques d'atteinte à sa réputation. Tous les services sont chargés de surveiller ces risques et de respecter les exigences en matière de contrôle. Le Département de la communication suit de près les opinions exprimées dans la presse et sur les réseaux sociaux et gère les communications relatives au risque en interne comme en externe. En outre, divers contrôles et cadres sont en place pour faire face aux risques supplémentaires susceptibles de porter atteinte à la réputation de la Banque, qui sont notamment les suivants : risque de conduite, criminalité financière, risque d'investissement, acceptation de clients et développement de produits.
Risque de fraude et de conduite	Conduite ou actions inappropriées de la part d'employé-e-s ou de tiers qui commettent une fraude ou un détournement de biens, contournent la réglementation, la loi ou les procédures ou politiques de la Banque ou qui (dans le cas de tiers) entraînent pour celle-ci un risque d'intégrité inacceptable.	Gestion assurée via un dispositif renforçant la détection des risques et leur atténuation, les informations de gestion et les comptes rendus, en collaboration avec les supérieurs hiérarchiques, le Bureau de la déontologie et le Département des ressources humaines. Les risques associés à des comportements individuels font l'objet d'un Code de déontologie clairement défini applicable au personnel et aux membres du Conseil d'administration de la Banque, assorti de mesures correctives adaptées, y compris d'enquêtes en cas de non-respect. La Banque met en œuvre des contrôles proportionnés fondés sur les risques pour empêcher tout comportement inapproprié sur le marché, notamment les abus de marché. Elle procède à des contrôles d'intégrité complets sur les projets des Opérations bancaires et met en œuvre des activités de suivi et de contrôle de conformité. Elle enquête sur les pratiques prohibées présumées en lien avec des projets des Opérations bancaires et met en œuvre des mesures correctives, pouvant aller jusqu'à l'exclusion.
Risque lié aux ressources humaines et aux compétences (aux personnes)	Risque que la capacité, la productivité, le bien-être, le recrutement ou le maintien en poste des membres du personnel de la Banque soient compromis.	Parmi les principales mesures d'atténuation figurent l'élaboration d'une documentation complète de bout en bout pour les processus, des programmes de gestion renforcée des talents et une solide planification de la relève. Le suivi permanent des principaux indicateurs concernant le personnel permet une bonne gestion des risques. Des programmes de transformation des ressources humaines sont mis en œuvre pour doter le personnel d'outils et de services efficaces. Un soutien adéquat en matière de santé physique et mentale est assuré par le biais d'une assurance médicale et d'un personnel formé aux premiers secours. Par ailleurs, les procédures critiques sont documentées et intégrées, dans la mesure du possible, aux tests de reprise après sinistre.
Risque de processus	Risque d'une défaillance des processus opérationnels fondamentaux mis en œuvre par la BERD, comme le traitement de transactions et de paiements essentiels, l'administration des donateurs, la communication d'informations financières, le respect du mandat, la vérification du profil des clients, les données de référence ou la valorisation d'actifs.	L'approche de la Banque consiste à cartographier les processus de bout en bout, à identifier ceux qui sont critiques et à y intégrer des cadres solides de gestion des risques. En simplifiant les processus clés et en procédant à l'évaluation et à l'atténuation actives des faiblesses de ses contrôles, la Banque renforce globalement son environnement de suivi.
Risque de gestion du changement/risque lié à un projet	Risque de répercussions négatives pouvant résulter de la mise en œuvre d'une initiative de changement, notamment l'incidence du changement sur les personnes, l'interruption des activités et l'incapacité à gérer la réalisation de projets et de programmes.	Des processus de gouvernance sont mis en place pour une bonne gestion des programmes et des projets. Une communication claire et cohérente avec les parties prenantes favorise une acceptation sans heurts du changement. Une équipe spécifiquement dédiée à la gestion du changement supervise les grandes initiatives, en assurant la cohérence de leur démarrage, de leur approbation et de leur suivi. Tous les nouveaux processus et systèmes sont rigoureusement testés avant leur mise en œuvre. La Banque met en outre l'accent sur l'amélioration continue, s'appuyant sur des retours communiqués dans un cadre structuré pour affiner les processus et régler sans attendre les problèmes émergents.
Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybercriminalité	Risque que la confidentialité, l'intégrité, l'authenticité et/ou la disponibilité des installations informatiques et des actifs informationnels de la Banque soient affectées négativement ou que les systèmes de la Banque soient compromis en raison d'un ou de plusieurs événement(s) lié(s) à la cybersécurité provoqué(s) par	Les politiques, directives, procédures et processus de la Banque en matière de sécurité informatique et de sécurité de l'information, soutenus par des dispositifs technologiques robustes, garantissent la protection de ses installations informatiques et de ses actifs informationnels. Des technologies de surveillance active de la

Principal risque	Description	Gestion du risque
	des auteurs de cybermenaces, un comportement inapproprié des utilisateurs ou des tiers.	sécurité et de détection des menaces, prises en charge par des prestataires de services spécialisés externes, offrent un niveau de protection sur mesure pour protéger les actifs numériques de la Banque. Des sauvegardes et des vérifications des contrôles d'accès sont régulièrement effectuées, afin d'assurer la résilience et la sécurité des données critiques. La Banque procède également à des tests d'intrusion réseau, à des évaluations de vulnérabilité et à des exercices indépendants de piratage éthique pour repérer les éventuelles faiblesses et y remédier. Des mécanismes complets destinés à assurer la continuité des activités et la reprise après sinistre sont en place et font l'objet de tests réguliers garantissant qu'ils restent en permanence opérationnels. Les contrôles susmentionnés sont évalués à l'aune des bonnes pratiques en vigueur à l'extérieur.
Risque pour la résilience des activités	Perturbations des activités et des opérations de la Banque provoquées par l'indisponibilité des systèmes, du personnel ou du lieu de travail.	La Banque teste régulièrement ses plans de reprise après sinistre et de continuité des activités pour vérifier qu'elle est prête à faire face à des scénarios tels que les pannes de système, les perturbations de données ou de réseau ou encore l'indisponibilité des locaux ou du personnel. Les plans de reprise après sinistre sont mis à jour en permanence pour suivre l'évolution des normes, des directives et des exigences réglementaires du secteur. Les risques de perturbation des systèmes sont pris en charge par des contrôles attentifs, des investissements technologiques ciblés et un suivi et des tests permanents. Les accords avec les principaux prestataires sont conçus pour refléter la complexité des services fournis et sont soumis, en amont, à des vérifications au titre de la diligence raisonnable, puis à une surveillance continue.
Risque technologique	Risque d'une inadéquation ou de l'impossibilité d'adaptation des systèmes technologiques et des mécanismes d'appui correspondants de la BERD, face à l'évolution des exigences.	Le modèle de gestion des risques technologiques de la Banque suit étroitement ses objectifs opérationnels, dans un souci de bonne gestion des incidents, des activités liées aux évolutions et des besoins en termes de capacités. Les projets informatiques d'envergure sont soumis à des examens et à des tests rigoureux avant d'être approuvés et les évaluations des risques permettent de donner la priorité aux mises à niveau logicielles et matérielles critiques. La résilience et la modernisation des systèmes de base sont soutenues par des investissements continus. Les perturbations des systèmes sont rapidement prises en charge grâce à des contrôles rigoureux et à des investissements dans les infrastructures, ainsi que par un suivi et des tests continus.
Risque lié aux prestataires de services externes	Risque que des fournisseurs tiers soient incapables de respecter la qualité de service convenue pouvant conduire à une interruption des activités, à une mauvaise utilisation des données ou encore à des répercussions négatives sur les performances.	La Banque fait appel à des fournisseurs lorsqu'elle le juge nécessaire et efficace. Tout fournisseur doit être une entreprise de bonne réputation, qui répond aux exigences de la Banque en matière de diligence raisonnable et de contrôle continu. Les conditions contractuelles sont destinées à traduire la nature et la complexité des services assurés. Avant de retenir les services d'un prestataire tiers, la Banque procède à des vérifications au titre de la diligence raisonnable et à des évaluations régulières de la qualité de service convenue. Des stratégies de désengagement sont établies au préalable pour assurer une transition en douceur en cas de détérioration de la qualité des services.
Risque juridique	Risque principalement lié : i) à une transaction défectueuse, ii) à une réclamation (y compris une défense à une réclamation ou une demande reconventionnelle) ou à toute autre action se traduisant par un passif pour la BERD ou une autre perte, iii) au défaut d'adoption de mesures appropriées pour protéger les actifs, les privilèges et les immunités de la BERD ou son statut de créancier privilégié, et au non-respect des actes constitutifs de la BERD, ou iv) à un changement de loi (le cas échéant et si pertinent).	La Banque est bien consciente que la nécessité de gérer et d'atténuer les risques juridiques est inhérente à tous les aspects de ses activités. La Banque dispose d'un solide système de contrôle, qui favorise le respect des dispositions légales, et a recours à des services de conseil juridique internes et externes, à la fois pour se protéger des actes illégaux et pour prendre des décisions éclairées.

F. Gestion du capital

Le capital social autorisé de la BERD se situait initialement à 10 milliards d'euros. Par sa Résolution n° 59, adoptée le 15 avril 1996, le Conseil des gouverneurs a décidé de doubler ce capital, le portant à 20 milliards d'euros.

En mai 2010, le Conseil des gouverneurs a approuvé une augmentation en deux étapes du capital autorisé de la Banque : une hausse immédiate des actions libérées autorisées de 1,0 milliard d'euros (Résolution n° 126), et un relèvement des actions sujettes à appel autorisées de 9,0 milliards d'euros (Résolution n° 128), soit une augmentation cumulée du capital social autorisé de 10,0 milliards d'euros (le terme « deuxième augmentation de capital » y faisant référence collectivement). Cette augmentation du capital sujet à appel est devenue effective le 20 avril 2011, quand les souscriptions ont été reçues pour au moins 50 % du capital sujet à appel nouvellement autorisé. Les actions sujettes à appel pouvaient faire l'objet d'un rachat conformément aux dispositions de la Résolution n° 128.

La Banque n'a pas d'autres catégories de fonds propres.

Pour soutenir la réponse de la Banque à la guerre contre l'Ukraine, le Conseil des gouverneurs a approuvé une augmentation du capital social autorisé de 4,0 milliards d'euros de nouvelles actions libérées (Résolution n° 265, adoptée le 15 décembre 2023). Cette augmentation de capital a pris effet le 31 décembre 2024⁶⁹.

Lors de l'Assemblée annuelle de mai 2025, le Conseil des gouverneurs a procédé à une révision du capital social de la Banque, conformément à l'article 5.3 de l'Accord. Il a estimé que le capital prévu était adéquat pour la période 2026-2030, dans le contexte de l'approbation du *Cadre stratégique et capitalistique 2026-2030* (Résolution n° 279).

La Banque utilise son capital conformément à ses statuts et aux paramètres de sa politique financière. Jusqu'au 26 juin 2025, date à laquelle une modification est entrée en vigueur, l'article 12 de l'Accord prévoyait un ratio d'endettement de 1:1 et limitait le montant total de l'encours des investissements sous forme de prêts et de participations réalisés par la Banque dans les économies où elle investissait au montant total du capital souscrit non déprécié, des réserves et des excédents de la Banque. Ce capital de base se compose du capital souscrit non déprécié (y compris le capital sujet à appel), des réserves générales non soumises à restrictions, de la réserve pour pertes sur prêts, de la réserve spéciale et des ajustements afin de tenir compte, d'une part, des provisions générales pour dépréciation de prêts concernant les expositions des Opérations bancaires et, d'autre part, des pertes latentes sur les prises de participation. Les ressources spéciales de la Banque ne font pas partie de ce capital de base, qui n'a donc pas été modifié par la consolidation du FSA⁷⁰. Le capital de base à cette fin s'élevait à 51,1 milliards d'euros⁷¹ au 31 décembre 2025 (2024 : 47,2 milliards).

La Banque tenait compte, pour le ratio d'endettement, des « actifs décaissés des Opérations bancaires » ou des « actifs d'exploitation ». Pour les besoins de ce ratio, et par souci de cohérence avec le capital de base, les provisions spécifiques étaient déduites du total des actifs d'exploitation. Au 31 décembre 2025, le ratio d'endettement de la Banque s'établissait, en termes agrégés, à 82 % (2024 : 87 %), à comparer avec le seuil de 92 % défini pour ce ratio par la politique de la Banque. L'article 12 prévoyait également que l'encours des prises de participation décaissées par la Banque ne devait à aucun moment dépasser le montant de son capital souscrit libéré non déprécié, augmenté des excédents et de la réserve générale. Aucune limite d'utilisation du capital n'a été dépassée au cours de l'exercice (2024 : aucune).

Le 18 mai 2023, en vertu de la Résolution n° 260, le Conseil des gouverneurs est convenu de supprimer le ratio d'endettement prévu à l'article 12. L'Accord tel que modifié a été accepté par les actionnaires de la Banque et est entré en vigueur pour l'ensemble de ses membres le 26 juin 2025. À la suite de la modification de l'article 12.1, les statuts de la BERD ne prévoient plus de plafond nominal, mais exigent désormais, de manière générale, que le Conseil d'administration définisse et maintienne des limites appropriées en matière d'indicateurs d'adéquation des fonds propres, afin de préserver la solidité financière et la viabilité de la Banque. Pour répondre à cette exigence, un nouveau ratio de capital nominal – qui rapporte l'exposition liée au développement (actifs d'exploitation et garanties) aux fonds propres de la Banque (ajustés pour tenir compte des actions souscrites mais non encore libérées) – a été introduit dans la Politique d'adéquation des fonds propres. Le ratio d'endettement statutaire a cessé d'exister le 1^{er} janvier 2026, 2025 étant la dernière année de la période quinquennale couverte par le *Cadre stratégique et capitalistique 2021-2025* de la Banque. La mesure et, partant, le contrôle du volume de l'exposition de la Banque liée au développement offrent au Conseil d'administration un outil supplémentaire pour gérer le profil de levier de celle-ci. Le ratio de fonds propres ajusté en

69 Pour plus de précisions sur cette augmentation de capital, voir la note annexe 26, page 95.

70 Pour plus de précisions sur la consolidation du FSA, voir la note annexe 2, page 77.

71 Des déductions sont appliquées afin d'exclure les réserves de réévaluation liées aux actifs des Opérations bancaires (les actifs d'exploitation étant considérés à leur coût).

fonction des risques, figurant à la fois dans la *Politique d'adéquation des fonds propres* et dans le *Cadre stratégique et capitalistique*, reste l'outil principal de contrôle de l'utilisation des fonds propres de la Banque et de son profil global de risque.

La Banque définit le capital requis comme les pertes éventuelles qu'elle peut encourir en fonction de probabilités correspondant à sa note de crédit AAA, tout en tenant compte des avantages que lui procurent le soutien de ses actionnaires, son statut de créancier privilégié et son capital sujet à appel. Les principales catégories de risques évaluées à l'aide du mécanisme d'adéquation des fonds propres sont le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel. Le risque total est géré dans les limites du capital disponible, qui exclut le capital sujet à appel, tout en maintenant une marge de capital prudente.

L'un des objectifs principaux de la *Politique d'adéquation des fonds propres* est de gérer le capital de la Banque dans le cadre d'une planification à moyen terme procurant une mesure cohérente de la marge d'adéquation du capital au fil du temps. La Banque entend ainsi pouvoir se dispenser d'appeler le capital souscrit sujet à appel et utiliser seulement le capital disponible pour absorber le risque, y compris le capital libéré et les réserves.

Au 31 décembre 2025, le ratio entre le capital requis et le capital disponible était de 58 % (2024 : 63 %), à comparer avec le seuil de 90 % défini pour ce ratio par la politique de la Banque. En 2025, l'exigence de capital fondée sur le risque de la Banque en vertu de cette politique a été gérée conjointement avec son ratio d'endettement.

Les principaux indicateurs financiers de la Banque sont présentés page 8. Au 31 décembre 2025, le ratio des fonds propres au total des actifs s'établissait à 28,3 % (2024 : 29,4 %) et le ratio des fonds propres aux actifs des Opérations bancaires était de 61,7 % (2024 : 60,3 %).

Réserves générales non soumises à restrictions

	2025	Retraité 2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Réserves et bénéfices non distribués		
Réserve spéciale	306	306
Réserve pour pertes sur prêts	351	333
Fonds de coopération technique pour la région SEMED	2	2
Fonds spécial des actionnaires de la BERD	911	780
Gains latents	2 832	2 823
Total des réserves soumises à restrictions	4 402	4 244
Réserves générales non soumises à restrictions ⁷²	14 759	13 634
Au 31 décembre	19 161	17 878

Les réserves de la Banque sont utilisées pour déterminer, conformément à l'Accord, la part du revenu net de la Banque qui est affectée aux excédents ou à d'autres fins et celle qui est, le cas échéant, distribuée aux membres. À cette fin, la Banque utilise les réserves générales non soumises à restrictions.

L'article 36 de l'Accord portant création de la Banque traite de la distribution et de l'affectation du revenu net de la Banque. Aux termes de cet article : « Aucune distribution ni aucune affectation n'est faite avant que la réserve générale n'atteigne dix (10) pour cent au moins du capital social autorisé. » Ce seuil est actuellement de 3,4 milliards d'euros (2024 : 3,4 milliards). Fin 2025, les réserves générales non soumises à restrictions s'établissaient à 15,0 milliards d'euros (2024 : 13,6 milliards) et se situaient donc largement au-dessus du seuil des 10 %.

⁷² Les réserves générales non soumises à restrictions pour 2024 ont été retraitées afin d'être présentées de manière cohérente avec la présentation de 2025.

G. Juste valeur des actifs et passifs financiers

Classification et juste valeur des actifs et passifs financiers

	Valeur comptable en millions d'euros	Juste valeur en millions d'euros
Actifs financiers au 31 décembre 2025		
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :		
Titres de créance	2 195	2 195
Instruments financiers dérivés	5 229	5 229
Prêts des Opérations bancaires désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	623	623
Prêts des Opérations bancaires désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	893	893
Portefeuille des Opérations bancaires : Titres de participation à la juste valeur par le biais du résultat net	6 587	6 587
Portefeuille de la Trésorerie : Titres de participation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	214	214
	15 741	15 741
Actifs financiers sur la base du coût amorti ⁷³ :		
Créances sur les établissements de crédit	27 686	27 686
Titres de créance	10 340	10 394
Autres actifs financiers	1 127	1 127
Prêts des Opérations bancaires sur la base du coût amorti	34 735	35 163
	73 888	74 370
Total	89 629	90 111

	Valeur comptable en millions d'euros	Juste valeur en millions d'euros
Actifs financiers au 31 décembre 2024		
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :		
Titres de créance	1 357	1 357
Instruments financiers dérivés	5 709	5 709
Prêts des Opérations bancaires désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	790	790
Prêts des Opérations bancaires désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	945	945
Portefeuille des Opérations bancaires : Titres de participation à la juste valeur par le biais du résultat net	6 539	6 539
Portefeuille de la Trésorerie : Titres de participation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	191	191
	15 531	15 531
Actifs financiers sur la base du coût amorti :		
Créances sur les établissements de crédit	24 793	24 793
Titres de créance	9 480	9 515
Autres actifs financiers	2 072	2 072
Prêts des Opérations bancaires sur la base du coût amorti	33 992	34 175
	70 337	70 555
Total	85 868	86 086

	Détenus à des fins de transaction en millions d'euros	À la juste valeur par le biais du résultat net en millions d'euros	Dérivés détenus pour couverture en millions d'euros	Passifs financiers au coût amorti en millions d'euros	Valeur comptable en millions d'euros	Juste valeur en millions d'euros
Passifs financiers au 31 décembre 2025						
Montants dus à des établissements de crédit	-	-	-	(1 783)	(1 783)	(1 783)
Dettes représentées par un titre	-	-	-	(57 039)	(57 039)	(56 891)
Instruments financiers dérivés	(817)	(99)	(2 291)	-	(3 207)	(3 207)
Autres passifs financiers	-	(292)	-	(1 590)	(1 882)	(1 882)
Total des passifs financiers	(817)	(391)	(2 291)	(60 412)	(63 911)	(63 763)

73 Hormis pour les titres de créance et les prêts, la juste valeur des autres actifs sur la base du coût amorti est à peu près équivalente à leur valeur comptable, du fait de la nature à court terme de ces actifs.

Passifs financiers au 31 décembre 2024	Détenus à des fins de transaction en millions d'euros	À la juste valeur par le biais du résultat net en millions d'euros	Dérivés détenus pour couverture en millions d'euros	Passifs financiers au coût amorti en millions d'euros	Valeur comptable en millions d'euros	Juste valeur en millions d'euros
Montants dus à des établissements de crédit	-	-	-	(1 396)	(1 396)	(1 396)
Dettes représentées par un titre	-	-	-	(53 838)	(53 838)	(53 879)
Instruments financiers dérivés	(989)	(56)	(3 039)	-	(4 084)	(4 084)
Autres passifs financiers	-	(322)	-	(1 511)	(1 833)	(1 833)
Total des passifs financiers	(989)	(378)	(3 039)	(56 745)	(61 151)	(61 192)

Au 31 décembre 2025, l'état de situation financière de la Banque reflète en juste valeur toutes les catégories d'actifs et de passifs financiers, à l'exception des prêts des Opérations bancaires sur la base du coût amorti.

La valeur estimée selon la méthode du coût amorti des instruments détenus sur la base du coût amorti en tant que créances sur les établissements de crédit, autres actifs financiers, montants dus à des établissements de crédit et autres passifs financiers, est considérée comme étant approximativement équivalente à leur juste valeur, dans la mesure où il s'agit avant tout d'instruments simples, à court terme et de qualité de crédit élevée. Ces instruments sont classés « données de Niveau 2 » (voir la section « Hiérarchie applicable à la juste valeur » ci-après), l'évaluation par la Banque de leur juste valeur étant fondée sur les valorisations observables sur les marchés d'actifs et de passifs similaires.

La juste valeur des titres de créance détenus sur la base du coût amorti est calculée à partir de données de Niveau 2, à l'aide de techniques de valorisation adaptées au marché et au secteur de chaque investissement. Les principales techniques de valorisation utilisées sont les cotations de courtiers et les modèles DCF. Les techniques employées à l'appui de ces évaluations sont notamment les valorisations de référence du secteur et les prix des transactions récentes.

Conformément au modèle opérationnel de la Banque, certains prêts des Opérations bancaires sont détenus à titre d'investissements pour collecter des flux de trésorerie contractuels, les conditions contractuelles prévoyant, à des dates spécifiques, des flux de trésorerie correspondant uniquement aux paiements du principal et des intérêts. Ces prêts sont comptabilisés sur la base du coût amorti. La juste valeur de ces prêts a été calculée en utilisant des données de Niveau 3, les flux de trésorerie ayant été actualisés au taux d'intérêt en fin d'année applicable à chacun des prêts, puis en actualisant cette valeur en fonction d'une mesure interne du risque de crédit.

« Dettes représentées par un titre » s'entend des emprunts que la Banque a effectués en émettant des obligations ou des billets de trésorerie. La juste valeur des obligations émises par la Banque est calculée en utilisant les modèles DCF, donc à partir de données de Niveau 3. En raison de l'échéance courte des billets de trésorerie et de la note de crédit de la Banque, le coût amorti est généralement proche de la juste valeur. L'estimation de la juste valeur des billets de trésorerie émis par la Banque est fondée sur les valorisations observables sur les marchés d'actifs et de passifs similaires, c'est-à-dire sur des données de Niveau 2.

Hiérarchie applicable à la juste valeur

La norme IFRS 13 classe la juste valeur sur la base d'une hiérarchie des techniques d'évaluation qui comprend trois niveaux. Les classifications sont déterminées en fonction du caractère observable ou non observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur. Ces données ont permis d'établir la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : prix cotés sur des marchés dynamiques pour des actifs ou des passifs identiques. Ce niveau comprend les participations cotées en bourse et les obligations classées en tant que prêts cotés en bourse et détenues à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés de Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (à savoir les prix), soit indirectement (à savoir les éléments dérivant de prix). Font partie des sources de données les prix consultables sur les écrans d'agences d'information financière comme SuperDerivatives et Bloomberg, les cotations de courtiers et les données de marché observables comme les taux d'intérêt et les taux de change qui sont utilisées pour calculer les valorisations des produits dérivés. Ce niveau comprend les titres de créance (évalués au vu des prix observés sur des marchés considérés comme insuffisamment actifs pour motiver un classement en Niveau 1), la plupart des produits dérivés (généralement évalués via un modèle DCF utilisant uniquement des données observables) et les participations et obligations cotées en bourse (dont la valorisation dépend d'une cotation, mais pour lesquelles le marché n'est pas suffisamment actif pour motiver un classement en Niveau 1).

- Niveau 3 : données relatives à des actifs ou passifs non fondées sur des données de marché observables (données non observables). Ce niveau comprend les participations et les titres de créance ou produits dérivés pour lesquels les données de valorisation ne sont pas toutes observables.

Le tableau ci-dessous présente les informations, au 31 décembre 2025, relatives aux actifs et passifs financiers de la Banque mesurés à la juste valeur. Les actifs et passifs financiers sont classés, dans leur intégralité, en se fondant sur le niveau de données significatif le plus faible pour le calcul de la juste valeur.

	Au 31 décembre 2025			
	Niveau 1 en millions d'euros	Niveau 2 en millions d'euros	Niveau 3 en millions d'euros	Total en millions d'euros
Titres de créance	1 730	465	-	2 195
Instruments financiers dérivés	-	4 272	957	5 229
Prêts des Opérations bancaires	543	201	772	1 516
Titres de participation (portefeuille des Opérations bancaires)	1 442	127	5 018	6 587
Titres de participation (portefeuille de la Trésorerie)	-	214	-	214
Total des actifs financiers à la juste valeur	3 715	5 279	6 747	15 741
Instruments financiers dérivés	-	(2 321)	(886)	(3 207)
Autres passifs	-	-	(292)	(292)
Total des passifs financiers à la juste valeur	-	(2 321)	(1 178)	(3 499)

	Au 31 décembre 2024			
	Niveau 1 en millions d'euros	Niveau 2 en millions d'euros	Niveau 3 en millions d'euros	Total en millions d'euros
Titres de créance ⁷⁴	706	651	-	1 357
Instruments financiers dérivés ⁷⁵	-	4 673	897	5 570
Prêts des Opérations bancaires	748	277	710	1 735
Titres de participation (portefeuille des Opérations bancaires)	1 497	99	4 943	6 539
Titres de participation (portefeuille de la Trésorerie)	-	191	-	191
Total des actifs financiers à la juste valeur	2 951	5 891	6 550	15 392
Instruments financiers dérivés ⁷⁵	-	(3 241)	(787)	(4 028)
Autres passifs	-	-	(322)	(322)
Total des passifs financiers à la juste valeur	-	(3 241)	(1 109)	(4 350)

Les transferts au Niveau 2 ont lieu lorsque le volume de transaction pour un investissement est jugé insuffisant pour que le marché dont il relève puisse être considéré comme actif, le prix du marché restant toutefois le meilleur indicateur de sa valeur. Les transferts au Niveau 3 ont lieu lorsqu'il n'existe plus aucun prix de marché observable indicatif de transactions réalisées dans des conditions de concurrence normale.

En 2025, 48 millions d'euros ont été transférés du Niveau 1 au Niveau 2 (2024 : 83 millions d'euros). Les transferts du Niveau 1 au Niveau 2 ont eu lieu, car le volume de transaction des investissements était jugé insuffisant pour que le marché dont il relève puisse être considéré comme actif.

⁷⁴ La classification des titres de créance selon la hiérarchie de la juste valeur a été retraitée à la suite d'un affinement de la méthodologie utilisée pour distinguer les instruments de Niveau 1 et de Niveau 2. L'approche révisée permet une appréciation plus appropriée du caractère observable des prix cotés sur le marché, conformément à la norme IFRS 13. En conséquence, 172 millions d'euros de titres de créance ont été reclassés du Niveau 1 vers le Niveau 2. Selon la méthodologie précédente, 878 millions d'euros et 479 millions d'euros de titres de créance désignés à la juste valeur par le biais du résultat net étaient classés respectivement en Niveau 1 et en Niveau 2. Ce reclassement n'a eu aucun impact sur le solde total des titres de créance.

⁷⁵ La classification des instruments dérivés selon la hiérarchie de la juste valeur a été retraitée à la suite d'une réévaluation du classement par niveau des produits structurés de la Banque. Ce nouveau classement par niveau permet une appréciation plus appropriée du caractère observable des données d'évaluation, conformément à la norme IFRS 13. En conséquence, 110 millions d'euros d'instruments dérivés ont été reclassés du Niveau 2 vers le Niveau 3. Selon la méthodologie précédente, 1 542 millions d'euros et 83 millions d'euros d'instruments dérivés étaient classés respectivement en Niveau 2 et en Niveau 3. Le montant total des instruments dérivés n'a pas été affecté.

En 2025, 87 millions d'euros ont été transférés du Niveau 2 au Niveau 1 (2024 : aucun transfert). Les transferts du Niveau 3 au Niveau 1 se sont élevés à 8 millions d'euros (2024 : 88 millions) et il n'y a pas eu de transferts du Niveau 3 au Niveau 2 (2024 : 3 millions). Les transferts des Niveaux 2 et 3 vers le Niveau 1 s'expliquent par la disponibilité de prix observables sur des marchés actifs ainsi que par l'augmentation des volumes de transactions, qui a conduit à considérer ces marchés comme actifs pour les instruments concernés.

Le tableau ci-après présente un rapprochement des justes valeurs des actifs et des passifs financiers de Niveau 3 pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

	Instruments financiers dérivés (actifs) en millions d'euros	Prêts des Opérations bancaires en millions d'euros	Participations des Opérations bancaires en millions d'euros	Total des actifs en millions d'euros	Instruments financiers dérivés (passifs) en millions d'euros	Autres passifs en millions d'euros	Total des passifs en millions d'euros
Solde au 1^{er} janvier 2025	1 194	710	4 943	6 847	(1 016)	(322)	(1 338)
<i>(Pertes nettes)/gains nets comptabilisé(s) dans :</i>							
• Gains nets réalisés sur les participations à la juste valeur par le biais du résultat net	70	-	82	152	(51)	(56)	(107)
• Pertes nettes sur les prêts	-	(43)	-	(43)	-	-	-
• Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces	254	-	-	254	(176)	-	(176)
Émissions	-	182	-	182	-	-	-
Achats	-	-	721	721	-	-	-
Règlements	(191)	(47)	-	(238)	(13)	86	73
Cessions	-	(20)	(728)	(748)	-	-	-
Transferts depuis le Niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Pertes nettes des activités de la Trésorerie à la juste valeur par le biais du résultat net et des opérations de change	-	(10)	-	(10)	-	-	-
Solde au 31 décembre 2025	1 327	772	5 018	7 117	(1 256)	(292)	(1 548)
<i>(Pertes nettes)/gains nets sur l'année concernant les instruments de Niveau 3 détenus au 31 décembre 2025 et comptabilisé(s) dans :</i>							
• Pertes nettes sur les participations à la juste valeur par le biais du résultat net	(28)	-	(186)	(214)	(43)	(26)	(69)
• Pertes nettes sur les prêts	-	(34)	-	(34)	-	-	-
• Pertes nettes des activités de la Trésorerie à la juste valeur par le biais du résultat net et des opérations de change	-	(10)	-	(10)	-	-	-
• Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces	737	-	-	737	(175)	-	(175)

	Instruments financiers dérivés (actifs) en millions d'euros	Prêts des Opérations bancaires en millions d'euros	Participations des Opérations bancaires en millions d'euros	Total des actifs en millions d'euros	Instruments financiers dérivés (passifs) en millions d'euros	Autres passifs en millions d'euros	Total des passifs en millions d'euros
Solde au 1^{er} janvier 2024	749	621	4 174	5 544	(742)	(282)	(1 198)
<i>(Pertes nettes)/gains nets comptabilisé(e)s dans :</i>							
• Gains nets réalisés sur les participations à la juste valeur par le biais du résultat net	(32)	-	402	370	(22)	(30)	(52)
• Gains nets sur les prêts	-	23	-	23	-	-	-
• Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces	609	-	-	609	(58)	-	(58)
Émissions	-	132	-	132	-	(34)	(34)
Achats	-	-	878	878	-	-	-
Règlements	(132)	(56)	-	(188)	(194)	24	(170)
Cessions	-	(7)	(416)	(423)	-	-	-
Transferts depuis le Niveau 3	-	(3)	(95)	(98)	-	-	-
Solde au 31 décembre 2024	1 194	710	4 943	6 847	(1 016)	(322)	(1 180)
<i>(Pertes nettes)/gains nets sur l'année concernant les instruments de Niveau 3 détenus au 31 décembre 2024 et comptabilisé(e)s dans :</i>							
• Gains nets réalisés sur les participations à la juste valeur par le biais du résultat net	(90)	-	254	164	(21)	(15)	(36)
• Gains nets sur les prêts	-	38	-	38	-	-	-
• Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces	609	-	-	609	182	-	182

Niveau 3 : analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers de Niveau 3 comptabilisés à la juste valeur au 31 décembre 2025, les principaux modèles/principales techniques de valorisation⁷⁶ utilisé(e)s pour évaluer ces instruments et les estimations des augmentations ou diminutions de la juste valeur fondées sur des hypothèses alternatives raisonnablement possibles :

		Impact sur le résultat net en 2025		
Principaux modèles/principales techniques de valorisation		Valeur comptable en millions d'euros	Évolution favorable en millions d'euros	Évolution défavorable en millions d'euros
Prêts des Opérations bancaires Titres de participation, Fonds de participations et instruments dérivés associés des Opérations bancaires ⁷⁷	Modèles DCF, modèles d'ajustement du crédit et VAN	772	61	(127)
Produits structurés	Modèles de la VAN et multiples de l'EBITDA, modèles DCF, intérêt composé et modèles de valorisation des options	4 723	1 427	(963)
	Modèles d'options	74	-	-
Au 31 décembre		5 569	1 488	(1 090)

		Impact sur le résultat net en 2024 (retraité)		
Principaux modèles/principales techniques de valorisation		Valeur comptable en millions d'euros	Évolution favorable en millions d'euros	Évolution défavorable en millions d'euros
Prêts des Opérations bancaires Titres de participation, Fonds de participations et instruments dérivés associés des Opérations bancaires	Modèles DCF, modèles d'ajustement du crédit et VAN	710	76	(91)
Produits structurés	Modèles de la VAN et multiples de l'EBITDA, modèles DCF, intérêt composé et modèles de valorisation des options	4 704	1 161	(446)
	Modèles d'options	95	-	-
Au 31 décembre		5 509	1 237	(537)

Prêts des Opérations bancaires

Les prêts des Opérations bancaires désignés à la juste valeur par le biais du résultat net se composent essentiellement de prêts convertibles ou de prêts comportant un élément de rendement fondé sur la performance. Les modèles/techniques utilisé(e)s pour déterminer la juste valeur de ces instruments sont des modèles DCF, des valorisations par la VAN et des ajustements du crédit. Les données prises en compte dans les modèles sont entre autres les taux d'intérêt, les taux d'actualisation, les marges de crédit de l'emprunteur et les cours des actions sous-jacentes. Des valorisations alternatives raisonnablement possibles ont été déterminées en fonction de la probabilité de défaillance de l'emprunteur, d'autres valorisations par la VAN et des changements d'hypothèses dans les modèles DCF sous-jacents (par exemple en modifiant le taux d'actualisation).

Participations des Opérations bancaires, Fonds de participations et instruments dérivés

Le portefeuille de participations non cotées de la Banque comporte des participations directes, des dérivés sur actions et des fonds d'actions. Les principaux modèles/principales techniques d'évaluation pour déterminer la juste valeur de ces instruments financiers sont les multiples de la VAN, les multiples de l'EBITDA et les modèles DCF. L'évaluation du passif du Fonds de participations est basée sur les mêmes investissements sous-jacents et fait donc appel aux mêmes techniques.

Les multiples de la VAN sont le plus souvent appliqués aux participations directes. Les opérations récentes au sein des différents secteurs, le cas échéant, sont également examinées. Les valorisations alternatives raisonnablement possibles ont été déterminées en se fondant sur les fourchettes des multiples de la VAN des valorisations obtenues pour les participations directes. Les fonds d'actions sont évalués d'après les déclarations de la VAN, corrigées en fonction des mouvements pertinents constatés sur le marché entre la date de l'évaluation et le 31 décembre 2025. Les valorisations alternatives raisonnablement possibles ont été déterminées en se fondant sur des changements d'hypothèses affectant les fluctuations observées sur le marché. Concernant les investissements évalués au moyen des multiples de l'EBITDA et des modèles DCF, l'analyse de sensibilité a été effectuée en déterminant des valorisations alternatives raisonnablement possibles à l'aide de méthodes se fondant sur les multiples du chiffre d'affaires, de l'EBITDA, du ratio cours-bénéfice, et de méthodes spécifiques à un secteur comme les multiples fondés sur les capacités de production. En outre, pour une méthode donnée, des fourchettes de valorisation ont été établies en utilisant des

⁷⁶ VAN = valeur d'actif net ; EBITDA = résultat avant intérêts, impôts et amortissements ; DCF = actualisation des flux de trésorerie.

⁷⁷ Les variations de la juste valeur du passif du Fonds de participations et des dérivés sur actions ont une corrélation négative avec celles des titres de participation auxquels ils sont liés. Les participations des Opérations bancaires et les instruments dérivés associés ont donc été regroupés pour l'analyse de sensibilité. Pour plus de précisions sur le Fonds de participations, voir la note annexe 32, page 105.

multiples correspondant au quartile inférieur et au quartile supérieur. Pour les modèles DCF, l'analyse de sensibilité a été réalisée en modifiant certaines hypothèses (augmentation ou diminution du taux d'actualisation, par exemple).

Dans le cadre de la modélisation des participations directes de Niveau 3, la Banque a recours à un certain nombre de données non observables générées en interne et déterminées par le jugement professionnel de spécialistes. Les données utilisées varient selon la méthode d'évaluation retenue pour l'investissement. Les données non observables les plus couramment employées sont :

- les ajustements de la valeur modélisée en fonction de la liquidité et de la qualité négociable de l'actif, que pourrait envisager un acquéreur lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normales (2025 : décote moyenne pondérée de 13 % ; 2024 : 13 %) ;
- les multiples de la VAN provenant de l'observation d'entreprises cotées comparables (2025 : entre 1,03 et 2,54 ; 2024 : entre 0,9 et 1,57) ;
- les multiples de l'EBITDA provenant de l'observation d'entreprises cotées comparables (2025 : entre 2,66 et 18,14 ; 2024 : entre 2,66 et 12,7).

Produits structurés

Une partie des passifs de la Banque se compose de produits structurés comportant des dérivés intégrés. Ces derniers sont séparés du contrat hôte lorsqu'ils répondent à la définition d'un dérivé pris isolément. Les titres structurés font l'objet d'une couverture en back-to-back au moyen de swaps reproduisant les caractéristiques des dérivés intégrés du volet structuré.

Les approches de modélisation utilisées pour évaluer ces instruments peuvent varier selon les acteurs du marché. Les données d'entrée des modèles d'évaluation sont, dans la mesure du possible, fondées sur des données de marché observables, notamment des prix cotés provenant de bourses, de teneurs de marché, de courtiers ou de services de consensus de prix. Certaines données d'entrée peuvent ne pas être directement observables, mais être déduites par étalonnage des modèles à partir de prix observables, ou estimées à partir de données historiques ou d'autres sources.

La principale donnée d'entrée non observable pour ces produits est la volatilité des swaptions bermudiennes, qui ne font pas l'objet de transactions actives. Toutefois, les produits structurés étant couverts en back-to-back, la sensibilité globale de la Banque aux variations de cette donnée d'entrée non observable est non significative.

Notes annexes aux états financiers

1. Création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

I. Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui a son siège à Londres, est une organisation internationale constituée aux termes de l'Accord portant création de la BERD en date du 29 mai 1990 (« l'Accord »). Au 31 décembre 2025, 77 pays, ainsi que l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement, en étaient membres.

II. Accord de siège

Le statut, les privilèges et les immunités de la Banque et de ses employés au Royaume-Uni sont confirmés et précisés dans l'Accord de siège conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Banque (« l'Accord de siège »). L'Accord de siège a été signé à Londres au début des activités de la Banque le 15 avril 1991.

2. Consolidation

Les règles du FSA ont été modifiées par le Conseil d'administration le 31 décembre 2022. Les règles disposent désormais qu'en cas de liquidation, les ressources résiduelles du fonds sont de nouveau allouées aux ressources ordinaires en capital de la Banque. Conformément à la norme IFRS 10, à la suite de cette modification des règles, la Banque contrôle désormais le FSA. Elle est donc tenue de présenter des états financiers consolidés reflétant le fait qu'elle contrôle le FSA.

Le FSA étant considéré comme un secteur distinct, les résultats des ressources ordinaires en capital de la Banque et du FSA sont présentés séparément dans la note annexe 3 : « Informations sectorielles ».

3. Informations sectorielles

Les activités de la Banque sont principalement réparties entre les Opérations bancaires, la Trésorerie et le FSA. Les activités des Opérations bancaires sont des investissements réalisés dans des projets qui, conformément à l'Accord, visent à aider les régions dans lesquelles la BERD investit à faire la transition vers une économie de marché ouverte tout en favorisant une croissance durable et inclusive et en appliquant les principes de saine gestion bancaire. Les principaux produits d'investissement sont des prêts, des prises de participation et des garanties. Les activités de la Trésorerie consistent notamment à obtenir des capitaux de financement, à investir l'excédent de liquidités, à gérer les risques de change et de taux d'intérêt de la Banque et, enfin, à aider les clients à gérer leur actif et leur passif. Le FSA participe à l'accomplissement du mandat de la Banque en fournissant une assistance, technique ou non, aux clients, et par le biais d'activités d'investissement, qui peuvent inclure des garanties, des prises de participation ou des financements par l'emprunt.

Les informations relatives aux résultats financiers obtenus par les activités liées aux Opérations bancaires, à la Trésorerie et au FSA sont préparées régulièrement et communiquées au/à la Président-e, principal-e responsable opérationnel-le de la Banque pour la prise de décision. À ce titre, les activités liées aux Opérations bancaires, à la Trésorerie et au FSA ont été définies en tant que secteurs opérationnels.

Résultats des secteurs opérationnels

Le/la Président-e évalue les résultats des secteurs opérationnels fondés sur le bénéfice net de l'exercice, dont le mode de calcul est conforme à celui utilisé pour les états financiers et pour l'année précédente. L'information sectorielle fournie à la Présidente concernant les secteurs opérationnels pour les exercices clos le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024 s'analyse comme suit :

	Opérations bancaires				Opérations bancaires			
	Opérations bancaires 2025	Trésorerie 2025	FSA 2025	Total 2025	Opérations bancaires 2024	Trésorerie 2024	FSA 2024	Total 2024
	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros
Intérêts perçus	1 851	1 688	16	3 555	2 330	2 017	20	4 367
Autres produits ⁷⁸	902	(432)	(81)	389	999	(499)	(64)	436
Total des produits sectoriels	2 753	1 256	(65)	3 944	3 329	1 518	(44)	4 803
Intérêts versés et charges assimilées	(4)	(2 356)	-	(2 360)	(5)	(2 703)	-	(2 708)
Produits nets d'intérêts sur instruments dérivés	-	(44)	-	(44)	-	(201)	-	(201)
Charge interne de financement ⁷⁹	(1 405)	1 405	-	-	(1 656)	1 656	-	-
Frais administratifs	(559)	(49)	-	(608)	(480)	(42)	-	(522)
Amortissements	(62)	(4)	-	(66)	(59)	(6)	-	(65)
Résultats sectoriels avant provisions et couvertures	723	208	(65)	866	1 129	222	(44)	1 307
Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces	-	-	-	-	-	(246)	-	(246)
Rendement du capital	-	605	-	605	-	579	-	579
Provisions pour dépréciation de prêts et de garanties	(135)	-	1	(134)	108	-	(4)	104
Bénéfice net/(perte nette) de l'exercice	588	813	(64)	1 337	1 237	555	(48)	1 744
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs				(10)				(20)
Bénéfice net après transferts approuvés par le Conseil des gouverneurs				1 327				1 724
Actifs sectoriels								
Total des actifs	47 149	45 200	742	93 091	44 670	41 142	655	86 467
Passifs sectoriels								
Total des passifs	1 463	62 617	(169)	63 911	1 314	59 962	(125)	61 151

78 Les « Autres produits » recouvrent les éléments du compte de résultat suivants : Commissions nettes perçues ; Produit net en lien avec les donateurs ; Dividendes ; Gains nets réalisés sur les participations à la juste valeur par le biais du résultat net ; Gains nets sur les prêts ; Gains nets issus des actifs de la Trésorerie détenus sur la base du coût amorti ; et Gains nets des activités de la Trésorerie à la juste valeur par le biais du résultat net et des opérations de change, ajustés en fonction du rendement du capital.

79 La majorité des investissements sous forme de prêts effectués par le Département des opérations bancaires sont financés par un emprunt associé auprès du Département de la trésorerie. La charge interne de financement correspond aux intérêts facturés par le Département de la trésorerie au Département des opérations bancaires sur cet emprunt interne et est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Résultats des secteurs opérationnels : ressources ordinaires en capital et ressources spéciales en capital

Les Opérations bancaires et la Trésorerie constituent ensemble les ressources ordinaires en capital de la Banque, tandis que le FSA représente une partie de ses ressources spéciales en capital. Les informations sectorielles complémentaires suivantes, faisant la distinction entre ressources ordinaires et ressources spéciales, sont également communiquées au/à la Président-e.

	Compte de résultat Ressources ordinaires en capital 2025 en millions d'euros	Compte de résultat Ressources spéciales en capital 2025 en millions d'euros	Compte de résultat consolidé 2025 en millions d'euros	Compte de résultat Ressources ordinaires en capital 2024 en millions d'euros	Compte de résultat Ressources spéciales en capital 2024 en millions d'euros	Compte de résultat consolidé 2024 en millions d'euros
Intérêts perçus						
Prêts des Opérations bancaires	1 851	-	1 851	2 330	-	2 330
Titres de créance à revenu fixe et autres	1 688	16	1 704	2 017	20	2 037
	3 539	16	3 555	4 347	20	4 367
Autres						
Intérêts versés et charges assimilées	(2 360)	-	(2 360)	(2 708)	-	(2 708)
Charges nettes d'intérêts sur instruments dérivés	(44)	-	(44)	(201)	-	(201)
Produit net des intérêts	1 135	16	1 151	1 438	20	1 458
Commissions perçues	182	-	182	136	-	136
Commissions versées	(54)	(70)	(124)	(45)	(69)	(114)
Commissions nettes perçues	128	(70)	58	91	(69)	22
Produit en lien avec les donateurs	29	(1)	28	31	(2)	29
Charges en lien avec les donateurs	(27)	-	(27)	(31)	-	(31)
Produit net en lien avec les donateurs	2	(1)	1	-	(2)	(2)
Dividendes	209	-	209	140	-	140
Gains nets/(pertes nettes) des participations à la juste valeur par le biais du résultat net	593	(4)	589	720	5	725
(Pertes nettes)/gains nets sur les prêts	(30)	-	(30)	48	-	48
Gains nets issus des actifs de la Trésorerie détenus sur la base du coût amorti	1	-	1	1	-	1
Gains nets/(pertes nettes) des activités de la Trésorerie à la juste valeur par le biais du résultat net et des opérations de change	172	(6)	166	79	2	81
Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces	-	-	-	(246)	-	(246)
Provisions pour dépréciation des prêts des Opérations bancaires	(121)	1	(120)	115	(4)	111
Provisions pour dépréciation des garanties	(14)	-	(14)	(7)	-	(7)
Frais administratifs	(608)	-	(608)	(522)	-	(522)
Amortissements	(66)	-	(66)	(65)	-	(65)
Bénéfice net/(perte nette)	1 401	(64)	1 337	1 792	(48)	1 744
Instruments hors bilan						
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	(205)	195	(10)	(177)	157	(20)
Bénéfice net après transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	1 196	131	1 327	1 615	109	1 724

	État de situation financière Ressources ordinaires en capital 2025 en millions d'euros	État de situation financière Ressources spéciales en capital 2025 en millions d'euros	État de situation financière consolidé 2025 en millions d'euros	État de situation financière Ressources ordinaires en capital 2024 en millions d'euros	État de situation financière Ressources spéciales en capital 2024 en millions d'euros	État de situation financière consolidé 2024 en millions d'euros
Actifs						
Créances sur les établissements de crédit						
Disponibilités	6 170	687	6 857	5 415	598	6 013
Autres créances sur les établissements de crédit	20 829	-	20 829	18 780	-	18 780
Titres de créance						
À la juste valeur par le biais du résultat net	2 195	-	2 195	1 357	-	1 357
Sur la base du coût amorti	10 340	-	10 340	9 480	-	9 480
	39 534	687	40 221	35 032	598	35 630
Autres actifs financiers						
Instruments financiers dérivés	5 229	-	5 229	5 709	-	5 709
Autres actifs financiers	4 047	2	4 049	2 071	1	2 072
	9 276	2	9 278	7 780	1	7 781
Prêts						
Prêts sur la base du coût amorti	36 268	-	36 268	35 627	-	35 627
Moins : Provisions pour dépréciation	(1 530)	(3)	(1 533)	(1 596)	(4)	(1 600)
Prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	623	-	623	790	-	790
Prêts à la juste valeur par le biais du résultat net	893	-	893	945	-	945
	36 254	(3)	36 251	35 766	(4)	35 762
Titres de participation						
À la juste valeur par le biais du résultat net	6 531	56	6 587	6 479	60	6 539
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	214	-	214	191	-	191
	6 745	56	6 801	6 670	60	6 730
Actifs incorporels	167	-	167	164	-	164
Biens immobiliers et équipements	373	-	373	400	-	400
Total des actifs	92 349	742	93 091	85 812	655	86 467
Passifs						
Emprunts						
Montants dus à des établissements de crédit et autres tiers	1 783	-	1 783	1 396	-	1 396
Dettes représentées par un titre	57 039	-	57 039	53 838	-	53 838
	58 822	-	58 822	55 234	-	55 234
Autres passifs financiers						
Instruments financiers dérivés	3 207	-	3 207	4 084	-	4 084
Autres passifs financiers	2 051	(169)	1 882	1 958	(125)	1 833
	5 258	(169)	5 089	6 042	(125)	5 917
Total des passifs	64 080	(169)	63 911	61 276	(125)	61 151
Capitaux propres						
Capital libéré	10 019	-	10 019	7 438	-	7 438
Réserves et bénéfices non distribués	18 250	911	19 161	17 098	780	17 878
Total des capitaux propres	28 269	911	29 180	24 536	780	25 316
Total des passifs et des capitaux propres	92 349	742	93 091	85 812	655	86 467

Produit sectoriel : ventilation géographique

À des fins de gestion interne, les activités de la Banque sont réparties entre différentes régions géographiques. Le produit est réparti par région comme suit :

	Produit sectoriel 2025 en millions d'euros	Produit sectoriel 2024 en millions d'euros
Asie centrale ⁸⁰	471	478
Chypre et Grèce	278	145
Europe centrale et États baltes ⁸¹	474	555
Europe du Sud-Est ⁸²	431	494
Europe orientale et Caucase ⁸³	385	396
Région SEMED ⁸⁴	314	451
Russie	55	42
Türkiye	524	930
Autres pays de l'OCDE ⁸⁵	1 617	1 891
Total	4 549	5 382

Le produit est affecté aux différentes régions en fonction du lieu d'implantation des projets et comprend les variations de la juste valeur sur les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

4. Produit net des intérêts

	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Prêts des Opérations bancaires		
• Sur la base du coût amorti	1 805	2 280
• À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	23	37
• À la juste valeur par le biais du résultat net	23	13
Produit des intérêts issus des prêts des Opérations bancaires	1 851	2 330
Titres de créance sur la base du coût amorti	404	493
Opérations de prise en pension	296	324
Disponibilités et fonds à court terme	812	871
Autres	192	349
Produit des intérêts issus des titres de créance à revenu fixe et autres	1 704	2 037
Produits nets d'intérêts sur instruments dérivés	-	-
Dettes représentées par un titre	(2 279)	(2 632)
Montants dus à des établissements de crédit	(75)	(69)
Autres	(6)	(7)
Intérêts versés et charges assimilées	(2 360)	(2 708)
Charges nettes d'intérêts sur instruments dérivés	(44)	(201)
Produit net des intérêts	1 151	1 458

80 Kazakhstan, Mongolie, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan et Turkménistan.

81 Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, Slovénie et Tchéquie.

82 Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, Roumanie et Serbie.

83 Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Moldova et Ukraine.

84 Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie.

85 Pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques ne figurant pas parmi les catégories précédentes. Consulter : <https://www.oecd.org/fr/about/members-partners.html>.

5. Commissions nettes perçues

Les principaux éléments des commissions nettes perçues sont les suivants :

	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Commissions d'engagement de prêts des Opérations bancaires	73	63
Autres commissions sur prêts perçues par les Opérations bancaires	15	10
Commissions sur participations perçues par les Opérations bancaires	29	16
Commissions perçues sur les échanges	20	25
Autres commissions perçues	45	22
Commissions perçues	182	136
Commissions de participation au risque	(43)	(31)
Commissions sur participations versées par les Opérations bancaires	(11)	(13)
FSA – charges nettes au titre de la coopération technique	(49)	(52)
FSA – décaissements pour les subventions à l'investissement	(14)	(13)
FSA – commissions de performance	(7)	(4)
Autres commissions versées	-	(1)
Commissions versées	(124)	(114)
Commissions nettes perçues	58	22

6. Gains nets réalisés sur les participations à la juste valeur par le biais du résultat net

	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Gains nets réalisés sur les participations cotées en bourse	563	381
Gains nets réalisés sur les participations non cotées en bourse	52	428
Gains nets/(pertes nettes) des dérivés sur actions	30	(54)
Pertes nettes dans le Fonds de participations ⁸⁶	(56)	(30)
Gains nets réalisés sur les participations à la juste valeur par le biais du résultat net	589	725

7. (Pertes nettes)/Gains nets sur cession de prêts

	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Gains/(pertes) sur les prêts à la juste valeur par le biais du résultat net	(32)	43
Gains réalisés sur les prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	3
Gains sur les prêts sur la base du coût amorti	2	2
(Pertes nettes)/Gains nets sur les prêts	(30)	48

Au cours de l'année, la Banque a vendu 332 millions d'euros de prêts détenus sur la base du coût amorti (2024 : 195 millions).

8. Gains nets issus des actifs de la Trésorerie détenus sur la base du coût amorti

	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Gains nets réalisés sur les titres de créance au coût amorti	1	1
Gains nets issus des actifs de la Trésorerie détenus sur la base du coût amorti	1	1

En 2025, la Banque a cédé 347 millions d'euros de titres de créance détenus sur la base du coût amorti (2024 : 208 millions).

⁸⁶ Pour plus de précisions sur le Fonds de participations, voir la note annexe 32, page 105.

9. Gains nets des activités de la Trésorerie à la juste valeur par le biais du résultat net et des opérations de change

	2025	Retraité ⁸⁷ 2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Rachats de dette et résiliation de dérivés connexes	1	3
Gains nets réalisés sur les titres de créance désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	89	52
Gains nets issus des autres transactions	179	13
(Pertes)/gains de change	(24)	1
(Pertes)/gains issus des transactions alloués	(79)	12
Gains nets des activités de la Trésorerie à la juste valeur par le biais du résultat net et des opérations de change	166	81

10. Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces

	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
<i>Couverture inefficace portée au compte de résultat au titre des éléments suivants</i>		
Couvertures de juste valeur – risque de taux d'intérêt	3	(102)
Couverture inefficace	3	(102)
Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées	(3)	(144)
Variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et inefficaces	-	(246)

Les pratiques en matière de couverture et le traitement comptable correspondant sont présentés dans la section « Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture » (qui commence à la page 25) au sous-chapitre « Principes comptables et jugements » du présent rapport.

La variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées et des couvertures inefficaces est un ajustement comptable portant sur les relations de couverture de la Banque qui ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture ou ne sont pas intégralement compensées lorsqu'elles sont mesurées selon les normes IFRS. Cet écart s'inverse au fil du temps lorsque les transactions concernées approchent de leur échéance.

Couvertures de juste valeur : relations de couverture individuelles

La Banque applique la comptabilité de couverture quand il existe une relation individuelle identifiable entre un instrument dérivé de couverture et un instrument de trésorerie couvert. Ces relations s'observent essentiellement dans le contexte des activités d'emprunt de la Banque dans lesquelles les obligations émises par la Banque sont associées à des swaps pour obtenir des prêts à taux variable dans la monnaie souhaitée par la Banque. L'adéquation de ces couvertures est assurée par des flux de trésorerie, mais diverses méthodes de valorisation peuvent s'appliquer à ces flux, selon les conventions du marché régissant la valorisation des différents types d'instrument. Pour plus de précisions sur les couvertures de juste valeur, voir le sous-chapitre « Principes comptables et jugements », page 23.

Les tableaux suivants portent sur les instruments dans des relations de couverture désignées :

	Valeur comptable			Variation de la juste valeur retenue pour le calcul de la couverture inefficace
	Notionnel	Actifs	Passifs	
	2025	2025	2025	
Instruments de couverture	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros
Couvertures de juste valeur – risque de taux d'intérêt	48 530	3 531	(2 275)	863
Couvertures de flux de trésorerie – risque de change	586	2	-	9
Couvertures de flux de trésorerie – risque de taux d'intérêt	16 030	220	(16)	162
	65 146	3 753	(2 291)	1 034

⁸⁷ Dans la présentation de l'exercice précédent, les « gains/(pertes) de change » étaient inclus dans les « gains nets issus des autres transactions ». Afin d'aligner la présentation sur celle de l'exercice en cours, les chiffres de l'exercice précédent ont été retraités pour refléter cette nouvelle ventilation. Cette modification n'a aucune incidence sur le solde total des « gains nets des activités de la Trésorerie à la juste valeur par le biais du résultat net et des opérations de change ».

	Notionnel 2024	Valeur comptable	Valeur comptable	Variation de la juste valeur retenue pour le calcul de la couverture inefficace 2024
		Actifs 2024	Passifs 2024	
Instruments de couverture	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros
Couvertures de juste valeur – risque de taux d'intérêt	43 684	2 733	(3 037)	531
Couvertures de flux de trésorerie – risque de change	-	-	-	(13)
Couvertures de flux de trésorerie – risque de taux d'intérêt	13 080	364	(2)	74
	56 764	3 097	(3 039)	592

Le montant notionnel des instruments de couverture est présenté en fonction de tranches d'échéances de remboursement dans le tableau suivant :

Notionnel 2025	Moins de 1 mois	1-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros
Couvertures de juste valeur – risque de taux d'intérêt	4 551	1 521	5 537	17 855	19 066
Couvertures de flux de trésorerie – risque de change	45	118	423	-	-
Couvertures de flux de trésorerie – risque de taux d'intérêt	-	-	450	15 580	-
	4 596	1 639	6 410	33 435	19 066

Notionnel 2024	Moins de 1 mois	1-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros
Couvertures de juste valeur – risque de taux d'intérêt	1 750	2 652	11 400	15 783	12 099
Couvertures de flux de trésorerie – risque de change	-	-	-	-	-
Couvertures de flux de trésorerie – risque de taux d'intérêt	-	-	-	13 080	-
	1 750	2 652	11 400	28 863	12 099

La valeur comptable des instruments de couverture de la Banque est déclarée dans l'état de situation financière avec les instruments financiers dérivés.

Éléments couverts	Valeur comptable	Ajustements de	Variation de la juste valeur
	2025	couverture cumulés	retenue pour le calcul de la
	en millions d'euros	2025	couverture inefficace
		en millions d'euros	2025
			en millions d'euros
Couvertures de juste valeur – risque de taux d'intérêt – actifs	7 042	(75)	106
Couvertures de juste valeur – risque de taux d'intérêt – passifs	(39 206)	(13)	(966)
			(860)
Couvertures de flux de trésorerie – risque de change			(9)
Couvertures de flux de trésorerie – risque de taux d'intérêt			(162)
			(1 031)

Éléments couverts	Valeur comptable	Ajustements de	Variation de la juste valeur
	2024	couverture cumulés	retenue pour le calcul de la
	en millions d'euros	2024	couverture inefficace
		en millions d'euros	2024
			en millions d'euros
Couvertures de juste valeur – risque de taux d'intérêt – actifs	6 325	(190)	98
Couvertures de juste valeur – risque de taux d'intérêt – passifs	(38 076)	45	(731)
			(633)
Couvertures de flux de trésorerie – risque de change			13
Couvertures de flux de trésorerie – risque de taux d'intérêt			(74)
			(694)

La valeur comptable des éléments couverts détenus par la Banque est portée à l'état de situation financière sous la rubrique « Titres de créance » dans le cas des actifs couverts, et sous la rubrique « Dettes représentées par un titre » dans le cas des passifs

couverts. Les actifs ou les passifs ayant cessé d'être ajustés au titre de la couverture des gains et pertes n'ont pas fait l'objet d'ajustements de couverture cumulés (2024 : néant).

Couverture de flux de trésorerie

La Banque applique la comptabilité de couverture de flux de trésorerie aux transactions suivantes :

- La Banque constitue généralement des couvertures chaque année pour réduire le risque de change lié à ses futurs frais administratifs encourus en livres sterling (couverture des frais). Au 31 décembre 2025, la Banque avait couvert les dépenses administratives projetées en livres sterling pour 2026.
- La Banque couvre également la variabilité des intérêts qu'elle s'attend à recevoir des transactions prévues libellées en euros (couverture du capital). Au 31 décembre 2025, une partie des revenus issus des transactions futures anticipées libellées en euros étaient couverts jusqu'en 2027.

La détermination de la relation économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture aux fins de l'évaluation de l'efficacité de la couverture est effectuée lors de la comptabilisation initiale de l'instrument de couverture.

- Pour la couverture des frais, afin de couvrir la variabilité de la valeur convertie en euros des flux de trésorerie liés aux frais administratifs en livres sterling, un instrument de couverture est conclu dans le cadre duquel les flux de trésorerie attendus en livres sterling sont échangés contre un montant fixe en euros.
- Pour la couverture du capital, afin de couvrir la variabilité des flux de trésorerie liés aux intérêts en euros en raison des variations des taux d'intérêt en euros, un instrument de couverture est conclu dans le cadre duquel les intérêts perçus en euros à taux variable sont échangés contre un rendement fixe en euros.

Dans les deux cas, la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert et la variabilité des flux de trésorerie de l'instrument de couverture évoluent généralement dans des directions opposées, dans la même mesure, en réponse aux variations du même risque couvert. Les ratios de couverture pour ces couvertures de flux de trésorerie sont établis comme suit :

- Pour la couverture des frais, le montant notionnel de l'instrument de couverture correspond à la partie des dépenses prévues en livres sterling à couvrir.
- Pour la couverture du capital, le montant notionnel de l'instrument de couverture correspond à la valeur attendue des actifs libellés en euros figurant dans l'état de situation financière et à partir desquels les flux de trésorerie liés aux intérêts à taux variable sont générés.

Les principales sources d'inefficacité potentielle de ces couvertures de flux de trésorerie sont les suivantes :

- Pour la couverture des frais, les différences en termes d'échéancier ou de montant des flux de trésorerie entre les dépenses prévues en livres sterling et les dépenses réelles en livres sterling.
- Pour la couverture du capital, les variations des flux de trésorerie projetés en euros résultant de pertes amenant la Banque à détenir un montant d'actifs en euros inférieur à celui projeté, ou les changements dans le modèle opérationnel de la Banque visant à fixer les intérêts perçus en euros sur des périodes plus longues que prévu.

Le tableau suivant présente les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global imputables aux couvertures de flux de trésorerie. Aucun montant ne figure dans la réserve de réévaluation concernant les couvertures de flux de trésorerie auxquelles la comptabilité de couverture ne s'applique plus (2024 : néant). En 2025, aucun gain ni aucune perte n'ont été portés au compte de résultat au titre des couvertures inefficaces de flux de trésorerie, comme en 2024.

	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Couverture de flux de trésorerie		
Variations de la juste valeur comptabilisées par le biais des autres éléments du résultat global	(20)	(9)
Montants reclassés dans les frais administratifs compensant les variations de change couvertes	(12)	11
Montants reclassés dans les intérêts perçus compensant les variations des taux d'intérêt couverts	(127)	(74)
Pertes sur les couvertures de flux de trésorerie comptabilisé(e)s par le biais des autres éléments du résultat global	(159)	(72)

Couvertures de juste valeur : couverture du portefeuille

Outre les relations de couverture individuelles auxquelles elle applique la comptabilité de couverture, la Banque couvre également le risque de taux d'intérêt de l'ensemble de l'actif et du passif selon une approche de portefeuille, pour lequel la comptabilité de couverture ne s'applique pas. Cela se traduit par la comptabilisation des gains ou pertes sur les dérivés de couverture dans la période où ils se produisent, tandis que l'impact compensatoire lié aux instruments de trésorerie couverts s'exerce selon un calendrier différent en fonction des taux d'intérêt applicables aux périodes propres à ces instruments. Les gains ou pertes sur les instruments de couverture sont présentés en tant que variation de la juste valeur des couvertures non qualifiées.

11. Provisions pour dépréciation des prêts des Opérations bancaires⁸⁸

	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
(Charge)/reprise pour l'exercice		
Dépréciation de prêts sur la base du coût amorti en phases 1 et 2	40	(51)
Dépréciation de prêts sur la base du coût amorti en phase 3 ⁸⁹	(145)	128
Frais associés aux opérations de couverture ⁹⁰	(3)	(7)
Provisions pour dépréciation des prêts des Opérations bancaires sur la base du coût amorti	(108)	70
Dépréciation de prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global en phases 1 et 2	50	(1)
Dépréciation de prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global en phase 3	(62)	42
Provisions pour dépréciation des prêts des Opérations bancaires	(120)	111
	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Variation des provisions		
Au 1 ^{er} janvier	(1 600)	(1 831)
(Charge)/reprise pour l'exercice portée au compte de résultat ⁹¹	(105)	77
Produit d'intérêts cumulés passés en pertes et profits sur des prêts récemment classés douteux	16	7
Actualisation de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus des actifs en phase 3	30	40
Ajustements de change	66	(30)
Reprise pour montants passés en pertes et profits	60	141
Recouvrement de montants précédemment passés en pertes et profits	-	(4)
Au 31 décembre	(1 533)	(1 600)
Répartition		
Provisions de phases 1 et 2 pour prêts non souverains sur la base du coût amorti	(446)	(448)
Provisions de phases 1 et 2 pour prêts souverains sur la base du coût amorti	(118)	(183)
Provisions de phase 3 pour prêts sur la base du coût amorti	(969)	(969)
Au 31 décembre	(1 533)	(1 600)

Afin de calculer la dépréciation conformément à la norme IFRS 9, les prêts sur la base du coût amorti sont répartis selon trois phases :

- **Phase 1** : chaque prêt est classé, lors de sa constitution, en phase 1. La dépréciation est calculée pour cette phase sur la base du portefeuille. Elle est égale au montant des pertes de crédit attendues pour ces actifs à un horizon de 12 mois.
- **Phase 2** : les prêts pour lesquels le risque de crédit a sensiblement augmenté depuis leur constitution, mais qui restent productifs, sont regroupés en phase 2. La dépréciation est calculée pour cette phase sur la base du portefeuille. Elle est égale au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de ces actifs.
- **Phase 3** : les prêts pour lesquels il existe des indications spécifiques de dépréciation sont regroupés en phase 3. Dans cette phase, les pertes de crédit attendues sur toute la durée de vie des actifs sont calculées individuellement, pour chaque actif.

⁸⁸ Les provisions pour prêts détenus à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ont représenté 127 millions d'euros (2024 : 126 millions). Ces provisions font partie du solde général pour les prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui figure dans l'état de situation financière.

⁸⁹ Se compose de 317 millions d'euros de nouvelles provisions et de 172 millions d'euros de provisions libérées (2024 : respectivement 106 millions et 230 millions).

⁹⁰ Les provisions constituées dans d'autres devises que l'euro impliquent une exposition aux risques de change pour laquelle la Trésorerie prévoit une couverture. Dans la mesure où ces opérations de couverture sont traitées à des taux différents de ceux appliqués par le système de comptabilité de la Banque pour convertir les provisions en sommes équivalentes en euro, la différence est comptabilisée dans le cadre des provisions globales du compte de résultat.

⁹¹ Hors provisions pour garanties comptabilisées sous la rubrique « Autres passifs » et frais associés aux opérations de couverture comptabilisés en tant que variations de la juste valeur des instruments de couverture.

Le tableau suivant propose une analyse des variations des prêts des Opérations bancaires détenus sur la base du coût amorti et des provisions pour pertes par dépréciation afférentes, pour chacune de ces trois phases :

	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (Phase 1) 2025 en millions d'euros	Pertes de crédit attendues sur toute la durée (Phase 2) 2025 en millions d'euros	Pertes de crédit attendues sur toute la durée (Phase 3) 2025 en millions d'euros	Total 2025 en millions d'euros
Variation des pertes de crédit attendues – prêts sur la base du coût amorti				
Au 1 ^{er} janvier	149	482	969	1 600
Nouveaux prêts et décaissements	26	12	-	38
Transfert en phase 1	1	(6)	-	(5)
Transfert en phase 2 – augmentation sensible du risque de crédit	(15)	47	(1)	31
Transfert en phase 3 – caractère douteux	-	(109)	144	35
Reprise des pertes de crédit attendues – remboursements/règlements	(4)	(25)	(55)	(84)
Reprise des pertes de crédit attendues – passages en pertes et profits	-	-	(60)	(60)
Évolution du modèle ou des paramètres de risque ⁹²	(68)	102	14	48
Variations de change et autres	(12)	(17)	(41)	(70)
Au 31 décembre	77	486	970	1 533

	Prêts Phase 1 2025 en millions d'euros	Prêts Phase 2 2025 en millions d'euros	Prêts Phase 3 2025 en millions d'euros	Total 2025 en millions d'euros
Variation des prêts sur la base du coût amorti				
Au 1 ^{er} janvier	29 694	3 843	2 090	35 627
Décaissements	10 771	727	833	12 331
Transfert en phase 1	291	(291)	-	-
Transfert en phase 2 – augmentation sensible du risque de crédit	(1 725)	1 785	(60)	-
Transfert en phase 3 – caractère douteux	-	(588)	588	-
Remboursements/règlements	(8 122)	(1 098)	(539)	(9 759)
Passages en pertes et profits	-	-	(60)	(60)
Retraitement de prêts auparavant dépréciés	-	1	-	1
Variations de change et autres	(1 530)	(282)	(60)	(1 872)
Au 31 décembre	29 379	4 097	2 792	36 268

	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (Phase 1) 2024 en millions d'euros	Pertes de crédit attendues sur toute la durée (Phase 2) 2024 en millions d'euros	Pertes de crédit attendues sur toute la durée (Phase 3) 2024 en millions d'euros	Total 2024 en millions d'euros
Variation des pertes de crédit attendues – prêts sur la base du coût amorti				
Au 1 ^{er} janvier	80	497	1 254	1 831
Nouveaux prêts et décaissements	19	34	-	53
Transfert en phase 1	6	(71)	-	(65)
Transfert en phase 2 – augmentation sensible du risque de crédit	(14)	60	(20)	26
Transfert en phase 3 – caractère douteux	(1)	(11)	107	95
Reprise des pertes de crédit attendues – remboursements/règlements	(3)	(13)	(173)	(189)
Reprise des pertes de crédit attendues – passages en pertes et profits	-	-	(141)	(141)
Évolution du modèle ou des paramètres de risque	60	(16)	(86)	(42)
Variations de change et autres	2	2	28	32
Au 31 décembre	149	482	969	1 600

92 L'évolution du modèle ou des paramètres de risque comprend les modifications enregistrées dans le cadre de l'ajustement post-modélisation.

	Prêts Phase 1 2024 en millions d'euros	Prêts Phase 2 2024 en millions d'euros	Prêts Phase 3 2024 en millions d'euros	Total 2024 en millions d'euros
Variation des prêts sur la base du coût amorti				
Au 1 ^{er} janvier	25 625	4 934	2 389	32 948
Décassements	10 378	1 032	283	11 693
Transfert en phase 1	2 020	(2 020)	-	-
Transfert en phase 2 – augmentation sensible du risque de crédit	(1 761)	1 861	(100)	-
Transfert en phase 3 – caractère douteux	(15)	(347)	362	-
Remboursements/règlements	(6 887)	(1 702)	(733)	(9 322)
Passages en pertes et profits	-	-	(141)	(141)
Retraitement de prêts auparavant dépréciés	-	46	-	46
Variations de change et autres	334	39	30	403
Au 31 décembre	29 694	3 843	2 090	35 627

Le tableau suivant propose une analyse des variations des prêts des Opérations bancaires désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des provisions pour pertes par dépréciation afférentes, pour chacune de ces trois phases :

	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (Phase 1) 2025 en millions d'euros	Pertes de crédit attendues sur toute la durée (Phase 2) 2025 en millions d'euros	Pertes de crédit attendues sur toute la durée (Phase 3) 2025 en millions d'euros	Total 2025 en millions d'euros
Variation des pertes de crédit attendues – prêts désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Au 1 ^{er} janvier	1	61	64	126
Transfert en phase 3 – caractère douteux	-	(40)	43	3
Évolution du modèle ou des paramètres de risque	-	(10)	20	10
Variations de change et autres	-	(11)	-	(11)
Au 31 décembre	1	-	127	128

	Prêts Phase 1 2025 en millions d'euros	Prêts Phase 2 2025 en millions d'euros	Prêts Phase 3 2025 en millions d'euros	Total 2025 en millions d'euros
Variation des prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Au 1 ^{er} janvier	676	47	67	790
Remboursements/règlements	(172)	-	(12)	(184)
Transfert en phase 3 – caractère douteux	-	(117)	117	-
Variation des pertes de crédit attendues	-	57	(63)	(6)
Ajustement pour réévaluation à la juste valeur	35	(21)	25	39
Variations de change et autres	(86)	34	36	(16)
Au 31 décembre	453	-	170	623

	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (Phase 1) 2024 en millions d'euros	Pertes de crédit attendues sur toute la durée (Phase 2) 2024 en millions d'euros	Pertes de crédit attendues sur toute la durée (Phase 3) 2024 en millions d'euros	Total 2024 en millions d'euros
Variation des pertes de crédit attendues – prêts désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Au 1 ^{er} janvier	1	51	152	204
Transfert en phase 1	-	(1)	1	-
Transfert en phase 2 – augmentation sensible du risque de crédit	-	-	(47)	(47)
Évolution du modèle ou des paramètres de risque	-	7	(43)	(36)
Variations de change et autres	-	4	1	5
Au 31 décembre	1	61	64	126

	Prêts Phase 1 2024 en millions d'euros	Prêts Phase 2 2024 en millions d'euros	Prêts Phase 3 2024 en millions d'euros	Total 2024 en millions d'euros
Variation des prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Au 1 ^{er} janvier	855	78	91	1 024
Transfert en phase 1	(241)	(1)	(92)	(334)
Transfert en phase 2 – augmentation sensible du risque de crédit	-	(25)	25	-
Remboursements/règlements	-	(10)	88	78
Variation des pertes de crédit attendues	-	-	(47)	(47)
Ajustement pour réévaluation à la juste valeur	49	4	-	53
Variations de change et autres	13	1	2	16
Au 31 décembre	676	47	67	790

12. Frais administratifs

	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Dépenses de personnel	(454)	(402)
Frais généraux	(157)	(124)
Frais administratifs	(611)	(526)
Coûts directs différés liés à la constitution des prêts	3	4
Frais administratifs nets	(608)	(522)

Les frais de la Banque sont essentiellement libellés en livres sterling. Les frais administratifs de la Banque, hors amortissements, ont représenté au total 521 millions de livres sterling (2024 : 465 millions).

Les frais généraux comprennent les honoraires suivants relatifs aux prestations de l'auditeur externe concernant la Banque :

	2025 en milliers d'euros	2024 en milliers d'euros
Services d'audit et de certification		
Audit de la Banque	(1 985)	(1 824)
Certification des procédures de contrôle interne	(228)	(418)
Audit des plans de retraite	(36)	(53)
Certification ISSB	(1 366)	-
Services d'audit et de certification⁹³	(3 615)	(2 295)

13. Créances sur les établissements de crédit

	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Répartition		
Disponibilités	6 857	6 013
Autres créances à court terme	20 829	18 780
Au 31 décembre	27 686	24 793

Les disponibilités sont les créances qui ont une échéance initiale égale ou inférieure à trois mois. « À court terme » s'applique aux actifs détenus ou aux passifs exigibles au cours des 12 prochains mois. Tous les autres actifs ou passifs sont « à long terme ».

Le solde des disponibilités au 31 décembre 2025 comprend également 101 millions d'euros (2024 : 44 millions) de « trésorerie soumise à restrictions ». La trésorerie soumise à restrictions ne peut pas être transférée hors de la Russie.

93 L'auditeur externe a également fourni des services d'audit d'un montant de 1,0 million d'euros (2024 : 1,9 million) relatifs à des fonds non consolidés administrés par la Banque. Il a en outre fourni des services non liés à l'audit d'un montant de 2,6 millions d'euros (2024 : 2,1 millions) concernant la Banque et les fonds qu'elle administre.

14. Titres de créance

	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Titres de créance désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	2 195	1 357
Titres de créance sur la base du coût amorti	10 340	9 480
Au 31 décembre	12 535	10 837
Répartition		
À court terme	3 633	2 918
À long terme	8 902	7 919
Au 31 décembre	12 535	10 837

Il n'y a pas eu de pertes pour dépréciation de titres de créance en 2025 (2024 : néant).

15. Autres actifs financiers

	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Juste valeur de dérivés désignés comme couvertures de juste valeur	3 531	2 733
Juste valeur de dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	222	364
Juste valeur de dérivés détenus en portefeuille et non désignés comme couvertures	1 380	2 473
Juste valeur de dérivés détenus au titre du portefeuille des Opérations bancaires	96	139
Capital libéré à recevoir	2 922	1 025
Intérêts à recevoir	667	743
Actif net au titre des régimes de retraite	166	110
Actifs de garantie	170	78
Autres	124	116
Au 31 décembre	9 278	7 781
Répartition		
À court terme	2 266	2 418
À long terme	7 012	5 363
Au 31 décembre	9 278	7 781

16. Prêts des Opérations bancaires sur la base du coût amorti

	Souverains 2025 en millions d'euros	Non souverains 2025 en millions d'euros	Total 2025 en millions d'euros	Souverains 2024 en millions d'euros	Non souverains 2024 en millions d'euros	Total 2024 en millions d'euros
Au 1^{er} janvier	8 621	27 006	35 627	8 090	24 858	32 948
Décassements	2 006	10 325	12 331	2 146	9 547	11 693
Remboursements et remboursements anticipés	(1 777)	(7 982)	(9 759)	(1 656)	(7 666)	(9 322)
Retraitement de prêts auparavant dépréciés	-	1	1	-	46	46
Fluctuations de change	(274)	(1 159)	(1 433)	91	500	591
Variation de l'ajustement du taux d'intérêt effectif	(172)	(267)	(439)	(50)	(138)	(188)
Passage en pertes et profits	-	(60)	(60)	-	(141)	(141)
Au 31 décembre	8 404	27 864	36 268	8 621	27 006	35 627
Dépréciation au 31 décembre	(360)	(1 173)	(1 533)	(364)	(1 236)	(1 600)
Total net des dépréciations au 31 décembre	8 044	26 691	34 735	8 257	25 770	34 027
Répartition						
À court terme			6 224			6 117
À long terme			28 511			27 910
Total net des dépréciations au 31 décembre			34 735			34 027

Au 31 décembre 2025, la Banque avait classé 142 prêts sur la base du coût amorti en phase 3, donc comme étant à caractère douteux, pour un total d'actifs d'exploitation s'élevant à 2 793 millions d'euros (2024 : 137 prêts représentant 2 090 millions d'euros). La dépréciation en phase 3 de ces actifs représentait 969 millions d'euros (2024 : 969 millions).

17. Prêts des Opérations bancaires à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Prêts non souverains		
Au 1 ^{er} janvier	790	1 024
Variation de la juste valeur	39	48
Ajustement pour pertes de crédit attendues	(6)	83
Intérêts capitalisés	1	7
Remboursements et remboursements anticipés	(184)	(334)
Fluctuations de change	(11)	11
Variation de l'ajustement du taux d'intérêt effectif	(6)	(2)
Passage en pertes et profits	-	(47)
Au 31 décembre	623	790
Répartition		
À court terme	61	128
À long terme	562	662
Total net des dépréciations au 31 décembre	623	790

Au 31 décembre 2025, la Banque avait classé trois prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global en phase 3, donc comme étant à caractère douteux, pour un total d'actifs d'exploitation s'élevant à 220 millions d'euros (2024 : deux prêts, pour un total de 136 millions d'euros). La dépréciation en phase 3 de ces actifs représentait 127 millions d'euros (2024 : 64 millions).

18. Prêts des Opérations bancaires à la juste valeur par le biais du résultat net

	Souverains 2025 en millions d'euros	Non souverains 2025 en millions d'euros	Total 2025 en millions d'euros	Souverains 2024 en millions d'euros	Non souverains 2024 en millions d'euros	Total 2024 en millions d'euros
Au 1 ^{er} janvier	40	905	945	40	803	843
Ajustement pour réévaluation à la juste valeur	14	(46)	(32)	(5)	4	(1)
Décassements	-	182	182	-	134	134
Remboursements et remboursements anticipés	-	(176)	(176)	-	(60)	(60)
Fluctuations de change	(4)	(22)	(26)	5	24	29
Passage en pertes et profits	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre	50	843	893	40	905	945
Répartition						
À court terme			34			109
À long terme			859			836
Au 31 décembre			893			945

Au 31 décembre 2025, la Banque avait classé comme improductifs sept prêts à la juste valeur par le biais du résultat net, pour un total d'actifs d'exploitation s'élevant à 169 millions d'euros (2024 : sept prêts pour des actifs d'exploitation représentant 106 millions d'euros). Les pertes nettes en juste valeur sur ces actifs atteignaient 117 millions d'euros (2024 : 66 millions).

19. Titres de participation à la juste valeur par le biais du résultat net

	Juste valeur Non cotés 2025 en millions d'euros	Juste valeur Cotés 2025 en millions d'euros	Juste valeur Total 2025 en millions d'euros	Juste valeur Non cotés 2024 en millions d'euros	Juste valeur Cotés 2024 en millions d'euros	Juste valeur Total 2024 en millions d'euros
Encours des décaissements						
Au 1 ^{er} janvier	3 587	1 542	5 129	3 278	1 460	4 738
Décaissements	690	81	771	772	184	956
Cessions	(473)	(298)	(771)	(405)	(103)	(508)
Transfert de titres non cotés à titres cotés	5	(5)	-	(1)	1	-
Passage en pertes et profits	(3)	-	(3)	(57)	-	(57)
Au 31 décembre	3 806	1 320	5 126	3 587	1 542	5 129
Ajustement en juste valeur						
Au 1 ^{er} janvier	1 163	247	1 410	821	61	882
Ajustement pour réévaluation à la juste valeur	(185)	236	51	342	186	528
Au 31 décembre	978	483	1 461	1 163	247	1 410
Juste valeur au 31 décembre	4 784	1 803	6 587	4 750	1 789	6 539

Un résumé des informations financières sur les participations de la Banque correspondant à au moins 20 % du capital social des sociétés bénéficiaires de l'investissement (entreprises associées de capital-risque) au 31 décembre 2025 est présenté à la note annexe 31, sur les « Parties liées », qui commence à la page 103.

20. Titres de participation de la Trésorerie à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

La Trésorerie détient dans The Currency Exchange Fund N.V. (TCX), fonds de change en devises locales, une participation stratégique lui permettant d'avoir accès aux produits de couverture et de gestion des risques dans les devises de marchés moins développés. La Banque détient également une participation purement nominale dans SWIFT, l'utilisation de ce système international de paiement étant réservée à ses membres.

	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Participation désignée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Exchange Fund N.V.	214	191
Au 31 décembre	214	191

Aucun dividende n'a été perçu au titre de ces participations pour l'année 2025 (2024 : néant).

21. Actifs incorporels

	Frais de développement de programmes informatiques 2025 en millions d'euros	Frais de développement de programmes informatiques 2024 en millions d'euros
Coût		
Au 1 ^{er} janvier	366	324
Ajouts	41	42
Cessions	(13)	-
Au 31 décembre	394	366
Amortissements cumulés		
Au 1 ^{er} janvier	(202)	(172)
Dotation	(31)	(30)
Cessions	6	-
Au 31 décembre	(227)	(202)
Valeur comptable nette au 31 décembre	167	164

22. Biens immobiliers et équipements

	Biens immobiliers 2025 en millions d'euros	Matériel de bureau 2025 en millions d'euros	Actifs liés au droit de contrôler l'utilisation 2025 en millions d'euros	Autres 2025 en millions d'euros	Total 2025 en millions d'euros
Coût					
Au 1 ^{er} janvier	139	27	335	33	534
Ajouts	1	1	6	-	8
Cessions	(1)	(1)	(3)	-	(5)
Au 31 décembre	139	27	338	33	537
Amortissements cumulés					
Au 1 ^{er} janvier	(30)	(18)	(69)	(17)	(134)
Dotation	(9)	(3)	(21)	(2)	(35)
Cessions	2	2	1	-	5
Au 31 décembre	(37)	(19)	(89)	(19)	(164)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2025	102	8	249	14	373

	Biens immobiliers 2024 en millions d'euros	Matériel de bureau 2024 en millions d'euros	Actifs liés au droit de contrôler l'utilisation 2024 en millions d'euros	Autres 2024 en millions d'euros	Total 2024 en millions d'euros
Coût					
Au 1 ^{er} janvier	138	26	329	33	526
Transferts	2	2	6	-	10
Cessions	(1)	(1)	-	-	(2)
Au 31 décembre	139	27	335	33	534
Amortissements cumulés					
Au 1 ^{er} janvier	(22)	(15)	(48)	(15)	(100)
Dotation	(8)	(4)	(21)	(2)	(35)
Cessions	-	1	-	-	1
Au 31 décembre	(30)	(18)	(69)	(17)	(134)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2024	109	9	266	16	400

23. Emprunts

	2025 en millions d'euros	2024 ⁹⁴ en millions d'euros
Montants dus à des établissements de crédit et autres tiers		
Montants dus à des établissements de crédit	(592)	(295)
Montants détenus comme garanties	(921)	(849)
Montants détenus et gérés pour le compte de tiers ⁹⁵	(270)	(252)
Au 31 décembre	(1 783)	(1 396)
Dont à court terme :	(1 306)	(1 269)

24. Dettes représentées par un titre

L'encours des dettes de la Banque représentées par un titre est récapitulé ci-après, par devise. Une bonne partie des dettes de la Banque représentées par un titre est couverte par des relations de couverture individuelles avec un swap de devises. Lors de ces émissions obligataires, les coûts de financement sont de fait encourus par la Banque dans la devise du volet financement du swap, les flux de trésorerie en rapport avec l'obligation étant compensés par les flux de trésorerie équivalents en rapport avec le swap. Le tableau suivant présente donc également l'encours des dettes représentées par un titre, par devise, après la prise en compte de ces couvertures de devises.

94 Dans la présentation antérieure de cette rubrique, un montant de 127 millions d'euros était classé à tort comme à court terme. Il s'agit d'un simple reclassement, sans incidence sur le solde global des « montants dus à des établissements de crédit et autres tiers ».

95 Pour plus de précisions sur les tiers, voir la note annexe 32, page 105.

	Valeur des obligations 2025 en millions d'euros	Valeur par devise après swap 2025 en millions d'euros	Valeur des obligations 2024 en millions d'euros	Valeur par devise après swap 2024 en millions d'euros
Couronne suédoise	(1 187)	-	(979)	-
Dollar australien	(760)	-	(586)	-
Dollar des États-Unis	(29 340)	(47 085)	(27 364)	(39 455)
Euro	(10 137)	(7 748)	(9 626)	(11 199)
Franc suisse	(521)	-	(254)	-
Lari géorgien	(344)	(344)	(599)	(557)
Livre sterling	(5 144)	(522)	(3 192)	(555)
Livre turque	(1 983)	-	(2 174)	-
Peso mexicain	(701)	-	(725)	-
Rand sud-africain	(573)	-	(675)	-
Réal brésilien	(762)	-	(713)	-
Roupie indienne	(1 846)	-	(1 601)	-
Roupie indonésienne	(376)	-	(838)	-
Tengué kazakh	(821)	(790)	(1 035)	(951)
Yuan chinois	(303)	-	(839)	-
Zloty polonais	(285)	(209)	(718)	(646)
Autres devises	(1 956)	(341)	(1 920)	(475)
Au 31 décembre	(57 039)	(57 039)	(53 838)	(53 838)

Lorsque la contrepartie du swap exerce son droit de mettre fin au swap de couverture avant l'échéance contractuelle, la Banque doit exercer le même droit avec l'obligation qu'elle a émise.

Répartition	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
À court terme ⁹⁶	(9 985)	(13 475)
À long terme	(47 054)	(40 363)
Dettes représentées par un titre au 31 décembre	(57 039)	(53 838)

Pendant l'exercice, la Banque a procédé au remboursement avant échéance d'obligations et de titres de créance à moyen terme d'une contrevaletur de 316 millions d'euros (2024 : 247 millions), ce qui a généré un gain net de 1 million d'euros (2024 : 3 millions).

Le tableau ci-après présente un rapprochement des variations des emprunts (y compris les montants dus à des établissements de crédit et autres tiers et les dettes représentées par un titre) pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, aussi bien au niveau des flux de trésorerie que hors trésorerie⁹⁷ :

	Solde d'ouverture 2025 en millions d'euros	Flux de trésorerie nets en millions d'euros	Ajustements de couverture de juste valeur en millions d'euros	Fluctuations de change en millions d'euros	Transactions en attente de règlement en millions d'euros	Solde de clôture 2025 en millions d'euros
Exercice clos le 31 décembre 2025						
Emprunts	55 234	7 746	746	(4 949)	45	58 822
Exercice clos le 31 décembre 2024						
Emprunts	45 209	7 856	679	1 482	8	55 234

96 Le classement des passifs en tant que passifs à court terme est déterminé par le calcul du délai d'échéance prévu. Pour les dettes non exigibles, ce délai est basé sur la date d'échéance contractuelle, tandis que pour les dettes exigibles, il correspond à une date comprise entre la prochaine date de remboursement et la date d'échéance contractuelle, calculée à partir de la distribution de probabilité moyenne pondérée des dates de remboursement futures, y compris la date d'échéance finale. Au 31 décembre 2025, le montant de la dette arrivant à échéance contractuelle ou exigible dans les 12 mois à venir s'élevait à 15 848 millions d'euros (2024 : 18 840 millions).

97 Les passifs de financement de la Banque regroupent les dettes représentées par un titre et les passifs locatifs. Un rapprochement analogue des variations des passifs locatifs est présenté à la note annexe 29, page 99.

25. Autres passifs financiers

	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Juste valeur de dérivés désignés comme couvertures de juste valeur	(2 275)	(3 037)
Juste valeur de dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(16)	(2)
Juste valeur de dérivés détenus en portefeuille et non désignés comme couvertures	(817)	(989)
Juste valeur d'autres dérivés détenus au titre du portefeuille des Opérations bancaires	(99)	(56)
Intérêts à payer	(687)	(688)
Montants à payer au Fonds de participations	(292)	(322)
Passifs locatifs	(342)	(365)
Passifs de garantie	(203)	(100)
Autres	(358)	(358)
Au 31 décembre	(5 089)	(5 917)
Répartition		
À court terme	(1 717)	(1 747)
À long terme	(3 372)	(4 170)
Au 31 décembre	(5 089)	(5 917)

26. Capital souscrit

	Nombre d'actions 2025	Capital total 2025 en millions d'euros	Nombre d'actions 2024	Capital total 2024 en millions d'euros
Capital autorisé	3 400 000	34 000	3 400 000	34 000
<i>dont</i>				
• Capital souscrit	3 357 271	33 573	3 098 437	30 984
• Capital non souscrit	42 729	427	301 563	3 016
Au 31 décembre	3 400 000	34 000	3 400 000	34 000

Le capital social de la Banque se divise en actions libérées et en actions sujettes à appel. Chaque action a une valeur nominale de 10 000 euros. Le Conseil des gouverneurs a approuvé en 2023 une augmentation du capital social autorisé de 400 000 nouvelles actions libérées pour un montant total de 4 milliards d'euros (Résolution n° 265, adoptée le 15 décembre 2023). La date limite de souscription à cette augmentation de capital était fixée au 31 décembre 2025. Toute éventuelle prolongation au-delà de cette date limite devait faire l'objet d'une résolution du Conseil des gouverneurs.

Toutes les souscriptions à l'augmentation de capital sont comptabilisées comme capital libéré, sous réserve que les membres souscripteurs remplissent leurs obligations de paiement. Les souscriptions supplémentaires reçues au 31 décembre 2025 au titre de l'augmentation de capital représentaient 3 799 millions d'euros (2024 : 1 220 millions). Les membres souscripteurs sont tenus d'effectuer des versements annuels à partir du 30 avril 2025 et jusqu'au 30 avril 2029. Un total de 821 millions d'euros avait été versé au 31 décembre 2025.

Aux termes de l'article 42.1 de l'Accord, en cas d'arrêt définitif des opérations de la Banque, la responsabilité de tous les membres résultant de leurs souscriptions non appelées au capital social subsiste jusqu'à ce que toutes les créances, y compris toutes les créances conditionnelles, soient liquidées. L'Accord autorise tout membre à se retirer de la Banque. Dans ce cas, cette dernière est tenue de racheter les actions de l'ancien membre. À ce jour, aucun membre ne s'est retiré. Le tableau suivant illustre l'évolution des actions souscrites et du capital libéré au cours de l'exercice.

	Nombre d'actions 2025	Capital total 2025 en millions d'euros	Nombre d'actions 2024	Capital total 2024 en millions d'euros
Au 1^{er} janvier	3 098 437	30 984,37	2 976 077	29 760,77
• Souscriptions à l'augmentation générale de capital	257 906	2 579,06	121 954	1 219,54
• Autres souscriptions	928	9,28	406	4,06
Au 31 décembre	3 357 271	33 572,71	3 098 437	30 984,37

Un état des souscriptions au capital indiquant le montant du capital libéré et du capital sujet à appel souscrit par chaque membre, ainsi que le nombre de voix pouvant être prises en compte, est présenté dans le tableau ci-après. Conformément à l'article 29 de l'Accord, les membres qui n'ont pas acquitté une quelconque partie du montant exigible au titre de leur souscription au capital subissent une réduction proportionnelle de leur droit de vote aussi longtemps que ce montant demeure impayé.

État des souscriptions au capital

Au 31 décembre 2025	Total des actions	Voix pouvant être prises en compte ⁹⁸	Capital total	Capital sujet à appel	Capital libéré
Membres	(nombre)	(nombre)	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros
Albanie	3 404	3 404	34,04	23,75	10,29
Algérie	203	203	2,03	1,66	0,37
Allemagne	290 011	290 011	2 900,11	2 023,28	876,83
Arménie	1 700	1 700	17,00	11,86	5,14
Australie	34 048	34 048	340,48	237,54	102,94
Autriche	77 629	77 629	776,29	541,59	234,70
Azerbaïdjan	3 404	3 404	34,04	23,75	10,29
Banque européenne d'investissement	102 146	102 146	1 021,46	712,63	308,83
Bélarus	6 002	6 002	60,02	47,50	12,52
Belgique	77 629	77 629	776,29	541,59	234,70
Bénin	203	203	2,03	1,66	0,37
Bosnie-Herzégovine	5 071	5 071	50,71	40,14	10,57
Bulgarie	26 897	26 897	268,97	187,65	81,32
Canada	115 764	115 764	1 157,64	807,64	350,00
Chine	3 289	3 289	32,89	23,75	9,14
Chypre	3 404	3 404	34,04	23,75	10,29
Côte d'Ivoire	203	203	2,03	1,66	0,37
Croatie	12 412	12 412	124,12	86,60	37,52
Danemark	40 857	40 857	408,57	285,05	123,52
Égypte	3 501	3 501	35,01	22,82	12,19
Émirats arabes unis	230	230	2,30	1,66	0,64
Espagne	115 764	115 764	1 157,64	807,64	350,00
Estonie	3 404	3 404	34,04	23,75	10,29
États-Unis d'Amérique	340 148	340 148	3 401,48	2 375,44	1 026,04
Finlande	42 560	42 560	425,60	296,92	128,68
France	290 011	290 011	2 900,11	2 023,28	876,83
Géorgie	3 404	3 404	34,04	23,75	10,29
Grèce	22 129	22 129	221,29	154,39	66,90
Hongrie	26 897	26 897	268,97	187,65	81,32
Inde	1 118	1 118	11,18	8,07	3,11
Irak	203	203	2,03	1,66	0,37
Irlande	10 214	10 214	102,14	71,26	30,88
Islande	3 404	3 404	34,04	23,75	10,29
Israël	22 129	22 129	221,29	154,39	66,90
Italie	290 011	290 011	2 900,11	2 023,28	876,83
Japon	290 011	290 011	2 900,11	2 023,28	876,83
Jordanie	1 118	1 118	11,18	8,07	3,11
Kazakhstan	7 829	7 829	78,29	54,62	23,67
Kenya	203	203	2,03	1,66	0,37
Kosovo	657	657	6,57	4,75	1,82
Lettonie	3 404	3 404	34,04	23,75	10,29
Liban	986	986	9,86	8,07	1,79
Libye	986	986	9,86	8,07	1,79
Liechtenstein	679	679	6,79	4,74	2,05
Lituanie	3 404	3 404	34,04	23,75	10,29
Luxembourg	6 808	6 808	68,08	47,50	20,58
Macédoine du Nord	1 998	1 998	19,98	13,31	6,67
Malte	238	238	2,38	1,47	0,91
Maroc	2 795	2 795	27,95	19,35	8,60
Mexique	4 501	4 501	45,01	34,50	10,51
Moldova	3 404	3 404	34,04	23,75	10,29
Mongolie	299	299	2,99	2,36	0,63
Monténégro	679	679	6,79	4,74	2,05
Nigéria	522	522	5,22	4,27	0,95
Norvège	42 560	42 560	425,60	296,92	128,68
Nouvelle-Zélande	1 050	1 050	10,50	7,00	3,50
Ouzbékistan	4 412	4 412	44,12	30,97	13,15
Pays-Bas	84 439	84 439	844,39	589,10	255,29
Pologne	43 581	43 581	435,81	304,05	131,76

⁹⁸ Les voix de tout membre n'ayant pas versé la totalité des sommes dues au titre de ses obligations relatives aux actions libérées sont réduites proportionnellement à la part que représentent les montants non versés dans le total du capital libéré souscrit par le membre concerné. Le nombre total de voix pouvant être prises en compte est donc inférieur au total des actions souscrites.

Au 31 décembre 2025	Total des actions	Voix pouvant être prises en compte ⁹⁸	Capital total	Capital sujet à appel	Capital libéré
Membres	(nombre)	(nombre)	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros
Portugal	14 299	14 299	142,99	99,76	43,23
République de Corée	34 048	34 048	340,48	237,54	102,94
République kirghize	2 101	1 346	21,01	14,75	6,26
République slovaque	14 528	14 528	145,28	101,36	43,92
Roumanie	16 343	16 343	163,43	114,02	49,41
Royaume-Uni	290 011	290 011	2 900,11	2 023,28	876,83
Russie	120 058	120 058	1 200,58	950,17	250,41
Saint-Marin	230	230	2,30	1,66	0,64
Sénégal	203	203	2,03	1,66	0,37
Serbie	15 916	15 916	159,16	111,05	48,11
Slovénie	7 141	7 141	71,41	49,82	21,59
Suède	77 629	77 629	776,29	541,59	234,70
Suisse	77 629	71 545	776,29	541,59	234,70
Tadjikistan	2 383	2 383	23,83	14,75	9,08
Tchéquie	29 053	29 053	290,53	202,69	87,84
Tunisie	986	986	9,86	8,07	1,79
Türkiye	39 153	39 153	391,53	273,16	118,37
Turkménistan	210	210	2,10	1,47	0,63
Ukraine	27 238	27 238	272,38	190,03	82,35
Union européenne	102 146	102 146	1 021,46	712,63	308,83
Capital souscrit par les membres	3 357 271	3 350 432	33 572,71	23 553,86	10 018,85

27. Réserves et bénéfices non distribués⁹⁹

Exercice clos le 31 décembre 2025	Fonds de coopération technique pour la région SEMED			Réserves de FSA réévaluation		Réserves générales et non distribués		Total en millions d'euros
	Réserve spéciale en millions d'euros	Réserve pour pertes sur prêts en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros		
Au 1 ^{er} janvier	306	333	2	780	492	15 965	17 878	
(Perte nette)/bénéfice net de l'exercice	-	-	-	(64)	-	1 401	1 337	
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	-	-	-	195	-	(205)	(10)	
Variation de la réserve pour pertes sur prêts	-	18	-	-	-	(18)	-	
Réévaluation des titres de participation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	23	-	23	
Réévaluation des prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	43	-	43	
Variation de valeur des instruments de couverture pris en compte dans les autres éléments du résultat global – couvertures de juste valeur	-	-	-	-	(3)	-	(3)	
Variation de valeur des instruments de couverture pris en compte dans les autres éléments du résultat global – couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	(159)	-	(159)	
Variations actuarielles sur le régime à prestations définies	-	-	-	-	-	52	52	
Au 31 décembre	306	351	2	911	396	17 195	19 161	

99 Ce tableau propose une autre perspective que celle donnée par l'état consolidé de variation des capitaux propres de la page 19. La « Réserve de réévaluation » et la « Réserve de couverture » qui figurent dans ce dernier correspondent aux « Réserves de réévaluation » présentées ici. Les autres réserves figurant dans ce tableau correspondent à la « Nouvelle évaluation actuarielle » et aux « Bénéfices non distribués » de l'état de variation des capitaux propres.

	Réserve spéciale en millions d'euros	Réserve pour pertes sur prêts en millions d'euros	Fonds de coopération technique pour la région SEMED en millions d'euros	FSA en millions d'euros	Réserves de réévaluation en millions d'euros	Réserves générales et bénéfices non distribués en millions d'euros	Total en millions d'euros
Exercice clos le 31 décembre 2024							
Au 1^{er} janvier	306	279	2	671	447	14 345	16 050
(Perte nette)/bénéfice net de l'exercice	-	-	-	(48)	-	1 792	1 744
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	-	-	-	157	-	(177)	(20)
Variation de la réserve pour pertes sur prêts	-	54	-	-	-	(54)	-
Réévaluation des titres de participation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	34	-	34
Réévaluation des prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	43	-	43
Variation de valeur des instruments de couverture pris en compte dans les autres éléments du résultat global – couvertures de juste valeur	-	-	-	-	40	-	40
Variation de valeur des instruments de couverture pris en compte dans les autres éléments du résultat global – couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	(72)	-	(72)
Variations actuarielles sur le régime à prestations définies	-	-	-	-	-	59	59
Au 31 décembre	306	333	2	780	492	15 965	17 878

Conformément à l'article 16 de l'Accord, la Banque conserve une **réserve spéciale** qui doit lui permettre de faire face à certaines pertes entraînées par les prêts consentis, ses prises de participation et ses garanties. Cette réserve spéciale a été constituée, conformément à la politique financière de la Banque, en y affectant 100 % des commissions désignées à cet effet que la Banque a reçues au titre de prêts, de garanties et de souscriptions de titres. En 2011, le Conseil d'administration a décidé que, au vu des perspectives actuelles, le volume de la réserve spéciale était suffisant.

En 2005, la Banque a créé, dans les capitaux propres, une **réserve pour pertes sur prêt**, à laquelle est affectée une partie des bénéfices non distribués, égale à la différence entre les pertes pour dépréciation attendues sur la durée de vie du portefeuille de prêts et le montant comptabilisé dans l'état de situation financière de la Banque, conformément aux règles de dépréciation des normes IFRS.

Le **Fonds de coopération technique pour la région SEMED** a été mis en place en 2011, avec pour vocation d'apporter une assistance technique aux économies membres de ladite région.

La BERD a pris le contrôle du **FSA** le 31 décembre 2022 grâce à un apport en capital de la part de ses membres. Les montants détenus dans cette réserve représentent la variation marginale des réserves de la Banque à la suite de la consolidation du FSA.

Les **réserves de réévaluation** recouvrent les variations de la juste valeur enregistrées sur les actifs et les passifs de la Banque comptabilisés en tant qu'autres éléments du résultat global, et notamment :

- Les variations de la juste valeur sur les actifs financiers classés comme désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les gains cumulés sur la valorisation de ces actifs atteignaient 208 millions d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 149 millions).
- Les ajustements de la valorisation des instruments de couverture désignés détenus par la Banque en tant que couvertures de la juste valeur, qui sont attribuables aux variations des écarts de taux de référence sur devises. Ces gains ou pertes différé(e)s seront repris(es) sur les réserves pendant la durée de vie restante de la relation de couverture. Au 31 décembre 2025, il existait un gain différé de 61 millions d'euros concernant ces instruments de couverture (2024 : 63 millions).
- Les ajustements de la valorisation des instruments de couverture désignés détenus par la Banque en tant que couvertures de flux de trésorerie. Ces gains ou pertes différé(e)s sont repris(es) sur les réserves lorsque les flux de trésorerie couverts affectent le résultat net. Il existait au 31 décembre 2025 un gain différé d'un montant de 127 millions d'euros sur des couvertures de flux de trésorerie désignées maintenues dans les réserves (2024 : 285 millions).

Les **réserves générales et bénéfiques non distribués** représentent toutes les réserves, à l'exception des montants affectés à des réserves distinctes. Ce poste comprend en premier lieu les bénéfices non distribués.

En 2025, le Conseil des gouverneurs a approuvé une réaffectation de 205 millions d'euros du revenu net des ressources ordinaires en capital à d'autres fins. Ce montant a été pris en compte dans l'état consolidé de variation des capitaux propres de 2025. Conformément à la Résolution n° 291, un montant de 195 millions d'euros a été affecté au FSA, et un montant de 10 millions d'euros a été attribué à titre de contribution au Fonds fiduciaire pour la Cisjordanie et Gaza de la BERD.

28. Engagements non utilisés et garanties

Analyse par instrument	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Engagements non utilisés		
Prêts	14 819	14 157
Titres de participation	1 968	1 783
Au 31 décembre	16 787	15 940
Garanties		
Garanties de financement des échanges	1 808	1 949
Autres garanties	3 126	2 023
Au 31 décembre	4 934	3 972
Engagements non utilisés et garanties au 31 décembre	21 721	19 912

29. Contrats de location

La Banque loue l'immeuble londonien où se trouve son siège ainsi que des locaux qui abritent l'ensemble de ses bureaux dans les pays où elle investit. Ces sites sont loués sur la base de baux commerciaux standard qui prévoient des options de renouvellement et des révisions périodiques des loyers. La Banque ne peut généralement pas les résilier sans encourir des pénalités substantielles. Le bail le plus important est celui relatif au bâtiment du siège de la BERD.

Le 1^{er} mai 2019, la Banque a conclu un « accord de location » pour une location d'une durée de 20 ans, à compter de 2022, d'un nouveau bâtiment destiné à accueillir son siège à Londres. La Banque pourra, si elle le souhaite, résilier ce contrat de location au bout de 15 ans.

Actifs liés au droit de contrôler l'utilisation	Location des		Total
	Location du siège	bureaux locaux	
	2025	2025	2025
	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros
Au 1 ^{er} janvier	298	37	335
Ajouts	-	6	6
Contrats expirés	-	(1)	(1)
Paiements de loyers variables	-	(2)	(2)
Au 31 décembre	298	40	338
Amortissements			
Au 1 ^{er} janvier	(51)	(18)	(69)
Dotations	(14)	(7)	(21)
Contrats expirés	-	1	1
Au 31 décembre	(65)	(24)	(89)
Valeur comptable nette au 31 décembre	233	16	249

	Location des		Total 2024
	Location du siège 2024	bureaux locaux 2024	
Actifs liés au droit de contrôler l'utilisation	en millions d'euros		en millions d'euros
Au 1 ^{er} janvier	298	31	329
Ajouts	-	6	6
Au 31 décembre	298	37	335
Amortissements			
Au 1 ^{er} janvier	(38)	(10)	(48)
Dotation	(13)	(8)	(21)
Au 31 décembre	(51)	(18)	(69)
Valeur comptable nette au 31 décembre	247	19	266

	Location des		Total 2025
	Location du siège 2025	bureaux locaux 2025	
Passifs locatifs ¹⁰⁰	en millions d'euros		en millions d'euros
Au 1 ^{er} janvier	(345)	(20)	(365)
Charges d'intérêts	(3)	(1)	(4)
Loyers versés	5	8	13
Ajouts	-	(6)	(6)
Paiements de loyers variables	-	1	1
Fluctuations de change	18	1	19
Au 31 décembre	(325)	(17)	(342)

	Location des		Total 2024
	Location du siège 2024	bureaux locaux 2024	
Passifs locatifs	en millions d'euros		en millions d'euros
Au 1 ^{er} janvier	(324)	(20)	(344)
Charges d'intérêts	(4)	(1)	(5)
Loyers versés	-	8	8
Ajouts	-	(6)	(6)
Fluctuations de change	(17)	(1)	(18)
Au 31 décembre	(345)	(20)	(365)

Le tableau ci-dessous présente les loyers non actualisés découlant des passifs locatifs :

	Moins de 1 an	1-5 ans	5-10 ans	Plus de 10 ans	Total
	2025	2025	2025	2025	2025
Loyers futurs	en millions d'euros				
Paiements au titre des loyers futurs non actualisés	(23)	(97)	(111)	(143)	(374)
Charges d'intérêts prévues	4	13	10	5	32
Valeur actualisée des passifs locatifs	(19)	(84)	(101)	(138)	(342)

30. Plans de retraite du personnel

Deux régimes de retraite sont en place. Le FSP est un régime à prestations définies auquel seule la Banque contribue. Le MPP, quant à lui, est un régime à cotisations définies auquel contribuent tant la Banque que le personnel, chaque employé-e prenant ses propres décisions d'investissement. Ces deux régimes effectuent un versement global lorsqu'un-e employé-e quitte la Banque ou atteint l'âge de la retraite, de sorte que les obligations des régimes de retraite envers cet-te employé-e, une fois qu'il/elle a quitté la Banque ou atteint l'âge de la retraite, sont minimales (et limitées aux ajustements des prestations inutilisées ou différées dans le cadre du FSP pour tenir compte de l'inflation), et que la valeur des obligations des plans n'est pas significativement sensible aux prévisions de mortalité.

100 Les passifs de financement de la Banque regroupent les dettes représentées par un titre et les passifs locatifs. Un rapprochement analogue des variations des dettes représentées par un titre est présenté à la note annexe 24, page 93.

Régime de retraite à prestations définies

Un actuaire qualifié procède au moins tous les trois ans à une évaluation actuarielle complète du FSP en utilisant la méthode des unités projetées, une évaluation intermédiaire plus générale étant réalisée chaque année. La valorisation complète la plus récente a été effectuée le 30 juin 2023 et elle a été reconduite au 31 décembre 2025, en application de l'IAS 19 Avantages du personnel. La valeur actualisée de l'obligation due au titre des prestations définies et du coût des services rendus a été calculée en appliquant la méthode des unités de crédit projetées.

Le risque principal associé au FSP est que ses actifs soient inférieurs à ses engagements. Ce risque, qui englobe le risque de marché et le risque de crédit liés aux investissements réalisés par le FSP, ainsi que le risque de liquidité lié au paiement des obligations dues au titre des prestations définies au moment où elles sont exigibles, est pris en charge par la Banque, le FSP étant entièrement financé par la BERD. La responsabilité concernant la stratégie d'investissement du régime incombe au Comité d'investissement des plans de retraite.

L'objectif de la gestion du risque d'investissement est de minimiser le risque d'une diminution générale de la valeur des actifs du FSP et de maximiser les possibilités de gains pour l'ensemble du portefeuille d'investissements. Pour y parvenir, les actifs sont diversifiés afin de ramener à un niveau acceptable l'exposition au risque de marché et au risque de crédit. Par exemple, les avoirs non monétaires et les titres d'emprunt d'État que détient le FSP sont des investissements réalisés dans des fonds, ce qui permet de diversifier l'exposition à un certain nombre d'investissements sous-jacents.

Le Comité d'investissement des plans de retraite gère passivement le risque de crédit en choisissant des fonds d'investissement qui se portent sur des titres d'État plutôt que sur des obligations de sociétés. Pour atténuer le risque de marché, ce comité rencontre chaque trimestre le/la conseiller-ère en investissement du FSP afin d'examiner les résultats obtenus par l'ensemble des fonds au regard de leurs indices de référence. Aucune stratégie de rapprochement entre les actifs et les passifs n'est adoptée dans le cadre du FSP.

Si, à la date effective de toute valorisation actuarielle, la valeur des actifs du régime est inférieure à celle des passifs, la Banque a pour politique d'examiner le taux de financement du FSP et de décider si un plan de redressement doit être mis en place. Le cas échéant, un tel plan de redressement comporterait typiquement soit l'anticipation d'une surperformance des investissements, soit des contributions supplémentaires de la Banque, ou encore les deux. Si, selon les estimations, les actifs du régime reculent en deçà de 90 % de l'obligation due au titre des prestations définies, la Banque devra verser des cotisations supplémentaires pour rétablir dès que possible le financement du régime au moins à 90 %.

Les montants comptabilisés dans l'état de situation financière sont les suivants :

	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Juste valeur des actifs du régime	888	827
Valeur actualisée de l'obligation due au titre des prestations définies	(722)	(717)
Actifs nets du régime à prestations définies au 31 décembre	166	110
Mouvement des actifs nets du régime à prestations définies (inclus dans « Autres actifs ») :		
Au 1 ^{er} janvier	110	49
Cotisations versées ¹⁰¹	51	50
Total des dépenses indiquées ci-après	(47)	(48)
Effets du retraitement pris en compte dans les autres éléments du résultat global	52	59
Au 31 décembre	166	110

Les montants portés au compte de résultat sont les suivants :

	2025 en millions d'euros	2024 en millions d'euros
Coût des services rendus actualisés	(48)	(55)
Incidence des fluctuations de change	(6)	3
Produit net des intérêts	7	4

¹⁰¹ Les cotisations pour 2026 devraient s'établir à 52 millions d'euros.

Principales hypothèses actuarielles utilisées :

	2025	2024
Taux d'actualisation	5,35 %	5,35 %
Rendement attendu des actifs du régime	5,35 %	5,35 %
Inflation des prix	3,10 %	3,55 %
Majoration des traitements (exercice suivant)	3,10 %	3,55 %
Futures majorations des traitements (au-delà de l'exercice suivant)	3,10 %	3,55 %
Durée moyenne pondérée de l'obligation due au titre des prestations définies	9 ans	9 ans

Analyse de sensibilité concernant les principales hypothèses actuarielles :

	Hypothèse	Sensibilité	Impact (néгатif)/positif sur l'OPD en millions d'euros
Taux d'actualisation	5,35 %	+0,5 % pa	(26)
Taux d'actualisation	5,35 %	-0,5 % pa	28
Inflation des prix	3,10 %	+0,25 % pa	13
Inflation des prix	3,10 %	-0,25 % pa	(12)

Ces analyses de sensibilité ont été déterminées en fonction de variations raisonnablement possibles des hypothèses respectives survenant à la fin de l'exercice, en maintenant inchangées toutes les autres hypothèses. Il se peut que l'analyse de sensibilité présentée ci-dessus ne soit pas représentative de la variation effective de l'obligation due au titre des prestations définies, car il est peu probable que les hypothèses se modifient indépendamment les unes des autres, dans la mesure où elles peuvent être corrélées.

Affectation des actifs du régime	Cotés	Non cotés	Total	Cotés	Non cotés	Total
	2025	2025	2025	2024	2024	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros
Actions	398	-	398	370	-	370
Obligations indexées	486	-	486	452	-	452
Autres	-	4	4	-	5	5
Juste valeur des actifs du régime	884	4	888	822	5	827

Variations de la valeur actualisée de l'obligation due au titre des prestations définies :	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Valeur actualisée de l'obligation due au titre des prestations définies au 1 ^{er} janvier	(717)	(683)
Coût des services	(48)	(55)
Coût des intérêts	(35)	(31)
Incidence des fluctuations de change	38	(36)
Gain actuariel dû à des variations des hypothèses ¹⁰²	12	59
Prestations versées	28	29
Valeur actualisée de l'obligation due au titre des prestations définies au 31 décembre	(722)	(717)

Variations de la juste valeur des actifs du régime :	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Valeur actualisée des actifs du régime au 1 ^{er} janvier	827	732
Intérêts perçus sur les actifs du régime	42	35
Rendement des actifs supérieur au taux d'actualisation	40	-
Incidence des fluctuations de change	(44)	39
Cotisations versées	51	50
Prestations versées	(28)	(29)
Valeur actualisée des actifs du régime au 31 décembre	888	827

¹⁰² Tous les gains actuariels sont liés aux modifications des hypothèses financières.

	2025	2024
	en millions d'euros	en millions d'euros
Écarts positifs/négatifs entre résultats et prévisions		
Obligation due au titre des prestations définies	(722)	(717)
Actifs du régime	888	827
Excédent	166	110
Écarts négatifs entre résultats et prévisions sur les passifs du régime :		
Montant	(12)	(15)
Pourcentage de la valeur actualisée des passifs du régime	(1,7 %)	(2,1 %)
Rendement réel moins rendement attendu sur les actifs du régime :		
Montant	40	-
Pourcentage de la valeur actualisée des actifs du régime	4,5 %	0,0 %

Régime de retraite à cotisations définies

La charge comptabilisée dans le compte de résultat au titre du régime de retraite à cotisations définies (MPP) représente 28 millions d'euros (2024 : 27 millions) et elle est incluse sous la rubrique « Frais administratifs ».

Autres avantages du personnel à long terme

La Banque maintient un plan de couverture médicale offrant aux employés de plus de 50 ans quittant la Banque après au moins sept années de service une somme forfaitaire qui doit les aider à se doter d'une assurance médicale. La charge totale pour l'exercice est de 8 millions d'euros (2024 : 15 millions).

31. Parties liées

Les parties liées de la Banque sont présentées ci-après :

Personnel de direction

Le personnel clé d'encadrement comprend le/la Président-e et les autres membres du Comité exécutif de la Banque, les Directeur-riche-s généraux.ales et le/la Directeur-riche du bureau du/de la Président-e.

En 2025, les traitements et autres prestations à verser au personnel de direction se sont élevés à 20 millions d'euros (2024 : 19 millions). Ce montant correspondait aux traitements et aux prestations versés au personnel à court terme, soit 16 millions d'euros (2024 : 15 millions), aux prestations accordées après la cessation de l'emploi, soit 4 millions d'euros (2024 : 3 millions) et aux indemnités de départ nulles (2024 : 1 million d'euros).

Traduits en livres sterling, les traitements et autres prestations à verser au personnel de direction en 2025 se sont élevés à 17 millions de livres sterling (2024 : 17 millions). Ce montant correspond aux traitements et aux prestations versés au personnel, soit 14 millions de livres sterling (2024 : 13 millions), aux prestations accordées après la cessation de l'emploi, soit 3 millions de livres sterling (2024 : 3 millions) et aux indemnités de départ nulles (2024 : 1 million de livres).

Entreprises associées de capital-risque

Organisation de capital-risque, la Banque investit dans un certain nombre d'entreprises associées qu'elle désigne à la juste valeur par le biais du résultat net. Au 31 décembre 2025, selon les états financiers audités de 2024 (ou, à défaut, les informations de gestion non auditées les plus récentes) des entreprises dans lesquelles la Banque détient une participation, ces entreprises associées de capital-risque disposaient d'actifs représentant au total 21,9 milliards d'euros (2024 : 20,7 milliards) et le total de leurs passifs s'élevait à 15,1 milliards d'euros (2024 : 14,4 milliards). Au 31 décembre 2024, ces entreprises associées avaient enregistré des recettes de 2,3 milliards d'euros (2023 : 2,7 milliards) et affichaient un bénéfice net avant impôt de 0,7 milliard d'euros (2023 : 0,8 milliard d'euros).

En outre, la Banque avait au 31 décembre 2025 un encours de financement de 128 millions d'euros (2024 : 99 millions) auprès de ces entreprises, sur lequel elle a perçu 6 millions d'euros d'intérêts pendant l'exercice (2024 : 7 millions).

Aucune entreprise associée n'était considérée comme présentant individuellement une importance significative¹⁰³ pour la Banque en 2025.

¹⁰³ Représentant plus de 1,0% du total des fonds propres.

Fonds spéciaux

Les fonds spéciaux sont constitués en application de l'article 18 de l'Accord portant création de la BERD et administrés en vertu des règles et règlements propres à chacun d'entre eux. Au 31 décembre 2025, la Banque gérait 15 fonds spéciaux, dont le FSA (2024 : 16 fonds). En excluant le FSA¹⁰⁴, les annonces de contributions et les commissions correspondantes atteignaient au total 5,0 milliards d'euros (2024 : 4,3 milliards).

La Banque intervient en tant que gérant et administrateur de ces fonds spéciaux, pour lesquels elle perçoit des commissions de gestion et recouvre certains coûts. Ces commissions se sont élevées à 13 millions d'euros en 2025 (2024 : 7,8 millions), dont 1,7 million d'euros à recevoir au 31 décembre 2025 (2024 : 4,6 millions).

La Banque achète des garanties émises par certains fonds spéciaux destinées à couvrir les expositions spécifiques dues à ses portefeuilles de financement des échanges. Elle n'a rien payé à ce titre en 2025 (2024 : néant). Elle bénéficie également de mécanismes de garantie sans frais de la part de certains fonds spéciaux pour des pertes qu'elle pourrait encourir dans le cadre de ses activités d'investissement. En raison des garanties qu'ils apportent, ces fonds spéciaux relèvent des « entités structurées non consolidées » au sens de la norme IFRS 12. La seule exposition de la Banque à ces fonds spéciaux surviendrait entre le moment où une garantie à recevoir est comptabilisée dans l'état de situation financière et le moment où cette garantie est réglée. La Banque avait à ce titre une exposition de 198 millions d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 259 millions).

Le Conseil des gouverneurs approuve des transferts du revenu net vers les fonds spéciaux. Aucun transfert n'a été approuvé en 2025 (2024 : néant). Au 31 décembre 2025, il ne restait aucun montant précédemment affecté à verser aux fonds spéciaux (2024 : néant).

Les états financiers de chaque fonds spécial sont approuvés séparément par le Conseil des gouverneurs.

Fonds fiduciaires

Le 10 mai 2017, le Conseil d'administration a créé un Fonds fiduciaire pour la Cisjordanie et Gaza et un Fonds multidonateurs pour la Cisjordanie et Gaza, conformément à l'article 20.1 vii) de l'Accord portant création de la BERD. Ces fonds sont administrés selon les règles et principes propres à chaque fonds fiduciaire susmentionné.

Au 31 décembre 2025, les annonces de contributions au Fonds fiduciaire pour la Cisjordanie et Gaza atteignaient au total 170 millions d'euros (2024 : 160 millions). Les annonces de contributions au Fonds multidonateurs pour la Cisjordanie et Gaza atteignaient 5,9 millions d'euros (2024 : 5,9 millions).

La Banque fait office d'administrateur de ces deux fonds et a le droit à ce titre de percevoir des commissions de gestion et de recouvrement des coûts. En 2025, ces commissions se sont élevées au total à 0,9 million d'euros (2024 : 1,2 million), le montant à recevoir au 31 décembre 2025 étant de 0,4 million d'euros (2024 : 0,8 million d'euros).

Le Conseil des gouverneurs approuve les transferts du revenu net vers les fonds fiduciaires. Des transferts pour un montant de 10 millions d'euros ont été approuvés en 2025 (2024 : 20 millions). Au 31 décembre 2025, un total de 10 millions d'euros (2024 : 20 millions) précédemment affectés restait à verser aux fonds fiduciaires et était comptabilisé en tant que passif dans l'état de situation financière de la Banque.

Les états financiers des fonds fiduciaires sont approuvés séparément par le Conseil des gouverneurs.

Les honoraires payables à l'auditeur de la Banque pour l'audit de 2025 des fonds spéciaux et des fonds fiduciaires se sont élevés à 0,2 million d'euros (2024 : 0,3 million).

¹⁰⁴ Toutes les informations présentées plus loin sur les parties liées qui se rapportent aux fonds spéciaux excluent également le FSA.

32. Autres accords portant sur des fonds

Fonds de coopération

Outre ses opérations ordinaires, le programme de fonds spéciaux et les fonds fiduciaires, la Banque administre de nombreux accords bilatéraux et multilatéraux de contribution pour l'appui technique et l'aide à l'investissement dans les économies où elle investit ou pourrait investir. Ces aides portent principalement sur la préparation et l'exécution des projets (y compris les produits et les travaux), le dialogue sur les politiques à mener, la prestation de services de conseil et la formation. La Banque fait également office de gestionnaire de fonds pour les fonds des donateurs auxquels d'autres IFI peuvent avoir accès. Elle exerce cette fonction pour les fonds suivants : le Fonds du Partenariat pour la promotion de l'efficacité énergétique et de l'environnement en Europe orientale, le Fonds commun UE-Balkans occidentaux (au titre du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux), le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale (PEDS, volet non nucléaire d'un fonds nucléaire) et le Fonds de coopération pour le Partenariat bleu pour la Méditerranée.

Les ressources fournies au titre de ces accords de contribution sont distinctes des ressources ordinaires en capital de la Banque et font généralement l'objet d'un audit externe, lorsque les accords l'exigent.

De nouveaux accords et approvisionnements ont été signés en 2025 avec les donateurs, pour un montant de 0,7 milliard d'euros (2024 : 0,9 milliard), et ont été déclarés effectifs. Des contributions à hauteur de 549 millions d'euros (2024 : 663 millions) ont été reçues et des décaissements d'un montant de 382 millions d'euros (2024 : 226 millions) ont été effectués en cours d'année. Au 31 décembre 2025, un total de 252 fonds de coopération étaient ouverts (2024 : 253).

Fonds nucléaires

La Banque administre également plusieurs fonds dans le domaine de la sûreté nucléaire. À la suite de la clôture du Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl et du Fonds de suivi des projets concernant Tchernobyl, sept fonds restent en gestion active.

Le Fonds pour la sûreté nucléaire est le premier fonds de donateurs consacré à la sûreté nucléaire créé par la Banque en 1993 en réponse à une initiative du G7. Ce fonds a initialement financé des mesures d'amélioration de la sécurité et de la sûreté nucléaires dans la région avant de financer des opérations de déclasserment à grande échelle, telles que l'installation d'entreposage temporaire des combustibles irradiés.

Dans le cadre de leur adhésion à l'UE, la Bulgarie, la Lituanie et la République slovaque ont pris le ferme engagement de fermer et de démanteler leurs centrales nucléaires dotées de réacteurs RBMK et VVER 440/230. La Commission européenne a invité en 2000 la Banque à administrer trois fonds internationaux de soutien au déclasserment (FISD), destinés à financer le démantèlement de ces centrales. Ces fonds servent à financer différents projets visant à contribuer au démantèlement des réacteurs concernés. Ils financent également des mesures visant à faciliter la restructuration, le renforcement et la modernisation indispensables des secteurs de la production, du transport et de la distribution de l'énergie, ainsi que des améliorations de l'efficacité énergétique.

En 2003, le « volet nucléaire¹⁰⁵ » du PEDS a été créé en tant que fonds multidonateurs destiné à financer des projets pour remédier aux problèmes environnementaux les plus pressants dans la région nord-ouest de la Russie. Le programme de sécurité nucléaire prévu par le PEDS finance la gestion des déchets radioactifs et les opérations de démantèlement, afin d'atténuer les problèmes de pollution nucléaire hérités de l'ancienne Flotte du Nord de l'Union soviétique. Ce fonds est arrivé à échéance le 23 juillet 2023 et les sommes résiduelles sont restituées ou mises à la disposition d'autres fonds dans le cadre du processus de clôture approuvé par l'Assemblée des contributeurs et le Conseil des gouverneurs de la BERD.

Créé à la demande de la Commission européenne, le Fonds de restauration de l'environnement en Asie centrale est devenu opérationnel en 2016. Il finance des projets destinés à traiter les problèmes hérités de la production d'uranium en Ouzbékistan, en République kirghize et au Tadjikistan.

La Banque a mis en place en 2020, à la demande de l'Ukraine, le Fonds international de coopération pour Tchernobyl, dont le rôle est de financer les opérations visant à résoudre les problèmes de gestion des déchets radioactifs restants et de démantèlement du site de Tchernobyl. Ce fonds est opérationnel depuis 2021. Depuis le début de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, son mandat a été élargi afin de soutenir une série de mesures visant à rétablir la sécurité et la sûreté nucléaires et les capacités de démantèlement dans la zone d'exclusion de Tchernobyl.

¹⁰⁵ Le « volet nucléaire » concerne des projets nucléaires dans le nord-ouest de la Russie entièrement financés par des subventions et gérés par la BERD, sous la surveillance du Comité opérationnel nucléaire.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des contributions aux fonds nucléaires.

	Annonces de contributions 2025 en millions d'euros	Nombre de contributeurs 2025	Annonces de contributions 2024 en millions d'euros	Nombre de contributeurs 2024
Fonds pour la sûreté nucléaire	427	17	427	17
FISD d'Ignalina	916	15	841	15
FISD de Kozlodouï	1 218	10	1 209	10
FISD de Bohunice	658	8	658	8
PEDS ¹⁰⁶	353	12	353	12
Fonds de restauration de l'environnement	71	7	57	7
Fonds de coopération internationale pour Tchernobyl	71	19	28	18

Les soldes de trésorerie correspondant à chacun des fonds dans le tableau ci-dessus sont détenus et gérés par la Banque pour leur compte¹⁰⁷.

Les honoraires payables à l'auditeur de la Banque pour les audits de 2025 des fonds de coopération et de sûreté nucléaire se sont élevés à 0,8 million d'euros (2024 : 0,9 million).

Fonds de participations

En 2016, la Banque a créé le Fonds de participations dans le cadre de sa stratégie visant à inciter les acteurs institutionnels à investir à long terme dans le secteur privé des économies dans lesquelles elle investit. Le Fonds de participations est un fonds à durée déterminée (12 ans) qui accorde aux investisseurs une part définie à l'avance (20 %) dans les nouvelles prises de participation directes de la BERD qui sont conformes aux critères d'éligibilité du fonds. Ces critères d'éligibilité sont destinés à éviter que la BERD ou le Fonds de participations ne choisissent « à la carte » les investissements auxquels le fonds participe. La BERD conserve tout au long de la durée de la prise de participation directe la propriété et le contrôle des investissements réalisés, même si elle n'en perçoit pas les avantages économiques. Dans la mesure où la Banque conserve la maîtrise des investissements, ceux-ci continuent d'être comptabilisés dans son état de situation financière.

En contrepartie du prix d'achat, le Fonds de participations reçoit de la BERD un swap sur rendement d'actions. Ce swap est comptabilisé en tant que passif financier détenu à la juste valeur par le biais du résultat net¹⁰⁸ sous la rubrique « Autres passifs ». Il avait une valeur totale de 292 millions d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 322 millions) pour 31 investissements autorisés. En tant qu'administrateur des investissements sous forme de prises de participation, la BERD perçoit une commission de gestion. Cette commission était de 3 millions d'euros en 2025 (2024 : 3 millions) entièrement versée au 31 décembre 2025 (2024 : néant). Trente-neuf investissements autorisés ont été réalisés depuis la création du Fonds de participations, pour un montant total de 322 millions d'euros.

33. Événements postérieurs à la date de clôture des comptes

Il ne s'est pas produit, après la date d'arrêté des comptes, d'événement significatif nécessitant une modification des présents états financiers. Les événements postérieurs à la date de clôture des comptes qui nécessiteraient une modification des présents états financiers sont ceux associés à des éléments confirmant certaines conditions au 31 décembre 2025.

Le 29 avril 2026, le Conseil d'administration a examiné ces états financiers et en a autorisé la diffusion. Ceux-ci seront ensuite soumis à l'approbation du Conseil des gouverneurs.

¹⁰⁶ Le PEDS comporte un volet nucléaire et un volet non nucléaire.

¹⁰⁷ Pour plus de précisions, voir la note annexe 23, page 93.

¹⁰⁸ Le swap sur rendement d'actions ne répond pas à la définition d'un dérivé, dans la mesure où ses détenteurs sont obligés de réaliser un important investissement net.

Responsabilité en matière d'information financière externe

Responsabilités de la Direction concernant les états financiers

Il incombe à la Direction de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et à sa filiale entièrement contrôlée, le Fonds spécial des actionnaires de la BERD (collectivement, « la Banque »), d'établir les états financiers selon les normes IFRS émises par l'IASB, non en vertu d'une loi ou réglementation, mais conformément aux dispositions des articles 24, 27 et 35 de l'Accord portant création de la BERD et de la section 13 du Règlement général de la BERD.

La Direction ne doit approuver ces états financiers que si elle estime qu'ils donnent une image exacte et fidèle de la situation de la Banque et de son résultat net pour la période considérée. Dans le cadre de la préparation des états financiers, la Direction est investie des responsabilités suivantes :

- préserver les actifs de la Banque, autoriser les recettes et les décaissements, et prévenir et détecter les fraudes et les erreurs, ainsi que les cas de non-respect des politiques et procédures internes de la BERD ;
- déterminer les lois et règlements applicables aux activités de la Banque et veiller à ce que celle-ci les respecte ;
- veiller à ce que la Banque maintienne des livres comptables indiquant à tout moment, avec une précision suffisante, sa situation financière ;
- procéder aux contrôles internes qu'elle juge nécessaires pour permettre d'établir des états financiers exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient le résultat d'une fraude ou d'une erreur ;
- établir des états financiers donnant une image exacte et fidèle de la situation de la Banque, de son résultat net et, le cas échéant, de ses flux de trésorerie, conformément aux normes IFRS émises par l'IASB.

Responsabilités de la Direction concernant l'efficacité des procédures de contrôle interne de l'information financière externe

La Direction est chargée de mettre en place et d'appliquer des contrôles internes efficaces de l'information financière externe, pour une présentation et une évaluation financières conformes aux normes IFRS. Le système de contrôles internes intègre des mécanismes de suivi et des mesures sont prises pour corriger les lacunes constatées. La Direction estime que les procédures de contrôle interne de l'information financière externe, qui sont soumises à un examen approfondi et à des vérifications par ses soins et sont révisées en cas de nécessité en tenant compte de toute recommandation formulée dans ce cadre par le Service d'audit interne, renforcent l'intégrité et la fiabilité des états financiers.

Compte tenu de ses limites intrinsèques, il se peut que le système de contrôles internes de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter des déclarations erronées. En outre, toute projection d'évaluation de l'efficacité concernant des périodes à venir présente le risque que les contrôles deviennent inadéquats à la suite d'un changement de circonstances, ou que le degré de conformité aux principes et procédures se détériore.

Le Conseil d'administration de la Banque a nommé un Comité d'audit et de gestion des risques, qui l'aide dans sa mission visant à assurer la bonne qualité des méthodes comptables et la mise en œuvre efficace des procédures de contrôle interne que la Direction applique aux activités financières et comptables. Le Comité d'audit et de gestion des risques est constitué uniquement de membres du Conseil d'administration. Il se réunit périodiquement avec la Direction pour examiner et contrôler les procédures financières et comptables et le système d'audit de la Banque, ainsi que les rapports financiers y afférents. Les auditeurs externe et interne rencontrent régulièrement le Comité d'audit et de gestion des risques, en présence ou non de membres de la Direction de la Banque, afin de débattre de l'adéquation des procédures de contrôle interne de l'information financière et de toute autre question qu'ils jugent nécessaire de porter à l'attention du Comité d'audit et de gestion des risques.

Évaluation de la Direction concernant l'efficacité des procédures de contrôle interne de l'information financière externe

La Direction de la Banque a évalué ses procédures de contrôle interne de l'information financière externe en 2025. Cette évaluation est fondée sur les critères de contrôle interne de l'information financière décrits dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le COSO (cadre de 2013).

L'évaluation couvre un examen des contrôles de la communication financière externe relative aux fonds spéciaux et aux autres accords portant sur des fonds mentionnés dans les notes annexes 31 et 32 du *Rapport Financier 2025*, ainsi que les plans de retraite. La portée de cette évaluation est toutefois limitée aux procédures de contrôle liées à la publication et à la communication de l'information concernant ces fonds/plans dans les états financiers de la Banque, plutôt qu'aux procédures de contrôle opérationnel, comptable et administratif mises en place pour chaque fonds.

Déclaration de la Direction concernant l'efficacité des procédures de contrôle interne de l'information financière externe

Sur la base de cette évaluation, la Direction déclare que, au 31 décembre 2025, la Banque appliquait des procédures de contrôle interne efficaces de l'information financière, comme il ressort des éléments suivants du *Rapport Financier 2025* :

- l'état de situation financière consolidé au 31 décembre 2025 ;
- le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, l'état des flux de trésorerie consolidé et l'état consolidé de variation des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date ;
- les principes comptables ;
- le chapitre sur la gestion des risques (à l'exception des parties spécifiquement identifiées comme non auditées) ; et
- les notes annexes aux états financiers.



Odile Renaud-Basso
Présidente



Burkhard Kübel-Sorger
Vice-Président et Directeur financier

Banque européenne pour la reconstruction et le développement
Londres
29 avril 2026

Rapport de certification indépendant

À l'attention du Conseil des gouverneurs de la Banque
européenne pour la reconstruction et le développement

On se reportera à la version en anglais des états financiers, qui sont les comptes finaux vérifiés comportant l'opinion de l'auditeur.

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'attention du Conseil des gouverneurs de la Banque
européenne pour la reconstruction et le développement

On se reportera à la version en anglais des états financiers consolidés, qui sont les comptes finaux vérifiés comportant l'opinion de l'auditeur.

Annexe : Analyse des taux de défaillance et de recouvrement (non auditée)

Avertissement

Les informations contenues dans la présente annexe sont fournies uniquement à titre informatif et ne doivent pas être utilisées pour prendre des décisions spécifiques ou des mesures concrètes. Elles n'ont pas valeur de conseil en matière juridique, de valeurs mobilières, d'investissement ou de toute autre forme de conseil. Elles ne reflètent pas non plus une quelconque opinion quant à la pertinence d'un investissement, ni n'incitent à une quelconque forme d'engagement. La présente annexe reprend des données rétrospectives de la BERD et les performances passées ne permettent pas nécessairement d'anticiper les résultats à venir. La BERD n'assume aucune responsabilité quant à la publication de mises à jour supplémentaires à l'avenir. Elle se réserve néanmoins le droit de le faire.

La BERD décline toute responsabilité concernant l'exactitude, l'exhaustivité ou la pertinence du contenu, des interprétations ou des éventuelles erreurs ou omissions contenues dans la présente annexe. Bien que l'élaboration de celle-ci repose sur des hypothèses et des méthodologies raisonnables, il convient de noter que d'autres approches sont susceptibles d'aboutir à des conclusions différentes.

Il est rappelé aux personnes amenées à se servir de cette annexe qu'elles doivent faire preuve de prudence et mener leurs propres recherches et analyses, de façon indépendante, avant de prendre des mesures fondées sur les informations qu'elle contient. Elles doivent respecter toutes les lois et réglementations applicables régissant les transactions financières et les investissements. Toute reproduction, modification, création de travaux dérivés, ingénierie inverse ou manipulation non autorisée du contenu, manuelle ou automatisée, dans l'intention de découvrir des données non divulguées, est strictement interdite et peut entraîner des conséquences juridiques.

Résumé

Fondée sur 31 années d'expérience sur les marchés émergents, la présente annexe non auditée propose une analyse des taux de défaillance et de recouvrement de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Les activités de prêt de la BERD sont organisées en unités opérationnelles sectorielles et en unités opérationnelles géographiques. Celles-ci constituent ensemble une matrice et permettent de représenter les performances du portefeuille de prêts de la Banque sur la durée sous ces deux angles. Les unités opérationnelles sectorielles se consacrent au secteur des entreprises, aux infrastructures durables et aux institutions financières. Les unités opérationnelles géographiques couvrent chacune les régions suivantes : Asie centrale, Europe centrale et États baltes, Chypre et Grèce, Europe orientale et Caucase, Europe du Sud-Est, région SEMED, Afrique subsaharienne et Türkiye. Une unité opérationnelle géographique est chargée des anciennes activités de prêt en Russie¹⁰⁹. Chacune de ces unités est décrite dans le sous-chapitre « Composition des observations » du présent rapport.

Le présent rapport fait état des statistiques agrégées sur les taux de défaillance et de recouvrement pour l'ensemble des unités opérationnelles, d'une notation interne des risques, le cas échéant, et de statistiques établies selon les groupes de pays par niveau de revenu, en utilisant les définitions du Groupe de la Banque mondiale.

La BERD a enregistré entre 1995 et 2025 un taux de défaillance moyen global de 2,1 %¹¹⁰. Les taux de défaillance les plus élevés concernent les années 1998 (8,3 %), 1999 (6,5 %) et 2022 (5,3 %). Sur la même période, la BERD a enregistré un taux de recouvrement global de 66,7 %¹¹¹, le taux le plus bas ayant été observé en 2007 (30,3 %).

- Concernant les statistiques agrégées des unités opérationnelles sectorielles, le taux de défaillance le plus élevé a été observé dans le secteur des entreprises (3,2 %), qui a également enregistré le taux de recouvrement sectoriel le plus faible sur les actifs défaillants (63,7 %).
- Pour ce qui est des unités opérationnelles géographiques, celle qui couvre l'Europe orientale et le Caucase a enregistré le taux de défaillance le plus élevé (3,8 %). En termes de recouvrement, la région SEMED a affiché le taux de recouvrement le plus faible (46,3 %).

¹⁰⁹ La Banque n'a procédé à aucun nouvel investissement en Russie depuis 2014. À la suite de l'invasion de l'Ukraine, le Conseil des gouverneurs de la BERD a décidé en avril 2022 de suspendre l'accès de la Russie aux ressources de la Banque. La Banque a fermé ses bureaux à Moscou. La Russie reste néanmoins actionnaire de la BERD.

¹¹⁰ Le taux de défaillance moyen correspond à la somme de toutes les défaillances observées, toutes cohortes confondues, divisée par la somme de toutes les observations uniques de contreparties au sein de ces cohortes.

¹¹¹ Le taux de recouvrement moyen correspond à la somme des recouvrements actualisés rapportée au total de l'encours de l'exposition au moment de la défaillance pour l'ensemble des opérations défaillantes et des opérations entièrement résolues.

- Selon la classification des pays par niveau de revenu établie par le Groupe de la Banque mondiale, la BERD a enregistré le taux de défaillance le plus élevé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (2,9 %), tandis que les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure affichaient le taux de recouvrement le plus faible (51,5 %).
- Au vu des données relevées depuis 2010¹¹², les taux de défaillance ont augmenté à mesure que la qualité de crédit diminuait, conformément aux attentes.

Les statistiques et l'analyse contenues dans le présent rapport reflètent l'expérience de la BERD. Le rapprochement de ces informations avec celles d'autres institutions similaires opérant dans des régions comparables ou plus largement sur des marchés émergents peut permettre d'obtenir une perspective plus pertinente. Le Consortium chargé de la base de données sur les risques des marchés émergents constitue une initiative de collaboration entre de telles institutions, dont la BERD, qui agrègent leurs données (y compris celles utilisées pour élaborer le présent rapport) au service des investissements dans les marchés émergents et du développement de ces marchés. Les statistiques issues dudit consortium permettront de mieux comprendre les marchés pour lesquels il est difficile de se procurer des informations fiables sur le crédit. Le présent document vise à appuyer ces efforts.

Méthodologie

Les statistiques présentées dans le présent rapport sont issues de 31 années d'expérience sur les marchés émergents. Elles sont enregistrées par la BERD depuis 1995. Pour l'analyse tant des taux de défaillance que des taux de recouvrement, la Banque a recueilli les dernières données disponibles concernant les cas de défaillance et les recouvrements, en s'appuyant sur tout l'historique des observations de prêts non souverains¹¹³.

La définition du prêt improductif retenue par la BERD est fondée sur les principes préconisés par les normes comptables IFRS¹¹⁴. Selon la norme comptable actuellement en vigueur (IFRS 9), un prêt devient douteux lorsque surviennent un ou plusieurs événements portant préjudice aux flux de trésorerie attendus de l'actif concerné. Concrètement, la Banque considère un actif comme un prêt improductif soit lorsque l'émetteur ou l'emprunteur a un arriéré de paiement de 90 jours ou plus envers un créancier important, soit lorsqu'il est improbable que la contrepartie s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit, sans que la Banque ait à recourir à des actions telles que la réalisation de la garantie (si elle en détient une), selon le jugement d'experts. Lorsqu'un prêt est classé comme improductif, tous les prêts sous-jacents de la contrepartie défaillante sont à leur tour considérés comme défaillants.

Pour les besoins de l'analyse des taux de défaillance, le calcul de ces derniers est effectué au niveau des contreparties, en se fondant sur les cohortes annuelles dynamiques. Chaque cohorte est composée de contreparties classées comme productives, récemment devenues défaillantes, ayant rempli leurs obligations, ou nouvellement ajoutées au cours de l'année. Chaque entrée d'une contrepartie constitue une observation unique au sein de la cohorte. Les observations ne prennent pas en compte les défaillances reportées de la cohorte précédente.

Si elle reste active et n'est pas défaillante, une contrepartie peut faire l'objet d'observations dans plusieurs cohortes. En outre, bien qu'une contrepartie puisse être observée dans plusieurs segments si elle est exposée à plusieurs unités opérationnelles sectorielles ou géographiques, elle n'est comptabilisée qu'une seule fois par segment.

Sur les 31 cohortes¹¹⁵ de la période allant de 1995 à 2025, l'analyse des taux de défaillance permet de recenser 2 909 contreparties uniques, pour un total de 18 255 observations, sur lesquelles 390 cas de défaillance ont été enregistrés par la BERD. Une ventilation plus détaillée de ces statistiques est fournie dans le présent rapport. Le taux de défaillance moyen correspond à la somme de toutes les défaillances observées, toutes cohortes confondues, divisée par la somme de toutes les observations uniques de contreparties au sein de ces cohortes.

Pour les besoins de l'analyse des taux de recouvrement, le calcul de ces derniers est effectué au niveau opérationnel, en se fondant sur une approche de cohorte statique selon laquelle chaque défaillance est observée une seule fois au moment où elle se produit. En ce qui concerne la définition interne de la défaillance, la population observée est constituée de l'ensemble des prêts pour lesquels une défaillance a été enregistrée et qui ont été entièrement résolus au cours de la période d'observation couverte par le rapport.

¹¹² Les statistiques relatives à la qualité de crédit remontent à 2010, année marquant l'introduction par la BERD de son échelle de notation actuelle.

¹¹³ La BERD ne tient compte ni des prêts à la juste valeur, ni des accords conclus au titre du PAEC, ni des prêts souverains garantis.

¹¹⁴ La Fondation IFRS est une organisation à but non lucratif d'intérêt public créée pour élaborer des normes comptables et des normes relatives à la publication d'informations en matière de durabilité, qui soient de haute qualité, compréhensibles, applicables et reconnues au niveau mondial : www.ifrs.org.

¹¹⁵ Les cohortes annuelles représentent des observations sur une année complète et vont de la fin d'un exercice à la fin de l'exercice suivant. Ainsi, l'année 2025 est évaluée du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

Chaque observation est unique et n'apparaît qu'une fois dans tous les segments, une opération ne pouvant pas être affectée à plus d'une unité opérationnelle sectorielle. Aux fins de la présente analyse, lorsqu'une opération peut avoir une exposition répartie entre plusieurs unités opérationnelles géographiques, elle est classée sous « Autres ».

Chaque recouvrement est actualisé pour prendre en compte la valeur temps de l'argent et les passages en pertes et profits sont recalculés le cas échéant au moment de la défaillance.

L'analyse des taux de recouvrement porte sur 28 cohortes allant de 1998 à 2025 et sur 329 cas de défaillance. Une ventilation plus détaillée de ces observations est fournie dans le présent rapport.

Composition des observations

Conformément à la méthodologie utilisée dans la présente annexe pour l'analyse des taux de défaillance¹¹⁶, les ventilations suivantes décrivent la composition globale des observations réalisées sur l'ensemble des données en fonction des unités opérationnelles sectorielles et géographiques de la BERD et de la classification des pays par niveau de revenu établie par le Groupe de la Banque mondiale.

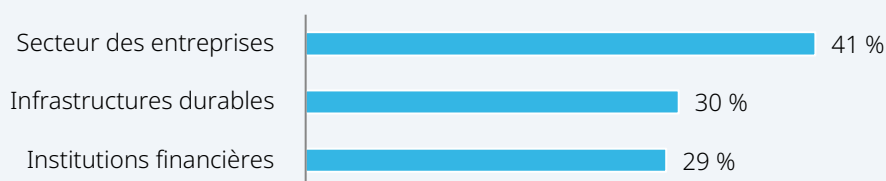
Unités opérationnelles sectorielles

Les codes standard de l'industrie attribués à chaque opération d'investissement sont regroupés en secteurs d'activité. Chaque unité opérationnelle sectorielle couvre un ou plusieurs secteurs d'activité. Les unités opérationnelles sectorielles couvrent actuellement ce qui suit :

- Secteur des entreprises : agroalimentaire et agro-industries ; fonds de prises de participation ; télécommunications ; médias et technologie ; industries manufacturières et services ; immobilier ; ressources naturelles.
- Infrastructures durables : énergie ; infrastructures municipales et environnementales ; transports.
- Institutions financières : dépôts et crédits (bancaires) ; financement par crédit-bail ; crédits (non bancaires) ; assurances, retraites et fonds communs de placement.

Le secteur des entreprises concentre le plus grand nombre d'observations (41 %).

Figure 1. Concentration des observations par secteur d'activité de la BERD (fin 2025)



¹¹⁶ Il convient de noter que les données utilisées pour l'analyse des taux de défaillance reflètent mieux la composition globale du portefeuille de la BERD. Les données utilisées pour l'analyse des taux de recouvrement constituent un sous-ensemble et sont par conséquent moins pertinentes pour une analyse de la composition.

Unités opérationnelles géographiques

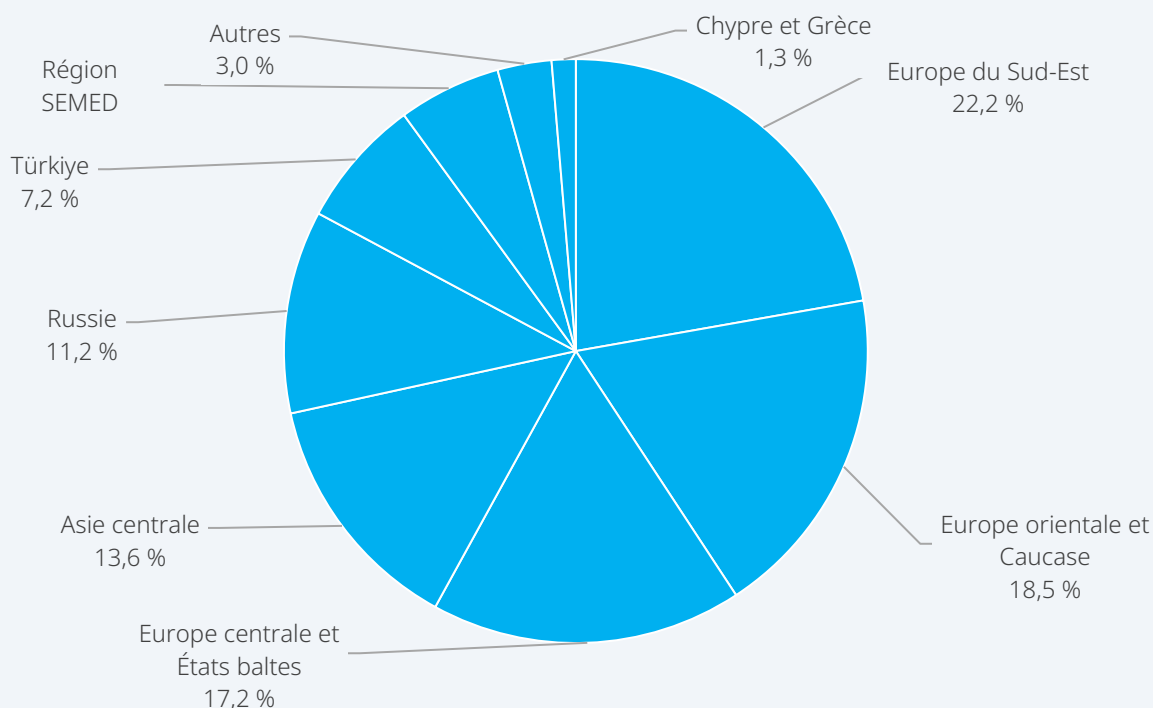
Les unités opérationnelles internes de la BERD sont structurées de manière à couvrir les régions suivantes :

- Asie centrale (Kazakhstan, Mongolie, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan et Turkménistan) ;
- Europe centrale et États baltes (Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, Slovaquie et Tchéquie¹¹⁷) ;
- Chypre¹¹⁸ et Grèce¹¹⁹ ;
- Europe du Sud-Est (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, Roumanie et Serbie) ;
- Europe orientale et Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus¹²⁰, Géorgie, Moldova et Ukraine) ;
- Région SEMED (Cisjordanie et Gaza¹²¹, Égypte, Irak, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie) ;
- Türkiye
- Russie (reflétant la performance d'une unité opérationnelle géographique qui a fonctionné jusqu'en 2014, date à laquelle elle est passée en phase de désengagement)¹²² ;
- Afrique subsaharienne (Bénin, Côte d'Ivoire, Kenya, Nigéria et Sénégal).

Aux fins de la présente analyse, lorsqu'une opération peut avoir une exposition répartie sur plusieurs économies, elle est classée sous « Autres ».

L'Europe du Sud-Est concentre le plus grand nombre d'observations (22 %) prises en compte dans la présente analyse.

Figure 2. Concentration des observations par région d'opérations de la BERD (fin 2025)



117 Le mandat temporaire de la BERD en Tchéquie est arrivé à expiration en mars 2026. La Banque a cessé d'investir dans de nouveaux projets dans ce pays, mais elle continue de gérer le portefeuille qu'elle y détient.

118 Le mandat de la BERD à Chypre est arrivé à expiration fin 2020. La Banque a cessé d'investir dans de nouveaux projets dans ce pays, mais elle continue de gérer le portefeuille qu'elle y détient.

119 Le mandat temporaire de la BERD en Grèce est arrivé à expiration fin 2025. La Banque a cessé d'investir dans de nouveaux projets dans ce pays, mais elle continue de gérer le portefeuille qu'elle y détient.

120 À la suite de l'invasion de l'Ukraine, le Conseil des gouverneurs de la BERD a décidé en avril 2022 de suspendre l'accès du Bélarus aux ressources de la Banque. La Banque a fermé ses bureaux à Minsk. Le Bélarus reste néanmoins actionnaire de la BERD.

121 Financé exclusivement par des fonds fiduciaires.

122 La Banque n'a procédé à aucun nouvel investissement en Russie depuis 2014. À la suite de l'invasion de l'Ukraine, le Conseil des gouverneurs de la BERD a décidé en avril 2022 de suspendre l'accès de la Russie aux ressources de la Banque. La Banque a fermé ses bureaux à Moscou. La Russie reste néanmoins actionnaire de la BERD.

Classification des pays par niveau de revenu de la Banque mondiale

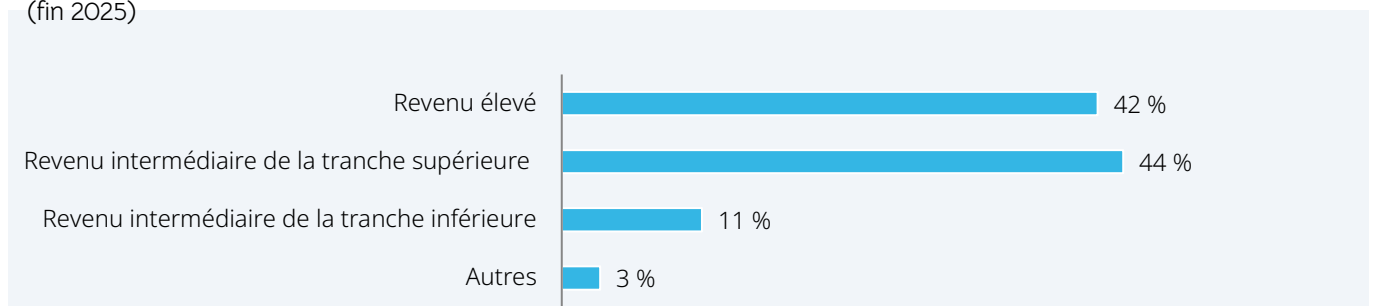
Les ventilations suivantes des observations au niveau des contreparties et des opérations sont fondées sur la classification des pays par niveau de revenu de la Banque mondiale pour l'exercice 2026 (allant du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026)¹²³. Les statistiques agrégées de cette manière reposent par conséquent sur une vision actuelle de la situation et ne sont pas représentatives de la classification des pays par niveau de revenu au moment de l'observation.

Le Groupe de la Banque mondiale répartit les économies du monde en quatre groupes : faible revenu, revenu intermédiaire de la tranche inférieure, revenu intermédiaire de la tranche supérieure et revenu élevé. Cette classification est actualisée chaque année le 1^{er} juillet, en fonction du revenu national brut (RNB) par habitant de l'année calendaire précédente et calculé selon la méthode de l'Atlas.

Pour chaque catégorie, le RNB est exprimé en dollars des États-Unis. Sont considérées comme étant à faible revenu les économies dont le RNB par habitant est inférieur à 1 136 dollars É.-U. ; à revenu intermédiaire de la tranche inférieure celles dont le RNB par habitant se situe entre 1 136 et 4 495 dollars É.-U. ; à revenu intermédiaire de la tranche supérieure celles dont le RNB par habitant se situe entre 4 496 et 13 935 dollars É.-U. ; et à revenu élevé celles dont le RNB par habitant est supérieur à 13 935 dollars É.-U.

Dans le cadre de cette classification, la catégorie « revenu intermédiaire de la tranche supérieure » concentre le plus grand nombre d'observations entrant dans le champ des analyses des taux de défaillance et de recouvrement (respectivement 44,4 % et 58,1 %).

Figure 3. Concentration des observations selon la classification des pays par niveau de revenu de la Banque mondiale (fin 2025)



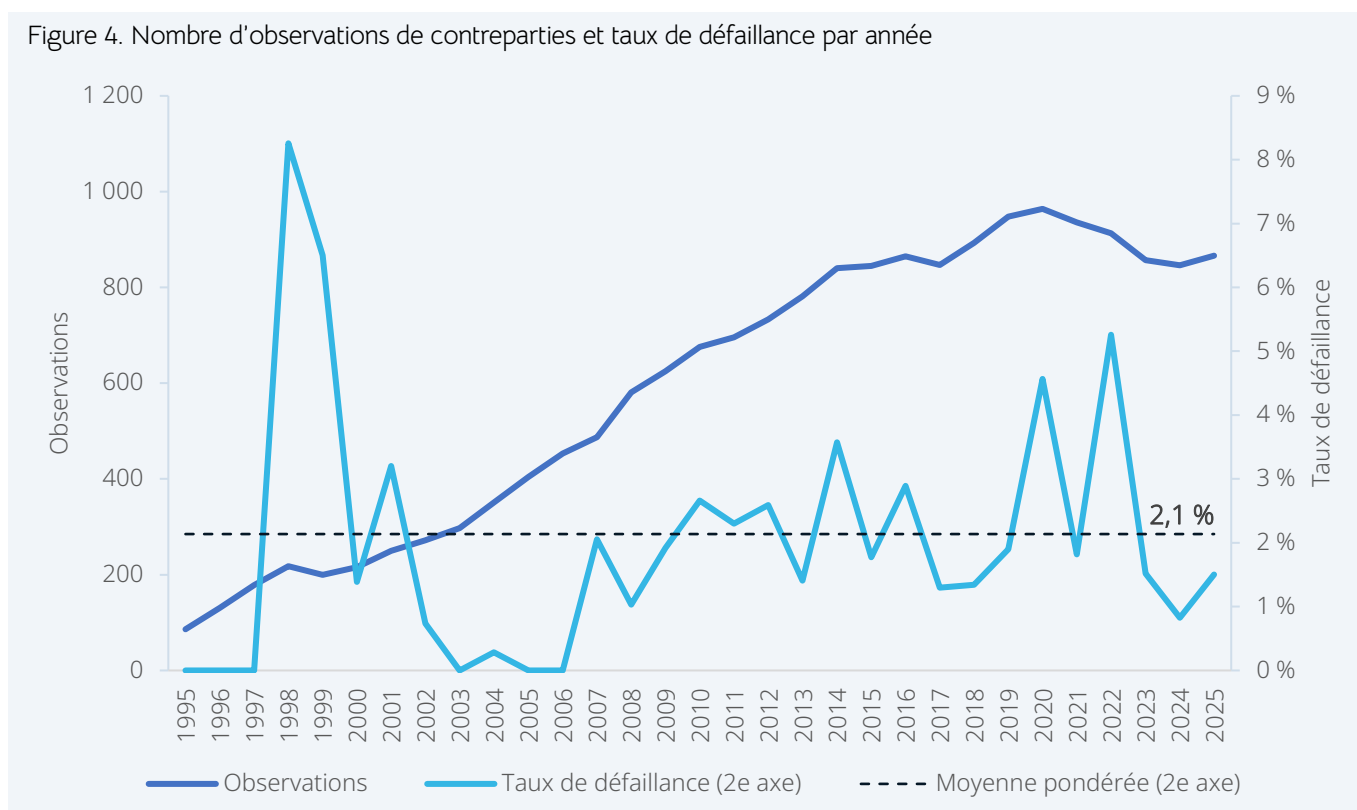
123 Banque mondiale (2025), *Le Groupe de la Banque mondiale actualise sa classification des pays par niveau de revenu : pourquoi, comment et après ?* (1^{er} juillet 2025 – 30 juin 2026), Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/actualisation-classification-pays-par-niveau-de-revenu>.

Analyse des taux de défaillance

Pour les besoins de l'analyse des taux de défaillance, le calcul de ces derniers est effectué au niveau des contreparties, en se fondant sur les cohortes annuelles (31 cohortes sur la période allant de 1995 à 2025). Si elle reste active et n'est pas défaillante, une contrepartie peut faire l'objet d'observations dans plusieurs cohortes. En outre, bien qu'une contrepartie puisse être observée dans plusieurs segments si elle est exposée à plusieurs pays ou secteurs, elle n'est comptabilisée qu'une seule fois par segment.

Le volume et la maturité croissants du portefeuille de prêts de la Banque se traduisent par une augmentation du taux de défaillance moyen au fil du temps. Celui-ci reste néanmoins faible comparé à la qualité de crédit moyenne du portefeuille de prêts non souverains, qui s'établissait à B+ à la fin de l'année 2025. Une ventilation complète des matrices internes des TPDDC figure dans l'Appendice, qui commence à la page 121. Ce sous-chapitre présente le taux de défaillance de la BERD en fonction du nombre d'observations par année, par unité opérationnelle sectorielle ou géographique de la Banque, selon la classification des pays par niveau de revenu de la Banque mondiale et selon la catégorie de notation.

Figure 4. Nombre d'observations de contreparties et taux de défaillance par année



Année	Total des observations	Observations de défaillance	Taux de défaillance
1995	86	0	0,0 %
1996	131	0	0,0 %
1997	178	0	0,0 %
1998	218	18	8,3 %
1999	200	13	6,5 %
2000	216	3	1,4 %
2001	250	8	3,2 %
2002	272	2	0,7 %
2003	297	0	0,0 %
2004	351	1	0,3 %
2005	404	0	0,0 %
2006	453	0	0,0 %
2007	488	10	2,0 %
2008	582	6	1,0 %
2009	626	12	1,9 %
2010	677	18	2,7 %
2011	697	16	2,3 %
2012	735	19	2,6 %
2013	783	11	1,4 %
2014	843	30	3,6 %
2015	847	15	1,8 %
2016	866	25	2,9 %
2017	848	11	1,3 %
2018	894	12	1,3 %
2019	949	18	1,9 %
2020	966	44	4,6 %
2021	939	17	1,8 %
2022	916	48	5,3 %
2023	860	13	1,5 %
2024	850	7	0,8 %
2025	866	13	1,5 %
Total	18 255	390	2,1 %

Figure 5. Taux de défaillance par région d'opérations (fin 2025)

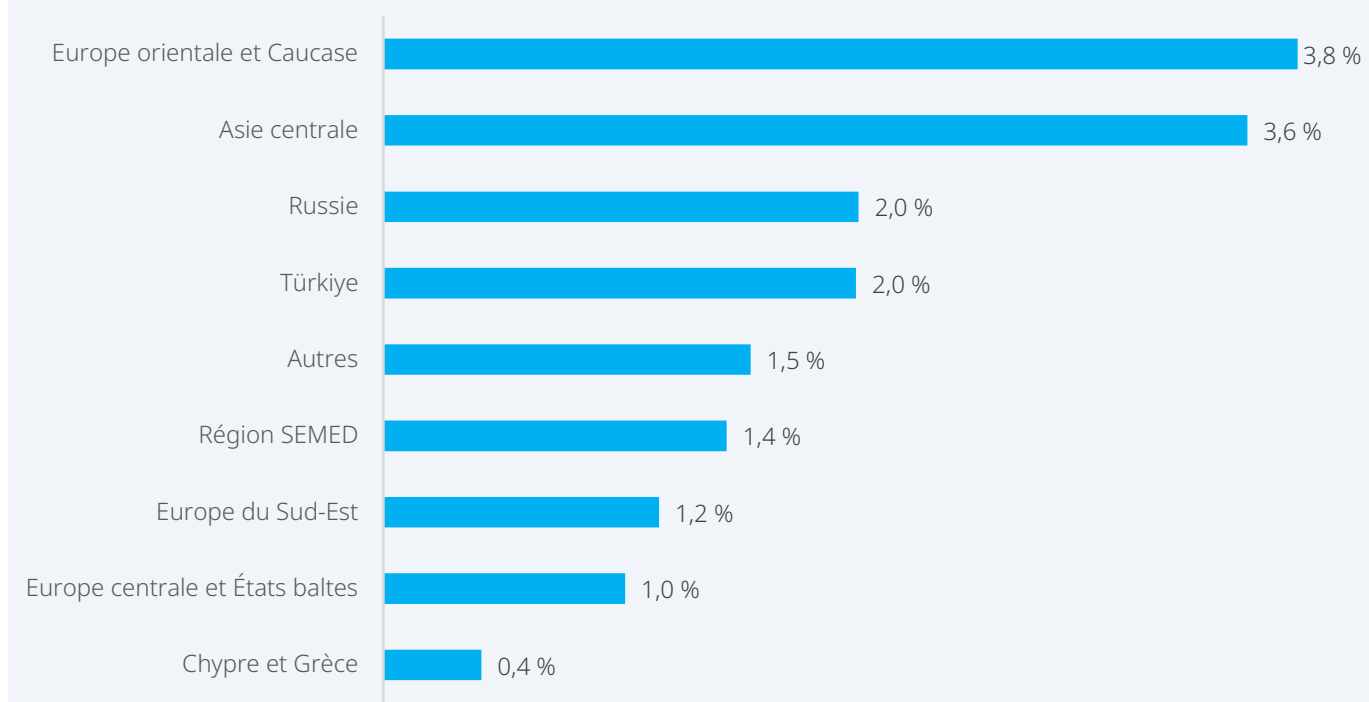


Figure 6. Taux de défaillance par unité opérationnelle sectorielle (fin 2025)

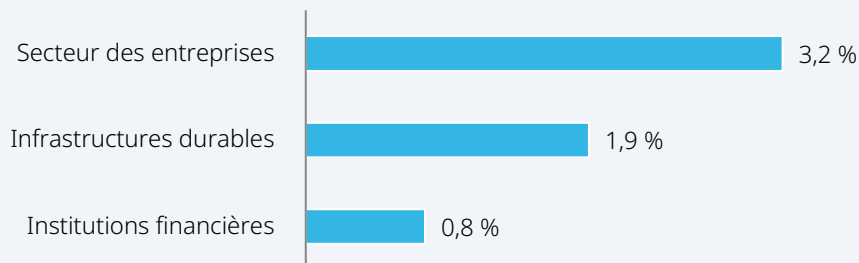


Figure 7. Taux de défaillance par groupe de revenu de la Banque mondiale (fin 2025)

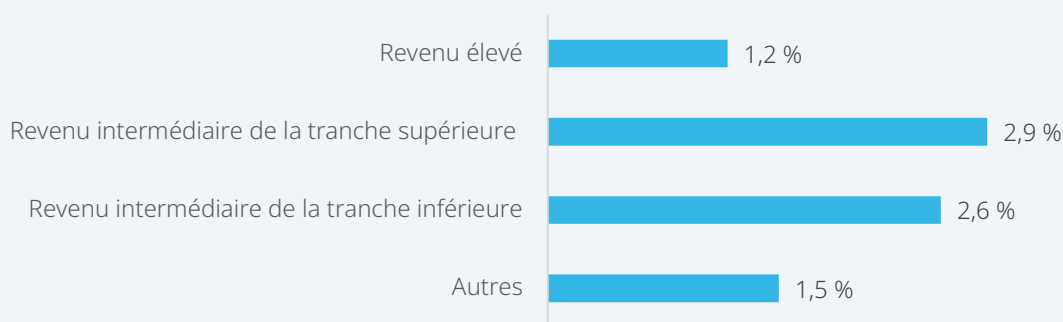
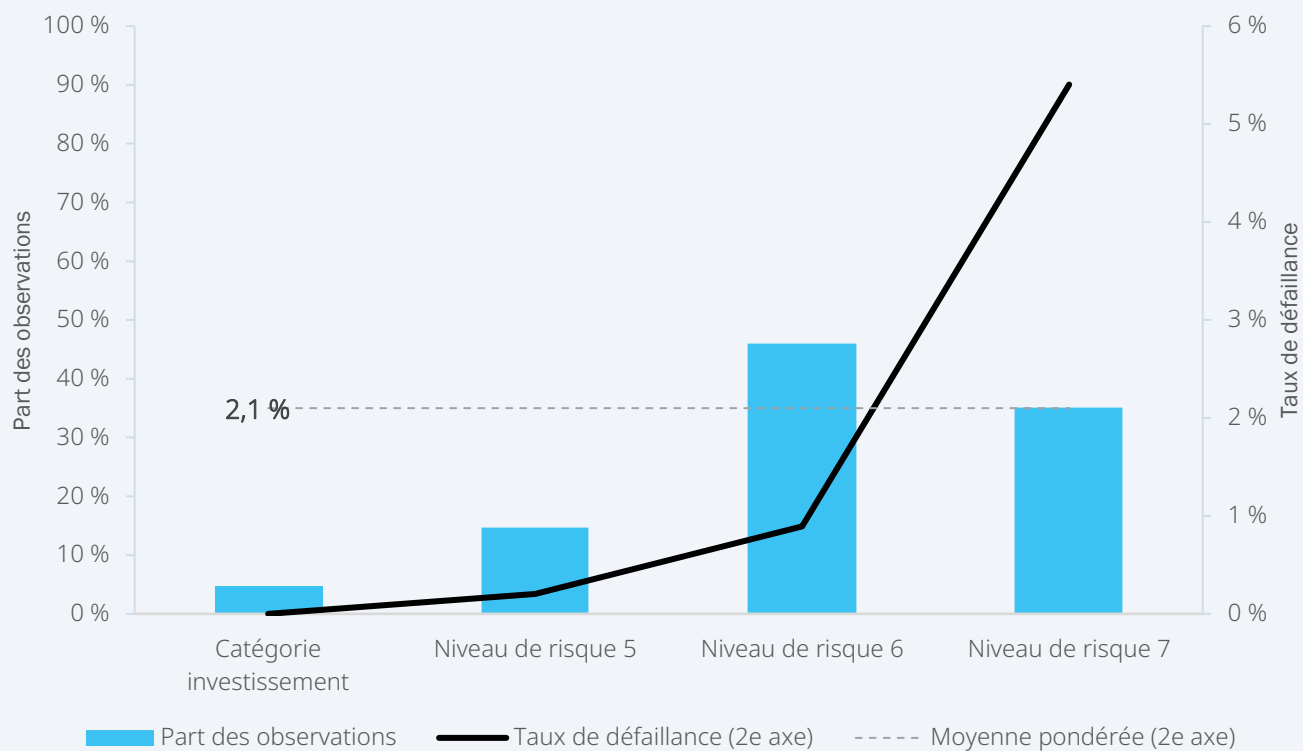


Figure 8. Taux de défaillance par catégorie de notation du risque (fin 2025)



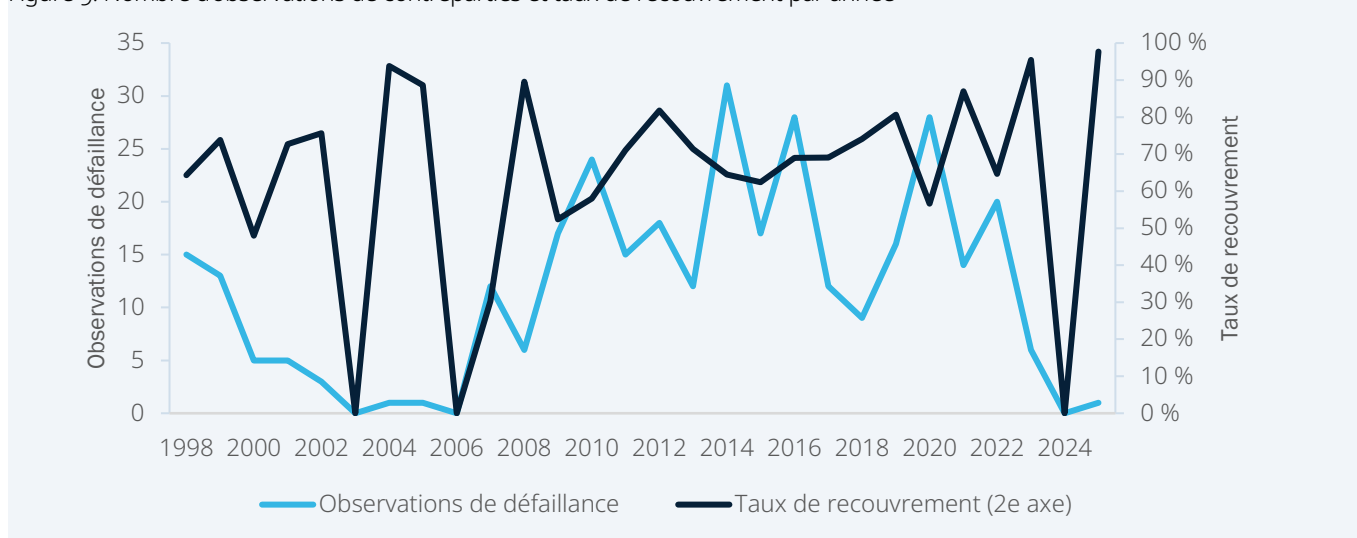
Les notes de risque internes de la Banque sont présentées au chapitre « Gestion des risques », pages 42-43.

Analyse des taux de recouvrement

Pour les besoins de cette analyse, le calcul des taux de recouvrement est effectué au niveau opérationnel, en se fondant sur une approche de cohorte statique selon laquelle chaque défaillance est observée une seule fois au moment où elle se produit. En ce qui concerne la définition interne de la défaillance, la population observée est constituée de l'ensemble des prêts pour lesquels une défaillance a été enregistrée et qui ont été entièrement résolus fin 2025.

Ce sous-chapitre présente le taux de recouvrement de la BERD par unité opérationnelle.

Figure 9. Nombre d'observations de contreparties et taux de recouvrement par année



Année	Observations de défaillance	Taux de recouvrement
1998	15	64,3 %
1999	13	73,9 %
2000	5	48,0 %
2001	5	72,7 %
2002	3	75,6 %
2003	0	-
2004	1	93,8 %
2005	1	88,6 %
2006	0	-
2007	12	30,3 %
2008	6	89,6 %
2009	17	52,4 %
2010	24	58,0 %
2011	15	71,1 %
2012	18	81,8 %
2013	12	71,4 %
2014	31	64,5 %
2015	17	71,6 %
2016	28	68,9 %
2017	12	69,1 %
2018	9	74,1 %
2019	16	80,7 %
2020	28	56,6 %
2021	14	87,0 %
2022	20	64,7 %
2023	6	95,4 %
2024	0	-
2025	1	97,7 %
Total	329	66,7 %

Figure 10. Taux de recouvrement par région d'opérations (fin 2025)

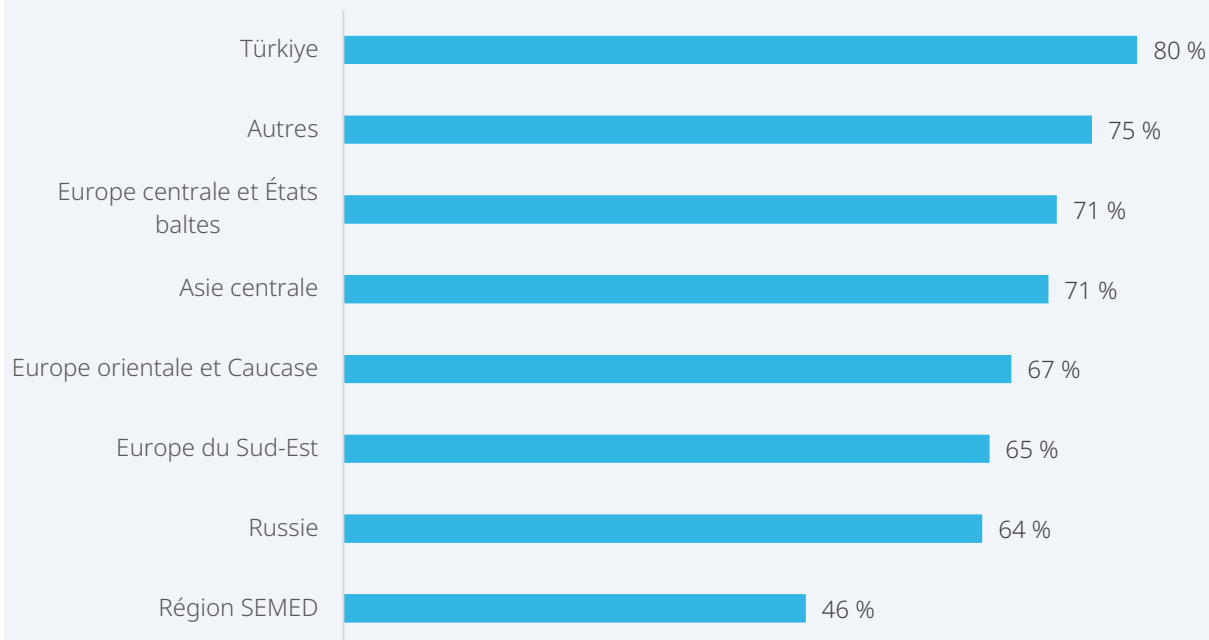
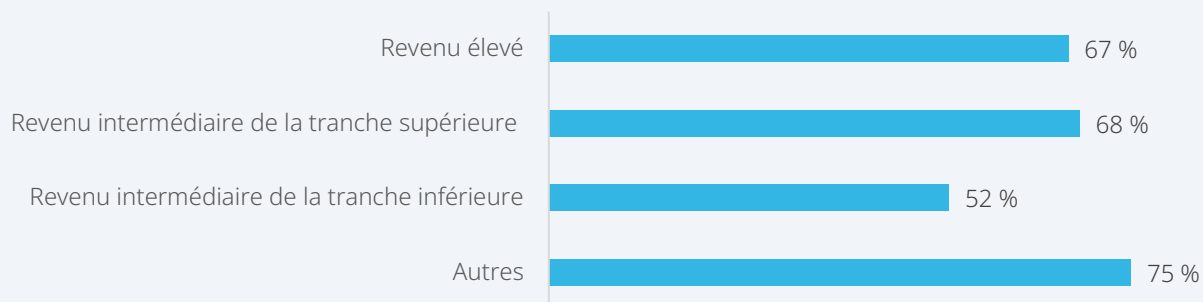


Figure 11. Taux de recouvrement par unité opérationnelle sectorielle (fin 2025)



Figure 12. Taux de recouvrement par groupe de revenu de la Banque mondiale (fin 2025)



Appendice

Les TPDDC internes de la BERD sont présentés ci-après ; ils traduisent la probabilité de défaillance en fonction des évolutions du risque de crédit à long terme et sont établis à l'aide d'éléments de référence externes de notation pour les catégories investissement et en se référant à l'expérience interne en matière de défaillance concernant les catégories inférieures. Ces taux sont ensuite ajustés en fonction de l'analyse rétrospective de l'expérience de la Banque en matière de défaillances en fonction des conditions macroéconomiques au moment des défaillances. Les TPDDC cumulés sont présentés ci-après et ventilés par note interne, et sont mis en correspondance avec l'équivalent en notation externe.

Secteur des entreprises

2025											
Note de probabilité de défaillance	Équivalent en notation externe	Horizon 1 an	Horizon 2 ans	Horizon 3 ans	Horizon 4 ans	Horizon 5 ans	Horizon 6 ans	Horizon 7 ans	Horizon 8 ans	Horizon 9 ans	Horizon 10 ans
1,0	AAA	0,01 %	0,04 %	0,16 %	0,31 %	0,44 %	0,59 %	0,68 %	0,84 %	0,94 %	1,04 %
1,7	AA+	0,01 %	0,06 %	0,18 %	0,32 %	0,46 %	0,60 %	0,69 %	0,85 %	0,95 %	1,06 %
2,0	AA	0,03 %	0,07 %	0,19 %	0,34 %	0,48 %	0,68 %	0,91 %	1,12 %	1,31 %	1,50 %
2,3	AA-	0,04 %	0,10 %	0,21 %	0,35 %	0,50 %	0,69 %	0,93 %	1,13 %	1,32 %	1,51 %
2,7	A+	0,06 %	0,12 %	0,25 %	0,41 %	0,53 %	0,70 %	0,94 %	1,15 %	1,34 %	1,53 %
3,0	A	0,06 %	0,16 %	0,28 %	0,44 %	0,59 %	0,78 %	0,97 %	1,19 %	1,45 %	1,73 %
3,3	A-	0,07 %	0,22 %	0,35 %	0,50 %	0,69 %	0,90 %	1,17 %	1,40 %	1,53 %	1,75 %
3,7	BBB+	0,13 %	0,37 %	0,63 %	0,91 %	1,22 %	1,63 %	1,91 %	2,25 %	2,66 %	3,13 %
4,0	BBB	0,18 %	0,47 %	0,76 %	1,25 %	1,73 %	2,23 %	2,76 %	3,25 %	3,76 %	4,24 %
4,3	BBB-	0,34 %	1,03 %	1,97 %	3,07 %	4,21 %	5,24 %	6,14 %	7,02 %	7,84 %	8,61 %
4,7	BB+	0,48 %	1,32 %	2,41 %	3,66 %	4,95 %	6,12 %	7,17 %	8,19 %	9,16 %	10,07 %
5,0	BB	0,93 %	1,88 %	3,00 %	4,52 %	6,34 %	7,93 %	9,88 %	12,33 %	14,89 %	16,73 %
5,3	BB-	1,08 %	2,17 %	3,44 %	5,11 %	7,07 %	8,81 %	10,91 %	13,50 %	16,21 %	18,19 %
5,7	B+	1,22 %	2,46 %	3,88 %	5,69 %	7,81 %	9,69 %	11,94 %	14,68 %	17,53 %	19,66 %
6,0	B	1,30 %	2,52 %	3,89 %	6,28 %	8,54 %	10,57 %	12,97 %	15,85 %	18,85 %	21,13 %
6,3	B-	2,57 %	6,93 %	10,55 %	13,35 %	15,45 %	17,50 %	19,30 %	20,32 %	22,57 %	25,45 %
6,7	CCC+	4,25 %	10,32 %	17,30 %	25,99 %	28,66 %	30,64 %	32,69 %	34,68 %	36,58 %	38,42 %
7,0	CCC	6,62 %	11,40 %	17,74 %	26,57 %	29,39 %	31,52 %	33,72 %	35,85 %	37,91 %	39,89 %
7,3	CCC-	10,13 %	17,01 %	22,51 %	27,14 %	30,98 %	35,55 %	39,26 %	46,03 %	47,07 %	48,90 %

Infrastructures durables

2025											
Note de probabilité de défaillance	Équivalent en notation externe	Horizon 1 an	Horizon 2 ans	Horizon 3 ans	Horizon 4 ans	Horizon 5 ans	Horizon 6 ans	Horizon 7 ans	Horizon 8 ans	Horizon 9 ans	Horizon 10 ans
1,0	AAA	0,01 %	0,03 %	0,11 %	0,21 %	0,30 %	0,40 %	0,46 %	0,57 %	0,64 %	0,71 %
1,7	AA+	0,01 %	0,04 %	0,12 %	0,22 %	0,31 %	0,41 %	0,47 %	0,58 %	0,65 %	0,72 %
2,0	AA	0,02 %	0,05 %	0,13 %	0,23 %	0,33 %	0,46 %	0,62 %	0,76 %	0,89 %	1,02 %
2,3	AA-	0,03 %	0,07 %	0,14 %	0,24 %	0,34 %	0,47 %	0,63 %	0,77 %	0,90 %	1,03 %
2,7	A+	0,04 %	0,08 %	0,17 %	0,28 %	0,36 %	0,48 %	0,64 %	0,78 %	0,91 %	1,04 %
3,0	A	0,04 %	0,11 %	0,19 %	0,30 %	0,40 %	0,53 %	0,66 %	0,81 %	0,99 %	1,18 %
3,3	A-	0,05 %	0,15 %	0,24 %	0,34 %	0,47 %	0,61 %	0,80 %	0,95 %	1,04 %	1,19 %
3,7	BBB+	0,09 %	0,25 %	0,43 %	0,62 %	0,83 %	1,11 %	1,30 %	1,53 %	1,81 %	2,13 %
4,0	BBB	0,12 %	0,32 %	0,52 %	0,85 %	1,18 %	1,52 %	1,88 %	2,21 %	2,56 %	2,89 %
4,3	BBB-	0,23 %	0,70 %	1,34 %	2,09 %	2,87 %	3,57 %	4,18 %	4,78 %	5,34 %	5,86 %
4,7	BB+	0,33 %	0,90 %	1,64 %	2,49 %	3,37 %	4,17 %	4,88 %	5,58 %	6,24 %	6,86 %
5,0	BB	0,63 %	1,28 %	2,04 %	3,08 %	4,32 %	5,40 %	6,73 %	8,39 %	10,14 %	11,39 %
5,3	BB-	0,73 %	1,48 %	2,34 %	3,48 %	4,82 %	6,00 %	7,43 %	9,19 %	11,04 %	12,39 %
5,7	B+	0,83 %	1,68 %	2,64 %	3,88 %	5,32 %	6,60 %	8,13 %	9,99 %	11,94 %	13,39 %
6,0	B	0,88 %	1,71 %	2,65 %	4,28 %	5,82 %	7,20 %	8,83 %	10,79 %	12,84 %	14,39 %
6,3	B-	1,75 %	4,72 %	7,18 %	9,09 %	10,52 %	11,92 %	13,15 %	13,84 %	15,37 %	17,33 %
6,7	CCC+	2,89 %	7,03 %	11,78 %	17,70 %	19,52 %	20,86 %	22,26 %	23,61 %	24,91 %	26,16 %
7,0	CCC	4,51 %	7,76 %	12,08 %	18,10 %	20,02 %	21,46 %	22,96 %	24,41 %	25,81 %	27,16 %
7,3	CCC-	6,90 %	11,58 %	15,33 %	18,48 %	21,10 %	24,21 %	26,74 %	31,34 %	32,05 %	33,30 %

Institutions financières

2025

Note de probabilité de défaillance	Équivalent en notation externe	Horizon 1 an	Horizon 2 ans	Horizon 3 ans	Horizon 4 ans	Horizon 5 ans	Horizon 6 ans	Horizon 7 ans	Horizon 8 ans	Horizon 9 ans	Horizon 10 ans
1,0	AAA	0,00 %	0,01 %	0,04 %	0,07 %	0,10 %	0,14 %	0,16 %	0,20 %	0,22 %	0,25 %
1,7	AA+	0,00 %	0,01 %	0,04 %	0,08 %	0,11 %	0,14 %	0,16 %	0,20 %	0,23 %	0,25 %
2,0	AA	0,01 %	0,02 %	0,05 %	0,08 %	0,11 %	0,16 %	0,21 %	0,26 %	0,31 %	0,35 %
2,3	AA-	0,01 %	0,02 %	0,05 %	0,08 %	0,12 %	0,16 %	0,22 %	0,27 %	0,31 %	0,36 %
2,7	A+	0,01 %	0,03 %	0,06 %	0,10 %	0,12 %	0,17 %	0,22 %	0,27 %	0,32 %	0,36 %
3,0	A	0,01 %	0,04 %	0,07 %	0,10 %	0,14 %	0,18 %	0,23 %	0,28 %	0,34 %	0,41 %
3,3	A-	0,02 %	0,05 %	0,08 %	0,12 %	0,16 %	0,21 %	0,28 %	0,33 %	0,36 %	0,41 %
3,7	BBB+	0,03 %	0,09 %	0,15 %	0,21 %	0,29 %	0,38 %	0,45 %	0,53 %	0,63 %	0,74 %
4,0	BBB	0,04 %	0,11 %	0,18 %	0,29 %	0,41 %	0,53 %	0,65 %	0,77 %	0,89 %	1,00 %
4,3	BBB-	0,08 %	0,24 %	0,46 %	0,72 %	0,99 %	1,24 %	1,45 %	1,66 %	1,85 %	2,03 %
4,7	BB+	0,11 %	0,31 %	0,57 %	0,86 %	1,17 %	1,44 %	1,69 %	1,93 %	2,16 %	2,38 %
5,0	BB	0,22 %	0,44 %	0,71 %	1,07 %	1,50 %	1,87 %	2,33 %	2,91 %	3,51 %	3,94 %
5,3	BB-	0,25 %	0,51 %	0,81 %	1,20 %	1,67 %	2,08 %	2,57 %	3,18 %	3,82 %	4,29 %
5,7	B+	0,29 %	0,58 %	0,91 %	1,34 %	1,84 %	2,29 %	2,81 %	3,46 %	4,13 %	4,64 %
6,0	B	0,31 %	0,59 %	0,92 %	1,48 %	2,01 %	2,49 %	3,06 %	3,74 %	4,45 %	4,98 %
6,3	B-	0,61 %	1,63 %	2,49 %	3,15 %	3,64 %	4,13 %	4,55 %	4,79 %	5,32 %	6,00 %
6,7	CCC+	1,00 %	2,43 %	4,08 %	6,13 %	6,76 %	7,22 %	7,71 %	8,18 %	8,63 %	9,06 %
7,0	CCC	1,56 %	2,69 %	4,18 %	6,27 %	6,93 %	7,43 %	7,95 %	8,45 %	8,94 %	9,41 %
7,3	CCC-	2,39 %	4,01 %	5,31 %	6,40 %	7,31 %	8,38 %	9,26 %	10,85 %	11,10 %	11,53 %

Contrôle de gestion
Marianna Amirbekyan
Elise van Ameringen
Joshua Nair

Rédaction
Helen Valvona
Matthew Hart

Conception graphique
et gestion de l'impression
Daniel Kelly

Traduction
Sylvie Kepez
Francis Labrousse

Soutien à la traduction
Charlotte Deshayes

Relecture d'épreuves
Gabrielle Pirotte

Coordination de la traduction
Natalia Binert

© Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Tous droits réservés. Aucun élément de la présente publication ne peut être reproduit ou transmis sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, y compris par voie de photocopie ou d'enregistrement, sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Cette autorisation écrite doit être obtenue avant le stockage de tout élément de la présente publication dans un système de recherche d'information, quel qu'il soit.

Dans le présent rapport, les termes et les noms utilisés pour renvoyer à des entités géographiques ou territoriales, des regroupements et des entités politiques et économiques, ne constituent pas et ne sauraient être interprétés comme une position, une validation, une acceptation ou l'expression d'une opinion, expresse ou implicite, par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ou ses membres concernant le statut de tout pays, territoire, groupement et entité, ou la délimitation de ses frontières, ou sa souveraineté.

Les références aux intitulés de poste ou aux fonctions s'entendent pour toute personne indépendamment de son identité de genre.

Photographie de couverture : © EBRD

Imprimé écologiquement au Royaume-Uni par Pureprint, société certifiée CarbonNeutral® respectant une chaîne de contrôle FSC® et dotée d'un système de gestion environnementale conforme à la norme ISO 14001 prévoyant un recyclage de plus de 99 % de l'ensemble des déchets secs.

Le *Rapport financier 2025* est imprimé sur Galerie Satin, papier certifié FSC® provenant de sources responsables. Une vérification est ainsi assurée tout au long d'une chaîne de contrôle, de l'arbre issu d'une forêt bien gérée jusqu'au document final produit dans l'imprimerie.

1900 Rapport financier 2025



Investir dans des vies meilleures

Banque européenne pour
la reconstruction et le développement
Five Bank Street
Londres
E14 4BG
Royaume-Uni

Téléphone : +44 20 7338 6000

www.ebrd.com

Retrouvez-nous sur :

